



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

CONFÉRENCE

Quarante-deuxième session

2021

Rapport sur l'exécution du Programme 2018-2019

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M^{me} Beth Crawford
Directrice

Bureau de la stratégie, de la planification et de la gestion des ressources (OSP)
Tél.: (+39)06570-52298

Le présent document peut être imprimé à la demande, conformément à une initiative de la FAO qui vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Il peut être consulté, ainsi que d'autres documents, à l'adresse www.fao.org

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2020

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction et d'adaptation ainsi qu'à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Avant-propos du Directeur général

Étroitement lié au Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), le Plan à moyen terme 2018-2021 de la FAO appelle des mesures audacieuses, des partenariats solides et une capacité à agir rapidement afin d'aider les pays à réaliser les Objectifs de développement durable. Le Programme de travail et budget 2018-2019 (PTB 2018-2019) a permis à l'Organisation d'honorer ses engagements en contribuant aux actions menées aux niveaux national et mondial au profit des populations vulnérables.

Mue par le Programme 2030, la FAO a poursuivi les efforts déployés pour maintenir la lutte contre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition en tête des priorités du programme de développement international. Le problème de la faim est en recrudescence dans le monde et la dénutrition continue de toucher des millions d'enfants. Les capitaux publics consacrés à l'agriculture diminuent à l'échelle mondiale, alors même que les petits producteurs de denrées alimentaires et les agriculteurs familiaux ont besoin d'un soutien bien plus important et d'investissements accrus dans les infrastructures et les technologies au service de l'agriculture durable. La FAO continue de se positionner comme un acteur de premier plan sur la scène internationale en vue de sensibiliser les parties prenantes et d'affronter les différents défis qui entravent l'agriculture et la sécurité alimentaire.

La FAO a mené ses activités dans un environnement mondial difficile en 2018-2019, ce qui ne l'a pas empêchée d'atteindre 95 pour cent des produits du PTB établi pour cet exercice biennal et d'apporter un soutien décisif aux pays et aux régions, ainsi que des biens publics mondiaux essentiels à la communauté internationale. L'Organisation a également progressé dans la mise en place des mesures institutionnelles nécessaires pour exécuter son programme de travail, comme en témoigne la proportion de 77,3 pour cent d'indicateurs de performance clés relatifs aux thèmes transversaux et aux objectifs fonctionnels dont les cibles biennales ont été atteintes.

Sur la période 2018-2019, la FAO a utilisé 99,6 pour cent du budget de son Programme ordinaire, et les dépenses extrabudgétaires se sont élevées à 1,8 milliard d'USD. L'Organisation a continué de mettre l'accent sur des contrôles internes rigoureux et une gestion efficace des risques, et contribue activement au processus de repositionnement du système des Nations Unies pour le développement en renforçant sa collaboration avec d'autres partenaires de l'ONU, en particulier avec les organismes ayant leur siège à Rome.

Il faut une FAO dynamique et innovante dans ce monde en proie à des défis complexes et interdépendants, dans lequel l'alimentation et l'agriculture, les moyens d'existence et le bien-être des populations ainsi que la préservation des ressources naturelles ne sont pas des questions que l'on peut aborder isolément. La FAO contribue de manière décisive à appuyer les pays dans la transition vers une agriculture et des systèmes alimentaires durables, comme l'a confirmé le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) à sa quarante-cinquième session, en approuvant le mandat relatif à l'élaboration des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition. La toute nouvelle Initiative Main dans la main va favoriser la transformation des systèmes agricoles et alimentaires en stimulant l'apport de financements flexibles, les partenariats ciblés et les innovations dans la gestion des données, les pratiques, les technologies et les institutions. Des innovations sont également introduites au sein de l'Organisation afin de promouvoir une culture qui privilégie la dimension humaine, et de renforcer la cohésion et l'efficacité en interne.

Ce monde en évolution nécessite d'innover et de collaborer pour réaliser les objectifs du Programme 2030. La FAO s'est lancée avec audace dans cette aventure et va redoubler d'efforts pour répondre aux attentes de ses Membres, et pour nouer des partenariats solides qui contribueront à libérer le monde de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes, sans faire de laissés-pour-compte.

QU Dongyu
Directeur général

Table des matières

Avant-propos du Directeur général.....	3
Résumé.....	6
I. RÉSULTATS – FAIRE LA DIFFÉRENCE.....	10
A. Contexte mondial du développement - Points saillants	10
B. Objectifs stratégiques: progrès et réalisations	15
<i>Vue d'ensemble du suivi des indicateurs et des progrès obtenus</i>	<i>15</i>
<i>Présentation des résultats des objectifs stratégiques</i>	<i>17</i>
<i>Objectif stratégique 1: Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition</i>	<i>19</i>
<i>Objectif stratégique 2: Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables.....</i>	<i>29</i>
<i>Objectif stratégique 3: Réduire la pauvreté rurale.....</i>	<i>41</i>
<i>Objectif stratégique 4: Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces</i>	<i>50</i>
<i>Objectif stratégique 5: Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise</i>	<i>59</i>
<i>Objectif 6: Qualité technique, statistiques et thèmes transversaux (changement climatique, parité hommes-femmes, gouvernance, nutrition).....</i>	<i>68</i>
<i>Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement aux fins de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et réseau des bureaux décentralisés de la FAO</i>	<i>82</i>
II. GESTION JUDICIEUSE DES RESSOURCES ET AMÉLIORATION DE L'EXÉCUTION	85
A. Amélioration des moyens d'exécution – Points saillants.....	85
B. Aperçu des résultats - Objectifs fonctionnels et chapitres spéciaux	87
<i>Objectif fonctionnel 8: Activités de diffusion.....</i>	<i>87</i>
<i>Objectif fonctionnel 9: Technologies de l'information</i>	<i>92</i>
<i>Objectif fonctionnel 10: Gouvernance, surveillance et direction de la FAO</i>	<i>94</i>
<i>Objectif fonctionnel 11: Administration efficiente et efficace.....</i>	<i>98</i>
<i>Chapitre 13: Dépenses d'équipement.....</i>	<i>100</i>
<i>Chapitre 14: Dépenses de sécurité</i>	<i>102</i>
C. Programme de coopération technique.....	104
D. Fonds multidisciplinaire	108
E. Résultats financiers	110
<i>Annexe 1: Méthode de suivi</i>	<i>122</i>
<i>Annexe 2: Résultats de l'Organisation</i>	<i>126</i>
<i>Annexe 3: Parité hommes-femmes – Progrès accomplis dans la mise en œuvre des normes minimales définies dans la politique de la FAO sur l'égalité des sexes et du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP).....</i>	<i>166</i>

<i>Annexe 4: Cadre de résultats de la Stratégie relative au changement climatique – rapport de situation 2018-2019.....</i>	<i>173</i>
<i>Annexe 5: Équilibre entre les effectifs masculins et féminins et répartition géographique</i>	<i>181</i>
<i>Annexe 6: Politique linguistique de la FAO.....</i>	<i>183</i>
<i>Liste des sigles</i>	<i>185</i>
<i>Annexe web 7: Résultats à l'échelle régionale</i>	
<i>Annexe web 8: Réunions non programmées ou annulées</i>	

Résumé

1. Le Rapport sur l'exécution du Programme vise à informer les Membres de la FAO du travail accompli par l'Organisation au cours de l'exercice biennal écoulé. Il fait partie des documents de contrôle établis, et donne des informations quantitatives et qualitatives sur l'exécution, les cibles et les indicateurs ayant trait aux objectifs stratégiques, aux objectifs fonctionnels et aux chapitres spéciaux conformément au Programme de travail et budget (PTB) 2018-2019, pour toutes les sources de financement.

2. Le présent Rapport sur l'exécution du Programme, rédigé sur la base du cadre de résultats actuel, indique l'évolution des indicateurs définis en fonction des objectifs de développement durable (ODD) pour les objectifs stratégiques, fait le point sur les résultantes et les produits, et livre les enseignements fondamentaux tirés de l'expérience programmatique et opérationnelle acquise pour chaque objectif.

Principales avancées dans le domaine des politiques – Points saillants

3. Au cours de l'exercice biennal, la FAO a déployé des efforts considérables pour que la lutte contre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition continue d'être au centre des priorités du programme de développement. Le rapport 2019 du Secrétaire général sur la réalisation des ODD indique que le problème de la faim est en recrudescence dans le monde et que la dénutrition continue de toucher des millions d'enfants. Les capitaux publics consacrés à l'agriculture diminuent à l'échelle mondiale, alors même que les petits producteurs de denrées alimentaires et les agriculteurs familiaux ont besoin d'un soutien bien plus important et d'investissements accrus dans les infrastructures et les technologies au service de l'agriculture durable.

4. La FAO, par sa participation active au Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, a veillé à la mise au point des méthodes applicables aux 21 indicateurs des ODD placés sous sa responsabilité, et au processus d'approbation de ces indicateurs. Le *Forum politique de haut niveau pour le développement durable* des Nations Unies a appelé en juillet 2018 à une décennie d'action en vue de concrétiser les ODD d'ici à 2030, et la FAO entend y contribuer activement. Le rôle central joué par la FAO sur la scène internationale en ce qui concerne les questions climatiques a été de plus en plus reconnu au cours des deux dernières années, en particulier en raison de sa participation et de ses contributions notables aux réunions ayant précédé la COP¹, à la COP 24 et à la COP 25 de la CCNUCC et aux sessions des organes subsidiaires, à l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture ainsi qu'au Sommet Action Climat du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. La FAO contribue de manière décisive à appuyer les pays dans la transition vers une agriculture et des systèmes alimentaires durables. À sa quarante-cinquième session, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a approuvé le mandat relatif à l'élaboration des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition, dans lequel il recommande de suivre une approche exhaustive et systématique des systèmes alimentaires afin de décroiser les politiques ayant trait aux secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et de la santé. Durant l'exercice biennal, la FAO a encouragé des approches innovantes en faveur de la production agricole durable, entre autres les Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial (SIPAM), l'agroécologie et les biotechnologies.

6. La résistance aux antimicrobiens est une préoccupation croissante à l'échelle mondiale qui touche la santé des personnes, des animaux et des végétaux, l'alimentation et l'environnement. Sur la période 2018-2019, la FAO a intensifié son travail en la matière dans les quatre domaines prioritaires de son Plan d'action contre la résistance aux antimicrobiens 2016-2020 (sensibilisation, surveillance, gouvernance et bonnes pratiques). La FAO s'est également battue en première ligne contre des menaces qui sévissent à une échelle plus régionale, comme les infestations de chenille légionnaire d'automne et de criquet pèlerin dans le nord-est de l'Afrique, en Arabie Saoudite, au

¹ Conférence des Parties (COP).

Yémen et dans la Corne de l'Afrique. L'Organisation contribue activement au processus de repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, avec pour objectif général de renforcer la collaboration avec d'autres partenaires des Nations Unies, en particulier avec les organismes ayant leur siège à Rome.

Faire la différence: Produits, résultantes et objectifs stratégiques

7. Le cadre de résultats de la FAO pour 2018-2019 guide la planification et le suivi des activités de l'Organisation, en vue de contribuer à libérer le monde de la faim et de la malnutrition. Au cœur même de ce cadre figurent les indicateurs qui permettent de mesurer les progrès accomplis à chaque niveau de la chaîne de résultats: produits, résultantes et objectifs stratégiques.

8. Les produits représentent les résultats dont la FAO est directement responsable aux niveaux national, régional et mondial, et qui sont obtenus grâce aux actions concrètes de l'Organisation financées par les contributions fixées et extrabudgétaires. Sur la base des enseignements tirés de l'expérience acquise en 2016-2017, des progrès ont été accomplis dans la définition et le suivi des cibles des produits pour 2018-2019 et l'établissement des rapports y afférents. La définition plus précise de la chaîne de résultats de la FAO et une meilleure planification des activités, avec la collaboration de l'ensemble des bureaux de pays, bureaux régionaux et sous-régionaux, et du Siège, ont facilité l'établissement des cibles biennales.

9. Comme pour la période 2016-2017, les cibles des indicateurs associés aux produits ont été considérées comme atteintes lorsque le résultat était égal à 100 pour cent. Sur cette base, 95 pour cent (41) des 43 cibles ont été intégralement atteintes par la FAO en 2018-2019, et 5 pour cent (2) n'ont pas été réalisées. Environ 79 pour cent des résultats concernant les produits ont été obtenus au niveau national ou régional.

10. Les résultantes correspondent aux changements nécessaires, au niveau des pays et/ou de l'environnement porteur, pour favoriser la réalisation des objectifs stratégiques, lesquels forment le niveau supérieur. Elles ont trait aux questions de niveau national ou international qui peuvent être résolues grâce aux contributions (produits) de la FAO. Les indicateurs associés aux résultantes permettent de déterminer dans quelle mesure les pays ont mis en œuvre les réformes nécessaires et se sont dotés des capacités requises en vue d'atteindre les objectifs stratégiques, dans les domaines auxquels la FAO peut contribuer, ou dans quelle mesure la communauté internationale est parvenue à améliorer le cadre mondial des moyens d'appui. Les variations des valeurs associées aux indicateurs de résultantes sont le résultat des politiques et programmes mis en œuvre par l'ensemble des parties prenantes clés: la FAO, les États Membres et les partenaires de développement.

11. L'évaluation des résultantes révèle une tendance dans l'ensemble positive: des progrès ont été constatés pour 16 des 22 indicateurs dans la majorité des pays entre 2015 et 2019. En outre, pour 90 pour cent des indicateurs environ, le pourcentage de pays classés dans les niveaux de résultat «moyen» à «élevé» a augmenté entre 2015 et 2019. Enfin, la contribution de la FAO aux changements est considérée comme modérée ou importante dans au moins 95 pour cent des pays pour tous les indicateurs de résultante évalués, sauf deux.

12. La FAO a aligné son cadre de résultats sur les ODD pour mesurer les progrès réalisés au niveau de ses objectifs stratégiques: le présent rapport expose l'évolution des 38 indicateurs d'objectif stratégique basés sur les ODD utilisés à cette fin.

13. Pour chaque objectif stratégique, les résultats mesurés à l'aune des indicateurs sont présentés au niveau des objectifs stratégiques, des résultantes et des produits, et les réalisations à l'échelon mondial, régional ou national sont mises en exergue. La FAO s'emploie à obtenir des effets concrets sur le terrain, sur la vie quotidienne des gens et sur le bien-être des populations. Le présent rapport en présente quelques-uns.

Gérer judicieusement les ressources: exécution améliorée

14. La FAO a recours à tout un arsenal de mécanismes pour gérer les ressources mises à sa disposition et pour favoriser et améliorer l'obtention de résultats. Le présent rapport expose les progrès accomplis en ce qui concerne la qualité et l'intégrité des travaux techniques et normatifs essentiels de la FAO, notamment dans les domaines suivants: statistiques de grande qualité et thèmes transversaux (changement climatique, parité hommes-femmes, gouvernance et nutrition); Programme de coopération technique (PCT); diffusion et technologies de l'information; gouvernance, surveillance et direction de la FAO; administration efficiente et efficace, y compris pour ce qui est des dépenses d'équipement et des dépenses de sécurité; mesures prises en vue de réaliser des gains d'efficacité. Les améliorations sont mesurées et communiquées au moyen d'indicateurs de performance clés et de cibles y afférentes. Les cibles biennales ont été atteintes pour 77,3 pour cent (34) des 44 indicateurs de performance clés des chapitres 6 à 14.

15. Les dépenses totales se sont élevées à 2,8 milliards d'USD en 2018-2019, soit une augmentation de 7,2 pour cent par rapport à la période 2016-2017: 99,6 pour cent (1 002,6 millions d'USD) du montant net des crédits ouverts ont été utilisés, et les dépenses extrabudgétaires ont atteint 1,8 milliard d'USD.

16. Les ressources extrabudgétaires mobilisées pour les activités en cours et futures ont augmenté de 17 pour cent, passant à 2,4 milliards d'USD. Elles ont été affectées à hauteur de 79 pour cent à des projets nationaux, sous-régionaux et régionaux en 2018-2019. Des gains d'efficacité récurrents d'un montant total de 11,7 millions d'USD ont été réalisés en ajustant à la baisse les dépenses de personnel et en réduisant les dépenses engagées pour les consultants, les voyages et les achats.

17. La nouvelle politique de la FAO en matière de recouvrement des coûts, fondée sur le cadre financier détaillé relatif au recouvrement des coûts approuvé par le Conseil de la FAO en 2015, a été progressivement mise en œuvre à partir de janvier 2018. Elle vise à garantir que les dépenses de la FAO sont correctement estimées et réparties entre toutes les sources de financement, conformément à la politique en vigueur au sein du système des Nations Unies et aux pratiques encouragées par l'Assemblée générale des Nations Unies. Le cadre renforcé de gestion des risques et de contrôle interne prévoit désormais l'établissement de registres des risques par l'ensemble des bureaux de la FAO, et une attention particulière a été portée au risque de fraude, avec le lancement d'une stratégie et d'un plan d'action en matière de lutte contre la fraude en 2018.

Suite que les participants à la Réunion conjointe du Comité financier et du Comité du Programme et le Conseil sont invités à donner

Le Comité du Programme, le Comité financier et le Conseil sont invités à:

- prendre note des résultantes et des produits de l'Organisation, obtenus dans le cadre des objectifs fonctionnels et stratégiques et tels que mesurés par les indicateurs et les cibles;
- transmettre le Rapport sur l'exécution du programme 2018-2019 à la Conférence en y joignant leurs observations et leurs recommandations concernant les réalisations ainsi que les résultats financiers et opérationnels.

Suite que la Conférence est invitée à donner

La Conférence est invitée à approuver le Rapport sur l'exécution du programme 2018-2019 et à formuler les avis qu'elle jugera appropriés.

Avant-propos

18. Le Rapport sur l'exécution du Programme 2018-2019 (www.fao.org/pir) vise à informer les Membres de la FAO du travail accompli par l'Organisation au cours de l'exercice biennal écoulé. Il fait partie des documents de contrôle établis² et donne, sur la base de l'Examen à mi-parcours – Rapport de synthèse 2018³ (www.fao.org/mtr), des informations sur l'exécution, les cibles et les indicateurs liés aux objectifs stratégiques, ainsi que sur les indicateurs de performance clés concernant l'Objectif 6, les objectifs fonctionnels et les chapitres spéciaux, comme le prévoit le Programme de travail et budget (PTB) 2018-2019⁴ (www.fao.org/pwb) pour toutes les sources de financement.

19. Le présent Rapport sur l'exécution du Programme a été établi sur la base du cadre de résultats figurant dans le Plan à moyen terme (PMT) 2018-2021. Il présente les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs stratégiques et des résultantes au regard des indicateurs, et rend compte, comme pour chaque exercice biennal, de l'exécution des produits et des résultats financiers. Le cadre de résultats⁵ a été actualisé et le processus de suivi a été présenté en détail dans les Ajustements apportés au PTB 2018-2019⁶ (décembre 2017).

20. la FAO donne corps aux produits, en assure le contrôle et en est pleinement responsable dans le cadre de la chaîne de résultats des objectifs stratégiques. Des indicateurs et des cibles, que l'on mesure au niveau des produits pour chaque objectif stratégique, ont été définis. Des indicateurs de performance clés et des cibles ont été établis et sont mesurés pour l'Objectif 6, les objectifs fonctionnels et les chapitres spéciaux, que les responsables d'unités fonctionnelles sont chargés de suivre.

21. On trouvera au début de chaque objectif stratégique une représentation graphique de la performance, et des renseignements plus détaillés sont fournis à l'*annexe 2: Résultats de l'Organisation*.

22. Le *chapitre I, Résultats – Faire la différence*, revient sur les principales avancées dans le domaine des politiques (*section A*), donne un aperçu des résultats et présente, pour chaque objectif stratégique et pour l'Objectif 6, les résultats obtenus aux niveaux des résultantes et des produits, qui sont mesurés par les indicateurs (*section B et annexe 2*). On trouvera à l'*annexe 1* une description de la méthode utilisée pour suivre les résultats.

23. Le *chapitre II, Gestion judicieuse des ressources et amélioration de l'exécution* porte sur l'instauration d'un environnement propice à une bonne exécution du programme (*section A*), les progrès réalisés sur le plan des indicateurs de résultats clé en ce qui concerne les objectifs fonctionnels et les chapitres spéciaux (*section B et annexe 2*), l'exécution du Programme de coopération technique (*section C*), le Fonds multidisciplinaire (*section D*) et les résultats financiers de l'exercice biennal (*section E*).

24. À ceci s'ajoutent des annexes qui rendent compte des progrès réalisés en ce qui concerne la mise en œuvre des normes minimales définies dans la politique de la FAO sur l'égalité des sexes et ONU-SWAP (Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (*annexe 3*), la stratégie relative au changement climatique (*annexe 4*), l'équilibre entre les effectifs masculins et féminins et la répartition géographique (*annexe 5*), l'application de la politique linguistique de la FAO (*annexe 6*), les résultats au niveau régional (*annexe web 7*) et les sessions non programmées ou annulées (*annexe web 8*).

² Textes fondamentaux, Section II.F (CR 10/2009).

³ PC 126/2 - FC 175/7.

⁴ C 2017/3.

⁵ CL 158/3-WA1 Web Annex 1.

⁶ CL 158/3.

I. RÉSULTATS – FAIRE LA DIFFÉRENCE



A. Contexte mondial du développement - Points saillants

25. Au cours de l'exercice biennal, la FAO a déployé des efforts considérables pour que la lutte contre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition continue d'être au centre des priorités du programme de développement. On trouvera donc ci-après la contribution apportée par l'Organisation au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à d'autres initiatives mondiales au cours de l'exercice 2018-2019.

Programme de développement durable à l'horizon 2030

26. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030⁷ continue de définir le contexte dans lequel la FAO et ses Membres interviennent et s'emploient à réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) et les cibles spécifiques à chaque pays.

27. Le rapport 2019 du Secrétaire général, qui fait le point sur les Objectifs de développement durable, indique que la faim augmente à nouveau sur la planète et que la dénutrition continue de toucher des millions d'enfants, tandis que les investissements publics dans l'agriculture sont en baisse dans le monde entier, que les petits producteurs alimentaires et les agriculteurs familiaux ont besoin d'un soutien beaucoup plus important et qu'il est urgent d'investir davantage dans les infrastructures et les technologies pour parvenir à une agriculture durable. La FAO, qui est activement engagée dans les travaux du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux Objectifs de développement durable, a progressivement mis au point des méthodes applicables aux 21 indicateurs des ODD dont elle est garante, et obtenu leur approbation. L'approbation officielle de ces méthodes par le Groupe d'experts a dès lors permis aux pays de commencer à faire rapport et montré en même temps qu'il est nécessaire de renforcer les capacités à cette fin.

28. Les membres du **Forum politique de haut niveau de l'ONU sur le développement durable** se sont réunis en juillet 2018 puis 2019 sous les auspices du Conseil économique et social afin de procéder à un examen approfondi des progrès accomplis dans la réalisation des 17 Objectifs de développement durable. En 2018, six ODD ont été examinés de manière approfondie (ODD 6, 7, 11, 12, 15 et 17) sous le thème *Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes*, et en 2019, six autres ODD (ODD 4, 8, 10, 13, 16 et 17) ont été examinés, sous le thème *Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité*. Le premier sommet de l'ONU sur les ODD depuis l'adoption du Programme 2030 en septembre 2015 a été organisé, en septembre 2019, pour suivre et évaluer les progrès de la mise en œuvre. Il a débouché sur la déclaration politique intitulée «Préparatifs pour une décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable» qui appelait à une décennie d'action pour réaliser les ODD d'ici à 2030. En 2018 et 2019, la FAO a aidé les pays à réaliser leur examen national volontaire et a participé activement aux examens thématiques des ODD et au Forum politique de haut niveau. Elle s'est en outre engagée résolument aux côtés du FIDA et du PAM tout au long des différents processus de suivi et d'examen.

29. Le rôle central joué par la FAO sur la scène internationale en ce qui concerne les questions climatiques a été de plus en plus reconnu au cours des deux dernières années, en particulier en raison de sa participation et de ses contributions notables aux réunions ayant précédé la COP, à la COP 24 et à la COP 25 de la CCNUCC et aux sessions des organes subsidiaires, et au Sommet Action Climat du Secrétaire général de l'ONU. Au cours de l'exercice biennal, la FAO a apporté un soutien

⁷ Résolution A/RES/70/1 de l'Assemblée générale; *Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030*.

technique et a facilité la participation des pays et le dialogue dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, de la CCNUCC. La décision, qui reconnaît officiellement l'importance des secteurs agricoles dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, constitue une avancée importante dans les négociations sur l'agriculture menées avec la CCNUCC. La FAO a apporté aux spécialistes des pays membres des produits de connaissance sur l'agriculture pour les aider à élaborer leur contribution et à échanger de façon informelle sur la manière de mettre au point et d'appliquer la décision.

30. Le 31 mai 2018, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution sur le **repositionnement du système des Nations Unies pour le développement**⁸ et s'est félicitée de pouvoir disposer d'un Plan-cadre de coopération pour le développement durable revitalisé, stratégique, flexible et axé sur les résultats et l'action. Le Plan-cadre constitue le principal instrument de planification et de réalisation des activités de développement menées par les organisations de l'ONU au niveau national. La FAO contribue activement à la mise en œuvre du processus de repositionnement du système de développement dans le but de renforcer les efforts de collaboration et de travailler en synergie avec d'autres partenaires de l'ONU, en particulier avec les organismes ayant leur siège à Rome.

31. La FAO, en collaboration avec le PAM, a remis régulièrement des rapports au Conseil de sécurité de l'ONU sur la sécurité alimentaire dans les pays en situation de conflit, insistant sur la nécessité d'agir d'urgence pour régler les conflits, de manière que la faim cesse de sévir. En mai 2018, le **Conseil de sécurité** a adopté à l'unanimité la **résolution 2417**, qui fait date et qui appelle l'attention sur le lien entre les conflits armés et l'insécurité alimentaire, y compris la famine, engendrée par les conflits.

Autres faits saillants au niveau mondial

32. Le **Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)**, principale plateforme intergouvernementale et internationale inclusive regroupant un large éventail de parties prenantes ayant pris l'engagement de travailler ensemble de façon coordonnée pour garantir à chacun la sécurité alimentaire et la nutrition, a approuvé, lors de sa quarante-cinquième session, en octobre 2018, le mandat pour l'élaboration des Directives volontaires du CSA relatives aux systèmes alimentaires et à la nutrition. La FAO joue un rôle de premier plan dans le soutien aux pays en **transition vers des systèmes agricoles et alimentaires durables**, et les Directives volontaires recommandent d'adopter une approche globale et systématique des systèmes alimentaires pour remédier à la fragmentation actuelle des politiques entre les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et de la santé.

33. La quarante-sixième session du CSA, en octobre 2019, avait pour thème principal «Accélérer la réalisation de l'ODD 2 pour atteindre tous les Objectifs de développement durable». La FAO a fourni des contributions à un certain nombre de domaines en rapport avec ses travaux, notamment sur les ODD, les systèmes alimentaires et la nutrition, l'urbanisation, la transformation rurale et ses conséquences pour la sécurité alimentaire et la nutrition, les partenariats, l'agroécologie, la Journée internationale des femmes rurales et la Décennie internationale de l'agriculture familiale.

34. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 fait de la **biodiversité** l'un des éléments clés de nombreuses activités, en particulier celles qui sont liées à l'agriculture durable. La stratégie de l'Organisation relative à l'intégration de la biodiversité a été adoptée à la cent soixante-troisième session du Conseil, en décembre 2019, à l'issue d'un processus de consultation inclusif avec les Membres.

35. Dans un [communiqué](#) adopté le 19 janvier 2019 par les 74 ministres de l'agriculture réunis pour la onzième Conférence des ministres de l'agriculture, à Berlin, à l'occasion du Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture (le «Forum 2019») sur le thème «L'agriculture passe au

⁸ [A/RES/72/279](#) Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies.

numérique – des solutions intelligentes pour l’agriculture de demain», la FAO a été priée d’élaborer, en consultation avec les parties prenantes, une note de synthèse qui permettrait d’envisager la création d’un conseil numérique international pour l’alimentation et l’agriculture qui conseillerait les pouvoirs publics et les autres acteurs concernés, favoriserait l’échange d’idées et de données d’expérience et, par conséquent, aiderait chacun à tirer parti des possibilités offertes par le passage au numérique, étant entendu que cette note serait examinée à la douzième session du Forum (le «Forum 2020»).

36. En réponse à cette demande, la FAO a élaboré, dans le cadre de consultations ouvertes et inclusives avec de multiples parties prenantes et d’autres organisations internationales, une note de synthèse, qui a été examinée lors d’une manifestation organisée en marge du Forum 2020. Dans un [communiqué](#) adopté le 18 janvier 2020 par les 71 ministres de l’agriculture réunis pour le Forum 2020 sur le thème «De la nourriture pour tous! Des échanges commerciaux pour une nutrition sûre, variée et durable», les ministres ont salué les efforts de la FAO et ont appelé ses organes directeurs à soutenir un processus visant à créer un conseil numérique international pour l’alimentation et l’agriculture

Les nouvelles menaces

37. Les effets potentiels de la **légionnaire d’automne** en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie ont poussé à une intervention immédiate et rapide. La FAO a pris l’initiative de convoquer les partenaires pour réfléchir à des méthodes de lutte durable, les valider et aider à leur application, et a mis en place des systèmes de suivi et d’alerte rapide en cas d’invasion. En décembre 2019, elle a lancé l’Action mondiale contre la légionnaire d’automne, une initiative pionnière dotée d’un budget de 500 millions d’USD visant à lutter contre la propagation rapide de ce ravageur. Cette initiative mondiale, d’une durée de trois ans, permettra de prendre des mesures radicales, directes et coordonnées pour renforcer les capacités de prévention et de lutte durable contre les organismes nuisibles au niveau mondial.

38. La **résistance aux antimicrobiens** reste une préoccupation mondiale qui touche la santé humaine, animale et végétale ainsi que l’alimentation et l’environnement. Au cours de l’exercice biennal 2018-2019, l’Organisation a intensifié ses travaux dans les quatre domaines d’intervention du Plan d’action de la FAO contre la résistance aux antimicrobiens 2016-2020 (sensibilisation, surveillance, gouvernance et bonnes pratiques). Elle a également renforcé son appui général aux pays afin de les aider à élaborer et mettre en œuvre des plans d’action nationaux de lutte contre ce problème. L’appui qu’elle a apporté a permis de réduire de plus de 40 pour cent le nombre de pays qui n’avaient pas de plans d’action, ou dont les plans étaient en cours d’élaboration, par rapport à la période de référence précédente. L’élaboration et l’utilisation de l’approche de gestion progressive de la FAO concernant la résistance aux antimicrobiens a joué un rôle essentiel à cet égard. L’approche a été appliquée dans 7 pays (Ghana, Belgique, Tadjikistan, Kenya, Saint-Kitts-et-Nevis, Kirghizistan, Tunisie) et d’autres pays ont demandé une aide.

39. Le **criquet pèlerin** (*Schistocerca gregaria*) est le ravageur migrateur le plus destructeur au monde. Les gros essaims constituent une menace considérable pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations rurales. La FAO dispose d’une expertise de longue date dans le suivi des populations de criquet pèlerin et dans l’aide apportée aux pays pour faire face à ce terrible ravageur. Le Service d’information de la FAO sur le criquet pèlerin produit des bulletins mensuels sur cet insecte qui sont distribués aux pays touchés, aux donateurs et aux autres organismes concernés. L’Organisation a lancé l’alerte sur les résurgences de criquets pèlerins qui sont apparues en Afrique du Nord-Est et en Arabie saoudite en février 2019, et au Yémen et dans la Corne de l’Afrique en juillet 2019. La FAO a demandé 153 millions d’USD pour mener une intervention rapide et une action anticipée dans 10 pays.

Zoom

Les organismes ayant leur siège à Rome ont renforcé leur collaboration

En 2018, les **organismes ayant leur siège à Rome** ont signé un protocole d'accord pour cinq ans, par lequel ils se sont engagés à coopérer en vue d'obtenir des résultats collectifs, compte tenu de leurs avantages comparatifs et sur des périodes pluriannuelles. Le protocole d'accord vise à renforcer la collaboration et la coordination aux niveaux national, régional et mondial afin de fournir un soutien accru aux pays. Pour rendre opérationnelles les principales dispositions du protocole d'accord, les trois organismes ont élaboré un plan d'action qui couvre l'exercice 2019-2020 et qui sera mis à jour chaque année. Ils participent également pleinement à la mise en œuvre du repositionnement du système des Nations unies pour le développement et font appel à des partenariats larges et ciblés.

Les trois organismes ont contribué ensemble à la production de publications phares, notamment *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (2019)*, qui a été élaboré pour la troisième année consécutive par la FAO, le FIDA, l'UNICEF, l'OMS et le PAM. Ce rapport rend compte d'un autre indicateur du cadre mondial de suivi des ODD: la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave, qui se fonde sur l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES). En mai 2019, la FAO et le FIDA ont organisé conjointement le lancement mondial de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019-2028, auquel ont participé plus de 230 délégués venus de 113 pays. Au niveau national, les organismes dont le siège est à Rome se sont concentrés sur le renforcement de la collaboration existante et la généralisation des initiatives dans les domaines suivants: formulation de résultantes communes, formulation de programmes communs, évaluations communes de la sécurité alimentaire et interaction dans des groupes thématiques, renforcement des capacités, initiatives en faveur de la résilience, préparation aux situations d'urgence et interventions en cas de crise.

Dans le domaine des services internes, ils ont poursuivi leur étroite collaboration, notamment en ce qui concerne la sécurité et la continuité des opérations, les politiques d'achats, les ressources humaines, les services de santé, les technologies de l'information, les privilèges et immunités, les voyages et les visas, ainsi que la responsabilité environnementale des entreprises.

AGROÉCOLOGIE

Lancée en 2018 avec des partenaires de l'ONU, l'**Initiative L'agroécologie – passer à l'échelle supérieure** est un socle utilisé pour stimuler la coopération et l'action concertée au sein du système des Nations Unies et entre de multiples partenaires. Un plan d'action a été élaboré autour de trois domaines de travail étroitement liés: i) connaissances et innovations; ii) processus d'élaboration de politiques; iii) établissement de connexions. Il définit en outre pour la première phase trois pays prioritaires de par leurs besoins et leurs capacités: l'Inde, le Mexique et le Sénégal.

En Inde (dans l'État d'Andhra Pradesh), le programme d'agriculture naturelle sans budget (Zero Budget Natural Farming [ZBNF]) a permis à 580 000 paysans (dans 3 000 villages) d'adopter des pratiques agroécologiques dans le cadre de systèmes d'apprentissage horizontal et de projets d'écoles pratiques d'agriculture. Au Mexique, un processus inclusif a été mis en place au titre de la stratégie d'autosuffisance alimentaire du pays pour porter les pratiques agroécologiques à l'échelle supérieure. Grâce à un programme intitulé «La production au service du bien-être», 2,8 millions de petits exploitants et 657 000 producteurs autochtones bénéficient d'un appui pour pratiquer une agriculture intégrée qui tient compte des questions relatives aux sols, à l'eau, à la biodiversité, aux semences, aux machines et aux énergies durables. Les parties prenantes à l'échelle du pays ont été investies des moyens nécessaires pour revoir les cadres d'action et ont élaboré un programme national de transition agroécologique associé à une approche axée sur les systèmes alimentaires. Au Sénégal, un comité national multipartite a formulé des recommandations stratégiques inclusives sur des transitions agroécologiques propres à remettre sur pied les systèmes agricoles.

L'outil de mesure des résultats de l'agroécologie (TAPE) a été conçu pour appuyer les transitions agroécologiques, à différentes échelles et dans différents endroits, en éclairant la prise de décisions. Il réunit des informations sur l'impact des approches agroécologiques, et vise à apporter des éléments factuels sur les résultats des systèmes agroécologiques dans toutes les dimensions de la durabilité – les dimensions environnementale, sociale et culturelle, économique, sanitaire et nutritionnelle, ainsi que celle de la gouvernance.

B. Objectifs stratégiques: progrès et réalisations

40. La FAO contribue aux progrès au moyen de son cadre de résultats fondé sur des objectifs stratégiques, des résultantes et des produits associés à des indicateurs de progression mesurés sur une base biennale. La présente section contient une description de la méthode de suivi adoptée et propose une vue d'ensemble des progrès accomplis au regard des objectifs stratégiques et des résultantes et de la réalisation des produits au cours de l'exercice biennal 2018-2019.

Vue d'ensemble du suivi des indicateurs et des progrès obtenus

Objectifs stratégiques

41. Les objectifs stratégiques de la FAO sont les objectifs mondiaux de développement que l'Organisation et les États Membres ont l'ambition de réaliser, en collaboration avec le reste de la communauté internationale. Ils fournissent une ligne de visée qui permet d'évaluer les progrès accomplis au niveau mondial dans les domaines dans lesquels la FAO s'est engagée à obtenir des résultats, en collaboration avec des partenaires.

42. La FAO est l'un des nombreux partenaires de développement qui aident les États à progresser dans la concrétisation de ces objectifs. Les réalisations obtenues à ce niveau ne peuvent pas être attribuées à un partenaire de développement en particulier, mais sont le fruit des interventions d'un ensemble de parties prenantes. La FAO contribue à ces progrès dans le cadre de son mandat et de ses avantages comparatifs, mais aucun lien de causalité direct ne peut être établi avec l'Organisation.

43. Le Plan à moyen terme 2018-2021 contient un ensemble d'indicateurs qui permettent de suivre l'évolution au niveau des objectifs stratégiques en exploitant des sources de données internationales. Après l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par l'Assemblée générale des Nations Unies à la fin de l'année 2015, la FAO a aligné son cadre de résultats sur les objectifs de développement durable (ODD) en recensant et en utilisant exclusivement les cibles et les indicateurs des ODD ayant trait à chaque objectif stratégique de l'Organisation. Ce processus a abouti à un nouvel ensemble de 38 indicateurs d'objectif stratégique basés sur les ODD qui permettent de mesurer les progrès réalisés au niveau des objectifs stratégiques de la FAO⁹.

44. Les données disponibles s'étoffent progressivement pour de nombreux indicateurs d'objectif stratégique basés sur les ODD. Afin d'évaluer les évolutions récentes, les valeurs de chaque indicateur d'objectif stratégique basé sur les ODD ont été comparées avec celles de 2000, 2015 et 2019 (ou l'année antérieure la plus proche pour laquelle des données étaient disponibles), comme indiqué à l'*annexe 2: Résultats de l'Organisation*.

Résultantes

45. Les indicateurs associés aux résultantes permettent de déterminer dans quelle mesure les pays ont mis en œuvre les réformes nécessaires et se sont dotés des capacités requises en vue d'atteindre les objectifs stratégiques, dans les domaines auxquels la FAO peut contribuer au niveau des pays, ou dans quelle mesure la communauté internationale est parvenue à améliorer le cadre mondial des moyens d'appui, par exemple en élaborant des cadres politiques et des normes ou en concluant des accords. Les variations des valeurs associées aux indicateurs de résultantes sont le résultat des politiques et programmes mis en œuvre par l'ensemble des parties prenantes clés: la FAO, les États Membres et les partenaires de développement. Lors de l'interprétation des indicateurs associés aux résultantes, il faut tenir compte du fait que la FAO a contribué à leur évolution avec d'autres acteurs et que les progrès obtenus ne peuvent par conséquent pas être attribués aux seules activités de l'Organisation. Le suivi de ces progrès est utile aux fins de l'évaluation de la contribution

⁹ C 2017/3, PTB 2018-2019, *annexe 2*.

de l'Organisation aux changements au niveau national, telle que perçue, ainsi que du recensement des lacunes et des points à améliorer afin de contribuer à rendre le travail de la FAO plus pertinent.

46. S'agissant de l'exercice biennal 2018-2019, 41 indicateurs au total ont été utilisés pour les 20 résultantes afférentes aux cinq objectifs stratégiques. Afin de mesurer les progrès obtenus au regard des indicateurs associés aux résultantes, la FAO a conduit à la fin de l'année 2019 une Évaluation des résultantes de l'Organisation qui a permis de collecter des données primaires (au moyen d'enquêtes) et des données secondaires (au moyen de l'examen de bases de données et de politiques publiques) au niveau des pays, pour les éléments de mesure de chaque indicateur. Les données ont été collectées pour l'année de référence (2015) et à la fin de la période considérée (2019). Elles n'étaient pas disponibles ou étaient de très mauvaise qualité pour 12 des 41 indicateurs associés aux résultantes, qui n'ont donc pas été pris en compte. On trouvera davantage de détails à l'*annexe 1: Méthode de suivi*.

47. Les résultantes sont évaluées et les résultats sont présentés par objectif stratégique, en référence aux indicateurs de résultante, tels qu'ils figurent dans les pages consacrées aux indicateurs de la *section I.B* et à l'*annexe 2*, à savoir:

- a) **l'évolution des résultats obtenus par les pays entre 2015 et 2019** c'est-à-dire la proportion de pays dans chacune des catégories «Amélioration», «Pas de grand changement» et «Dégradation»;
- b) **la contribution de la FAO, telle que perçue, à l'évolution des résultats des pays**, c'est-à-dire la contribution de la FAO au changement enregistré entre 2015 et 2019, telle qu'elle est perçue par les personnes ayant répondu à l'enquête (*importante, modérée ou pas de contribution visible*)¹⁰;
- c) **la répartition des pays par niveau de résultats en 2015 et en 2019**¹¹, c'est-à-dire la proportion de pays dans chacune des cinq catégories de résultat (*faible, moyen-faible, moyen, moyen-élevé, élevé*) en 2015 et en 2019.

48. Les résultats au regard des résultantes sont exprimés sous forme de pourcentages arrondis au nombre entier le plus proche¹².

49. L'évaluation des résultantes révèle une tendance dans l'ensemble positive: des progrès ont été constatés pour 16 des 22 indicateurs dans la majorité des pays¹³ entre 2015 et 2019. En outre, pour 90 pour cent des indicateurs environ, le pourcentage de pays classés dans les niveaux de résultat «moyen» à «élevé» a augmenté entre 2015 et 2019. Enfin, la contribution de la FAO aux changements est considérée comme modérée ou importante dans au moins 95 pour cent des pays pour tous les indicateurs de résultante évalués, sauf deux¹⁴.

Produits

50. Les produits sont la contribution de la FAO, sous la forme de processus, de biens et de services, aux résultantes de la chaîne de résultats. Ils représentent les résultats directs aux niveaux national, régional et mondial des interventions de la FAO qui sont financées par les contributions ordinaires ou volontaires, que l'Organisation contrôle et dont elle a l'entière responsabilité. La réalisation des 40 produits a été suivie chaque année au moyen de 43 indicateurs et de 43 cibles, comme expliqué à l'*annexe 1*.

¹⁰ Il n'y a pas de résultats disponibles pour les indicateurs fondés uniquement sur des données secondaires ou sur des examens de politiques et de lois.

¹¹ Disponible dans l'*annexe 2* seulement.

¹² La somme de ces pourcentages est égale à 100 pour cent si l'on tient compte des décimales.

¹³ Par «majorité des pays» on entend 50 pour cent des pays ou plus pour un indicateur donné.

¹⁴ Pour les deux autres, les résultats étaient 76 et 84 pour cent.

51. Sur la base des enseignements tirés de l'expérience acquise en 2016-2017, des progrès constants ont été accomplis dans la définition et le suivi des cibles des produits pour 2018-2019, et l'établissement des rapports y afférents. La définition plus précise de la chaîne de résultats de la FAO et une meilleure planification des activités, avec la collaboration de tous les bureaux de l'Organisation (bureaux régionaux, bureaux sous-régionaux, bureaux de pays et Siège), ont facilité l'établissement des cibles biennales. Le processus d'assurance qualité et les critères d'examen des résultats ont été affinés. Ces améliorations ont débouché sur un ensemble de résultats mieux ciblé et la mise à disposition d'informations de plus grande qualité sur les produits réalisés par la FAO au cours de l'exercice biennal.

52. Les cibles des indicateurs associés aux produits ont été considérées comme atteintes lorsque le résultat était égal à 100 pour cent. Sur cette base, 95 pour cent (41) des cibles ont été intégralement atteintes par la FAO en 2018-2019. Environ 79 pour cent des résultats concernant les produits ont été obtenus au niveau national ou régional.

53. On trouvera dans le *tableau 1* une vue d'ensemble des résultats obtenus au regard des cibles relatives aux indicateurs de produit pour chaque objectif stratégique.

Tableau 1: Cibles relatives aux indicateurs de produit (fin 2019)

	Nombre de cibles pleinement atteintes (100 % ou plus)	Nombre de cibles non atteintes	Total
OS 1	6	1	7
OS 2	9		9
OS 3	9		9
OS 4	8	1	9
OS 5	9		9
Total	41	2	43

Présentation des résultats des objectifs stratégiques

54. Pour chaque objectif stratégique, les résultats mesurés à l'aune des indicateurs sont présentés au niveau des objectifs stratégiques, des résultantes et des produits, et les réalisations à l'échelon mondial, régional ou national sont mises en exergue. Une page de synthèse relative aux indicateurs indique, pour chaque objectif stratégique:

- les valeurs de chaque indicateur d'objectif stratégique basé sur les ODD en 2000, 2015 et 2019 (ou l'année antérieure la plus proche pour laquelle des données étaient disponibles);
- une vue d'ensemble de l'évolution des résultats («dégradation», «pas de grand changement» ou «amélioration») entre 2015 et 2019, tels que mesurés par les indicateurs relatifs aux résultantes;
- la contribution de l'Organisation à l'évolution des résultats obtenus au niveau national, telle que perçue, mesurée à partir des indicateurs relatifs aux résultantes;
- la cible et le résultat actuel pour les indicateurs relatifs aux produits, ainsi que l'état de réalisation (cible pleinement atteinte ou non atteinte).

55. S'agissant de l'objectif 6, qui se rapporte à la qualité et à l'intégrité des travaux techniques et normatifs essentiels de la FAO, notamment la production de statistiques de grande qualité et la coordination des thèmes transversaux (changement climatique, parité hommes-femmes, gouvernance et nutrition), les résultats sont établis et communiqués au moyen d'indicateurs de

performance clés et de cibles qui sont mesurés par les responsables de chaque résultante de l'objectif 6.

56. On trouvera à l'annexe 2 un tableau avec des précisions sur l'ensemble des indicateurs des objectifs stratégiques fondés sur les ODD, des indicateurs associés aux résultantes, des indicateurs associés aux produits et des indicateurs de performance clés.



Objectif stratégique 1: Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition

OS1 | CONTRIBUER À L'ÉLIMINATION DE LA FAIM, DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA MALNUTRITION

INDICATEURS DES ODD	DESCRIPTION DES SÉRIES	2000	2015	2019*
ODD2 FAIM "ZERO"				
2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation	Prévalence de la sous-alimentation (%)	14.8	10.6	10.8
2.1.2 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire vécue	Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave dans la population, total avec des limites supérieures / inférieures (%) - données disponibles		23.5	25.4
2.2.1 Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans	Proportion des enfants de moins de 5 ans en retard de croissance de manière modérée ou grave (%)	32.5	23.3	21.9
2.2.2 Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, ventilée par type (surpoids et émaciation)	Proportion des enfants en surpoids de manière modérée ou grave (%)	4.9	5.7	5.9
	Proportion des enfants émaciés de manière modérée ou grave (%)			7.29
ODD3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
3.4.1 Taux de mortalité attribuable à des maladies cardiovasculaires, au cancer, au diabète ou à des maladies respiratoires chroniques	Mortalité attribuable à des maladies cardiovasculaires, au cancer, au diabète ou à des maladies respiratoires chroniques (probabilité % de décès entre 30 et 70 ans)	22.4	18.5	18.3

*ou année la plus proche 2016-2019

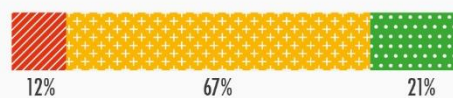
OS1 | RÉSULTANTES

INDICATEURS

CHANGEMENT DE CATÉGORIE DE PERFORMANCE 2015-2019 (% DE PAYS)

CONTRIBUTION PERÇUE DE LA FAO (% DE PAYS)

1.1.A Nombre de pays ayant adopté des politiques, des stratégies et des programmes d'investissement sectoriels et/ou intersectoriels complets afin d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030, qui sont appuyés par un cadre juridique

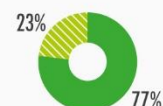


n/a

1.2.A Nombre de pays dotés de mécanismes inclusifs de gouvernance, de coordination et d'obligation de rendre des comptes



1.3.A Nombre de pays appuyant leurs décisions en matière de politiques et de programmes d'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes sur des éléments factuels issus d'analyses complètes et intersectorielles



1.4.A Nombre de pays mettant en œuvre efficacement leurs politiques, stratégies et programmes d'investissement. Mesure à l'aune des dépenses publiques dans le secteur agricole (ODD 2.A.1) et des ressources humaines gouvernementales



Affaibli
 Pas de changement majeur
 Amélioré

Pas de contribution visible
 Modérée
 Significative

OS1 PRODUITS				
PRODUITS	INDICATEURS	OBJECTIF VISÉ 2018-19	CHIFFRE RÉEL 2018-2019	DEGRÉ DE RÉALISATION
1.1.1 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes sont renforcées en vue de l'élaboration de cadres de politiques, de plans d'investissement et de programmes sectoriels et intersectoriels visant à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030.	Nombre de processus d'élaboration de politiques qui ont permis d'améliorer les capacités humaines et institutionnelles en vue d'incorporer des objectifs de sécurité alimentaire, de nutrition et des questions de parité hommes-femmes dans les politiques, les plans d'investissement et les programmes sectoriels grâce à l'appui de la FAO.	127	158	●
1.1.2 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes sont renforcées en vue de l'élaboration et de l'application de cadres juridiques et de cadres des responsabilités visant la concrétisation du droit à une alimentation adéquate.	Nombre de processus d'élaboration de politiques qui ont permis d'améliorer les capacités humaines et institutionnelles en vue d'incorporer les objectifs de sécurité alimentaire, de nutrition et les questions de parité hommes-femmes dans les cadres juridiques et dans les cadres des responsabilités, grâce à l'appui de la FAO.	29	37	●
1.2.1 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes sont renforcées en faveur de la gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition.	Nombre de processus d'élaboration de politiques qui ont permis d'améliorer les capacités humaines et institutionnelles en faveur de la gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition, grâce à l'appui de la FAO.	43	43	●
1.3.1 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes en matière d'analyse de l'insécurité alimentaire et de toutes les formes de malnutrition, ainsi que de la contribution des différents secteurs et parties prenantes à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030, sont renforcées.	Nombre de processus d'élaboration de politiques qui ont permis d'améliorer les capacités humaines et institutionnelles à des fins d'analyse de la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, y compris les contributions des différents secteurs, afin de prendre des décisions en connaissance de cause, grâce à l'appui de la FAO.	21	34	●
1.3.2 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes en matière de suivi et d'évaluation des politiques, des programmes et de la législation ayant trait à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030 sont renforcées.	Nombre de processus d'élaboration de politiques qui ont permis d'améliorer les capacités humaines et institutionnelles de suivi et d'évaluation de l'incidence des politiques et des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition afin de prendre des décisions, grâce à l'appui de la FAO.	36	33	▲
1.4.1 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes en matière d'allocation et d'utilisation de ressources financières en vue d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030, sont renforcées.	Nombre de processus d'élaboration de politiques qui ont permis d'améliorer les capacités humaines et institutionnelles d'allocation et d'utilisation des ressources financières en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, grâce à l'appui de la FAO.	17	27	●
1.4.2 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes sont renforcées en vue de la valorisation des ressources humaines et organisationnelles dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition.	Nombre d'organisations qui ont renforcé leurs capacités de valorisation des ressources humaines et organisationnelles dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition grâce à l'appui de la FAO.	74	77	●

● Pleinement réalisé (Chiffre réel ≥ objectif visé)
▲ Non réalisé (Chiffre réel < objectif visé)

57. Le programme stratégique 1 (PS 1) a pour objectif de créer un environnement propice à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, en s'attaquant à la sous-alimentation, aux régimes déséquilibrés sur le plan nutritionnel, à la qualité et à la sécurité sanitaire des aliments, et à la durabilité des systèmes alimentaires. Atteindre cet objectif est devenu de plus en plus compliqué car la malnutrition, l'excès pondéral, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation touchent désormais tous les pays. Des facteurs tels que le changement

climatique, la perte de biodiversité et la dégradation de l'environnement, ou encore le creusement des inégalités sociales, font qu'il est toujours plus complexe d'atteindre les cibles de l'ODD 2, relatif à la faim et à la malnutrition.

58. La FAO travaille en partenariat avec des États et des acteurs du développement, en particulier avec les organismes ayant leur siège à Rome et d'autres partenaires du système des Nations Unies. Cet objectif se compose de quatre résultantes étroitement liées:

- a) des engagements politiques explicites se présentant sous la forme de politiques, de programmes, de plans d'action et de cadres juridiques (produits 1.1.1 et 1.1.2);
- b) une gouvernance, des mécanismes de coordination et des partenariats inclusifs permettant d'améliorer la participation de tous les secteurs et de toutes les parties intéressées, ainsi que leur coordination (produit 1.2.1);
- c) des processus d'action publique fondés sur des éléments concrets et étayés par des informations plus pertinentes sur la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition; des capacités renforcées de suivi et d'évaluation et une évaluation plus précise des effets obtenus (produits 1.3.1 et 1.3.2);
- d) une allocation et une utilisation adéquates des ressources financières visant à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes, et un renforcement des capacités des institutions engagées dans les interventions en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition (produits 1.4.1 et 1.4.2).

59. Nous perdons actuellement du terrain par rapport aux cibles de sécurité alimentaire et de nutrition de l'ODD 2 (indicateur 2.1.1). Près d'une personne sur dix (9,2 pour cent) vivait dans une situation d'insécurité alimentaire grave en 2018 (indicateur 2.1.2 des ODD – si l'on ajoute l'insécurité alimentaire modérée on arrive à 25,4 pour cent), ce qui représente approximativement 704 millions de personnes. Le retard de croissance (indicateur 2.2.1 des ODD) et l'émaciation continuent de reculer, mais cette évolution est lente. Il faut donc redoubler d'efforts pour encourager les engagements politiques de haut niveau, orienter les financements sur la base des priorités qui conviennent et intensifier la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

60. La sous-alimentation, le retard de croissance des enfants et l'émaciation coexistent souvent avec des carences en micronutriments, mais aussi avec l'excès pondéral et l'obésité (indicateur 2.2.2 des ODD). La prévalence de l'excès pondéral modéré et grave continue de croître dans toutes les tranches d'âge. En 2018, 40 millions d'enfants de moins de cinq ans étaient en surpoids. Si l'on n'agit pas, le nombre de personnes en surpoids ou obèses, qui était de 1,33 milliard en 2005, atteindra 3,28 milliards en 2030. Ces chiffres auront des effets désastreux sur les résultats en matière de santé à l'échelle mondiale, car les maladies non transmissibles liées à l'alimentation (indicateur 3.4.1 des ODD) représentent la première cause de mortalité et de morbidité dans le monde.

Mise en œuvre du programme stratégique

Aperçu des résultats

61. Le PS 1 a joué un rôle central de stimulation du dialogue de haut niveau sur les politiques, entre les États, la FAO et d'autres partenaires de développement, y compris la société civile, le secteur public, les parlementaires et les milieux universitaires. La capacité de la FAO à s'engager dans ce type de dialogue et à veiller à sa cohérence est demeurée forte aux niveaux mondial, régional et national. Compte tenu des limites des ressources et du champ d'action du secteur public, le PS 1 s'est intéressé de plus près aux effets de l'investissement du secteur privé en vue de la réalisation de l'ODD2.

62. L'un des éléments essentiels du PS 1 est l'exécution à l'échelon national, qui s'opère par le truchement d'un réseau de chargés des politiques, déployés, entre autres, grâce à FIRST¹⁵, le mécanisme d'assistance à l'élaboration des politiques mis en place conjointement par la FAO et l'Union européenne. Ce réseau fournit des analyses sur mesure pour l'élaboration des politiques et des programmes, la priorisation de l'allocation des ressources du secteur public et le renforcement des capacités de mise en œuvre des politiques et des programmes aux niveaux régional et mondial au moyen, entre autres, d'analyses transnationales, de la coopération Sud-Sud ou triangulaire et de l'échange.

Évaluation des résultantes de l'Organisation

63. Les progrès obtenus dans la réalisation des résultantes du PS 1 sont détaillés à l'*annexe 2*.

64. Globalement, sur la période 2015-2019, les résultats témoignent d'améliorations: pour la plupart des pays, améliorations dans la mise en place de mécanismes inclusifs de gouvernance, de coordination et de reddition de comptes (1.2.A), et pour moitié d'entre eux environ, améliorations dans l'utilisation de données factuelles pour éclairer les décisions en matière d'action publique et de programmes (1.3.A). On ne constate aucun changement majeur dans la majorité des pays, concernant les indicateurs 1.1.A et 1.4.A. Globalement, la contribution de la FAO aux changements est jugée importante pour la majeure partie des pays et modérée pour les autres.

65. Entre 2015 et 2019, les résultats des pays en ce qui concerne le cadre de l'action publique (1.1.A) se sont légèrement améliorés. La durée des cycles d'élaboration des politiques et des cycles législatifs est généralement plus longue que la période d'évaluation, ce qui peut masquer une réforme en cours des politiques visant à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition. En conséquence, le cadre de l'action publique en matière de sécurité alimentaire et de nutrition s'est amélioré dans 21 pour cent des pays. Malgré les progrès observés dans la conception des politiques, l'aide apportée aux pouvoirs publics demeure nécessaire, car 67 pour cent des pays n'ont présenté aucun changement significatif, et 12 pour cent ont vu leurs résultats empirer.

66. Des progrès notables ont été enregistrés au niveau national sur le plan de la gouvernance, des mécanismes de coordination et des partenariats au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (1.2.A), puisque 60 pour cent des pays ont amélioré leurs mécanismes de coordination générale entre 2015 et 2019.

67. À la fin de 2019, 48 pour cent des pays affichaient de meilleurs résultats au regard de l'indicateur relatif à la prise de décisions fondées sur des données factuelles (1.3.A), tandis que la situation sur ce point avait empiré dans 6 pour cent des pays et n'avait montré aucun changement majeur dans 45 pour cent. Renforcer et accélérer les progrès accomplis dans ce domaine particulier nécessite de redoubler d'efforts au niveau national.

68. L'efficacité de la mise en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes d'investissement, mesurée à l'aune des ressources humaines et des dépenses publiques dans le secteur agricole (1.4.A), s'est quelque peu améliorée, mais demeure globalement faible. Par rapport à 2015, 29 pour cent des pays avaient accru leur allocation de ressources à la fin de 2019, mais la majorité d'entre eux (65 pour cent) ne constataient aucun changement majeur de leur situation et 6 pour cent avaient vu celle-ci empirer. En ce qui concerne le niveau de résultat, presque tous les pays (93 pour cent) se situaient dans les catégories «faible» ou «moyen/faible», d'où il ressort qu'il s'agit là d'un domaine où il faudrait que la FAO intensifie ses efforts.

69. La contribution de la FAO à l'évolution des résultats mesurés par les trois indicateurs de l'objectif stratégique 1 (1.2.A, 1.3.A et 1.4.A) a été considérée comme importante par la plupart des répondants sur cette période de quatre ans. Les personnes interrogées ont été 87 pour cent, en particulier, à qualifier d'important le rôle joué par la FAO dans la mise en place de mécanismes inclusifs de gouvernance, de coordination et de reddition de comptes (1.2.A). L'aide apportée par l'Organisation dans l'utilisation des données factuelles pour éclairer les décisions en matière

¹⁵ Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience, durabilité et transformation (FIRST).

d'élaboration des politiques et des programmes (1.3.A) a été jugée importante par 77 pour cent des répondants, et l'appui en matière de mise en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes d'investissement (1.4.A), par 58 pour cent des parties prenantes. Pour les autres répondants, la contribution de la FAO a été jugée modérée entre 2015 et 2019 dans le domaine d'activité de l'OS1.

Évaluation des produits biennaux

Tour d'horizon des résultats obtenus

70. Comme on peut le voir à l'*annexe 2*, à une exception près, les résultats escomptés ont été obtenus, voire dépassés, pour la plupart des produits.

71. La FAO a apporté son soutien à 158 processus d'action publique dans plus de 50 pays pour renforcer la cohérence des politiques sectorielles, des plans d'investissement et des programmes sur la sécurité alimentaire et la nutrition avec les considérations de parité hommes-femmes (indicateur 1.1.1), soit un résultat supérieur aux 127 processus qui constituaient la cible de l'exercice biennal. De même, l'appui de la FAO permettant aux pays de renforcer leur cadre juridique (indicateur 1.1.2), et notamment la concrétisation progressive du droit à l'alimentation dans ce cadre, qui a concerné plus de 17 pays (37 processus juridiques), a dépassé la cible biennale.

72. Dans le domaine de la gouvernance, des mécanismes de coordination et des partenariats au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (indicateur 1.2.1), la FAO a atteint la cible biennale, qui était de soutenir la création et le renforcement de 43 mécanismes et processus d'action publique. En 2018 et 2019, la FAO a développé encore ses activités visant à renforcer les mécanismes de reddition de comptes et d'examen des plaintes aux niveaux national et local, tout en collaborant avec des parties intéressées de la société civile, du secteur privé et des alliances parlementaires nationales et régionales.

73. Les résultats obtenus en matière de prise de décisions fondées sur des données factuelles se sont considérablement améliorés par rapport aux exercices biennaux précédents puisqu'ils ont atteint 34 processus, dépassant la cible biennale (indicateur 1.3.1). On a constaté une accentuation des efforts déployés à l'échelon national pour mener des analyses détaillées de la sécurité alimentaire et de la nutrition et éclairer ainsi les initiatives prises à cet échelon en vue de concrétiser l'ODD 2. En collaboration avec diverses parties prenantes nationales, la FAO a analysé l'efficacité des politiques de 24 pays afin de déterminer les domaines d'action prioritaires. Le suivi et l'évaluation ainsi que les systèmes d'évaluation d'impact au niveau national (indicateur 1.3.2) ont bien progressé, mais demeurent des domaines sous-financés, comme en témoignent les 33 processus soutenus comparés aux 36 qui étaient ciblés.

74. L'appui au renforcement des capacités nationales nécessaires pour plus d'efficacité dans l'allocation des ressources financières et leur utilisation à des fins de sécurité alimentaire et de nutrition (indicateur 1.4.1) a pu être apporté dans le cadre de 27 processus d'action publique, un chiffre largement supérieur à la cible biennale de 17 processus. Les activités de la FAO qui visaient à soutenir la valorisation des ressources humaines et organisationnelles ont porté leurs fruits dans 77 organisations, soit plus que les 74 ciblées (indicateur 1.4.2). Les travaux sur l'allocation des ressources financières ont bénéficié d'une demande accrue d'analyse et de suivi des dépenses publiques, tout comme le soutien dans l'accès aux ressources essentielles à la mise en œuvre de programmes nationaux à grande échelle sur le changement climatique et la transformation du secteur agricole. Un appui supplémentaire est nécessaire pour permettre une collaboration avec les ministères des finances et de la planification en plus des ministères de l'agriculture aux fins de déterminer les mesures dans lesquelles investir en priorité.

Réalisations à l'échelle mondiale

75. La FAO a travaillé aux côtés d'autres partenaires du développement et organismes des Nations Unies à l'élaboration des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition. L'Organisation a joué un rôle décisif dans la création d'un axe de travail sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans le programme du Comité. Elle a également apporté des contributions stratégiques et s'est investie activement dans différentes autres instances et initiatives mondiales, parmi lesquelles le Comité des pêches, le Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition, le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN), la Décennie d'action pour la nutrition et le Nouveau Programme pour les villes. De même, des activités de sensibilisation et de partage de connaissances entre parties prenantes à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont été organisées durant la COP 24¹⁶ et la COP 25. Des activités similaires ont été menées au sein du groupe de travail thématique sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'utilisation des sols, établi dans le cadre du Partenariat sur les contributions déterminées au niveau national, et de l'unité d'appui de ce même partenariat.

Réalisations aux niveaux régional, sous-régional et national

76. Pour la première fois, la FAO a coédité les panoramas régionaux de trois régions. En effet, la publication *Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition* a été produite en collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la santé, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'UNICEF et le PAM pour l'Amérique latine et les Caraïbes; avec la CEA¹⁷ pour l'Afrique; et avec l'OMS et le PAM pour l'Asie et le Pacifique (produit 1.3.2). Avec l'UNICEF et l'OMS, la FAO a organisé le Colloque international pour des systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine et d'une meilleure nutrition en Asie centrale et dans le Caucase. Trois réseaux régionaux sur la sécurité alimentaire et la nutrition – le réseau de renforcement des capacités dans le domaine de la nutrition en Europe centrale et orientale, le réseau eurasiatique pour la sécurité alimentaire et la nutrition et la plateforme régionale de partenariat et de renforcement des capacités dans le domaine de la nutrition en Asie centrale et dans le Caucase – ont contribué activement à cette initiative (produits 1.4.2 et 1.2.1).

77. En Afrique, la FAO a aidé la Commission de l'Union Africaine et l'Agence de développement de l'Union africaine à affiner les instruments servant à l'Examen biennal, améliorant leur concordance avec le mécanisme de compte rendu sur les ODD (produit 1.3.2). Les États Membres de l'Union africaine et les institutions de statistiques nationales sur l'agriculture et la sécurité alimentaire ont travaillé sur les indicateurs de la sécurité alimentaire et la Banque africaine de développement a reçu de l'aide pour élaborer une feuille de suivi des résultats nutritionnels comprenant la prévalence de la sous-alimentation et le score de diversité alimentaire des ménages (produit 1.3.1). La FAO a contribué également à la gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition (produit 1.1.2) en soutenant la création d'alliances parlementaires sur ces thèmes au Congo, au Gabon et dans les sous-régions d'Afrique centrale, renforçant les capacités des alliances parlementaires panafricaines en matière d'investissements tenant compte de l'enjeu nutritionnel et de droit à une alimentation adéquate.

78. Dans la région Asie et Pacifique, la FAO a aidé à mettre en œuvre un cadre d'action conjointe en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le Pacifique pour améliorer les résultats obtenus dans ces domaines par les Petits États insulaires en développement de la région (produit 1.1.1 et 1.4.1). Les Philippines et le Pakistan ont été soutenus dans leurs efforts pour publier des rapports sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition à l'échelle nationale (indicateur 1.3.1). L'Organisation a également apporté son concours dans des programmes d'éducation nutritionnelle en milieu scolaire, sous la forme d'examens exploratoires et d'évaluation des besoins en capacités (produit 1.3.1).

¹⁶ Conférence des Parties (COP).

¹⁷ Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

79. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, la FAO a soutenu la rédaction du projet de *Mesoamerica Plan de Desarrollo Integral*, dans le cadre de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui définit une stratégie de développement des territoires et met en lumière les liens entre pauvreté, sécurité alimentaire et changement climatique (produit 1.1.1). En outre, à la suite du sommet parlementaire mondial qui s'est tenu à Madrid en 2018, l'Organisation a contribué à la création de l'Alliance parlementaire ibéro-américaine pour le droit à l'alimentation (produit 1.1.2). Enfin, la FAO a aidé six pays à élaborer des plans de mise en œuvre des politiques promues durant le Forum pour la transformation des systèmes alimentaires et la réduction de l'excès pondéral et de l'obésité en Amérique latine et dans les Caraïbes, organisé par la FAO et l'IFPRI¹⁸ en 2018 (produit 1.1.1).

80. La FAO a renforcé les capacités à l'échelon national de plus de 85 pays dans tous les domaines inscrits dans les produits de l'OS1. Plus de 50 pays répartis dans cinq régions ont intégré la sécurité alimentaire et la nutrition dans des politiques et programmes d'investissement sectoriels (produit 1.1.1), et élaboré spécifiquement des cadres d'action publique intersectorielle en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. En Uruguay, au Paraguay, au Malawi, en Zambie, au Cambodge, aux Philippines et au Kenya, les pouvoirs publics et les parties intéressées ont reçu une assistance pour traduire en termes opérationnels, dans des politiques et des programmes, les liens entre changement climatique et sécurité alimentaire et nutrition, et plus de 40 pays rendent compte spécifiquement des questions de parité hommes-femmes dans leurs cadres d'action.

81. Plus de 17 pays, dont l'Éthiopie, le Tchad, l'Ouganda, les Philippines, le Pakistan, Haïti et le Nicaragua, élaborent et mettent en œuvre actuellement des cadres juridiques favorables au droit à l'alimentation et qui concourent à un accès plus sûr et équitable aux ressources et aux actifs (produit 1.1.2). Cela vient s'ajouter au soutien que la FAO apporte aux parlementaires des régions Afrique et Proche-Orient pour les aider à déterminer les aspects stratégiques et les questions prioritaires en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, à travers une collaboration avec l'Association des parlements, chouras et conseils analogues d'Afrique et du monde arabe.

82. Par le truchement de FIRST, le mécanisme d'assistance à l'élaboration des politiques mis en place conjointement par la FAO et l'Union européenne, 24 pays ont effectué une analyse de l'efficacité des politiques (produit 1.3.1), en faisant appel à un processus participatif et axé sur le renforcement des capacités pour éclairer le dialogue entre les parties prenantes, parmi lesquelles les pouvoirs publics, les donateurs, la société civile et le secteur privé. Ainsi, le Kenya, le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Timor-Leste, le Pakistan, le Myanmar et les Fidji, entre autres, ont pu déterminer les domaines prioritaires essentiels des politiques visant à atteindre l'ODD 2. Cela a permis aussi de recentrer encore les mesures d'appui à la mise en œuvre des politiques et stratégies en lançant le Plan national d'investissement en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, et de poursuivre l'action de renforcement des systèmes de suivi et d'évaluation intégrant l'enjeu nutritionnel au niveau décentralisé en République démocratique populaire lao.

83. Les capacités nationales nécessaires pour mettre en œuvre les politiques, les programmes et les mesures prises (produit 1.4.1) en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ont été renforcées dans plus de 30 pays.

Prise en compte systématique des questions transversales

84. Des résultats essentiels ont été obtenus aux niveaux mondial et national durant l'exercice biennal 2018-2019. En collaboration avec le FIDA, le PAM et le Gouvernement de l'Espagne, la FAO a préparé une proposition visant à ajouter au programme de travail du CSA un axe thématique sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition. L'objectif est d'élaborer un ensemble de directives volontaires acceptées au niveau mondial pour compléter et renforcer l'action menée par le CSA en vue d'intégrer les questions de parité hommes-femmes dans tous ses produits et activités. En outre, la FAO a apporté un soutien constant au Rwanda, au Botswana et au Kirghizistan dans la mise en œuvre de la Convention sur

¹⁸ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, où des évaluations de l'égalité des sexes ont permis d'éclairer la formulation de stratégies de parité hommes-femmes dans l'agriculture.

85. Les résultats de la COP 24 et de la COP 25 ont abouti à un certain nombre de contributions déterminées au niveau national, qui visaient spécifiquement la sécurité alimentaire et la nutrition dans des politiques agricoles intelligentes face au climat. La FAO a joué un rôle essentiel dans les activités de sensibilisation et de partage des connaissances destinées aux parties à la CCNUCC, au groupe de travail thématique sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'utilisation des sols établi dans le cadre du Partenariat sur les contributions déterminées et à l'unité d'appui de ce même partenariat. La FAO a mis en évidence l'utilité d'aborder les dialogues sur les politiques et les mécanismes de gouvernance aux niveaux mondial, régional et national sous l'angle des systèmes alimentaires. L'Organisation a également soutenu les réseaux d'action informels servant à mettre en œuvre la Décennie d'action pour la nutrition.

Points saillants

Guatemala | Poser les bases durables d'une génération libérée de la faim et de la malnutrition

Dans plus de 33 000 écoles publiques du Guatemala, les élèves se retrouvent régulièrement dans le potager de l'établissement pour y apprendre l'agriculture durable, la nutrition et les principes d'un régime alimentaire sain. Dans les cantines scolaires, des repas nutritifs et variés sont servis à plus de 2,2 millions d'enfants guatémaltèques. Le rôle des associations de parents a été déterminant dans cette réussite. Outre le fait qu'elle aide à réduire le nombre de personnes sous-alimentées et obèses, cette initiative contribue à stimuler l'économie rurale tout en augmentant les revenus et la sécurité alimentaire des familles, car une large part des aliments consommés est acquise auprès de petits producteurs locaux par l'intermédiaire d'un programme d'achats publics.

La FAO, après plus de cinq ans de travail, a contribué à la réalisation des quatre résultantes de l'OS 1 au Guatemala. La loi sur l'alimentation scolaire, soutenue par l'Organisation et le Front parlementaire contre la faim, a augmenté le budget alimentaire par écolier de 75 pour cent tout en allouant 50 pour cent des ressources par enfant à l'achat d'aliments auprès de producteurs locaux.

L'engagement du Guatemala sur la voie de l'élimination de la faim et de toutes les formes de malnutrition, et sa mise en pratique efficace au moyen de mécanismes inclusifs de gouvernance et de coordination et d'un processus décisionnel fondé sur des données factuelles, est le résultat de plusieurs activités promues par la FAO. Associant différents projets et donateurs (parmi lesquels l'UE, le Brésil, le Mexique et l'Espagne), le processus a impliqué plusieurs initiatives de coopération Sud-Sud, l'expérimentation de différents modèles d'alimentation scolaire et la réalisation d'analyses coût-avantages. Le Représentant de la FAO a joué un rôle moteur dans l'appui apporté au processus, la facilitation du dialogue entre les pouvoirs publics, les parlementaires et les donateurs, et l'apport des compétences techniques de différentes unités de l'Organisation ([FAO Guatemala Nourrir les corps et les esprits](#)).

Myanmar | Améliorer l'analyse pour accroître le montant et les effets des investissements

De 2018 à 2019, le Gouvernement du Myanmar, avec le soutien de la FAO, a entrepris une analyse détaillée de l'efficacité de ses politiques, fournissant aux décideurs publics des données et une analyse des effets des politiques et mesures en vigueur, repérant les goulets d'étranglement et les défauts d'efficacité, et présentant les domaines prioritaires en matière de réforme des politiques et d'investissement.

L'évaluation a fait ressortir la nécessité d'une meilleure prise en compte des conditions socioécologiques (telles que les problèmes spécifiques rencontrés par les minorités et l'inaccessibilité géographique des zones montagneuses et isolées) dans les politiques et les interventions. Elle a également indiqué qu'il était nécessaire de passer d'une planification fondée sur le budget à une budgétisation reposant sur des programmes, en améliorant la coordination intraministérielle, en mettant en place un cadre de suivi et d'évaluation axé sur les résultats, en renforçant la budgétisation à l'échelon infranational et en encourageant le secteur privé à effectuer des investissements à impact.

Biodiversité

La FAO a porté plusieurs initiatives dans le domaine de la biodiversité au cours de l'exercice biennal 2018-2019, notamment au titre de contributions à la Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique ainsi que du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et de ses liens avec l'ODD 2.

La publication de *L'état de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde*, présenté à la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture en 2019, a suscité un intérêt sans précédent auprès des médias. Le rapport, qui repose sur des données fournies par 91 pays et 27 organisations internationales, met en lumière le déclin de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture et attire l'attention sur les facteurs de perte de biodiversité et sur la nécessité de mettre en place des cadres porteurs. À cet égard, l'élaboration d'un Plan d'action mondial est envisagée par la Commission, en vue d'une adoption par la Conférence de la FAO en 2021. Une publication intitulée *L'état des ressources génétiques aquatiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde* a en outre été lancée en août 2019.

La Plateforme pour la prise en compte systématique de la biodiversité a organisé, en collaboration avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB), le premier Dialogue à parties prenantes multiples sur la prise en compte de la biodiversité dans tous les secteurs agricoles, tenu à Rome en mai 2018. Aux niveaux régional et national, la FAO a favorisé une série de dialogues multipartites mondiaux et régionaux pour traiter la question de la prise en compte systématique de la biodiversité et proposer un espace permettant de partager les bonnes pratiques et de présenter les initiatives régionales et nationales. Ces dialogues ont contribué à la mise au point de la Stratégie de la FAO relative à l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs de l'agriculture, adoptée par le Conseil en décembre 2019, et les travaux se poursuivent pour élaborer un plan d'action pour sa mise en œuvre.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la FAO mène, dans le cadre de 42 projets, des activités portant sur des questions liées à la conservation de la biodiversité dans l'agriculture, l'élevage, les forêts, la pêche et l'aquaculture, notamment sur les bonnes pratiques en matière d'aménagement, de restauration et de conservation des territoires. Dans la région Asie et Pacifique, l'Initiative «Future Smart Food» (aliments intelligents du futur), menée avec la participation du Bangladesh, du Bhoutan, du Cambodge, de l'Inde, du Myanmar, du Népal, du Pakistan, des Philippines, de la République démocratique populaire lao, de la Thaïlande et du Viet Nam, vise à encourager une diversification de l'agriculture associée à une intensification durable pour éliminer la faim et souligne l'importance de la préservation de la biodiversité, notamment des espèces négligées ou sous-utilisées.

Principaux enseignements

86. La contribution du PS 1 aux travaux relatifs à l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles au niveau national a produit des effets notables en influant sur les politiques publiques et sur la mobilisation des ressources. Cela démontre que la FAO peut être un agent catalyseur de l'action publique et ajouter de la valeur aux investissements et aux initiatives d'autres acteurs. Cela souligne également à quel point il importe que la FAO élargisse son champ d'action et dépasse les traditionnelles relations avec les ministères de l'agriculture pour adopter une approche multisectorielle. Le soutien plus ciblé des besoins et des possibilités recensés par les pays devrait être maintenu et transposé à plus grande échelle encore, y compris en affectant des spécialistes des politiques dans les bureaux de pays.

87. Pour avoir un impact, il faut régler la question des limites de ressources aux niveaux national et régional. C'est particulièrement vrai dans des domaines tels que le droit à l'alimentation, la pêche et l'aquaculture artisanales, et le travail sur l'action publique visant à appuyer un investissement à impact et sur la prise de décisions fondées sur des éléments factuels. Enfin, assurer en temps utile un soutien aux politiques fiable demande que la FAO dispose de capacités supplémentaires pour produire dans les meilleurs délais une analyse détaillée de l'action publique et de l'économie politique.



Objectif stratégique 2: Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables

OS2 | RENDRE L'AGRICULTURE, LES FORÊTS ET LES PÊCHES PLUS PRODUCTIVES ET PLUS DURABLES

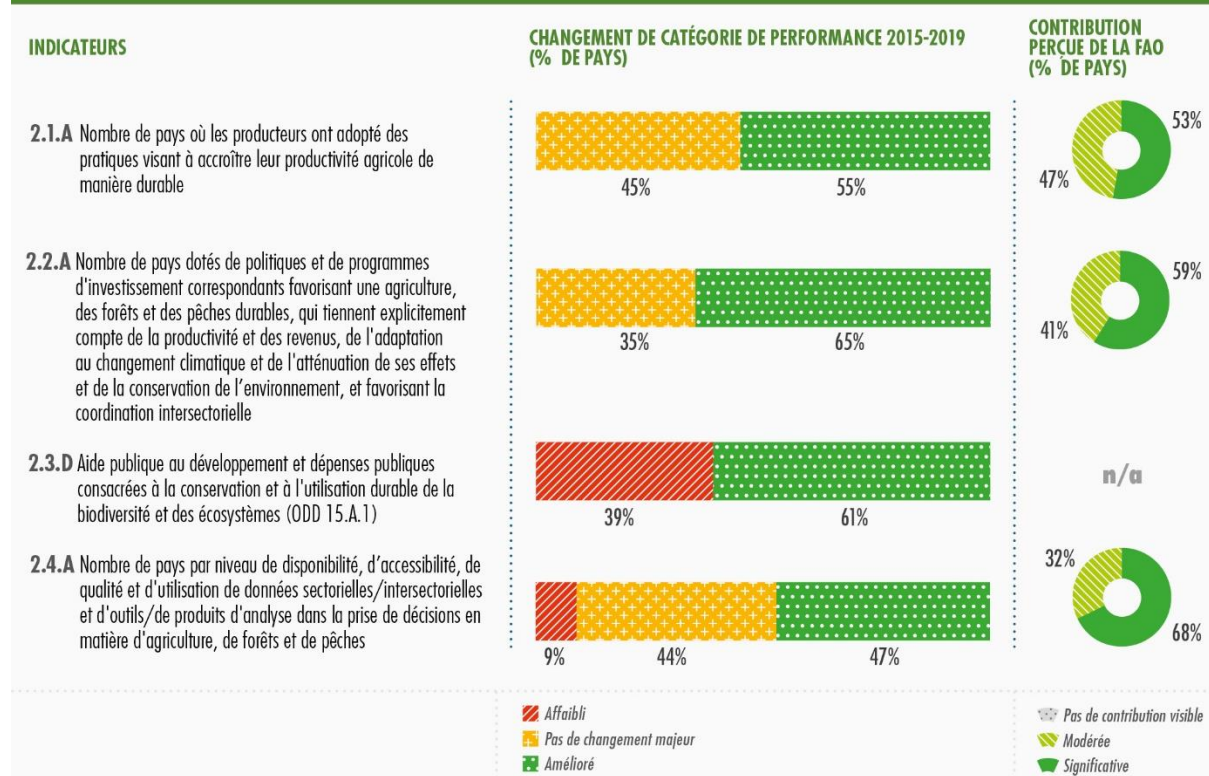
INDICATEURS DES ODD*	DESCRIPTION DES SÉRIES	2000	2015	2019**
ODD2 FAIM "ZERO"				
2.5.1 Nombre de ressources génétiques animales et végétales destinées à l'alimentation et à l'agriculture sécurisées dans des installations de conservation à moyen ou à long terme	Nombre de ressources génétiques végétales sécurisées dans des installations de conservation	3 386 229	5 047 817***	5 309 861
ODD6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT				
6.4.2 Niveau de stress hydrique: prélèvements d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles	Niveau de stress hydrique: prélèvements d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles (%)		16.5	17
ODD14 VIE AQUATIQUE				
14.4.1 Proportion de stocks de poissons se situant à un niveau biologiquement viable	Proportion de stocks de poissons se situant à un niveau biologiquement viable (pas surexploités) (%)	72.56	66.9	
14.5.1 Proportion de la surface maritime couverte par des aires marines protégées	Proportion de la surface maritime couverte par des aires marines protégées (Zones Economiques Exclusives) (%)	2.2	12.0	17.2
ODD15 VIE TERRESTRE				
15.1.1 Proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières	Surface des zones forestières, en proportion de la surface terrestre (%)	31.1	30.7	
15.1.2 Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre et la biodiversité des eaux douces qui sont couverts par des aires protégées (par type d'écosystème)	Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre et la biodiversité des eaux douces qui se trouvent dans des aires protégées (%)	30.5	43.1	43.2
	Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre qui sont couverts par des aires protégées (%)	33.1	45.8	46.1
15.3.1 Proportion de la surface émergée totale occupée par des terres dégradées	Proportion de la surface émergée totale occupée par des terres dégradées (%)		20	

* Indicateurs des ODD exclus à cause d'un manque de données : 2.3.1, 2.4.1, 2.5.2, 6.4.1, 15.4.2

** ou année la plus proche 2016-2019

*** données 2014

OS2 | RÉSULTANTES



OS2 PRODUITS				
PRODUITS	INDICATEURS	OBJECTIF VISÉ 2018-19	CHIFFRE RÉEL 2018-2019	DEGRÉ DE RÉALISATION
2.1.1 Des pratiques et des technologies novatrices ont fait l'objet de projets pilotes, ont été testées et ont été appliquées à plus grande échelle par des producteurs, en vue d'un accroissement durable de la productivité et d'une réponse au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.	A) Nombre d'initiatives dans lesquelles des pratiques et des technologies novatrices sont expérimentées, validées et adaptées afin d'accroître durablement la productivité et la production, tout en faisant face au changement climatique et/ou à la dégradation de l'environnement.	76	94	●
	B) Nombre d'initiatives dans lesquelles des pratiques et des technologies novatrices sont appliquées à plus grande échelle en vue d'augmenter durablement la productivité et la production, tout en faisant face au changement climatique et/ou à la dégradation de l'environnement.	43	46	●
2.1.2 Les capacités des institutions sont renforcées de sorte que soit promue l'adoption de pratiques plus intégrées et intersectorielles qui permettent d'accroître durablement la productivité et la production, et d'apporter une réponse au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.	Nombre d'institutions (services de vulgarisation, organisations de producteurs, organismes publics, organisations de la société civile, établissements de recherche et d'enseignement) qui reçoivent un appui en matière de capacités techniques ou organisationnelles en vue de promouvoir l'adoption de pratiques intégrées et intersectorielles.	168	217	●
2.2.1 Des politiques, des stratégies et des programmes d'investissement sont formulés à l'appui d'une agriculture, de forêts et de pêches durables, et d'une réponse au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.	Nombre de politiques, de stratégies ou de plans d'investissement formulés avec l'appui de la FAO et visant à rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables, et à faire face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.	61	86	●
2.2.2 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes sont renforcées afin de faciliter les échanges intersectoriels sur les politiques, en vue de l'élaboration de stratégies et de programmes plus intégrés en matière d'agriculture, de forêts et de pêches durables, compte tenu du changement climatique et de la dégradation de l'environnement.	Nombre de documents stratégiques sur une agriculture, des forêts et des pêches durables élaborés grâce à des échanges intersectoriels en lien avec le Programme 2030 et les plans de mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national.	40	43	●
2.3.1 Un appui est fourni en faveur d'une intégration efficace de l'agriculture, des forêts et des pêches dans les mécanismes de gouvernance internationaux, en particulier ceux qui concernent le Programme 2030, le changement climatique, la biodiversité et la désertification, ainsi que les programmes et instruments relatifs à l'environnement relevant de la responsabilité de l'Organisation.	Nombre de documents de session officiels auxquels la FAO a contribué et présentés à des mécanismes internationaux de gouvernance et axés sur des questions relatives à une agriculture, des forêts et/ou des pêches durables.	50	93	●
2.3.2 Les capacités des institutions sont renforcées en vue de la mise en œuvre de politiques et d'instruments internationaux qui encouragent une production durable et permettent de faire face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.	Nombre de pays dans lesquels les capacités des institutions concernées publiques et autres ont été renforcées en vue de la mise en œuvre de politiques, de stratégies ou de mécanismes de gouvernance qui encouragent une production durable et/ou permettent de faire face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.	43	64	●
2.4.1 Des produits stratégiques de connaissances, portant sur des questions régionales ou mondiales et comportant des données sur la production durable, le changement climatique et la dégradation de l'environnement, ont été mis au point.	Nombre de produits de connaissances stratégiques, nouveaux ou considérablement mis à jour, concernant la production durable, le changement climatique et la dégradation de l'environnement qui ont été élaborés de manière inclusive et sont publiés afin de les rendre accessibles aux pays.	111	112	●
2.4.2 Les capacités des institutions sont renforcées en faveur de la collecte, de l'analyse et de la communication de données étayant la prise de décisions en matière de production durable, de changement climatique et de dégradation de l'environnement, y compris les ODD pertinents.	Nombre d'institutions qui ont bénéficié d'une aide de la FAO au renforcement des capacités en faveur de la collecte, de l'analyse et de la communication de données étayant la prise de décisions favorables à une production durable et à la lutte contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement, y compris aux ODD pertinents.	77	99	●

● Pleinement réalisé (Chiffre réel ≥ objectif visé)
▲ Non réalisé (Chiffre réel < objectif visé)

88. Le passage à une productivité et une durabilité accrues des systèmes de production et des pratiques de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche, conjugué à une gestion durable des ressources naturelles, est un point essentiel si l'on veut nourrir un monde singulièrement frappé par le changement climatique. La FAO soutient les pays dans cette transition en leur prodiguant des conseils techniques, en améliorant l'apport de la gestion des connaissances à la prise de décision, et

en formulant, examinant ou mettant en œuvre des stratégies, des politiques et des programmes d'investissement efficaces au moyen de mécanismes de gouvernance inclusifs.

89. Avec l'objectif stratégique 2 (OS2), la FAO apporte son concours aux pays en s'appuyant sur les cinq principes¹⁹ étroitement liés d'une alimentation et d'une agriculture durables, pour faire en sorte que:

- a) les producteurs parviennent à accroître leur productivité et leur production de façon durable, en examinant les choix à faire et en tenant compte des effets de synergie (produits 2.1.1 et 2.1.2);
- b) les pays élaborent des politiques, des plans d'investissement, des programmes et des mécanismes de gouvernance véritablement favorables à une agriculture, des forêts et des pêches durables (produits 2.2.1 et 2.2.2);
- c) les pays renforcent la mise en œuvre des politiques, y compris en se servant des instruments internationaux et régionaux favorisant une agriculture, des forêts et des pêches durables (produits 2.3.1 et 2.3.2);
- d) les pays encouragent l'utilisation de connaissances et d'informations dans la prise de décision, y compris issues du suivi des objectifs de développement durable (ODD) (produits 2.4.1 et 2.4.2).

Mise en œuvre du programme stratégique

Aperçu des résultats

90. En s'efforçant d'améliorer la productivité et la durabilité de l'agriculture, des forêts et des pêches, l'OS2 contribue directement à la réalisation de plusieurs cibles des ODD, en particulier celles afférentes à l'agriculture durable (ODD 2), à la gestion durable des ressources marines (ODD 14) et à la gestion durable des terres, y compris des forêts (ODD 15). L'ODD 2 intègre la promotion d'une alimentation et d'une agriculture durables dans son objectif général, qui est d'éliminer la faim, de réaliser la sécurité alimentaire et d'améliorer la nutrition d'ici à 2030. En outre, les mesures visant à concrétiser les ODD connexes, comme l'utilisation efficiente des ressources hydriques (ODD 6), une consommation et une production responsables (ODD 12) et la vie aquatique (ODD 14), doivent être prises ensemble pour permettre d'atteindre les cibles correspondantes.

91. Au cours de la période 2015-2019, les données disponibles sur les ODD permettent de dégager les tendances décrites ci-après.

92. Les efforts de conservation des ressources zoogénétiques présentant un intérêt pour l'alimentation et l'agriculture enregistrent quelques résultats positifs, comme l'augmentation du nombre de celles qui sont stockées dans des banques de gènes sur la planète (2.5.1) et le fait que la proportion de variétés et de races en danger (2.5.2) est demeurée stable en Europe (la seule région où l'agrégation des données est possible) au cours des cinq dernières années.

93. La superficie des aires marines protégées a continué de croître (14.5.1) et la protection de sites importants pour la biodiversité terrestre ou la biodiversité des eaux douces a aussi progressé (15.1.2).

Évaluation des résultantes de l'Organisation

94. Les progrès obtenus dans la réalisation des résultantes du PS 2 sont détaillés à l'annexe 2.

¹⁹ Principes d'une alimentation et d'une agriculture durables: i) améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources; ii) gérer les ressources naturelles et les écosystèmes de manière durable; iii) protéger et améliorer les moyens d'existence ruraux et le bien-être social; iv) renforcer la résilience des personnes, des communautés et des écosystèmes; et v) promouvoir une gouvernance novatrice, efficace et responsable des systèmes naturels et humains.

95. Globalement, les progrès mesurés par les indicateurs des résultantes de l'OS2 sont encourageants, en particulier concernant l'adoption de pratiques durables (résultante 2.1) et l'élaboration de politiques et de mécanismes de gouvernance favorisant une production durable de l'agriculture, des pêches et des forêts (résultante 2.2). De même, les résultats mesurés par l'ensemble des indicateurs de l'OS2 se sont améliorés entre 2015 et 2019.

96. Au niveau des résultantes, on observe des résultats encourageants pour les indicateurs 2.1.A et 2.1.B. Plus de la moitié des pays (55 pour cent) ont progressé dans l'adoption de pratiques agricoles durables (2.1.A). Le travail de la FAO dans le domaine de la pêche durable consiste notamment à promouvoir des pratiques durables et à apporter un appui en vue de l'amélioration des politiques ainsi que des cadres juridiques.

97. En 2019, concernant la mise en œuvre du Code de conduite pour une pêche responsable établi par la FAO (2.1.B), 32 pour cent des pays se classaient dans les catégories de résultats «élevés» ou «moyens-élevés».

98. Les résultats mesurés au regard de l'indicateur 2.2.A révèlent que, sur la période 2015-2019, 65 pour cent des pays où la FAO poursuit des activités ont élaboré ou amélioré des politiques et des mécanismes de gouvernance permettant d'aborder la durabilité de la production et de lutter contre les effets du changement climatique et la dégradation de l'environnement dans l'agriculture, les pêches et les forêts.

99. En 2019, 11 pour cent des pays ont obtenu des résultats «élevés» ou «moyens-élevés» selon l'indicateur 2.3.A, qui évalue dans quelle mesure le rapport national présenté à titre volontaire sur la mise en œuvre du Programme 2030 prend en compte les ODD correspondant à l'OS2. Les pays ayant obtenu un résultat faible (27 pour cent) sont des pays qui n'ont pas encore publié de rapport national. On estime que le nombre de pays ayant publié un rapport augmentera dans les années qui viennent, à mesure que progressera la réalisation des ODD.

100. Les résultats mesurés au regard de l'indicateur 2.3.D montrent que l'aide publique au développement consacrée à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes a augmenté dans 61 pour cent des pays tandis qu'elle a baissé dans 39 pour cent des pays.

101. Pour ce qui est de l'indicateur 2.4.A, les résultats sont encourageants puisque la disponibilité et l'accessibilité de données et d'informations et leur utilisation dans les processus décisionnels ont progressé pour 47 pour cent des pays, toujours sur la période 2015-2019.

102. La contribution de la FAO aux changements d'état des indicateurs des résultantes a été jugée utile dans tous les pays pour les indicateurs évalués (2.1.A, 2.2.A, 2.4.A), à savoir que pour les trois indicateurs plus de 50 pour cent des répondants ont jugé que la FAO avait apporté une contribution importante.

Évaluation des produits biennaux

Tour d'horizon des résultats obtenus

103. Comme l'indique l'*annexe 2*, toutes les cibles associées aux indicateurs de produit de l'OS2 pour la période 2018-2019 ont été atteintes.

104. La FAO a aidé les agriculteurs, les éleveurs pastoraux, les habitants des forêts et les pêcheurs de 70 pays à expérimenter (produit 2.1.1-A) et à transposer à grande échelle (produit 2.1.1-B) une large palette de pratiques agricoles plus productives et plus durables (140 initiatives au total). Ces expérimentations ont porté notamment sur l'utilisation de l'énergie solaire, une récupération durable de l'eau, des pratiques agroécologiques innovantes adoptées à l'initiative des agriculteurs, l'agriculture de conservation et l'application des biotechnologies. Les pratiques de multiplication des semences, de gestion de l'élevage, de production végétale et d'aquaculture se sont répandues et ont été rapidement adoptées. Le produit 2.1.1 met particulièrement l'accent sur la transposition à grande échelle de l'utilisation de techniques de production intégrées et de pratiques innovantes, ce

qui comprend également la restauration des sols, l'adoption de techniques d'irrigation à petite échelle, le développement de la rizipisciculture et de l'agroforesterie.

105. Les capacités des institutions et des réseaux de 65 pays (217 initiatives) ont été renforcées pour permettre à ceux-ci de promouvoir et d'adopter des pratiques plus intégrées et transversales et d'encourager l'innovation (produit 2.1.2), principalement dans les domaines de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets, de l'utilisation durable et de la conservation des ressources zoogénétiques et phytogénétiques, de l'agroécologie, de l'agroforesterie ainsi que de la riziculture et de l'aquaculture durables. La FAO a également apporté son concours aux réseaux mondiaux et régionaux en matière d'agriculture intelligente face au climat, de maladies transfrontières, de gestion durable de l'eau, de biodiversité, de pêche, de foresterie, d'agroécologie, d'utilisation d'une énergie renouvelable dans l'agriculture et d'application de techniques innovantes pour stimuler durablement la production et la productivité agricoles.

106. Durant l'exercice biennal 2018-2019, la FAO a aidé 40 pays (86 initiatives) à élaborer des politiques, des programmes d'investissement et des mécanismes de gouvernance favorisant une agriculture, des forêts et des pêches durables (produit 2.2.1) et a également soutenu 36 pays (43 initiatives) dans leurs efforts pour élaborer des stratégies et des programmes plus intégrés et étroitement liés au Programme 2030 dans le domaine de l'agriculture durable (produit 2.2.2). L'une des priorités de la plupart des résultats était de faciliter les échanges intersectoriels sur les politiques intéressant la contribution d'une alimentation et d'une agriculture durables aux ODD, sous la forme de comptes rendus analytiques de suivi de la prise en compte des cibles des ODD dans les politiques et les plans nationaux dans le domaine agricole; de plans d'action relatifs aux ODD; ou de stratégies similaires abordant certains aspects de l'agriculture, des forêts et des pêches durables selon une approche intersectorielle. Ces résultats témoignent de l'assimilation des principaux enseignements tirés du PIR 2016-2017, surtout depuis que les ODD offrent un moyen essentiel de renforcer la dynamique politique conduisant à une agriculture, des forêts et des pêches plus productives et durables.

107. La FAO a fourni d'importantes contributions sur l'agriculture, les forêts et les pêches durables aux mécanismes de gouvernance internationaux (2.3.1), notamment des communications essentielles dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'Organisation a également aidé 64 pays à mettre en œuvre des politiques et des instruments internationaux encourageant une production durable et permettant de faire face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement (produit 2.3.2). La plupart des résultats donnaient la priorité au renforcement des capacités des départements des administrations publiques, afin de soutenir leurs travaux sur les investissements, en particulier pour les projets relatifs au changement climatique. Le renforcement des capacités couvrait également la restructuration institutionnelle et l'amélioration de la coordination, et abordait des sujets tels que l'irrigation, la restauration des sols, les mesures du ressort de l'État du port²⁰, les forêts, les semences, la gestion de l'eau et les ODD.

108. La FAO a élaboré d'importants produits mondiaux axés sur les connaissances (produit 2.4.1), qui intègrent et lient des informations sur la parité hommes-femmes et la nutrition et qui traitent de questions essentielles, comme la biodiversité, la pollution des sols et la gestion des engrais, l'agroécologie, l'agriculture intelligente face au climat, l'adaptation fondée sur les écosystèmes, les pollinisateurs, la comptabilité des émissions de gaz à effet de serre, la gestion de l'eau, les forêts et les pêches durables, et les TIC et les jeunes. Ces produits comprennent aussi bien des plateformes et des bases de données en ligne que des publications, des outils d'apprentissage électronique et des webinaires enregistrés. Ainsi, la publication *L'État de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde* (2019) traite de l'utilisation durable, du développement et de la conservation de la biodiversité présentant un intérêt pour l'alimentation et l'agriculture dans le

²⁰ Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

monde ainsi que des défis qu'il faudra relever pour la gérer dans les temps à venir. En outre, la publication *World Livestock: Transforming the livestock sector through the Sustainable Development Goals* (2018) examine l'interaction du secteur et des différents ODD, ainsi que les effets de synergie potentiels, les choix à faire et le réseau complexe de liens réciproques en jeu.

109. La FAO a soutenu les institutions de plus de 64 pays pour renforcer leurs capacités à collecter, analyser et communiquer des données utiles à la prise de décisions en matière de production durable, de changement climatique et de dégradation de l'environnement, y compris sur les ODD correspondants (produit 2.4.2). Cela comprenait un renforcement des capacités à utiliser des technologies innovantes de type SIG²¹ pour mesurer les effets du changement climatique, contrôler les ravageurs et les maladies transfrontières et surveiller les données satellite sur les terres émergées. Un soutien considérable a également été fourni pour permettre le suivi des ODD, ce qui couvrait les activités transversales relatives à l'agriculture durable (ODD 2.4), à la diversité génétique des semences, des cultures, des animaux d'élevage ou domestiqués et des espèces sauvages apparentées (ODD 2.5), aux pêches (ODD 14.4) et aux forêts (ODD 15.2).

Réalisations à l'échelle mondiale

110. Les efforts déployés par la FAO pour promouvoir une approche mondiale du développement durable de l'agriculture, des forêts et de la pêche ont été condensés dans la publication *Transformer l'alimentation et l'agriculture pour réaliser les ODD: 20 actions interconnectées pour orienter les décideurs* (2019). Ces 20 actions se veulent un guide pour les pays qui s'efforcent de parvenir à une alimentation et une agriculture plus durables, et répondent à la demande des comités techniques de la FAO de soutenir plus efficacement les pays dans une prise en compte systématique et plus intégrée de l'alimentation et de l'agriculture durables. La FAO a également dirigé la rédaction de l'ouvrage *Sustainable food and agriculture: An integrated approach* (2018). Des spécialistes de premier plan dans différentes disciplines y présentent de façon détaillée la réflexion et les propositions les plus avancées sur l'amélioration de la durabilité de l'alimentation et l'agriculture (produits 2.3.1 et 2.4.1).

111. En tant qu'organisme responsable de l'indicateur 2.4.1 des ODD (proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable), la FAO a mené le processus international visant à établir une norme internationale de mesure et de suivi des progrès réalisés sur la voie d'une agriculture durable, ce qui supposait de concevoir une méthode, de réunir les parties prenantes clés (ministres sectoriels, bureaux nationaux de la statistique, universitaires, organisations internationales, secteur privé et société civile) et de préparer l'ensemble de la documentation. À la suite de cela, l'indicateur a été reclassé en catégorie II, ce qui confirme la mise en place d'une méthode internationale (produit 2.4.1).

112. Durant l'exercice biennal 2018-2019, la FAO a organisé plusieurs conférences, colloques internationaux et manifestations multipartites, offrant ainsi des espaces de partage des connaissances et d'échange, de constitution de réseaux et d'établissement de partenariats et jouant les intermédiaires dans des domaines qui concernent tous les secteurs agricoles. Ainsi, le Symposium international sur l'innovation agricole au service de l'agriculture familiale, le Symposium international sur l'agroécologie organisé sur le thème «L'agroécologie au service des ODD – Passer à l'échelle supérieure», le Dialogue à parties prenantes multiples sur l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs agricoles, la conférence internationale intitulée «Travaillons avec les divers secteurs pour arrêter la déforestation et étendre les superficies forestières» et le Colloque international sur les innovations et l'impact social d'une agro-aquaculture intégrée, pour ne citer que ces exemples, ont attiré nombre de participants – délégués par des États, des acteurs non étatiques, des établissements de recherche et d'autres organismes des Nations Unies (produits 2.1.2, 2.3.1 et 2.4.1).

²¹ Système d'information géographique (SIG).

113. L'Initiative «L'agroécologie – Passer à l'échelle supérieure» a été lancée en collaboration avec la CBD, le FIDA, le PNUD, le PNUE, le PAM, l'OMS et des partenaires de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la société civile. En 2019, les 10 éléments de l'agroécologie ont été approuvés par le Conseil à sa cent soixante-troisième session comme offrant un outil susceptible de guider la FAO et les pays en matière d'agroécologie, considérée comme une façon parmi d'autres de développer une agriculture et des systèmes alimentaires durables. En outre, la FAO a lancé son outil de mesure des résultats de l'agroécologie (TAPE) et l'a déployé dans toutes les régions après l'avoir testé au Cambodge, en Chine, au Laos, au Sénégal et au Viet Nam. Une mise en œuvre dans d'autres pays est prévue en 2020 (produits 2.1.2 et 2.4.1).

Réalisations aux niveaux régional, sous-régional et national

114. Au cours de l'exercice biennal, la FAO a apporté son concours à 129 pays répartis dans les cinq régions. Les réalisations les plus importantes, du fait de leur nature innovante ou de leurs effets, sont décrites dans ce qui suit.

115. Les ODD offrent un moyen essentiel de rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables car ils fournissent un cadre d'action stratégique de haut niveau qui permet d'orienter le développement national durant la décennie à venir. Le soutien opérationnel que la FAO apporte aux pays dans la mise en œuvre des ODD par le truchement d'une alimentation et d'une agriculture durables a été transposé à grande échelle au cours de l'exercice biennal. L'Organisation a facilité l'engagement des secteurs agricoles de 12 pays dans la mise en œuvre du Programme de développement durable, apportant un soutien décisif au développement des capacités des organisations gouvernementales, renforçant la mise en application des politiques dans tous les secteurs de l'économie et élaborant des stratégies et des programmes plus intégrés, y compris pour faire face aux effets du changement climatique et à la dégradation de l'environnement (produits 2.2.2 et 2.3.2). Ainsi, la FAO a aidé le Moldova à élaborer un rapport de référence et à formuler un Plan d'action sur deux ans, destiné au ministère de l'agriculture, du développement régional et de l'environnement et visant à transposer les ODD pour les inscrire dans le contexte national, ainsi qu'un plan de travail en vue d'atteindre les cibles pertinentes des ODD. Le Plan d'action a été intégré dans la Stratégie nationale de développement agricole et rural 2014-2020 approuvée par le Gouvernement.

116. Parmi les initiatives clés qui tendent à promouvoir une alimentation et une agriculture durables et qui sont indispensables pour atteindre les ODD, on peut citer les efforts accrus consentis par la FAO afin de renforcer les capacités nécessaires aux organismes publics pour mettre en œuvre les politiques; d'associer plus étroitement encore les parties prenantes à l'action en tant que partenaires; et de mobiliser et d'harmoniser les financements et les investissements. La FAO a facilité plusieurs consultations multipartites en réunissant différents ministères sectoriels, acteurs non étatiques, établissements universitaires et instituts de recherche pour élaborer des plans nationaux d'adaptation en Colombie, en Gambie, au Malawi, au Népal, en Ouganda, en Thaïlande, au Viet Nam et en Zambie. Dans le cadre du Programme de coopération FAO/Banque mondiale, l'Organisation a appuyé la formulation ou la mise en œuvre de projets d'investissement d'envergure, comme le projet d'agriculture irriguée et d'accès aux marchés destiné aux petits exploitants du Mozambique; le projet d'amélioration de l'agriculture irriguée dans la province du Khyber Pakhtunkhwa au Pakistan; et le projet de développement des secteurs de l'élevage et de la pêche en Éthiopie (produit 2.3.2).

117. Le nombre de propositions de financement à l'initiative de la FAO approuvées par le Fonds vert de Copenhague pour le climat (FVC) est passé de deux en 2018 (en El Salvador et au Paraguay) à six en 2019 (les projets supplémentaires concernant le Chili, le Kirghizistan, le Népal et le Pakistan), ce qui porte la valeur du portefeuille à 426,6 millions d'USD, dont 228,8 millions financés par le FVC. Les six projets menés par la FAO poursuivent les objectifs suivants: améliorer la résilience des exploitants familiaux face au changement climatique par une approche intégrée à l'échelle du paysage en El Salvador; combattre la déforestation et stimuler la résilience des agriculteurs face aux effets préjudiciables du changement climatique au Paraguay; réduire les émissions de gaz à effet de

serre au Chili; favoriser le piégeage du carbone en investissant dans les forêts et les terrains de parcours au Kirghizistan; généraliser le souci de la résilience au changement climatique dans les écosystèmes vulnérables au Népal; et améliorer la résilience des agriculteurs face au climat dans le bassin de l'Indus, au Pakistan. Le travail de la FAO en qualité de partenaire d'exécution du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires du FVC a produit également des résultats sans précédent, puisque 15 propositions de planification à l'initiative de la FAO ont été approuvées en 2019, contre 8 en 2018 et 3 en 2017, portant le nombre total de projets à 29 pour une valeur totale approximative de 16 millions d'USD (produits 2.2.1 et 2.3.2).

118. La FAO (par l'intermédiaire du Programme ONU-REDD²²) a aidé 56 pays à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre découlant de la déforestation et de la dégradation des forêts. Les activités ont renforcé la capacité des pays à progresser sur les quatre volets du Cadre de Varsovie: établissement de niveaux d'émissions forestières de référence (13 pays), renforcement de la gouvernance des forêts (7 pays), développement de systèmes nationaux de suivi des forêts (45 pays depuis le lancement du programme), soutien des pays en matière de préparation juridique (10 pays), de régimes fonciers (9 pays) et de sauvegardes (12 pays) du programme REDD. L'appui technique de la FAO a été déterminant pour permettre au Chili d'accéder aux paiements liés aux résultats (63 millions d'USD), dans le cadre du dispositif pilote du FVC, et pour stimuler les débats nationaux et mondiaux sur le financement de l'action climatique (produits 2.2.1, 2.3.2 et 2.4.2).

119. L'Initiative Croissance bleue a accentué la promotion de l'innovation dans les communautés côtières et les nations insulaires du monde, comme l'association de la pêche et de la production d'algues marines ou l'utilisation des déchets du filetage des poissons destinés à l'alimentation pour fabriquer des vêtements. La Conférence sur l'économie bleue durable, organisée au Kenya, et le forum sur la croissance bleue qui a réuni les grandes nations maritimes ont permis d'attirer l'attention sur quelques exemples de cette nature et ont encouragé les partenariats avec le secteur privé en vue de passer à la vitesse supérieure. L'utilisation croissante de ressources marines dans le secteur de la mode peut améliorer la durabilité à la fois de ce secteur et des industries maritimes, en fournissant aux pêcheurs des sources de revenus supplémentaires et en offrant au secteur de la mode des produits de remplacement du coton, dont la culture nécessite beaucoup d'eau, et des tissus synthétiques, qui contribuent au rejet de microplastiques dans les océans (produits 2.1.1 et 2.3.1).

120. Les problèmes liés à l'eau et l'innovation ont fait partie des thèmes communs aux cinq régions. La FAO a soutenu plus de 47 pays dans des domaines techniques très divers, comme la planification stratégique de l'allocation/utilisation de l'eau au Liban; les technologies abordables permettant d'augmenter durablement la productivité de l'eau en Égypte, en Jordanie, en Tunisie et au Maroc; la comptabilité et l'audit de l'eau, et l'amélioration des services d'irrigation et de drainage en Afghanistan; la gestion de l'utilisation de l'eau en Azerbaïdjan, au Chili, en Chine, au Costa Rica, en Iran et en Ouganda; et l'utilisation des systèmes de pompes solaires et de la micro-irrigation en Inde (produit 2.1.1). Par ailleurs, le *Global Framework on Water Scarcity in Agriculture in a Changing Climate* (WASAG, cadre mondial contre la pénurie d'eau dans l'agriculture) a fourni une aide au développement des capacités techniques à des partenaires et des parties prenantes, parmi lesquels des établissements de recherche, des organisations de la société civile et des administrations publiques (produit 2.1.2).

121. Les activités destinées à mettre en œuvre l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port se sont poursuivies depuis l'entrée en vigueur de celui-ci en juin 2016. Au cours de l'exercice biennal, les capacités des institutions gouvernementales des Îles Cook, des Fidji, du Kiribati, des Îles Marshall, de la Micronésie, de Nauru, de Nioué, des Palaos, du Samoa, des Îles Salomon, des Tonga, des Tuvalu et du Vanuatu ont été renforcées pour permettre à ces pays d'élaborer des mesures concrètes de conservation et de gestion des ressources halieutiques gérées par la Commission des pêches pour le Pacifique central et occidental. En outre, des dispositions législatives visant à appuyer

²² Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (ONU-REDD).

la mise en œuvre de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port ont été prises aux Bahamas, au Chili, au Costa Rica, en République dominicaine, en Équateur, au Gabon, au Guyana, en Jamaïque, au Kirghizistan, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, à Saint-Vincent-et-les Grenadines et à Trinité-et-Tobago (produit 2.3.2).

122. Une assistance technique a été fournie en vue de l'élaboration de méthodes et d'instruments de recensement national conformes au RMA 2020²³, et du renforcement des capacités nécessaires au personnel national pour analyser les informations collectées. Cette initiative comprenait également une formation aux nouvelles technologies de collecte de données, dont l'imagerie par satellite, qui permet de mesurer les superficies terrestres, et l'entretien individuel assisté par ordinateur portable. Les principales réalisations comprennent la mise en œuvre du premier recensement agricole au Timor-Leste et la coordination d'un recensement conjoint de la population et de l'agriculture au Bélarus.

Intégration des questions transversales

123. Pour faire en sorte que les femmes aient un accès égal aux ressources naturelles et productives, aux services, aux institutions locales et à des emplois décents durant la transition vers une agriculture durable, la FAO a encouragé l'adoption de pratiques tenant compte des questions de genre dans le domaine de l'agroécologie et de la gestion de la biodiversité ainsi que de l'agriculture intelligente face au climat, et a prôné l'équité dans la gouvernance des eaux et des terres et dans le développement des territoires/des paysages. L'Organisation a également soutenu la mécanisation agricole et l'adoption de technologies permettant de réduire la charge de travail, et a élaboré des mécanismes et des programmes de financement de l'action climatique tenant compte de la problématique hommes-femmes, avec l'aide du FEM²⁴ et du FVC. En outre, la FAO a apporté son concours à des partenaires stratégiques et à des groupes de négociation, sous forme d'actions de sensibilisation et de renforcement des capacités, afin de mettre plus en lumière la question de l'égalité des sexes et de renforcer les engagements spécifiquement liés à la problématique hommes-femmes et la mise en œuvre d'initiatives sur ce thème dans les différents accords environnementaux multilatéraux, comme la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique, Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la Convention de Ramsar.

124. La FAO a également contribué à l'élaboration du *Manuel pour la prise en compte des questions de genre dans les projets et programmes transformateurs de neutralité en matière de dégradation des terres* de la Convention sur la lutte contre la désertification. Dans le cadre du programme PNA-Ag²⁵, la FAO et le PNUD se sont unis pour publier une formation traitant des questions de genre dans la planification de l'adaptation des secteurs agricoles.

125. Rendre l'agriculture, les pêches et les forêts plus productives et plus durables peut contribuer dans une grande mesure à des régimes alimentaires sains et à une meilleure nutrition. La FAO a donc encouragé une production alimentaire intégrant l'enjeu nutritionnel dans différents domaines d'activité, notamment en soulignant l'apport de l'alimentation et de l'agriculture à la nutrition humaine dans les publications phares de l'Organisation, comme *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture* (2018), *L'État de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde* (2019) et *L'État des ressources génétiques aquatiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde* (2019); des indicateurs nutritionnels ont été ajoutés dans le suivi de l'agroécologie et de l'agriculture intelligente face au climat; la nutrition a été mise en lumière dans des cadres régionaux et mondiaux, tels que la Consultation régionale de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale sur la pêche artisanale, organisée au Sénégal, et le Colloque international sur les innovations et l'impact social d'une agro-aquaculture intégrée, qui s'est tenu en Chine, ou encore le Colloque

²³ Recensement mondial de l'agriculture de 2020.

²⁴ Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

²⁵ Intégrer l'agriculture dans les plans nationaux d'adaptation (PNA-Ag).

international sur la gestion durable des pêches - renforcer les liens entre science et politiques, qui s'est tenu au Siège, en novembre 2019.

126. De plus, de nouveaux produits d'orientation et de nouveaux produits axés sur les connaissances ont été élaborés, dont le cours d'apprentissage en ligne intitulé «*Improving Nutrition through Agriculture and Food Systems*», en collaboration avec la Banque mondiale; les modules relatifs à la nutrition dans le cours en ligne sur approche de l'agriculture intelligente face au climat et le cours de formation à l'AEP²⁶ appliquée à la pêche dans les eaux intérieures; et une section consacrée à la nutrition dans les lignes directrices destinées aux petits éleveurs des écoles pratiques d'agriculture.

Points saillants

Innovations dans la prise de décisions fondées sur des données factuelles

La FAO a soutenu les pays en vue d'une meilleure utilisation des technologies et des innovations permettant de générer des données factuelles et d'éclairer ainsi les processus décisionnels pour une gestion durable des systèmes de production agricole et des ressources naturelles.

Les capacités ont été renforcées en matière de collecte de données statistiques et géospatiales et d'informations qualitatives permettant d'étayer l'étendue, la qualité, l'utilisation et la capacité productive des terres, des eaux, des forêts, des mers et des océans et des eaux intérieures. Les principales activités comprennent une formation à l'harmonisation des instruments de recensement des pays insulaires du Pacifique, et la coordination d'un recensement conjoint de la population et de l'agriculture en Belarus. De nouvelles méthodes d'évaluation de la durabilité des exploitations et autres unités de production, mettant en évidence les facteurs susceptibles d'améliorer cette durabilité, ont été élaborées, telles que l'outil de mesure des résultats de l'agroécologie (TAPE), et une formation a été dispensée en Asie ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Dans 20 pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Europe et d'Amérique latine et des Caraïbes, la FAO a renforcé les capacités d'utilisation de nouveaux outils et de nouvelles technologies de collecte de données et de suivi, comme ceux permettant la réalisation d'entretiens individuels assistés par ordinateur portable, le géoréférencement, et le traçage de courbes à partir de données satellite relatives aux superficies cultivées et aux zones forestières. Les institutions ont été formées au système Open Foris, un ensemble d'outils logiciels libres et gratuits facilitant une collecte, une analyse et une communication souples et efficaces de données sur les évaluations et le suivi des terres. Ces outils ont permis par exemple à la Papouasie-Nouvelle-Guinée de mener son tout premier inventaire national des forêts avec l'appui de la FAO. Il a ainsi été possible de collecter des données sur la flore et la faune, les sols et des indicateurs socioéconomiques, de contribuer à la formulation de politiques nationales et d'établir plus facilement les rapports internationaux sur le changement climatique et les forêts au moyen de jalons clés, comme les contributions déterminées au niveau national.

Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial (SIPAM)

Le programme relatif aux systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial (programme SIPAM) a permis de reconnaître officiellement 58 sites SIPAM dans 22 pays, dont 12 nouveaux sites et deux nouveaux pays, l'Italie et le Portugal, pendant l'exercice biennal 2017-2018. Ce résultat important a été obtenu grâce à diverses campagnes et manifestations de sensibilisation et de communication, notamment le cinquième Forum international sur les SIPAM (Rome, avril 2018), un dialogue régional de haut niveau sur l'intégration de la biodiversité dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et de la pêche en Amérique latine et dans les Caraïbes (Mexico, octobre 2018), une présentation lors de la réunion des ministres de l'agriculture du G20 (Niigata [Japon],

²⁶ Approche écosystémique des pêches (AEP).

mai 2019) et la sixième formation et mise en commun de l'expérience acquise sur les SIPAM (Beijing, septembre 2019).

Les sites déjà existants et les nouveaux sites bénéficient de la création de réseaux SIPAM sous-régionaux et régionaux en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes et en Afrique du Nord. Ces réseaux contribuent à mieux faire connaître le concept des SIPAM et à établir de nouvelles collaborations bilatérales et régionales entre les pays dans lesquels se trouvent des sites SIPAM, les pays qui n'en comptent pas et des partenaires extérieurs tels que SlowFood Terra Madre, l'Initiative Satoyama, le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Université de Florence (master SIPAM).

Le Groupe scientifique consultatif du programme SIPAM a revu les critères de sélection et le processus de désignation des sites; il a aussi élaboré un nouveau guide destiné aux pays qui souhaitent proposer des sites SIPAM.

Une nouvelle identité visuelle et un nouveau logotype ont par ailleurs été lancés en 2018 afin d'améliorer la visibilité de l'ensemble des sites SIPAM.

La FAO a renforcé ses capacités techniques afin notamment de rassembler des données sur les systèmes agroécologiques inscrits aux SIPAM, dans l'idée de contribuer à intégrer la biodiversité dans le secteur agricole en s'inspirant des bonnes pratiques suivies dans de nombreux sites SIPAM.

Biotechnologies

L'année 2018 a marqué le quatre-vingt-dixième anniversaire de l'induction de mutations dans le génome des plantes. La FAO et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont organisé à Vienne, en août 2018, le Symposium international sur la sélection végétale par mutation et la biotechnologie. Ce symposium a permis d'examiner les réalisations obtenues dans le domaine de la sélection végétale par mutation et de présenter les innovations en matière d'induction de mutations, notamment en ce qui concerne la modification du génome, ainsi que les dernières avancées dans le recours simultané à la sélection sur le terrain et aux technologies d'amélioration génomique.

Durant l'exercice biennal, l'Organisation a continué de fournir un appui aux pays sur les organismes génétiquement modifiés, et a poursuivi ses activités de renforcement des capacités, au Bhoutan, au Kenya, en Ouganda et en Zambie, en matière d'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments issus de ces organismes et de communication à ce sujet. À Sri Lanka, les capacités institutionnelles ont été renforcées aux fins de la mise en œuvre du cadre national en matière de biosécurité, conformément au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique.

Principaux enseignements

127. Les efforts déployés par la FAO en vue de l'élaboration de politiques agro-environnementales au niveau régional, laquelle implique une action concertée de tous les secteurs agricoles, offrent de réelles occasions d'adopter des approches plus intégrées, en particulier en matière d'utilisation durable des ressources naturelles. C'est aussi le cas lorsqu'il s'agit de faire face aux effets du changement climatique et d'élaborer des politiques de gestion de la biodiversité, des terres et de l'eau. Les travaux menés durant l'exercice biennal montrent que les politiques et stratégies sectorielles doivent toujours être formulées de façon plus coordonnée, afin de comprendre et de prendre en compte les liens transversaux, les effets de synergie et les choix à faire entre les divers secteurs et domaines thématiques et de mieux les relier aux besoins nutritionnels.

128. L'appui opérationnel de la FAO aide à créer un environnement porteur pour les institutions, en particulier pour le suivi des ODD. Par l'intermédiaire de ses activités de renforcement des capacités techniques, la FAO a joué un rôle déterminant, réunissant différents acteurs, autour à la fois de secteurs tels que l'agriculture, les pêches et les forêts et de défis comme les effets du changement climatique, mais aussi pour aborder des processus nationaux tels que le suivi et la communication de données statistiques ou la mise en œuvre et la transposition à grande échelle de pratiques innovantes. Bien que des progrès aient été accomplis dans l'adoption d'approches plus transversales et multipartites, les difficultés que soulève le dialogue intersectoriel ne doivent pas être sous-estimées. Bien souvent, les mécanismes en place pour permettre aux ministères sectoriels de travailler de façon plus coordonnée et d'élaborer des cadres d'actions cohérents sont limités et les incitations à procéder ainsi sont rares.

129. L'agriculture durable est au cœur à la fois du Programme 2030 et de la Déclaration de Malabo. Dans la région Afrique, la FAO s'est associée à des partenaires clés, dont la Commission de l'Union Africaine, son Département de l'économie rurale et de l'agriculture, l'Agence de développement de l'Union africaine²⁷ et l'UNECA, pour soutenir ces processus. Si l'on veut apporter un soutien efficace aux pays, il est primordial de renforcer la coordination et l'harmonisation des initiatives entre partenaires, afin de transformer l'agriculture et les systèmes alimentaires de façon intégrée, en tirant parti de la complémentarité des compétences et de l'expérience de chacun.

130. Le niveau des produits montre bien que les pratiques et technologies innovantes sont de plus en plus utilisées dans les secteurs des cultures, de l'élevage, de la foresterie et de l'aquaculture et de la pêche, conformément aux principes de l'alimentation et de l'agriculture durables. Les pays sont de plus en plus demandeurs d'une accélération de l'adoption des pratiques innovantes pour aider les producteurs agricoles à accroître leur production tout en faisant face aux effets du changement climatique et à la dégradation des ressources naturelles. Le principal enseignement à tirer est que le soutien permettant de traduire les politiques en mesures concrètes sur le terrain doit être considéré comme prioritaire.

²⁷ Anciennement «Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique» (NEPAD).



Objectif stratégique 3: Réduire la pauvreté rurale

OS3 | RÉDUIRE LA PAUVRETÉ RURALE

INDICATEURS DES ODD*

DESCRIPTION DES SÉRIES

2000 2015 2019**

ODD1 PAS DE PAUVRETÉ

1.1.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international

Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international de USD 1.90 par jour

- 9.9 -

1.4.1 Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services de base

Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès à l'eau courante, par zone géographique

69.4 79.9 81.2

Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services sanitaires de base, par zone géographique

35.9 56.1 58.9

ODD8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

8.6.1 Proportion de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) non scolarisés et sans emploi, ni formation

Proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi, ni formation, par sexe et âge (%)

21.4 21.3

* Indicateurs des ODD exclus à cause d'un manque de données: 1.2.1, 1.4.2, 1.5.2, 2.3.2, 8.7.1, 10.1.1 | **ou année la plus proche 2016-2019

OS3 | RÉSULTANTES

INDICATEURS

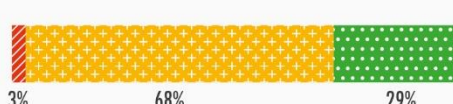
CHANGEMENT DE CATÉGORIE DE PERFORMANCE 2015-2019 (% DE PAYS)

CONTRIBUTION PERÇUE DE LA FAO (% DE PAYS)

3.1.A Nombre de pays qui ont amélioré leurs stratégies, notamment des politiques, des directives, des réglementations, des outils et des programmes, visant l'autonomisation des ruraux pauvres et l'élimination des obstacles qui empêchent les pauvres – hommes et femmes – d'accéder aux ressources productives, aux services, aux technologies et aux marchés



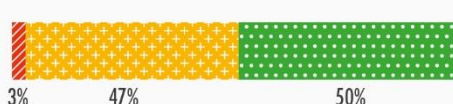
3.1.B Nombre de pays dans lesquels des organisations rurales, institutions gouvernementales et autres parties prenantes concernées ont renforcé leurs capacités en faveur de l'autonomisation des ruraux pauvres et d'un accès plus équitable des pauvres, hommes et femmes, aux ressources productives, services, technologies et marchés



3.2.A Nombre de pays dotés d'un ensemble amélioré d'institutions et de stratégies - notamment de politiques, directives, réglementations et outils et programmes - visant la création d'emplois décents, y compris pour les femmes et les jeunes



3.3.A Nombre de pays dotés de systèmes de protection sociale améliorés qui relient celle-ci à la réduction de la pauvreté rurale, à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la gestion durable des ressources naturelles



3.4.A Nombre de pays dotés de capacités renforcées pour la mise en place de politiques, stratégies et programmes de développement complets et multisectoriels visant la réduction de la pauvreté rurale



Affaibli
 Pas de changement majeur
 Amélioré

Pas de contribution visible
 Modérée
 Significative

OS3 PRODUITS				
PRODUITS	INDICATEURS	OBJECTIF VISÉ 2018-19	CHIFFRE RÉEL 2018-2019	DÉGRÉ DE RÉALISATION
3.1.1 Des organisations et des institutions rurales renforcées et une action collective des ruraux pauvres facilitée.	Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) qui ont bénéficié d'un appui visant à renforcer les organisations et les institutions rurales et à faciliter une action collective des ruraux pauvres.	25	28	●
3.1.2 Des stratégies, politiques, directives et programmes visant à améliorer l'accès des ruraux pauvres à un ensemble de services, aux financements, aux connaissances, aux technologies, aux marchés et aux ressources naturelles, y compris dans le contexte du changement climatique, et leur pouvoir de décision.	Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue d'améliorer l'accès des ruraux pauvres à un ensemble de services, aux financements, aux connaissances, aux technologies, aux infrastructures rurales, aux marchés et aux ressources naturelles, y compris dans le contexte du changement climatique, ainsi que leur pouvoir de décision en la matière.	38	45	●
3.1.3 Appui aux politiques, renforcement des capacités et production de connaissances en vue d'une accélération de la parité hommes-femmes et de l'autonomisation économique des femmes rurales.	Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue d'accélérer la parité hommes-femmes et l'autonomisation économique des femmes rurales pour sortir de la pauvreté.	16	27	●
3.2.1 Appui aux politiques et renforcement des capacités dans la formulation et la mise en œuvre de stratégies, politiques, directives et programmes visant à améliorer les possibilités d'emploi rural décent, l'esprit d'entreprise et le développement des compétences, en particulier pour les jeunes et les femmes.	Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue de créer des emplois ruraux décents, de développer l'esprit d'entreprise et de renforcer les compétences, en particulier pour les jeunes et les femmes.	19	19	●
3.2.2 Appui aux politiques et renforcement des capacités en vue du renforcement de l'application aux zones rurales des normes internationales du travail, afin d'améliorer la qualité des emplois et la sécurité au travail, et s'agissant en particulier du travail des enfants et du travail forcé.	Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue de renforcer l'application aux zones rurales des normes internationales du travail, afin d'améliorer la qualité des emplois et la sécurité au travail, et s'agissant en particulier du travail des enfants et du travail forcé.	7	7	●
3.3.1 Appui aux politiques, production de connaissances, renforcement des capacités et plaidoyer en faveur de l'élargissement de la couverture de protection sociale offerte aux ruraux pauvres, notamment dans les contextes fragiles et humanitaires.	Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue d'élargir la couverture de protection sociale offerte aux ruraux pauvres, notamment dans les contextes fragiles et humanitaires.	14	16	●
3.3.2 Appui aux politiques, production de connaissances, renforcement des capacités et plaidoyer en faveur d'une amélioration des synergies entre la protection sociale, la nutrition, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, y compris le changement climatique.	Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue d'améliorer les synergies entre la protection sociale, la nutrition, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, y compris le changement climatique.	17	20	●
3.4.1 Des capacités nationales renforcées pour la conception et la mise en œuvre de politiques, stratégies et programmes de réduction de la pauvreté complets, équitables sur le plan de l'égalité hommes-femmes et multisectoriels, y compris dans le contexte des migrations et du changement climatique.	Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue de concevoir et de mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes de réduction de la pauvreté rurale complets, équitables sur le plan de l'égalité hommes-femmes et multisectoriels, y compris dans le contexte des migrations et du changement climatique.	18	21	●
3.4.2 Des données, des connaissances et des outils sont fournis aux fins de la promotion et de l'évaluation des politiques et stratégies de réduction de la pauvreté complètes, équitables sur le plan de l'égalité hommes-femmes et multisectorielles, y compris dans le contexte des migrations et du changement climatique, et du suivi des progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté rurale.	Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue d'évaluer les politiques et stratégies de réduction de la pauvreté complètes, multisectorielles et équitables sur le plan de l'égalité hommes-femmes, y compris dans le contexte des migrations et du changement climatique, et de suivre les progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté rurale.	9	9	●

● Pleinement réalisé (Chiffre réel ≥ objectif visé)
 ▲ Non réalisé (Chiffre réel < objectif visé)

131. Des progrès ont été réalisés en matière de réduction de la pauvreté mais environ 10 pour cent de la population mondiale continue de vivre dans l'extrême pauvreté, et l'inégalité est encore omniprésente. La plupart des pauvres vivent dans les zones rurales et tirent une grande partie de leurs revenus de l'agriculture. Alors qu'une croissance favorable aux pauvres démarre dans l'agriculture, il apparaît nécessaire, pour réduire la pauvreté rurale, d'adopter une approche multidimensionnelle élargie visant à accroître la productivité agricole, créer des emplois, favoriser la

diversification économique et investir dans le capital humain. Le Programme stratégique de la FAO pour la réduction de la pauvreté rurale (PS 3) s'appuie sur des stratégies contextualisées afin d'aider les pays à :

- a) renforcer les organisations et institutions rurales et faciliter une action collective des pauvres des zones rurales; élaborer des stratégies, des politiques, des directives et des programmes pour améliorer l'accès des pauvres des zones rurales aux services, au crédit, aux connaissances, aux technologies, aux marchés et aux ressources naturelles, ainsi que leur pouvoir d'en disposer, dans le contexte du changement climatique; fournir un appui en matière de politiques et contribuer au renforcement des capacités et à la production de connaissances pour accélérer la concrétisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes rurales (produits 3.1.1, 3.1.2 et 3.1.3);
- b) améliorer les possibilités d'emploi décent en milieu rural, l'esprit d'entreprise et le développement des compétences, en particulier pour les jeunes et les femmes; renforcer l'application des normes internationales du travail dans les zones rurales, notamment en ce qui concerne le travail des enfants et le travail forcé, afin d'améliorer la qualité et la sécurité des emplois, grâce à un appui stratégique et au renforcement des capacités (produits 3.2.1 et 3.2.2);
- c) fournir un appui aux politiques, produire des connaissances, renforcer les capacités et accroître les activités de plaidoyer pour élargir la couverture de la protection sociale des pauvres des zones rurales, notamment dans des contextes fragiles et humanitaires; et pour améliorer les synergies entre la protection sociale, la nutrition, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, y compris le changement climatique (produits 3.3.1 et 3.3.2);
- d) renforcer les capacités nationales pour élaborer et mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes complets, équitables sur le plan de l'égalité hommes-femmes, et multisectoriels, notamment dans le contexte des migrations et du changement climatique; et fournir des données, des connaissances et des outils pour favoriser, évaluer et mesurer les progrès réalisés dans ce domaine (produits 3.4.1 et 3.4.2).

132. Les activités de la FAO en matière de réduction de la pauvreté rurale au niveau des objectifs stratégiques sont évaluées par l'indicateur 1.1.1 des ODD, qui mesure la proportion de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté international. On constate que cette proportion a diminué au fil du temps, passant de 36 pour cent en 1990 à 10 pour cent en 2015, mais que le rythme de la réduction de la pauvreté s'est ralenti. Selon les projections actuelles, 6 pour cent des personnes les plus vulnérables dans le monde, y compris les femmes, les jeunes, les populations autochtones et les personnes extrêmement pauvres, seront laissées pour compte et vivront encore dans l'extrême pauvreté en 2030. En outre, environ 79 pour cent des pauvres de la planète vivent dans les zones rurales, ce qui fait que le taux de pauvreté est plus de trois fois plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines, et démontre le rôle important que la FAO doit jouer pour aider les pays à réaliser l'ODD 1.

Mise en œuvre du programme stratégique

Aperçu des résultats

133. Le programme stratégique 3 porte sur l'accès aux ressources, aux services ruraux, aux technologies et aux marchés, et vise à favoriser l'autonomisation des populations dans le cadre d'une production agricole (culture, élevage, pêche et forêts) durable (résultante 1). Ces orientations, qui sont essentielles pour la réduction de la pauvreté, ne sont pas en soi suffisantes. La FAO complète ses activités en faveur d'une agriculture durable par des contributions essentielles pour l'emploi rural décent (résultante 2) et la protection sociale (résultante 3), et souligne la nécessité d'utiliser des approches globales et multisectorielles, en particulier dans le contexte de l'extrême pauvreté, des migrations et du changement climatique, pour réaliser l'ODD 1 (résultante 4).

134. Le plan stratégique 3 a été exécuté de façon satisfaisante tout au long de l'exercice biennal, et les quatre résultantes font toutes apparaître des améliorations positives de 2015 à 2019. L'évaluation des résultantes de l'Organisation 2019 montre que plus de 50 pour cent des pays ont amélioré leurs stratégies et politiques visant à renforcer l'autonomie des pauvres en milieu rural, à leur assurer un accès équitable aux ressources et aux services, à leur fournir un emploi rural décent et une protection sociale, et à mettre en place des stratégies multisectorielles complètes de réduction de la pauvreté rurale. Cette tendance positive se reflète également dans les résultats du programme stratégique 3, qui a atteint toutes les cibles associées aux produits, voire les a dépassées dans certains cas.

135. Tout au long de l'exercice biennal, la réduction de la pauvreté rurale et les questions des migrations et du changement climatique, qui lui sont intrinsèquement liées, ont occupé le devant de la scène à la FAO, qui a lancé de nombreux de multiples cadres institutionnels. Ainsi, en 2019, le programme stratégique 3 a donné lieu au lancement du Cadre relatif à la pauvreté rurale extrême, une réalisation importante qui a permis d'intensifier les efforts de lutte contre la pauvreté rurale et de mettre en évidence le rôle de l'Organisation dans l'aide apportée aux pays pour qu'ils réalisent l'objectif 1 des ODD et ne laissent personne à l'écart (3.4). Le rôle de premier plan de la FAO dans la lutte contre la pauvreté a été reconnu en 2019 par la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée «*Éliminer la pauvreté en milieu rural en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030*», de même que celui du FIDA, de l'OIT et du PNUD.

136. La publication «*Addressing the Climate Change and Poverty Nexus*» (2019) propose une approche intégrée du lien entre le climat et la pauvreté pour soutenir l'élaboration des politiques et des interventions. Elle comprend également des recommandations et des outils sur les politiques pouvant permettre d'améliorer l'élaboration et l'exécution, ainsi que les interfaces entre la lutte contre les changements climatiques (atténuation et adaptation), la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. Enfin, le *Cadre de la FAO sur les migrations* (2019) vise à assurer une meilleure coordination entre les services techniques de la FAO et les bureaux décentralisés en énonçant les raisons de l'engagement de l'Organisation sur la question des migrations et ses principaux domaines de travail thématiques à toutes les étapes du cycle des migrations (3.2 et 3.4).

Évaluation des résultantes de l'Organisation

137. Les progrès obtenus dans la réalisation des résultantes du PS 3 sont détaillés à l'*annexe 2*.

138. Les résultats concernant quatre des cinq indicateurs de l'objectif stratégique 3 ont progressé de 2015 à 2019, pour la majorité des pays. En particulier, 56 pour cent des pays ont renforcé l'autonomisation des pauvres des zones rurales et leur accès aux ressources productives, aux services, aux technologies et aux marchés (3.1.A). Les institutions et les stratégies visant à créer des emplois ruraux décents (3.2.A) se sont améliorées dans 63 pour cent des pays. La moitié des pays ont signalé des améliorations dans leurs systèmes de protection sociale (3.3.A), et 53 pour cent des pays ont renforcé leurs capacités en matière de stratégies de développement multisectorielles visant à réduire la pauvreté rurale (3.4.A).

139. Les capacités à rendre plus équitable l'accès aux ressources productives et aux services, aux organisations et aux marchés voulus (3.1.B) ont été renforcées dans 29 pour cent des pays seulement, et 68 pour cent des pays n'ont enregistré aucun changement, ce qui fait ressortir la nécessité d'accorder davantage d'attention à cette question.

140. En 2019, 67 pour cent des pays ont enregistré des résultats «moyens-élevés»/«élevés» concernant la reconnaissance et la protection des droits d'accès des pêcheurs artisanaux dans un cadre juridique (3.1.C), ce qui constitue un bon résultat. Une amélioration notable a été constatée en ce qui concerne les institutions et les stratégies visant la création d'emplois ruraux décents (3.2.A), comme cela a été mentionné plus haut (63 pour cent des pays). En 2015, 89 pour cent des pays affichaient des résultats «faibles» ou «moyens-faibles», pourcentage qui a été ramené à 38 pour cent en 2019. Les activités dans ce domaine vont se poursuivre afin d'entretenir cette dynamique sur la durée.

141. La contribution de la FAO au changement est signalée pour cinq des résultantes de l'OS 3 et considérée par la plupart des pays comme modérée à importante. En particulier, l'appui de l'Organisation à l'amélioration de l'accès des populations rurales pauvres aux ressources productives, aux services, aux technologies et aux marchés (3.1.A) ainsi qu'au renforcement des capacités des organisations rurales et des institutions gouvernementales (3.1.B) a été perçu comme très positif, tous les pays ayant jugé la contribution de la FAO au changement comme importante (33 pour cent) ou modérée (67 pour cent). De même, s'agissant des capacités à mettre en place des politiques, stratégies et programmes de développement complets et multisectoriels visant la réduction de la pauvreté rurale (3.4.A), 95 pour cent des pays ont rapporté une contribution modérée ou importante de la FAO au changement.

Évaluation des produits biennaux

Tour d'horizon des résultats obtenus

142. Les activités de la FAO pour réduire la pauvreté rurale en 2018-2019 ont permis d'atteindre la totalité des neuf cibles associées aux indicateurs de produit établis pour 2018-2019. Il s'agit d'une réalisation importante, surtout si l'on tient compte du surcroît d'ambition dont on avait fait preuve pour l'exercice biennal et des modifications apportées au cadre de résultats de l'OS 3, notamment l'ajout d'une nouvelle résultante (3.4) et une réorganisation correspondante des produits.

143. La FAO a prêté un concours actif à 22 pays et 6 institutions régionales et mondiales pour renforcer les organisations et institutions rurales et promouvoir une action collective des ruraux pauvres (3.1.1). Dans 31 pays et 14 institutions mondiales et régionales, l'Organisation s'est employée à améliorer l'accès des ruraux pauvres aux facteurs qui contribuent aux moyens d'existence, notamment les services, le financement, les savoirs, les technologies, les marchés et les ressources naturelles, ainsi que leur pouvoir d'en disposer (3.1.2). Reconnaisant que l'égalité hommes-femmes est une condition préalable à l'élimination de la pauvreté, la FAO a aidé 13 pays et 14 institutions régionales et mondiales à accroître l'accès des femmes aux ressources de production et aux débouchés économiques. Elle a notamment réalisé des interventions qui leur ont permis de mieux faire entendre leur voix et d'accroître leur capacité d'action ainsi que leur pouvoir de décision au niveau du ménage, de la communauté et des politiques (3.1.3). Les pays ont évalué positivement les interventions de la FAO dans ces domaines. Toutes les réponses consignées dans l'Évaluation des résultantes de l'Organisation indiquent qu'elle a contribué de manière modérée ou importante à donner davantage de moyens aux ruraux pauvres et à leurs organisations pour accéder aux ressources productives, aux services et aux marchés.

144. En 2018-2019, la FAO a aidé 6 pays et 13 institutions régionales et mondiales à renforcer les possibilités de création d'emplois ruraux décents, l'esprit d'entreprise et le développement des compétences (3.2.1). En outre, l'Organisation a fourni un appui politique et technique à trois pays et quatre institutions régionales et mondiales pour faire appliquer plus strictement les normes internationales du travail et lutter contre le travail des enfants dans les zones rurales afin d'améliorer la qualité et la sécurité des emplois (3.2.2). Cette orientation est visible dans L'évaluation des résultantes de l'Organisation, qui montre que plus de 50 pour cent des pays affichent des améliorations en matière d'emploi rural décent et 50 pour cent des progrès en matière de protection sociale.

145. Le renforcement des systèmes nationaux de protection sociale est un élément essentiel des activités de la FAO en matière de réduction de la pauvreté grâce à des avis sur les politiques, au renforcement des capacités, aux systèmes d'information et aux instruments d'acquisition de connaissances fondées sur des données factuelles. Tout au long de l'exercice biennal, l'Organisation a aidé 10 pays et 6 institutions régionales et mondiales à élargir la couverture de la protection sociale aux pauvres des zones rurales, y compris dans des contextes fragiles et humanitaires (3.3.1). Dans 12 pays et 8 institutions régionales et mondiales, la FAO a renforcé les synergies et les liens entre la protection sociale, la nutrition, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, notamment dans le contexte du changement climatique (3.3.2).

146. Enfin, la nouvelle résultante 3.4 a continué à dépasser les attentes initiales en 2019. Dans 13 pays et 8 institutions régionales et mondiales, la FAO a renforcé les capacités nationales à élaborer et à mettre en œuvre des politiques globales de réduction de la pauvreté rurale, équitables pour les femmes et multisectorielles (3.4.1). Dans 5 pays et 4 institutions régionales et mondiales, la FAO a amélioré la qualité des données, des connaissances et des outils pour promouvoir et évaluer ces stratégies et pour assurer un suivi de la pauvreté rurale (3.4.2). L'Évaluation des résultantes de l'Organisation a donné des résultats similaires, 95 pour cent des pays ayant indiqué que la FAO avait contribué de manière modérée ou importante à l'évolution de la situation dans ce domaine.

Réalisations à l'échelle mondiale

147. Après avoir accueilli le Colloque international sur l'innovation agricole au service des agriculteurs familiaux en 2018, la FAO a lancé en août 2019, avec le FIDA et d'autres partenaires de développement, la Décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale 2019-2028 et un Plan d'action mondial pour sa mise en œuvre. La Décennie vise à mettre en avant le rôle et les besoins des agriculteurs familiaux et, partout dans le monde, à guider la mise en place d'initiatives collectives et cohérentes en faveur d'un système alimentaire sain, résilient et durable, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 (3.1.1 et 3.1.2).

148. La FAO est l'organisation garante pour les indicateurs 5.a.1 et 5.a.2 des ODD, qui mesurent l'accès des femmes à la propriété des terres agricoles. Après avoir élaboré la méthode et des lignes directrices, l'Organisation s'est employée en 2018-2019 à renforcer les capacités nationales pour mesurer les indicateurs dans 51 pays et elle a aidé 26 pays à rendre compte de leurs progrès (3.1.3).

149. La FAO continue d'être un chef de file dans les initiatives et les processus menés au niveau mondial en faveur de la jeunesse rurale. Dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes dirigée par l'Organisation internationale du travail, la FAO et l'OIT pilotent conjointement les activités entreprises dans le cadre du domaine thématique «Les jeunes dans l'économie rurale» ainsi que les forums et les initiatives relatives à la jeunesse menés par le Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes et l'ECOSOC. En outre, l'Organisation a élaboré des méthodes pour évaluer la participation des jeunes dans les chaînes de valeur, l'accès des jeunes aux financements ainsi que les pratiques et préférences des jeunes en matière de communications (informatiques, en particulier); elle a mené également des évaluations spécifiques au Kenya, au Guatemala et en Ouganda (3.2).

150. La FAO continue de renforcer les orientations mondiales en matière de protection sociale, en levant les obstacles à l'accès effectif des ruraux pauvres à la protection sociale, en suggérant des moyens de le faciliter et en examinant le rôle de la protection sociale dans la gestion des risques liés au climat. Les activités de renforcement des capacités et les échanges Sud-Sud sont au cœur de l'action que l'Organisation mène en matière de protection sociale. Elles ont permis d'accroître sa visibilité dans ce domaine et de contribuer au programme relatif à la protection sociale universelle pour 2030 (3.3).

151. La FAO a poursuivi ses travaux sur les politiques et les programmes de réduction de la pauvreté pour les populations autochtones en mettant l'accent sur le changement climatique, l'attribution de titres de propriété sur les terres collectives et la résolution des conflits fonciers, ainsi que sur les systèmes alimentaires. Au Panama et en El Salvador, la FAO a fait progresser les données, les connaissances et les outils sur la réduction de la pauvreté rurale et la sécurité alimentaire des communautés autochtones; ces efforts menés au niveau national seront intensifiés au niveau mondial (3.4).

Réalisations aux niveaux régional, sous-régional et national

152. La FAO a aidé les organisations de producteurs forestiers et agricoles à renforcer leurs capacités en matière d'entrepreneuriat, d'accès aux marchés et aux financements en contribuant au développement de chaînes de valeur équitables sur le plan de l'égalité hommes-femmes. Au Ghana, par exemple, les capacités commerciales de ces organisations ont été renforcées grâce au soutien apporté à 13 organisations de producteurs de charbon de bois dans les zones de savane et de forêt.

Environ 200 000 personnes ont amélioré leurs connaissances sur la création d'organisations rurales inclusives.

153. Les interventions de la FAO axées sur l'amélioration de l'accès aux moyens de gagner sa vie ont été déterminantes. En Afrique (à Madagascar, au Mali, au Niger et au Rwanda), l'Organisation a facilité les concertations participatives sur les plans nationaux d'investissement dans la gestion de l'eau agricole au profit des pauvres en vue d'améliorer les moyens d'existence des petits exploitants. Des évaluations sectorielles menées en Éthiopie, en Tanzanie et au Tchad ont éclairé les politiques et les interventions en matière de développement rural en mettant l'accent sur les chaînes de valeur et l'organisation des marchés pour les ménages ruraux pauvres. En Asie et dans le Pacifique, les efforts se sont concentrés sur l'amélioration de l'accès à l'information, aux technologies de la communication et aux services commerciaux. En Europe et en Asie centrale, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'accent a été mis sur l'accès au savoir et aux droits fonciers. En Colombie et au Guatemala, par exemple, la FAO a renforcé la gouvernance et les droits fonciers, et à la Grenade, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, elle a donné des avis concernant la création d'une banque foncière pour l'agriculture (3.1.2).

154. Tout au long de l'exercice biennal, l'Organisation s'est associée à l'ONUDI, à l'organisation Procasur, au FIDA et à d'autres organismes afin de proposer un éventail complet de formations, d'ateliers et de forums visant à améliorer les possibilités offertes aux jeunes ruraux en Afrique. À titre d'exemple, le programme «Des débouchés pour la jeunesse», lancé en août 2019, proposait une approche intégrée de la création d'emplois décents pour la jeunesse africaine dans les secteurs agricole et agroalimentaire. Au Mali, ce programme a permis de créer 20 écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes agriculteurs dans différentes communautés (3.2).

155. La FAO a fait des progrès importants en matière en ce qui concerne la protection sociale, dans toutes les régions. Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, par exemple, l'Organisation a facilité le dialogue sur les politiques afin d'améliorer le développement social dans le secteur de la pêche artisanale en Méditerranée et en mer Noire. En Amérique latine, la FAO a contribué à l'élaboration de feuilles de route pour la protection sociale et l'inclusion économique, notamment au Paraguay, en Colombie et au Pérou, et elle a renforcé son partenariat avec la Banque mondiale et la Plateforme pour l'inclusion économique. L'Organisation a prêté son appui à l'élaboration du Programme intersectoriel régional pour la protection sociale et l'inclusion dans l'économie productive qui servira de référence pour la mise en œuvre des politiques et des programmes aux niveaux territorial et national en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Des résultats importants ont été obtenus dans plusieurs pays, notamment le Paraguay, où la FAO a accompagné la conception du système de protection sociale (Vamos!) et sa mise en œuvre dans les zones rurales.

156. En Asie et dans le Pacifique, les lignes directrices de l'ANASE pour une protection sociale réactive face aux chocs ont été mises au point. En outre, les feuilles de route nationales élaborées pour le Myanmar, le Cambodge, les Philippines et le Viet Nam ont établi une protection sociale réactive face aux chocs pour renforcer la résilience (3.3).

157. La FAO a élaboré et mis en œuvre un programme complet de renforcement des capacités à haut niveau pour aider les responsables publics du Ghana et de la Zambie à mieux comprendre et à mieux utiliser des analyses de la pauvreté dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, programmes et stratégies multisectoriels visant à réaliser les objectifs de développement durable 1 et 2. Ce programme comprenait un cours complet de formation en ligne, un atelier présentiel et un accompagnement direct pour appuyer la mise en œuvre des plans d'action (3.4).

Intégration des questions transversales

158. Étant donné la place centrale occupée par la parité hommes-femmes dans la question foncière, la FAO a renforcé des capacités institutionnelles afin de promouvoir la parité en apportant un appui à la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des

régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (3.1.2).

159. Les questions transversales relatives à l'égalité femmes-hommes, à la gouvernance et au changement climatique ont été systématiquement prises en compte dans le programme de la FAO pour l'emploi des jeunes. Toutes les formations et activités proposées aux jeunes comprenaient au moins un module sur le changement climatique ou l'agriculture intelligente face au climat, et toutes les études sur l'emploi des jeunes ont été élaborées sous l'angle de la parité et examinaient les problèmes spécifiques rencontrés par les jeunes femmes. En Ouganda, notamment, la FAO a pris en compte les questions de gouvernance en renforçant la participation des jeunes aux processus de décision (3.2).

160. En partenariat avec le Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, l'Organisation a élaboré des orientations pour la *gestion des risques climatiques grâce à la protection sociale, la réduction de la pauvreté rurale et la création de moyens d'existence agricoles résilients (2019)*, qui mettent en évidence le rôle de la protection sociale dans le passage à une agriculture durable; ces orientations aident à élaborer des évaluations d'impact dans le cadre du Fonds vert pour le climat et à définir un programme d'études sur le rôle de la protection sociale dans l'inclusion économique durable (3.3).

Points saillants

Travailler ensemble pour ne laisser personne à l'écart

Depuis 2012, la FAO, le PAM, le FIDA et ONU Femmes unissent leurs efforts dans le cadre du programme conjoint de l'ONU pour l'émancipation économique des femmes rurales afin d'élaborer des politiques agricoles qui tiennent compte de l'égalité hommes-femmes et de renforcer les capacités des femmes rurales au niveau des ménages, de la communauté, des institutions et des politiques. Doté d'un budget de 21,3 millions d'USD pour 2014-2018, le programme a contribué à améliorer les moyens de subsistance de 49 000 femmes et de 315 000 personnes (membres des ménages) dans sept pays (Éthiopie, Guatemala, Kirghizistan, Libéria, Népal, Niger et Rwanda). Il a permis de créer des entreprises rurales rentables dirigées par des femmes, d'améliorer l'accès des agricultrices aux services, intrants et technologies agricoles tout en tenant compte des normes socioculturelles et de la dynamique de la parité à tous les niveaux. Au Niger, par exemple, 2 400 femmes ont bénéficié de ce programme par le biais d'actions collectives, de la mobilisation des communautés et de l'intervention des associations villageoises de prêts, ce qui a permis d'améliorer considérablement la production, la sécurité alimentaire et la nutrition. En Éthiopie, 80 pour cent des femmes qui ont participé au programme ont été en mesure de nourrir leur famille trois fois par jour avec des denrées alimentaires diversifiées (3.1.3).

La FAO a participé avec succès au premier appel du fonds de financement des ODD «*Leaving No One Behind - Social protection*», un mécanisme interinstitutionnel de financement stratégique et d'appui intégré aux politiques. Ayant reçu environ 3,4 millions d'USD, elle contribuera à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes conjoints novateurs mis en œuvre sous l'égide des Nations Unies dans huit pays: le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda, le Costa Rica, le Chili, le Mexique, les Philippines et la Mongolie. L'Organisation a adapté son approche à chaque pays en apportant une protection sociale aux zones rurales où la couverture est limitée, en augmentant l'impact de la protection sociale dans les zones où une couverture est déjà en place, et en contribuant à l'élaboration et à la mise en œuvre de systèmes de protection sociale réactifs face aux risques et aux chocs afin de renforcer la capacité des communautés à réagir aux crises (3.3).

Principaux enseignements

161. Grâce à des partenariats établis avec divers gouvernements et institutions internationales, la FAO a mieux compris la nécessité d'intégrer les approches axées sur les territoires afin de poursuivre le développement rural et de réduire la pauvreté. Cette approche territoriale ne devrait pas uniquement se concentrer sur l'économie et l'environnement mais aussi sur la promotion du bien-

être et l'épanouissement des personnes. Elle fera évoluer la façon dont la FAO met en œuvre ses programmes et projets en créant des liens plus étroits avec les politiques publiques, le renforcement des capacités et une meilleure gouvernance du processus de développement au niveau local. Un certain nombre d'initiatives, notamment un programme complet de renforcement des capacités portant sur le lien entre pauvreté et changement climatique, ainsi que l'Initiative *100 Territorios* en Amérique latine, continueront d'étayer cette approche en vue d'accélérer et d'intensifier la mise en œuvre effective du Programme 2030.

162. D'autres initiatives sont nécessaires pour consolider le positionnement de la FAO en matière de réduction de la pauvreté, promouvoir l'intégration et la mise en œuvre opérationnelle des activités de réduction de la pauvreté dans tous les bureaux et veiller à ce que la contribution des systèmes agricoles et alimentaires durables à l'objectif mondial de la FAO visant à réduire la pauvreté soit pleinement prise en compte par tous ses services. Les fonctionnaires chargés des systèmes agricole et alimentaire durables sont ouverts à l'idée de prendre en compte les questions de réduction de la pauvreté mais il serait bon que le renforcement des capacités se poursuive, notamment en s'appuyant sur les matériaux et outils méthodologiques récemment mis à disposition.

163. Le positionnement de la FAO par rapport aux nouveaux arrangements du Plan-cadre des Nations Unies pour la coopération au service du développement durable²⁸ associant tous les organismes des Nations Unies présente également un certain nombre de défis. L'Organisation doit être considérée comme un partenaire essentiel dans le programme de réduction de la pauvreté rurale et comme un interlocuteur indispensable pour les homologues des ministères nationaux qui ne sont pas chargés de l'agriculture (par exemple, les ministères du travail ou du développement social). Ce positionnement garantit que les liens essentiels entre les systèmes agricoles et alimentaires durables, d'une part, et la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire, d'autre part, sont clairement établis et acceptés.

164. Enfin, dernier défi à relever pour l'Organisation, sa capacité à mobiliser des ressources pour ses domaines de travail non traditionnels, en particulier l'emploi décent, la protection sociale et les mouvements migratoires. La FAO doit démontrer, à ses partenaires fournisseurs de ressources et aux homologues nationaux, qui travaillent depuis des années à partir d'un modèle différent, l'avantage comparatif dont elle jouit et la contribution qu'elle apporte dans ces domaines.

²⁸ Plan-cadre des Nations Unies pour la coopération au service du développement durable.



Objectif stratégique 4: Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces

OS4 | ŒUVRER À DES SYSTÈMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES PLUS INCLUSIFS ET PLUS EFFICACES

INDICATEURS DES ODD*

DESCRIPTION DES SÉRIES

2000 2015 2019**

ODD12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

12.3.1 Indice mondial des pertes de nourriture

Indice mondial des pertes de nourriture

- - 13.8

ODD17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

17.11.1 Part des pays en développement et des pays les moins avancés dans les exportations mondiales

Part des pays en développement et des pays les moins avancés dans les exportations mondiales (%)

0.6 0.9 1.0

* Indicateurs des ODD exclus à cause d'un manque de données: 2.3.1 et 2.C.1

**ou année la plus proche 2016-2019

OS4 | RÉSULTANTES

INDICATEURS

CHANGEMENT DE CATÉGORIE DE PERFORMANCE 2015-2019 (% DE PAYS)

CONTRIBUTION PERCUE DE LA FAO (% DE PAYS)

4.1.B Nombre de pays dont l'accès aux marchés internationaux a été amélioré par l'adoption de directives volontaires internationales et par la participation à des accords commerciaux



4.2.A Nombre de pays dans lesquels ont été mis en place les éléments d'un environnement favorable à un développement plus inclusif et plus efficace de l'agriculture et du système alimentaire, également mesuré à l'aune des engagements pris et des décaissements effectués dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce (ODD 8.A.1)



4.3.A Nombre de pays dans lesquels les acteurs de la filière ont renforcé leurs capacités techniques et leurs capacités de gestion



4.3.B Nombre de pays dotés d'instruments et de services financiers et de mécanismes de gestion des risques au service du développement de l'agriculture et des chaînes alimentaires, mesuré également par le pourcentage de petites entreprises industrielles ayant contracté un prêt ou une ligne de crédit (ODD 9.3.2)



4.4.A Nombre de pays par niveau de disponibilité, d'accessibilité, de qualité et d'utilisation de données et d'outils/de produits d'analyse dans la prise de décisions en matière de systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces



Affaibli
 Pas de changement majeur
 Amélioré

Pas de contribution visible
 Modérée
 Significative

OS4 PRODUITS				
PRODUITS	INDICATEURS	OBJECTIF VISÉ 2018-19	CHIFFRE RÉEL 2018-2019	DEGRÉ DE RÉALISATION
4.1.1 Des normes internationales, nouvelles et révisées, en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments et de santé des végétaux, sont formulées et convenues par les pays et servent de référence pour l'harmonisation internationale.	Nombre de normes internationales, nouvelles et révisées, en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments et de santé des végétaux.	179	191	●
4.1.2 Les capacités des pays et de leurs communautés économiques régionales sont renforcées en vue de leur participation efficace à la formulation d'accords internationaux et de directives volontaires en faveur de mesures commerciales transparentes, de meilleurs débouchés commerciaux et de systèmes agricoles et alimentaires plus efficaces.	Nombre de pays (ou d'organismes régionaux) pour lesquels des données factuelles, un renforcement des capacités ou des instances de dialogue en relation avec des accords commerciaux internationaux et des directives volontaires ont été fournis par la FAO.	28	39	●
4.2.1 Les capacités des organisations du secteur public sont renforcées en vue de la conception et de la mise en œuvre de politiques, de stratégies, de cadres réglementaires et de plans d'investissement à l'appui du développement de systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces.	A) Nombre de pays dans lesquels des organisations du secteur public ont bénéficié d'un appui de la FAO en vue de renforcer leurs capacités à concevoir et à mettre en œuvre des politiques, des stratégies, des cadres réglementaires et des plans d'investissement nationaux favorables au développement de systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces.	65	72	●
	B) Nombre d'organes régionaux ayant bénéficié d'un appui de la FAO en vue de renforcer leurs capacités à concevoir et à mettre en œuvre des politiques, des stratégies, des cadres réglementaires et des plans d'investissement nationaux favorables à la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces.	17	38	●
4.2.2 Les capacités des organisations du secteur public et du secteur privé sont renforcées en vue de la conception et de la mise en œuvre de modalités institutionnelles favorables à des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces.	Nombre de pays dans lesquels des entités publiques et privées ont bénéficié d'un appui de la FAO en vue de renforcer leurs capacités à concevoir et à mettre en œuvre des modalités institutionnelles favorables à des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces.	19	17	▲
4.3.1 Les acteurs de la chaîne de valeur sont dotés des capacités techniques et des capacités de gestion qui permettent de développer des filières agricoles et alimentaires inclusives, efficaces et durables.	Nombre de pays ayant bénéficié d'un appui de la FAO en vue de renforcer les capacités techniques et de gestion des acteurs de la chaîne de valeur.	57	57	●
4.3.2 Les capacités des organisations du secteur public et du secteur privé sont renforcées en vue d'une augmentation de l'investissement dédié, et de la conception et de la mise en œuvre d'instruments et de services financiers et de mécanismes de gestion des risques au service de systèmes agricoles et alimentaires efficaces et inclusifs.	Nombre de pays bénéficiant d'un appui de la FAO en vue de favoriser la conception et la mise en œuvre d'instruments et de services financiers et de mécanismes de gestion des risques au service de systèmes agricoles et alimentaires efficaces et inclusifs, ou d'accroître les investissements responsables dans ce domaine.	32	34	●
4.4.1 Des informations et analyses sur le marché mondial actualisées sont fournies afin de promouvoir la transparence des marchés et d'améliorer les possibilités commerciales locales, régionales et mondiales.	Nombre de produits d'information, d'analyse et de connaissance publiés par la FAO.	62	90	●
4.4.2 Les organisations du secteur public sont dotées des moyens d'établir des systèmes de suivi et d'analyse des incidences qu'ont les politiques commerciales, alimentaires et agricoles sur les systèmes agricoles et alimentaires nationaux.	Nombre de pays bénéficiant d'un appui de la FAO en vue d'établir des systèmes de suivi et d'analyse des incidences qu'ont les politiques commerciales, alimentaires et agricoles sur les systèmes agricoles et alimentaires nationaux.	17	21	●

● Pleinement réalisé (Chiffre réel ≥ objectif visé)
▲ Non réalisé (Chiffre réel < objectif visé)

165. Il est essentiel, pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, renforcer les moyens d'existence et réduire la pression exercée sur les ressources naturelles, que les pays participent effectivement au façonnement des systèmes agricoles et alimentaires, et accompagnent leur évolution rapide. Pour réaliser l'objectif visant à mettre en place des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces, il faut des solutions intégrées et cohérentes en matière de politiques et sur le plan institutionnel, qui reposent sur des analyses globales permettant de

recenser, de hiérarchiser et d'examiner les obstacles d'importance critique, et qui sont mises en œuvre au moyen d'efforts coordonnés des différentes parties prenantes, notamment les secteurs public et privé, les organisations de la société civile, les organisations et plateformes communautaires régionales à visée économique et les organisations internationales. La FAO contribue à l'émergence de systèmes agricoles inclusifs et efficaces en travaillant dans quatre grands domaines:

- a) appui aux pays pour la formulation et l'adoption de normes internationales pour la sécurité sanitaire des aliments, la santé animale et la santé des plantes, d'accords commerciaux multilatéraux et régionaux ainsi que de directives volontaires, autant d'instruments qui contribuent à la gouvernance mondiale des systèmes agricoles et alimentaires et fournissent le cadre dans lequel les pays conçoivent et élaborent des politiques et des règlements influant sur le développement de ces systèmes (produits 4.1.1 et 4.1.2);
- b) incitation à améliorer l'alignement intersectoriel des politiques et stratégies nationales, en renforçant les capacités des organisations du secteur public à élaborer et mettre en œuvre des politiques, des réglementations et des plans d'investissement, et à mettre en place des modalités pratiques afin de mieux intégrer les acteurs de petite dimension (produits 4.2.1 et 4.2.2.);
- c) renforcement des capacités techniques et des capacités de gestion de ceux qui participent aux activités de la filière, ainsi que des fournisseurs de services d'appui tels que les investissements et les financements (produits 4.3.1 et 4.3.2);
- d) amélioration de la collecte et de l'utilisation des données factuelles qui sous-tendent la prise de décisions à tous les niveaux, de l'analyse du marché mondial au suivi des politiques réalisées à l'échelon national (produits 4.4.1 et 4.4.2).

Mise en œuvre du programme stratégique

Aperçu des résultats

166. Comme l'ont souligné les résultats de l'Évaluation des résultantes de l'Organisation pour 2018-2019, la FAO a sensiblement renforcé sa contribution à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces, tout en offrant une ligne de visée plus claire pour la réalisation de la majorité des objectifs de développement durable du Programme 2030.

167. L'appui de la FAO au développement de filières durables a débouché sur une amélioration des capacités des secteurs public et privé et, par la liaison et la transposition à plus grande échelle de programmes existants dans le cadre de la nouvelle Initiative Agrinvest, à une augmentation des investissements en faveur des systèmes agroalimentaires inclusifs et efficaces (ODD 2, 8, 9, 14 et 17). L'approche Un monde, une santé est de plus en plus utilisée pour aider les pays à trouver des solutions aux problèmes de sécurité sanitaire des aliments, de santé des plantes et de santé animale, y compris ceux liés à la résistance aux antimicrobiens, en recourant à des cadres réglementaires et des capacités humaines et institutionnelles aux niveaux mondial, régional et national. En complément de ce domaine d'activité, la FAO a encouragé l'adoption de directives volontaires internationales et la participation des pays à des accords commerciaux, ce qui a permis d'ouvrir des débouchés et des perspectives supplémentaires.

168. L'Initiative mondiale de la FAO pour la réduction des pertes et des gaspillages de produits alimentaires (ODD 12) a encouragé une plus grande cohérence dans l'appui prêté par l'Organisation aux activités de mesure, de sensibilisation et d'assistance technique destinées à limiter ces pertes et gaspillages. Elle a débouché sur une amélioration des politiques, des législations et des cadres institutionnels aux échelons national et régional, et sur le lancement d'un processus d'élaboration d'un code de conduite d'application volontaire pour la réduction des pertes et des gaspillages de denrées alimentaires au niveau mondial. Grâce au Cadre d'action de la FAO pour l'agenda alimentaire urbain, on a vu de plus en plus d'institutions nationales et infranationales intégrer l'alimentation dans l'élaboration des politiques urbaines et territoriales (ODD 11), ce qui contribue à

la création de systèmes alimentaires plus résilients et plus durables. En renforçant le dialogue mondial et les partenariats autour des systèmes alimentaires durables, la FAO joue un rôle de premier plan dans le processus préparatoire du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui doit avoir lieu en 2021, et offre ainsi la perspective d'un meilleur alignement des initiatives à l'appui de la transformation des systèmes alimentaires et d'une approche plus cohérente des activités destinées à aider les pays à tenir leurs engagements.

169. Des partenariats stratégiques majeurs avec des organisations internationales, notamment l'OIE, l'OMC, le CCI, le PNUE, l'ONUDI, la CNUCED, l'OMS et des organismes régionaux pertinents, ainsi qu'avec la Banque mondiale, la BERD, le FIDA²⁹ et d'autres institutions financières internationales (IFI), ont été renforcés afin d'aider les pays à : s'engager dans des processus d'établissement de normes, l'élaboration et la mise en œuvre d'accords commerciaux, et la mobilisation d'investissements du secteur public et du secteur privé pour le développement des systèmes agricoles et alimentaires. La collaboration accrue avec le secteur privé transparaît dans le renforcement de la participation de la FAO au programme sur les systèmes alimentaires durables du réseau One Planet et sa coopération avec le Forum économique mondial dans le cadre du processus de préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

Évaluation des résultantes de l'Organisation

170. Les progrès obtenus dans la réalisation des résultantes du PS 4 sont détaillés à l'*annexe 2*.

171. Les résultats de la majorité des pays se sont améliorés dans les domaines d'activité couverts par l'OS4 entre 2015 et 2019, sauf en ce qui concerne l'utilisation des données et des outils d'analyse dans la prise de décisions (4.4.A), domaine dans lequel une progression a été enregistrée pour 47 pour cent des pays, tandis que les autres (53 pour cent) n'ont présenté aucun changement significatif.

172. Entre 2015 et 2019, 75 pour cent des pays ont amélioré leurs résultats au regard de l'accès aux marchés en adoptant des directives volontaires internationales et en participant à des accords commerciaux (4.1.B). La mise en place d'un environnement favorable au développement de systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces (4.2.A) a progressé dans la majorité des pays (65 pour cent). Pour ce qui est de l'indicateur 4.2.B, 29 pour cent des pays de la région ont enregistré des résultats «élevés» ou «moyens-élevés» s'agissant de la mise en œuvre des instruments internationaux visant à combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (ODD 14.6.1) en 2019, et 45 pour cent ont affiché des résultats «moyens».

173. Sur la période 2015-2019, les capacités techniques et les capacités de gestion des acteurs de la filière (4.3.A) se sont améliorées dans la majeure partie des pays (76 pour cent), ce qui dénote une bonne progression dans ce domaine, et 55 pour cent des pays ont amélioré leurs instruments et services financiers et mécanismes de gestion des risques à l'appui du développement de l'agriculture et des chaînes alimentaires au niveau mondial (4.3.B).

174. La disponibilité et l'utilisation de statistiques pour la prise de décisions dans le domaine d'activité de l'OS 4 se sont améliorées dans 47 pour cent des pays, mais aucun changement notable n'a été constaté dans les 53 pour cent restants sur la période 2015-2019 (4.4.A).

175. La contribution de la FAO aux domaines d'activité de l'OS 4 sur la période 2015-2019 a été bien perçue dans toute la région (jugée au moins modérée par l'ensemble des pays). Les résultats s'agissant de la promotion d'un environnement favorable au développement de systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces (4.2.A) sont particulièrement encourageants, la

²⁹ Organisation mondiale de la santé animale (OIE); Organisation mondiale du commerce (OMC); Centre du commerce international (CCI); Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI); Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED); Organisation mondiale de la Santé (OMS); Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD); Fonds international de développement agricole (FIDA).

contribution de la FAO ayant été considérée comme importante par 38 pour cent des pays et modérée par les 62 pour cent restants.

Évaluation des produits biennaux

Tour d'horizon des résultats obtenus

176. Comme indiqué à l'*annexe 2*, l'ensemble des cibles biennales de huit des neuf indicateurs de produits de l'OS4 a été atteint, et l'indicateur restant a été réalisé à 90 pour cent.

177. Grâce à l'appui de la FAO à l'élaboration et l'adoption de normes internationales en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments et de santé des végétaux (produit 4.1.1), 191 normes, nouvelles ou révisées, ont été envisagées, sont en cours d'établissement ou ont été adoptées dans le cadre du processus de normalisation, soit plus que la cible de 179 fixée pour la période biennale. Les activités menées par la FAO pour renforcer les capacités des pays et de leurs communautés économiques régionales à formuler des accords internationaux et des directives volontaires (produit 4.1.2), y compris celles liées au processus d'application des réglementations forestières, de gouvernance et d'échanges commerciaux, ont permis d'apporter un appui à 39 pays et organismes régionaux, un nombre largement supérieur à la cible (28).

178. La FAO a également aidé un nombre de pays et d'organismes régionaux plus important que la cible définie à concevoir et mettre en œuvre des politiques, des stratégies, des cadres réglementaires et des plans d'investissement à l'appui du développement de systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces (produit 4.2.1). Avec son appui, les États Membres ont élaboré et mis en œuvre des politiques sectorielles et sous-sectorielles ainsi que des stratégies agro-industrielles au niveau national. L'Organisation a renforcé les cadres stratégiques et réglementaires, les capacités du secteur public et les infrastructures liées à la qualité et à la sécurité sanitaire des aliments, à la résistance aux antimicrobiens, à la lutte contre les pertes et gaspillages de denrées alimentaires, aux bioénergies, entre autres; et a favorisé l'intégration d'initiatives telles que l'approche «Un monde, une santé» dans les politiques, stratégies et cadres réglementaires sectoriels et intersectoriels. Des activités visant à renforcer les capacités des secteurs public et privé à concevoir et mettre en œuvre des modalités institutionnelles axées sur le marché qui favorisent des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces (produit 4.2.2) ont été menées dans 17 pays (sur les 19 ciblés initialement).

179. La FAO a aidé 57 pays à renforcer les capacités techniques et les capacités de gestion qui permettent aux acteurs de la filière de développer des chaînes de valeur agricoles et alimentaires inclusives, efficaces et durables (produit 4.3.1), ce qui correspond à la cible fixée pour l'exercice biennal. Dans 18 de ces pays, les capacités à mettre en place des chaînes de valeur tenant compte de la parité hommes-femmes ont été renforcées, et il faudra s'assurer plus particulièrement que les aspects relatifs à l'égalité des sexes sont explicitement intégrés dans les activités de développement des filières dans un plus grand nombre de pays, et qu'ils font l'objet de rapports. La FAO a aidé 34 pays (comparés aux 32 ciblés) à accroître les investissements responsables ou à concevoir et mettre en œuvre des instruments et des services financiers ainsi que des mécanismes de gestion des risques (produit 4.3.2), y compris dans le cadre de partenariats stratégiques noués avec des IFI traditionnelles et non traditionnelles, afin d'inciter le secteur privé à investir dans les filières durables.

180. Dans ce cadre de ses activités de production et de diffusion de données factuelles sur le développement des systèmes agricoles et alimentaires, la FAO a publié davantage d'informations sur le marché, d'analyses et de produits axés sur les connaissances (produit 4.4.1) que ce qui avait été prévu, ce qui reflète la persistance d'une forte demande pour ce type de produits, notamment en ce qui concerne les méthodes, les indicateurs, les outils de suivi des données et les orientations. La FAO a en outre aidé 21 pays (comparés aux 17 de la cible) à mettre en place leurs propres systèmes de suivi et d'analyse des incidences des politiques commerciales, alimentaires et agricoles sur les systèmes agricoles et alimentaires nationaux (produit 4.4.2).

Réalisations à l'échelle mondiale

181. La FAO a fourni des avis scientifiques pour appuyer l'établissement de normes alimentaires, et a renforcé les capacités des pays en développement à participer de manière efficace aux processus de normalisation de la CIPV et du Codex. Au total, 65 normes convenues au niveau international concernant la santé animale, la santé des végétaux et la sécurité sanitaire et la qualité des aliments ont été adoptées. Elles comprennent une norme pour le quinoa, des dispositions de la Norme générale pour les additifs alimentaires du Codex, des limites maximales de résidus (LMR) pour différentes combinaisons de pesticides/produits, des exigences relatives à l'utilisation de la fumigation comme mesure phytosanitaire, et des normes concernant le datage applicables à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées.

182. La FAO a contribué à la mise en œuvre du Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain au service du développement de systèmes alimentaires plus résilients et plus durables. L'une des étapes cruciales a été le lancement du Cadre d'action pour l'agenda alimentaire urbain, dont l'objectif est de prêter un appui complet aux institutions nationales et infranationales afin qu'elles puissent intégrer l'alimentation dans la formulation des politiques urbaines et territoriales, raccourcir les filières, améliorer l'accès à des aliments bons pour la santé et à des espaces verts publics et réduire les pertes et les gaspillages de denrées alimentaires. L'appui de la FAO à ce cadre d'action a en outre favorisé un certain nombre d'échanges entre les villes sur la gouvernance alimentaire aux niveaux régional et mondial.

183. La FAO a continué de fournir des informations et des analyses actualisées sur les marchés mondiaux afin de promouvoir la transparence des marchés et d'améliorer les perspectives et débouchés commerciaux aux niveaux local, régional et mondial. L'Organisation a publié des produits d'information, notamment l'édition 2019 des *Perspectives agricoles de l'OCDE*³⁰ et de la FAO 2019-2028; des statistiques sur le commerce, l'investissement et les prix dans l'ensemble de la filière; des bulletins fournissant des informations actualisées pour différents produits, telles que des données relatives au marché céréalier mondial, les exportations mensuelles de riz, des études de marché sur la banane et les fruits tropicaux; ainsi que les éditions trimestrielles de la publication *Perspectives de récoltes et situation alimentaire*, qui fournit des données précises concernant les pays à faible revenu et à déficit vivrier.

Réalisations aux niveaux régional, sous-régional et national

184. Au niveau régional, la FAO a appuyé divers organismes, parmi lesquels le MERCOSUR, pour la révision et l'actualisation d'accords commerciaux dans le domaine alimentaire et agricole, l'IGAD, dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine; la Commission de l'Union Africaine et des organes sous-régionaux comme la CEDEAO, la CAE et le COMESA³¹, pour une participation accrue aux activités du Codex Alimentarius et un plus grand respect des mesures sanitaires et phytosanitaires et des impératifs liés à la facilitation des échanges. De la même façon, le réseau de santé animale pour l'Asie centrale (Un monde, une santé) a été renforcé au moyen de réseaux de laboratoires et de services d'épidémiologie pour améliorer la prévention des maladies animales transfrontières et la lutte contre celles-ci, tandis qu'une aide a été apportée à l'Organisation arabe de développement agricole pour l'élaboration d'un cadre stratégique pour la chaîne de valeur du palmier dattier dans la région arabe.

185. La FAO a également soutenu la création d'une communauté de pratique Save Food régionale destinée à faciliter le partage des connaissances, des solutions et des bonnes pratiques en matière de réduction des pertes et des gaspillages de denrées alimentaires en Europe et en Asie centrale, région dans laquelle un certain nombre de manifestations de sensibilisation et de consultations se sont tenues durant l'exercice biennal. Dans le cadre de la collaboration tripartite FAO/OIE/OMS dans la région Asie et Pacifique, l'Organisation a renforcé les capacités des parties prenantes régionales au

³⁰ Organisation de coopération et de développement économiques.

³¹ Marché commun austral (MERCOSUR); Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD); Communauté d'Afrique de l'Est (CAE); Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA)

sujet de la législation et des autres options réglementaires concernant l'utilisation des antimicrobiens et la résistance à ces substances. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la FAO a appuyé le premier forum régional des villes d'Amérique latine signataires du Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain, qui a présenté les progrès en matière de stratégies au service de systèmes alimentaires plus durables au niveau municipal.

186. Au niveau des pays, la FAO a prêté son appui à des organisations publiques dans 72 pays pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, stratégies, cadres réglementaires et plans d'investissement nationaux. Il s'agissait notamment d'accompagner des politiques et des programmes sectoriels de développement de différentes chaînes de valeur, telles que la filière rizicole en Côte d'Ivoire; la filière poisson au Brésil, en Colombie et au Pérou; et la filière laitière en Afghanistan. La coordination intersectorielle a été renforcée au Costa Rica, en Indonésie et en Tanzanie. Par ailleurs, des évaluations nationales visant à définir les options durables en matière de bioénergies ont été élaborées au Rwanda et aux Seychelles, et des stratégies sur les bioénergies ont été mises au point en Argentine. En Algérie, en Éthiopie, dans les Îles Salomon, au Pérou et en République dominicaine, la FAO a contribué à l'élaboration de stratégies de lutte contre les pertes et les gaspillages de denrées alimentaires. Au Pérou, l'Organisation a appuyé l'adoption d'une loi sur la réduction et la prévention des pertes et des gaspillages de produits alimentaires. Une assistance en matière de réglementation sur la sécurité sanitaire des aliments et les systèmes de contrôle de la qualité a été apportée à plusieurs pays, dont le Bangladesh, l'Éthiopie, le Mozambique, le Nicaragua, le Suriname et l'Ukraine, et une attention spécifique a été prêtée au renforcement des capacités s'agissant de la question de la résistance aux antimicrobiens au Bélarus, au Kenya, aux Philippines et au Tadjikistan, entre autres.

187. La FAO a beaucoup contribué au développement de filières durables dans divers pays de l'ensemble des régions, notamment en aidant des groupes de productrices en El Salvador, aux Philippines et au Sénégal à accroître la valeur ajoutée et à améliorer leurs capacités de gestion, et en soutenant des initiatives dans les chaînes de valeur des racines et tubercules au Malawi et en Ouganda, ainsi que dans les pays des Caraïbes. Un appui a également été apporté aux systèmes d'indication géographique pour favoriser le développement de chaînes de valeur durables au Bénin, en Géorgie et en Turquie, entre autres. Au Cambodge, la FAO a aidé à réaliser des évaluations des options d'investissement dans les systèmes agroalimentaires, tandis qu'elle a contribué à augmenter l'accès des organisations d'agriculteurs et des coopératives de la filière du manioc aux services financiers au Cameroun et au Malawi.

188. Un système de surveillance des marchés alimentaires et agricoles a été mis en place avec l'aide de la FAO en vue de permettre au Système d'intégration de l'Amérique centrale de gérer les informations sur la production, les échanges et les marchés de produits de base et d'appuyer l'élaboration de politiques de développement des marchés. Les capacités de différentes organisations publiques ont été renforcées au Burkina Faso, au Kenya, en Ouganda et dans d'autres pays africains pour leur permettre d'actualiser et d'analyser les données sur les dépenses publiques dans l'agriculture et sur les incitations par les prix s'agissant de certains produits de base, et d'éclairer ainsi l'élaboration des politiques et des plans d'investissement nationaux.

Prise en compte systématique des questions transversales

189. La FAO a poursuivi les activités qu'elle mène aux niveaux national et régional pour améliorer l'intégration des questions de parité hommes-femmes dans le développement des systèmes agricoles et alimentaires, notamment par l'intermédiaire de résultats spécifiques visant et/ou encourageant l'inclusion des femmes, et avec l'élaboration d'un cours en ligne pour former les professionnels et les décideurs des secteurs public et privé à la planification et la mise en œuvre d'interventions tenant compte de l'égalité des sexes dans les chaînes de valeur. Les résultats au niveau des pays comprennent un appui direct des groupes de femmes, par exemple dans le secteur de la transformation des produits de la pêche et de la récolte de mollusques au Cabo Verde, en Gambie et en Indonésie, et dans le secteur agroalimentaire à Antigua-et-Barbuda, au Maroc, au Pakistan et au Sénégal, ainsi que la production de données probantes pour faciliter la participation

effective des femmes dans des filières spécifiques en Bolivie, au Burkina Faso et en Tunisie, entre autres. Parallèlement à l'accent mis sur les chaînes de valeur tenant compte de l'égalité des sexes, la FAO étend l'intégration de ces questions dans d'autres axes de travail sur les systèmes agricoles et alimentaires, par exemple avec l'élaboration, aux côtés de la CNUCED, d'une publication sur les liens entre le commerce et la parité hommes-femmes.

190. Les questions relatives au changement climatique ont été de mieux en mieux prises en compte dans les activités menées par la FAO en faveur des systèmes agricoles et alimentaires, notamment dans le cadre du développement de chaînes de valeur durables et de l'agenda alimentaire urbain, ainsi que par un appui technique direct dans les domaines liés aux bioénergies, à l'économie circulaire et à la consommation durable. L'Organisation a ainsi aidé différents pays à renforcer leur base de données factuelles pour étayer leurs politiques actuelles en faveur des bioénergies, par exemple au moyen d'évaluations et d'activités de renforcement des capacités visant à déterminer les options durables dans ce domaine. Elle a également contribué à l'action du Fonds pour l'environnement mondial (FEM-7), notamment en encourageant l'intégration d'une approche des systèmes alimentaires durables dans le programme d'impact Systèmes alimentaires, usage des terres et restauration, ainsi que dans le programme sur la gestion durable des zones arides (dirigé par la FAO).

191. Pour aider les pays à prendre plus systématiquement en compte les questions nutritionnelles, la FAO a élaboré, en collaboration avec le groupe de travail chargé de ces questions créé par les organisations ayant leur siège à Rome, un cours de formation en ligne sur les chaînes de valeur intégrant l'enjeu nutritionnel destiné aux décideurs et aux professionnels. Au moyen d'une initiative conjointe PS 1/PS 4, la FAO a élaboré un cadre méthodologique et des projets pilotes au niveau des pays pour aider ces derniers à mieux comprendre la relation entre la malnutrition et les maladies non transmissibles, d'une part, et entre les systèmes alimentaires et les types d'alimentation, d'autre part.

Points saillants

Intégration des systèmes alimentaires dans les plans d'urbanisme: programme «Lima durable»

La ville de Lima a signé le Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain en mai 2018 et a reçu de ce dernier le deuxième prix dans la catégorie «Environnement difficile» en 2018. L'argent apporté par ce prix a été utilisé pour effectuer un diagnostic du système alimentaire dans la zone de production située au sud de Lima et pour transférer les bonnes pratiques ainsi mises en évidence à d'autres villes du Pacte de Milan. En outre, avec l'appui de la FAO, la municipalité de Lima a lancé en 2019 un programme de sensibilisation des petites villes du Pérou afin de promouvoir la planification de systèmes alimentaires urbains au niveau national tout en renforçant les liens entre les zones urbaines et rurales. À la suite de cette initiative, les villes de Lima, d'Huancayo, d'Arequipa et de Piura ont constitué le Réseau des municipalités sur les questions alimentaires afin d'échanger des informations et des expériences sur différents sujets liés à la durabilité, comme l'agroécologie, la gestion des marchés et l'éducation alimentaire et nutritionnelle. La FAO a également apporté un soutien à la municipalité de Lima en collaborant avec les universités locales sur une étude consacrée à l'alimentation et aux environnements verts qui a permis de mettre au point quatre protocoles pour déterminer le niveau d'exposition aux aliments ultratransformés dans les supermarchés, les petits commerces, les parcs et les milieux scolaires. Avec l'institutionnalisation du Conseil des systèmes alimentaires de Lima, plateforme multipartite pour l'élaboration de politiques en faveur de systèmes alimentaires plus durables, l'action de la municipalité de Lima est désormais encore davantage mise en valeur.

Création de systèmes alimentaires durables dans le cadre de la coopération Sud-Sud ou triangulaire

Pour accompagner le processus des Plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, la FAO a collaboré avec la Commission de l'Union Africaine et le Gouvernement irlandais en vue d'aider un groupe de dix pays africains à élaborer des stratégies pour le secteur agroalimentaire et d'encourager la transition vers des systèmes alimentaires durables. À ce titre, des voyages d'étude et un programme de tutorat consacrés à la participation du secteur privé au développement de systèmes alimentaires durables ont été proposés à des dirigeants africains du secteur public et de la filière agroalimentaire. Ces initiatives ont notamment fait ressortir la nécessité de tirer parti du lien entre production, industrie, marchés et consommateurs lors de l'élaboration des stratégies alimentaires et agricoles dans le cadre des PNIA. Elles ont montré que la participation du secteur privé à la conception des stratégies et l'investissement dans des dialogues entre le secteur privé, le secteur public et la société civile débouchant sur une vision stratégique à long terme unifiée permettent aux pays de renforcer leurs capacités à réagir aux perturbations – les changements climatiques, par exemple – auxquelles le secteur alimentaire et les pouvoirs publics font face.

Principaux enseignements

192. Les pays sont de plus en plus conscients de la complexité des systèmes alimentaires, des défis auxquels ceux-ci sont confrontés et des difficiles compromis à opérer pour leur permettre d'être à la hauteur des ambitions définies dans le Programme 2030 en matière de nutrition, de moyens d'existence et d'environnement, mais un ciblage plus efficace et une meilleure coordination de l'appui seront nécessaires pour déterminer et vaincre les obstacles fondamentaux au développement de systèmes alimentaires durables.

193. Ces obstacles, dont l'importance relative peut varier considérablement d'un pays à l'autre ou au sein d'un même pays, comprennent notamment: les investissements insuffisants, tant en quantité qu'en qualité, l'incidence de plus en plus grande des questions de sécurité sanitaire des aliments et des maladies transfrontières, les pertes et gaspillages très importants de produits alimentaires, les conséquences de l'urbanisation et les aspects complexes de la malnutrition, en particulier dans les petits États insulaires en développement.

194. Pour cibler encore un peu plus le soutien qu'elle apporte aux pays pour les aider à adopter des approches favorisant des systèmes alimentaires durables, la FAO a défini six domaines prioritaires, et a pu ainsi planifier et mettre en œuvre de manière plus structurée son appui au développement de ces systèmes. Les domaines prioritaires ont permis de clarifier l'offre programmatique de l'Organisation, de porter l'appui à une échelle bien plus importante et de renforcer la cohérence des activités de mobilisation de ressources.

195. La FAO a en outre recensé ses propres faiblesses s'agissant de sa capacité à appuyer le développement de systèmes alimentaires plus durables et a commencé à y remédier. Dans le cadre du PS 4, la FAO a mis en œuvre des programmes qui ont renforcé les capacités de son personnel à appliquer des approches du développement des systèmes alimentaires dans des contextes plus ou moins complexes, avec des objectifs différents et à divers stades de préparation. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont permis de stimuler le transfert des connaissances et des bonnes pratiques, en particulier en ce qui concerne le développement du secteur agroalimentaire et l'agenda alimentaire urbain.

196. Le processus de préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires offre une excellente occasion à la FAO de proposer, en tirant parti de ses partenariats existants, une trajectoire réaliste vers des systèmes alimentaires plus durables à l'ensemble des parties prenantes concernées.



Objectif stratégique 5: Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise

OS5 | AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DES MOYENS D'EXISTENCE FACE À DES MENACES OU EN SITUATION DE CRISE

INDICATEURS DES ODD*

DESCRIPTION DES SÉRIES

2000 2015 2019**

ODD2 FAIM "ZÉRO"

2.1.2 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire vécue

Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave dans la population, total avec des limites supérieures / inférieures (%)
- données disponibles

- 23.5 25.4

2.2.2 Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, ventilée par type (surpoids et émaciation)

Proportion des enfants en surpoids de manière modérée ou grave (%)
Proportion des enfants émaciés de manière modérée ou grave (%)

4.9 5.7 5.9
- - 7.29

ODD15 VIE TERRESTRE

15.3.1 Proportion de la surface émergée totale occupée par des terres dégradées

Proportion de la surface émergée totale occupée par des terres dégradées

- 20 -

*Indicateurs des ODD exclus à cause d'un manque de données: 1.5.1, 2.4.1, 2.C.1, 11.5.1, 11.5.2, 13.1.1, 15.3.1, 16.1.2 | ** or closer date 2016–2019

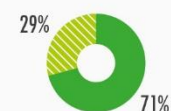
OS5 | RÉSULTANTES

INDICATEURS

CHANGEMENT DE CATÉGORIE DE PERFORMANCE 2015-2019 (% DE PAYS)

CONTRIBUTION PERÇUE DE LA FAO (% DE PAYS)

5.1.A Nombre de pays par niveau d'engagement et de capacités en faveur de la réduction/gestion des risques de catastrophe et de crise concernant l'agriculture, l'alimentation et la nutrition sous forme de politiques, de cadres juridiques et de systèmes institutionnels (ODD 1.5.3 = 13.1.2)



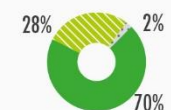
5.2.A Nombre de pays ayant amélioré leurs capacités de production, de disponibilité, d'accessibilité, de qualité et d'utilisation de données et d'outils/de produits d'analyse et d'informations concernant les menaces potentielles, connues et nouvelles pesant sur l'agriculture, l'alimentation et la nutrition



5.3.A Nombre de pays ayant amélioré leur capacité d'application de mesures de prévention et d'atténuation des impacts qui permettent de réduire les risques pour l'agriculture, l'alimentation et la nutrition



5.4.A Niveau de préparation et capacité de gestion des interventions



Affaibli
 Pas de changement majeur
 Amélioré

Pas de contribution visible
 Modérée
 Significative

OS5 PRODUITS				
PRODUITS	INDICATEURS	OBJECTIF VISÉ 2018-19	CHIFFRE RÉEL 2018-2019	DEGRÉ DE RÉALISATION
5.1.1 Les capacités nationales des autorités et des organismes publics sont renforcées en vue de la formulation et de la promotion de politiques, stratégies, plans et programmes d'investissement à l'appui de la réduction des risques et de la gestion des crises.	A) Nombre de pays ou de régions qui ont formulé et institutionnalisé une stratégie ou un plan de réduction des risques et de gestion des crises grâce à l'appui de la FAO.	46	46	●
	B) Nombre de produits normatifs mondiaux ou régionaux qui aident les pays à formuler et à promouvoir des politiques, des stratégies, des plans et des programmes d'investissement à l'appui de la réduction des risques et de la gestion des crises.	80	84	●
5.1.2 Des mécanismes de coordination sont améliorés et des ressources sont mobilisées au service de la réduction des risques et de la gestion des crises.	Nombre de pays ou de régions qui ont amélioré leurs mécanismes de mobilisation et de coordination des ressources au service de la réduction des risques et de la gestion des crises grâce à l'appui de la FAO.	35	43	●
5.2.1 Des mécanismes permettant d'identifier et de suivre les menaces, d'évaluer les risques et de déclencher des alertes rapides en temps utile et de manière intégrée sont mis en place ou améliorés.	Nombre de pays ou de régions qui ont perfectionné, grâce à l'appui de la FAO, leurs systèmes/mécanismes de suivi des menaces en vue d'améliorer le déclenchement des alertes précoces.	56	57	●
5.2.2 Les capacités nationales d'évaluation de la vulnérabilité et de mesure de la résilience sont renforcées.	Nombre de pays ou de régions qui ont amélioré l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité et de la résilience grâce à l'appui de la FAO.	35	36	●
5.3.1 Les capacités des gouvernements, des communautés et d'autres parties prenantes sont renforcées en vue de l'adoption de bonnes pratiques de prévention des menaces et d'atténuation des impacts des crises.	Nombre de pays appliquant de manière plus efficace des normes, technologies et pratiques intégrées et/ou sectorielles pour la prévention et l'atténuation des risques avec l'appui de la FAO.	37	37	●
5.3.2 Les communautés sont dotées de pratiques et de mesures qui permettent de réduire la vulnérabilité.	Nombre de pays appliquant plus efficacement des mesures qui réduisent la vulnérabilité et renforcent la résilience des communautés exposées à des menaces ou à des crises grâce à l'appui de la FAO.	31	33	●
5.4.1 Les capacités des autorités nationales et des parties prenantes sont renforcées en faveur d'une meilleure préparation face à des situations de crise et d'une réduction de leur impact.	Nombre de pays bénéficiant d'un appui de la FAO pour adopter des normes, lignes directrices et pratiques en vue de se préparer à des dangers potentiels et des situations d'urgence touchant le secteur.	27	41	●
5.4.2 L'assistance humanitaire visant à préserver les moyens d'existence est apportée en temps utile aux communautés frappées par des crises.	Nombre de pays ou de régions touchés par une crise ayant une incidence sur l'agriculture et dans lesquels la FAO est intervenue en temps utile et en tenant compte de la nutrition et des considérations de parité hommes-femmes.	35	38	●

● Pleinement réalisé (Chiffre réel ≥ objectif visé)
▲ Non réalisé (Chiffre réel < objectif visé)

197. Les moyens d'existence agricoles et les systèmes agroalimentaires connexes sont soumis à une pression croissante en raison du chevauchement, de l'intensification et de l'aggravation des risques. S'appuyant sur des décennies d'expérience dans les situations d'urgence, la FAO déploie son expertise pour renforcer la résilience des moyens d'existence fondés sur l'agriculture et réduire les risques multiples et les crises.

198. Dans le cadre du programme stratégique 5 (PS 5), l'Organisation aide les pays à:

- a) maîtriser les risques et les crises grâce à une meilleure connaissance de la nature et de la dynamique des aléas et des vulnérabilités, et grâce à la programmation et à la mise en œuvre de systèmes juridiques, politiques et institutionnels, notamment les mécanismes de coordination et la mobilisation de ressources pour la réduction des risques et la gestion des crises, et à un appui à ce systèmes (produits 5.1.1 et 5.1.2);
- b) «surveiller pour mieux protéger» en produisant et communiquant des informations et en déclenchant des alertes rapides pour contrer les menaces potentielles, connues et nouvelles, et promouvoir des normes permettant d'analyser les causes structurelles des crises alimentaires et nutritionnelles (produits 5.2.1 et 5.2.2);
- c) réduire les risques et la vulnérabilité au niveau des ménages et des communautés (produits 5.3.1 et 5.3.2);
- d) se préparer aux catastrophes et aux crises et y faire face (produits 5.4.1 à 5.4.2).

199. Le travail de la FAO contribuera directement à la réalisation des cibles des ODD 1, 2, 11, 13, 15 et 16 au moyen de l'ensemble d'indicateurs des ODD intégré dans le cadre du PS 5.

Mise en œuvre du programme stratégique

Aperçu des résultats

200. Le climat, les conflits, les crises de la chaîne alimentaire et l'instabilité économique sont à l'origine de hauts niveaux d'insécurité alimentaire en croissance constante qui nécessitent d'apporter une aide humanitaire et de renforcer la résilience. L'édition 2019 du *Rapport mondial sur les crises alimentaires* indique que 113 millions de personnes, réparties dans 53 pays, ont connu une insécurité alimentaire grave en 2018 et l'édition 2020 devrait faire apparaître des chiffres encore plus élevés pour 2019. Les petits agriculteurs et les populations rurales sont en première ligne des crises qui se multiplient et qui sapent les efforts visant à éliminer la pauvreté (ODD1), à éliminer la faim (ODD2), à lutter contre le changement climatique (ODD13) et à assurer un développement durable (ensemble des ODD).

201. Au cours de l'exercice biennal, le programme de la FAO en faveur de la résilience a continué à s'attaquer aux nombreux risques qui menacent les moyens d'existence agricoles et les systèmes agroalimentaires et a permis de venir en aide à plus de 25 millions de personnes en 2018 et à un nombre similaire en 2019.

202. L'Organisation collabore activement avec un large éventail de partenaires aux niveaux national, régional et mondial, notamment avec les deux autres institutions ayant leur siège à Rome et d'autres organismes des Nations Unies et départements de l'ONU (OIM, OCHA, HCR, UNISDR, CCNUCC, PNUD et UNICEF, ainsi que DPPA/BACP)³². En particulier, un protocole d'accord général a été signé par la FAO et le HCR en 2019 pour renforcer la collaboration en vue d'améliorer durablement l'auto-suffisance et la résilience des communautés déplacées et de celles qui les accueillent. Reconnaisant le rôle essentiel des organisations régionales, l'Organisation a continué à resserrer ses partenariats avec, entre autres, le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), le CILSS, l'IGAD et la SADC³³, notamment en matière d'information et d'analyse concernant la sécurité alimentaire et de mesure de la résilience.

³² Organisation internationale pour les migrations (OIM), Bureau de la coordination des affaires humanitaires (ONU), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR), Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix des Nations unies (DPPA) (ONU), Bureau d'appui à la consolidation de la paix (ONU).

³³ Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Évaluation des résultantes de l'Organisation

203. Les progrès obtenus dans la réalisation des résultantes du PS 5 sont détaillés à l'*annexe 2*.

On constate que sur la période 2015-2019 la situation s'est améliorée dans la plupart des pays pour tous les indicateurs relatifs aux résultantes. En effet, une progression des résultats a été observée pour 84 pour cent des pays en matière de gestion des risques de catastrophes et de crises (5.1.A), et 67 pour cent des pays avaient renforcé leurs capacités d'alerte et d'intervention rapides (5.2.A). En outre, 60 pour cent des pays étaient mieux à même d'appliquer des mesures de prévention et d'atténuation (5.3.A), et 55 pour cent avaient des capacités accrues de gestion de la préparation et de l'intervention (5.4.A).

204. Du fait de ces progrès, un nombre bien moins élevé de pays affiche des résultats «faibles» ou «moyens-faibles». En 2015, selon les résultantes, ils étaient entre 22 pour cent et 39 pour cent à ce niveau de résultats. En 2019, entre 8 pour cent et 14 pour cent des pays, selon les résultantes, ont enregistré des résultats «moyens-faibles», tandis que tous les autres ont progressé.

205. L'évaluation des résultantes de l'Organisation a également montré qu'un pourcentage très élevé de pays ont apprécié la contribution de la FAO aux quatre résultantes de l'OS 5 pour lesquelles des données sont disponibles et l'ont considérée comme modérée ou importante.

206. La contribution de la FAO a été considérée comme importante par plus de 70 pour cent des pays pour la gestion des risques de catastrophe et de crise (5.1.A) ainsi que le degré de préparation et la capacité de gestion des interventions (5.4.A). Elle a été jugée également importante par 51 pour cent des pays pour la fourniture régulière d'informations et le déclenchement d'actions rapides contre les menaces pesant sur l'agriculture (5.2.A) et par 46 pour cent pour les mesures de prévention et d'atténuation des impacts (5.3.A).

Évaluation des produits biennaux

Tour d'horizon des résultats obtenus

207. Les activités de la FAO pour accroître la résilience des moyens d'existence face aux menaces et aux crises ont permis d'atteindre ou de dépasser les objectifs fixés pour la totalité des neuf indicateurs de produit. Quelque 43 pays et 3 institutions régionales ont formulé des stratégies et des plans pour la réduction des risques et la gestion des crises (produit 5.1.1-A) grâce à la mise au point définitive de 84 produits normatifs régionaux et mondiaux (produit 5.1.1-B). En outre, des mécanismes de coordination et des stratégies de mobilisation des ressources pour la réduction des risques, la gestion des crises et le renforcement de la résilience (produit 5.1.2) ont été élaborés et mis en œuvre dans 40 pays et 3 régions, ce qui a permis de dépasser l'objectif.

208. Au total, 52 pays et 5 régions ont perfectionné les systèmes de surveillance des risques pour renforcer les capacités d'alerte rapide, et 34 pays et 2 régions ont amélioré les capacités d'analyse de la résilience et de la vulnérabilité (produit 5.2.2). Des mesures techniques de prévention et de réduction des risques ont été mises en œuvre dans 37 pays (produit 5.3.1) tandis que 33 pays ont appliqué des mesures socioéconomiques pour réduire la vulnérabilité des communautés à risque face aux menaces et aux crises (produit 5.3.2). Quelque 41 pays ont bénéficié de l'appui de la FAO pour adopter des normes, des directives et des pratiques en matière de préparation aux situations d'urgence (produit 5.4.1) et l'Organisation a fourni une aide d'urgence tenant compte de la question de l'égalité hommes-femmes dans 38 pays et régions touchés par une crise ayant une incidence sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (produit 5.4.2).

Réalisations à l'échelle mondiale

209. La FAO a publié le *cadre de l'Organisation en faveur d'une paix durable dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (2018)*. En partenariat avec Interpeace et avec l'appui financier du Fonds multidisciplinaire, l'Organisation a continué à élaborer des outils, des orientations et des formations pour produire des analyses contextuelles rigoureuses et une programmation tenant compte des conflits. En 2018-2019, des analyses contextuelles par zone ont été réalisées dans huit pays en se fondant sur le Guide de l'analyse contextuelle de la FAO. Un appui

à la programmation tenant compte des conflits a été fourni à treize bureaux³⁴ de la FAO en Afrique et en Asie et au Proche-Orient, ainsi qu'au Bureau régional pour le Proche-Orient et à l'Équipe chargée de la résilience en Afrique de l'Est.

210. Afin de promouvoir des initiatives collectives et cohérentes dans le cadre du lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix, la FAO a continué à diriger les activités visant à rendre opérationnel le Réseau mondial contre les crises alimentaires. À cet égard, la première manifestation de haut niveau du Réseau mondial a eu lieu en avril 2019 et a été suivie de quatre autres manifestations durant lesquelles les partenaires ont défini les modalités de fonctionnement du réseau. De même, la méthode d'évaluation des dommages et des pertes a été élaborée et intégrée dans le Cadre d'action de Sendai et le cadre de suivi des ODD,

211. et la FAO a facilité son adoption dans plus de 30 pays en organisant des ateliers de formation et des projets pilotes nationaux grâce à un financement du Fonds multidisciplinaire (indicateur C2 du Cadre d'action de Sendai³⁵ 2015-2030 et cibles 1.5.2 et 11.5.2 des ODD).

212. La FAO et le HCR ont signé un protocole d'accord général fin 2019 afin de jeter les bases d'une nouvelle façon de travailler dans le contexte des déplacements, de combler les lacunes dans les efforts consacrés à l'aide humanitaire, au développement et au maintien de la paix et de chercher à promouvoir des solutions à long terme pour les réfugiés et les communautés d'accueil.

Réalisations aux niveaux régional, sous-régional et national

213. La FAO a joué un rôle important dans le renforcement des capacités dans le domaine de la protection sociale pour la gestion des risques. En collaboration avec le Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la FAO et l'Overseas Development Institute ont élaboré un document et un programme de formation sur le rôle de la protection sociale dans la gestion du risque climatique. La formation a été testée à Bangkok avec des responsables publics de huit pays asiatiques et des fonctionnaires de la FAO³⁶. Deux ateliers organisés à Dakar et à Nairobi sur le thème du renforcement des liens entre la protection sociale, l'agriculture et la gestion des risques ont réuni 23 pays et partenaires de développement (Banque mondiale, OIT³⁷, IGAD, PAM et UNICEF) d'Afrique orientale et australe. La FAO a contribué aux systèmes de protection sociale pour mieux réagir aux crises et mettre au point des systèmes fondés sur l'analyse des risques dans des contextes fragiles, notamment au Mali, en Éthiopie, au Liban, en Jordanie et en Turquie. Enfin, la deuxième phase d'une initiative de l'ANASE se concentrera sur le lien qui existe entre la protection sociale et l'alerte précoce et l'intervention rapide. Des activités similaires sont en cours au Bangladesh et au Timor-Leste.

214. La FAO préconise une approche globale pour renforcer la résilience des moyens d'existence pastoraux. Un système d'information et de suivi concernant les moyens d'existence a été mis au point, suivi d'un projet de recherche-action au Kenya sur la malnutrition aiguë. L'étude «*Twin peaks: the seasonality of acute malnutrition, conflict and environmental factors*» (2019) a mis en évidence le schéma saisonnier de la malnutrition infantile et ses liens avec la variabilité du climat, les conflits et les systèmes de subsistance au Tchad, au Soudan et au Soudan du Sud. Ces travaux ont permis d'élaborer un cadre conceptuel pour lutter contre la malnutrition aiguë dans les zones arides. La FAO a également contribué à l'établissement d'un bilan national de l'alimentation des animaux d'élevage en Éthiopie tandis qu'un système complet d'information sur les moyens d'existence pastoraux est mis en place au Kenya, en Somalie et au Soudan du Sud.

215. En 2019, l'Organisation a promu les systèmes d'alerte précoce et d'intervention rapide auprès des institutions régionales, des pouvoirs publics et des bureaux décentralisés dans les pays à haut risque. Suite à cet effort, 11 pays ont mené des interventions rapides pour atténuer les effets

³⁴ Irak, Jordanie, Kenya, Liban, Mauritanie, Myanmar, Nigeria, Palestine, Philippines, République arabe syrienne, Somalie, Soudan et Turquie.

³⁵ Cadre d'action de Sendai pour la prévention des catastrophes (2015-2030).

³⁶ Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Myanmar, Pakistan, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

³⁷ Organisation internationale du Travail (OIT).

des risques pesant sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables. Les analyses d'impact menées en Colombie et aux Philippines ont montré qu'il est important d'agir tôt pour limiter les dégâts. L'Organisation a continué de diriger les efforts de coordination interinstitutions concernant les systèmes d'alerte rapide et d'intervention précoce³⁸. Elle a également fourni un appui permanent au Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour élaborer l'approche anticipatrice des interventions du Fonds central pour les urgences humanitaires et le plan de préparation des actions anticipées pour la Somalie.

216. Dans le cadre du PS 5, l'Organisation a continué de promouvoir l'approche «Un monde, une santé» pour lutter contre les menaces qui pèsent sur la filière alimentaire (y compris la résistance aux antimicrobiens) aux niveaux national et mondial, en s'appuyant sur le Programme d'action mondial en faveur de la sécurité sanitaire et sur le programme sur les menaces pandémiques émergentes, exécutés dans plus de 30 pays d'Afrique et d'Asie. En étroite collaboration avec le PS 4, le PS 5 a facilité la mise en œuvre de l'approche «Un monde, une santé» pour renforcer la résilience aux menaces qui pèsent sur la filière alimentaire en Asie, grâce à des ressources du Fond multidisciplinaire. En outre, le Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières a formé plus de 7 500 spécialistes dans 23 pays et amélioré les résultats des laboratoires dans plus de 20 pays. Le Centre³⁹ a également contribué à une enquête portant sur 244 flambées épidémiques dans 20 pays en 2018 et 398 dans 18 pays en 2019.

217. Le PS 5 a également permis de décrire et de soumettre la bonne pratique intitulée *Coordination transfrontalière des déplacements du bétail et partage des ressources naturelles entre les communautés pastorales du Grand Karamoja (2019)*, qui encourage le dialogue et la coopération transfrontaliers aux niveaux communautaire, national et régional avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement. Cette bonne pratique fait partie des 25 pratiques mondiales qui ont été choisies pour être présentées à l'Expo Dubaï 2020.

Intégration des questions transversales

218. Le PS 5 a défini des orientations stratégiques et techniques sur la généralisation des mesures de réduction des risques de catastrophe et de résilience au climat dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation. Au niveau national, il a facilité la mise en œuvre de plans de gestion des risques pour l'agriculture, notamment à la Dominique, en Égypte, en Éthiopie, à la Jamaïque, au Myanmar, en Namibie, au Pakistan, au Suriname et au Timor-Leste. Des publications importantes sont parues, notamment *Disaster risk reduction at farm level: Multiple benefits, no regrets (2019)*, *UN Common Guidance on Resilience for Humanitarian-Development-Peace Actors (2019)* et *Governance challenges for disaster risk reduction and climate change adaptation convergence in agriculture (2019)*.

219. En outre, la FAO participe à l'Initiative de renforcement des capacités pour la réduction des risques de catastrophe (CADRI) et à la Coalition des Nations Unies pour la lutte contre les tempêtes de sable et de poussière, et assure les services de secrétariat de l'initiative de l'ONU visant à renforcer la résilience face au changement climatique. Le PS 5 pilote également la contribution de l'Organisation à l'Initiative de résilience face aux changements climatiques: anticiper, absorber, reformuler (A2R). Conjointement avec l'A2R, la FAO a organisé un large éventail de manifestations en 2018 et 2019, notamment les vingt-quatrième et vingt-cinquième réunions de la Conférence des Parties, le Sommet sur le climat (ONU), la Semaine africaine du climat et la Semaine Asie-Pacifique du climat ainsi que des manifestations parallèles majeures sur la résilience face aux changements climatiques⁴⁰. L'Organisation a organisé deux concours visant à promouvoir des solutions novatrices

³⁸ La FAO dirige conjointement les procédures opérationnelles standard interinstitutions d'action précoce contre les épisodes El Niño/La Niña. Elle est membre de l'Équipe spéciale chargée des interventions rapides et membre du Partenariat pour l'intervention rapide fondée sur l'analyse des risques.

³⁹ Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières (ECTAD).

⁴⁰ La table ronde de haut niveau du Partenariat de Marrakech pour l'action climatique mondiale sur la résilience climatique, les Journées du développement et du climat et la manifestation «Construire un avenir résilient».

pour absorber les risques climatiques et remodeler les voies de développement dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

220. En 2019, les capacités des partenaires et des fonctionnaires nationaux ont été renforcées en matière d'égalité des sexes et de responsabilité envers les populations touchées mais aussi en ce qui concerne la violence sexiste dans l'agriculture, la protection contre l'exploitation et les abus sexuels ainsi que la conception et la mise en œuvre de plans ou de projets de réduction des risques de catastrophe tenant compte de la parité. La FAO a effectué, dans un certain nombre de pays, un suivi et une évaluation des aspects parité hommes-femmes de la gestion des conflits et des risques de catastrophes et des dispositifs d'alerte précoce. Le critère de parité a été inclus dans les évaluations des besoins et des données ventilées par sexe et par âge ont été collectées pour l'analyse de la résilience et de la vulnérabilité. En outre, l'Organisation a participé aux 16 journées d'action contre la violence sexiste dans le cadre de la campagne Génération égalité.

221. La nutrition a été abordée dans le cadre d'une série d'initiatives. Elle a été incorporée dans les produits et processus mondiaux pertinents, y compris le soutien au déploiement de l'IPC⁴¹ axé sur la malnutrition aiguë. Un autre exemple est celui du Groupe nutrition du Comité permanent interorganisations qui intègre la nutrition dans le cycle des programmes humanitaires en collaboration avec l'UNICEF, le PAM et des partenaires au Soudan du Sud, dans le nord-est du Nigeria, en Éthiopie, au Tchad, en République démocratique du Congo et en République centrafricaine.

Points saillants

Venir en aide là où c'est le plus nécessaire

Lorsque des conflits, des phénomènes météorologiques extrêmes, des catastrophes naturelles, des maladies animales ou des ravageurs des végétaux, voire d'autres menaces, dévastent les moyens d'existence agricoles et plongent les populations dans une insécurité alimentaire aiguë, la FAO est sur le terrain pour fournir des intrants productifs essentiels, notamment des semences certifiées de qualité ou des engins de pêche afin de relancer rapidement la production alimentaire, ou pour vacciner massivement les animaux d'élevage afin de préserver les moyens d'existence pastoraux. Par exemple, en 2018, l'aide apportée par l'Organisation à la production vivrière de la campagne principale au Soudan du Sud a permis à près de 430 000 familles (environ 2,6 millions de personnes) de planter et de récolter près de 273 000 tonnes de céréales, soit près d'un tiers de la production céréalière totale du pays cette année-là. Lorsque le cyclone Idai a dévasté de vastes étendues du Mozambique en mars 2019, la FAO a réagi rapidement en fournissant à plus de 22 000 familles des semences de légumineuses et d'espèces à cycle court pour leur permettre de produire de la nourriture immédiatement après la catastrophe. En outre, 76 500 familles ont reçu une aide pour produire des légumes pendant la saison d'hiver. La FAO aide les familles qui ont été touchées par de grandes catastrophes grâce aux procédures accélérées de mobilisation rapide qui ont été déclenchées dans 11 pays en 2018-2019. Elle se mobilise également dans les situations de crise de moindre envergure au niveau national et régional.

En 2019, la FAO est intervenue rapidement pour atténuer les effets des migrations forcées et de la sécheresse à La Guajira, l'une des régions les plus vulnérables de Colombie, où elle a mené diverses activités, notamment la mise en place de champs communautaires pour une production agricole rapide, la fourniture de semences et d'outils aux familles, la surveillance de la santé animale et la remise en état des infrastructures d'adduction d'eau. Ces interventions ont rapidement stimulé la production alimentaire dans une région qui a du mal à absorber un grand nombre de personnes déplacées et à lutter contre les effets de températures élevées et de vents violents. Elles ont permis de stabiliser la sécurité alimentaire, de fournir des moyens de subsistance, d'intégrer la communauté d'accueil et les ménages déplacés, et donc de renforcer la cohésion sociale.

⁴¹ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.

Au Yémen, où plus de 15 millions de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë en 2019, le programme d'urgence et de résilience de la FAO a touché plus de 3,1 millions de personnes. Les interventions prioritaires visaient notamment à augmenter la production alimentaire et animale et à diversifier les revenus des ménages vulnérables par des transferts en espèces, à remettre en état les infrastructures agricoles et les systèmes d'irrigation en rénovant les installations et les sites, et à renforcer la coordination afin d'apporter une réponse humanitaire efficace, au moyen d'évaluations de la gestion des risques de famine.

Au cours de l'exercice biennal, l'Organisation a continué d'accroître l'utilisation des transferts monétaires et des bons d'achats dans le cadre de son programme d'aide d'urgence et de résilience. En 2018-2019, elle a fourni 75,8 millions d'USD d'aide en espèces et sous forme de bons à 3,52 millions de bénéficiaires dans le cadre de 103 projets réalisés dans 31 pays. En Somalie, par exemple, grâce à l'aide monétaire de la FAO, près de 636 000 bénéficiaires ont pu satisfaire leurs besoins les plus immédiats tout en maintenant leurs capacités de production (culture, élevage et pêche). En Indonésie, suite au tremblement de terre qui a frappé Sulawesi Centre en septembre 2018, l'Organisation a aligné ses transferts monétaires sur le programme public de transfert monétaire conditionnel. Elle a pu ainsi aider près de 4 000 familles à se procurer une nourriture saine et nutritive.

Résistance aux antimicrobiens et utilisation d'agents antimicrobiens

Durant l'exercice biennal, la mise en œuvre du Plan d'action de la FAO contre la résistance aux antimicrobiens, dans ses quatre domaines prioritaires (sensibilisation, surveillance, gouvernance et bonnes pratiques), s'est traduite par des changements constructifs au niveau des pays. Parmi les mesures de sensibilisation, on peut citer l'élaboration et la réalisation d'une enquête destinée à évaluer les connaissances, les comportements et les pratiques dans huit pays des régions Afrique et Asie et Pacifique. Dans la région Asie et Pacifique, la FAO a facilité l'intégration d'une formation sur la lutte contre la résistance aux antimicrobiens dans six facultés de médecine vétérinaire. En Amérique latine et dans les Caraïbes, des membres du personnel technique et du personnel chargé de la communication des services de santé officiels ont été formés aux méthodes modernes de communication sur les risques relatifs à la résistance aux antimicrobiens.

La FAO a élaboré et déployé un outil d'évaluation de la surveillance nationale de l'antibiorésistance et des compétences des laboratoires (FAO-ATLASS) afin d'aider les pays à évaluer leur système national de surveillance et les capacités de diagnostic de leurs laboratoires aux fins de la détection de la résistance aux antimicrobiens. Durant l'exercice 2018-2019, l'outil FAO-ATLASS a été mis en place dans 22 pays d'Afrique, d'Asie et d'Asie centrale, et son déploiement se poursuit. Parallèlement, les pays ont bénéficié d'une aide pour mener des activités de surveillance de la résistance aux antimicrobiens dans le secteur agricole en vue de produire des données, en particulier sur les bactéries présentes dans les aliments de consommation humaine provenant d'animaux en bonne santé. En outre, une plateforme de données sur la résistance aux antimicrobiens dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture est actuellement mise au point, en tant que contribution à la plateforme du Système tripartite (OMS/FAO/OIE) de surveillance intégrée de la résistance aux antimicrobiens et de l'utilisation d'agents antimicrobiens (TISSA).

La FAO a aidé les pays à élaborer et à mettre en œuvre des plans d'action nationaux multisectoriels fondés sur le principe «Un monde, une santé» aux fins de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens en s'appuyant sur une approche de gestion progressive. Cette approche a été expérimentée dans quatre pays (Belgique, Ghana, Kenya et Tadjikistan), et devrait également être mise à l'essai dans d'autres pays en Amérique latine, en Asie centrale et en Afrique du Nord.

Un fonds fiduciaire multipartenaires aux fins de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens a été créé et lancé en 2019 pour financer la mise en œuvre du protocole d'accord entre la FAO, l'OIE et l'OMS, en collaboration avec le PNUE. Il s'agit d'une initiative stratégique, interinstitutions et

multipartenaires, qui invite les pays, les fondations, les institutions financières et le secteur privé à mobiliser les fonds nécessaires à la mise en œuvre des activités de lutte contre la résistance aux antimicrobiens dans l'optique de l'approche «Un monde, une santé».

Principaux enseignements

222. Le programme stratégique (PS) 5, qui a pris en compte au fil des ans l'importance que revêtent, pour les praticiens de la sécurité alimentaire et du développement et les partenaires en ressources, la production de connaissances et la collecte et l'échange de données sur les interventions de renforcement de la résilience s'est concentré sur ce domaine. La nouvelle plateforme de partage des connaissances sur la résilience (KORE) facilite la gestion interne et externe des connaissances sur les situations d'urgence et la résilience dans les systèmes agroalimentaires. Les fonctions externes de la plateforme sont assurées par un site web spécialisé qui publie des mises à jour électroniques trimestrielles destinées à une communauté de praticiens toujours plus nombreuse. En étroite collaboration avec des partenaires, les équipes de la FAO et les bureaux de pays, les membres de la plateforme ont organisé 33 webinaires internes et externes. Ils tirent également profit de son rôle d'intermédiaire en contribuant à divers ateliers et forums d'échange de connaissances, à l'élaboration de lignes directrices ainsi qu'à la description des bonnes pratiques qui permettent de collecter des données sur les interventions fondées sur l'analyse du contexte pour mieux lutter contre les crises alimentaires.

223. Au cours de l'exercice biennal, la FAO a mis la priorité sur le renforcement des capacités en matière de préparation aux situations d'urgence, consciente du fait qu'une meilleure préparation interne permet aux autorités nationales et aux parties prenantes de réagir plus efficacement aux crises afin de réduire les effets des risques inhérents aux secteurs agroalimentaires. En 2018-2019, l'Organisation a analysé l'état de préparation aux situations d'urgence de 140 bureaux de pays. Elle a également effectué une analyse plus détaillée de 28 bureaux de pays, notamment ceux des pays à haut risque. Suite à ces analyses, et dans le cadre du PS 5, six formations fondées sur des simulations à la préparation aux situations de crise et aux interventions d'urgence ont été élaborées et dispensées dans les régions d'Asie, d'Afrique de l'Est, d'Afrique australe, du Proche-Orient et d'Afrique du Nord. Environ 150 personnes, dans 41 bureaux de la FAO, ont bénéficié d'une formation novatrice et sur mesure faisant appel à des exercices de simulation.



OBJECTIF 6: Qualité technique, statistiques et thèmes transversaux (changement climatique, parité hommes-femmes, gouvernance, nutrition)

Qualité et intégrité des activités techniques et normatives de l'Organisation (Résultante 6.1)

224. La qualité et l'intégrité des activités techniques et normatives de l'Organisation sont essentielles à une mise en œuvre efficace du Cadre stratégique, et sont évaluées à l'aide d'un indicateur de performance clé qui mesure la qualité de l'encadrement technique assuré par la FAO, au moyen de deux enquêtes anonymes. La première de ces enquêtes s'adresse aux délégués participant aux comités techniques de la FAO, et permet d'atteindre un large éventail de parties prenantes, notamment des Représentants permanents, d'autres fonctionnaires et décideurs des ministères compétents et des acteurs non étatiques. La deuxième s'adresse au personnel concerné de la FAO.

Réalisations

225. S'agissant de l'exercice biennal 2018-2019, 70,3 pour cent des personnes interrogées se sont déclarées satisfaites de la qualité de l'encadrement technique assuré par la FAO (indicateur de performance clé 6.1.A).

226. Les réalisations dans les domaines technique et normatif ont en outre bénéficié d'une contribution du Fonds multidisciplinaire, qui a fourni des moyens de répondre aux enjeux émergents et a favorisé de nouvelles approches et des innovations propres à permettre de trouver des solutions adaptées à des environnements en évolution, dans le cadre d'initiatives concertées des programmes stratégiques et des bureaux décentralisés (section II.D).

Points saillants

227. Les 16 réseaux techniques, qui couvrent un vaste éventail de disciplines et de thèmes, ont été renforcés et ont continué d'offrir une plateforme propice à la mise en commun des informations techniques et des normes à tous les échelons de l'Organisation, laquelle a permis de recenser les bonnes pratiques et d'uniformiser les politiques et les approches. Les réseaux techniques ont aussi constitué un moyen de collaborer avec les universités, le secteur privé, le système des Nations Unies et les institutions financières internationales. Les experts de la FAO, en collaboration avec ceux de ces organisations partenaires, en particulier les organismes ayant leur siège à Rome, ont partagé leur expérience en matière de recherches, de programmes ou de projets dans de multiples contextes et de nombreux pays.

228. Les comités techniques (Comité des pêches, Comité des forêts, Comité de l'agriculture, Comité des produits) ont tenu leurs sessions biennales, et ont abordé des thématiques transversales en rapport avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les ODD, les systèmes alimentaires, le changement climatique et la biodiversité. Ils ont par ailleurs examiné et adopté des orientations et des produits normatifs pertinents, comme les 10 éléments de l'agroécologie, le Code de conduite sur l'utilisation et la gestion durables des engrais et les Directives volontaires sur le marquage des engins de pêche.

229. Sept publications phares ont été produites durant l'exercice biennal: *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2019*, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018*, *La Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2018*, *La Situation des forêts du monde 2018*, *La Situation des marchés des produits agricoles 2018*. Chacun de ces rapports est sous-tendu par une analyse des ODD, au moyen d'un suivi d'un large éventail d'indicateurs de ces objectifs et d'une étude des liens entre leurs cibles. Les éléments réunis dans ces produits axés sur les connaissances ont joué un rôle déterminant en ce qui concerne la participation de la FAO aux

grands forums internationaux sur les politiques et permettent d'évaluer précisément les progrès accomplis à l'échelle mondiale dans la concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le suivi de l'impact et de la diffusion des produits de la FAO axés sur les connaissances a été réalisé en collaboration avec Altmetric.

230. La FAO a contribué de manière active aux principaux forums mondiaux sur les politiques liés à son mandat. Plus précisément, l'Organisation a joué un rôle important dans les Conférences des Parties, en particulier dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, dans le forum politique de haut niveau pour le développement durable et les processus y afférents, et dans le Pacte mondial des Nations Unies sur les migrations. La FAO a également fourni des contributions et des avis fondés sur des éléments concrets pour l'amélioration des politiques lors du Sommet du Secrétaire général des Nations Unies sur les changements climatiques, et lors du G20 et du G7 (6.1.2).

Principaux enseignements

231. Les liens ténus entre la théorie générale du changement qui sous-tend la résultante 6.1 et les produits connexes font qu'il est difficile de procéder à des mesures et à un suivi au moyen d'un simple indicateur de performance clé. Un examen de la méthode de mesure utilisée pour évaluer la qualité et l'intégrité des activités techniques et normatives de l'Organisation sera réalisé dans le contexte de l'élaboration du nouveau cadre stratégique.

Qualité et utilisation des statistiques de la FAO à l'appui de la prise de décisions fondées sur des éléments concrets (résultante 6.2)

232. Des données statistiques de grande qualité sont essentielles à l'élaboration et au ciblage de politiques visant à diminuer la faim, la malnutrition et la pauvreté rurale. Elles sont également essentielles à la promotion d'une utilisation durable des ressources naturelles. Les actions menées au titre de la présente résultante sont axées sur le renforcement des capacités des pays à collecter, analyser et diffuser des données et à les utiliser à l'appui des processus décisionnels. Elles reposent sur la gouvernance interne de la statistique, laquelle relève du Bureau du Statisticien en chef (OCS), appuyé par le Groupe de travail interdépartemental sur les statistiques, et comprend l'adoption de normes statistiques à l'échelle de l'Organisation et l'examen de leur mise en œuvre, afin d'assurer l'harmonisation, la qualité et l'intégrité des activités techniques et normatives de la FAO.

Réalisations

233. Le suivi des réalisations relevant de la résultante 6.2 fait appel à deux indicateurs de performance clés. L'indicateur 6.2.A mesure la capacité des pays à suivre les résultantes liées au développement, évaluant la proportion des indicateurs des ODD placés sous la responsabilité de la FAO qui font l'objet de rapports au niveau national, conformément aux Principes fondamentaux de la statistique officielle. La proportion moyenne d'indicateurs des ODD dont la FAO est l'organisation responsable figurant dans les rapports des pays a augmenté, passant de 32 pour cent en 2018 à 43 pour cent en 2019. Un certain nombre de mesures interdépendantes ont conduit à ce résultat. Tout d'abord, par sa participation active au Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, la FAO a veillé pied à pied à ce que les méthodes applicables aux 21 indicateurs des ODD placés sous sa responsabilité soient mises au point et approuvées, ce qui explique que ces indicateurs soient aujourd'hui classés en catégorie I ou II. L'approbation officielle par le Groupe d'experts des méthodes applicables aux indicateurs des ODD a permis que les pays commencent à rendre compte de ces indicateurs, ce qui a révélé du même coup la nécessité d'un renforcement des capacités sur ce point.

234. L'indicateur 6.2.B mesure l'amélioration qualitative des processus et des produits statistiques de la FAO en évaluant la part d'entre eux qui peut être notée comme étant de bonne qualité, car conforme au cadre d'assurance qualité des statistiques de la FAO. Les données collectées au moyen de l'enquête sur l'évaluation de la qualité et la planification servent à évaluer si les activités

statistiques de la FAO observent les principes du cadre d'assurance qualité des statistiques, et donc à établir l'indicateur de performance clé 6.2.B.

235. La prochaine enquête complète sur l'évaluation de la qualité et la planification étant prévue pour fin 2021, le rapport sur l'indicateur 6.2.B repose sur une enquête «allégée», axée sur un plus petit ensemble d'activités de collecte de données effectuées à la FAO. Sur les 61 activités recensées, 54 ont obtenu un score moyen supérieur à 0,6, soit un résultat supérieur à la cible qui avait été retenue pour l'exercice biennal. Ces résultats témoignent d'une amélioration à la fois de la qualité des processus statistiques de la FAO et des produits correspondants.

Points saillants

236. Les efforts considérables déployés durant l'exercice biennal 2018-2019 pour parachever les méthodes applicables aux 21 indicateurs des ODD dont la FAO est l'organisation responsable ont permis que ceux-ci soient dûment approuvés par le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, ce qui en fait des normes internationales. En outre, 67 nouvelles normes/directives techniques relatives aux statistiques ont été publiées, dont 27 normes techniques mettant à jour la méthode d'établissement des indicateurs des ODD placés sous la responsabilité de la FAO; 13 nouvelles normes statistiques visant à harmoniser les processus statistiques internes et 21 directives et rapports techniques, produits dans le cadre de la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales, dans le but de renforcer les capacités statistiques des pays.

237. Au cours de l'exercice biennal, les travaux de révision du Système harmonisé de désignation et de codification de marchandises⁴² se sont poursuivis, la proposition de la FAO pour la COICOP⁴³ a été retravaillée et l'extension de la Classification centrale de produits aux pesticides a été définie. Les structures de données des trois domaines des pêches ont été approuvées, la Classification statistique internationale type des bateaux de pêche et la Classification statistique internationale type des animaux et plantes aquatiques ont été approuvées et les facteurs de conversion des produits forestiers ont été actualisés. Parmi les initiatives menées par la FAO pour améliorer la qualité des données nationales figurent la publication «*Main results and metadata by country*» et le volume 2 des directives opérationnelles applicables au Recensement mondial de l'agriculture 2020⁴⁴, ainsi que les travaux méthodologiques continus de documentation des recensements agricoles dans le monde (produits 6.2.1 et 6.2.3).

238. Le soutien apporté aux instituts nationaux de statistique a été intensifié et le Bureau du Statisticien en chef a poursuivi la mise en œuvre d'une stratégie intégrée de renforcement des compétences destinée à asseoir le suivi des ODD. Sur la période 2018-2019, 27 pays ont reçu une assistance technique directe sur les indicateurs des ODD dont la FAO est l'organisation responsable, tandis que 188 pays⁴⁵ participaient à 12 ateliers de formation régionaux visant à renforcer leur capacité à rendre compte de ces objectifs. En outre, 15 cours de formation en ligne abordant 18 indicateurs ont été mis à disposition sur la plateforme d'apprentissage électronique de la FAO, y compris 9 versions en différentes langues. Au cours de l'exercice biennal, les statisticiens régionaux de la FAO ont assisté à plusieurs sessions de formation sur les indicateurs des ODD, organisées dans leurs régions respectives pour renforcer leurs capacités dans ce domaine.

239. Pour doper la capacité des pays à rendre compte des déficits de données sur les méthodes relatives aux indicateurs des ODD, la FAO a mis en œuvre une stratégie intégrée assortie de nombreuses initiatives de développement des capacités. Une aide au renforcement des capacités en matière de recensements et d'enquêtes agricoles conformes aux nouvelles normes du Recensement mondial de l'agriculture 2020 a également été fournie à 35 pays. La première phase de la Stratégie

⁴² Système harmonisé (SH).

⁴³ Nomenclature des fonctions de la consommation individuelle (COICOP).

⁴⁴ Y compris des versions en arabe, en chinois et en russe.

⁴⁵ Il est possible que certains pays aient été comptés plusieurs fois, s'ils ont participé à plusieurs activités de renforcement des capacités.

mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales a été menée à bien et une deuxième phase a été approuvée par le Comité directeur de la stratégie mondiale. Le programme d'enquête agricole et rurale intégrée (AGRISurvey) s'est poursuivi, et 8 pays ont reçu une assistance technique sur les méthodes correspondantes en 2018, grâce au soutien de l'USAID et de la Fondation Bill et Melinda Gates. En 2019, 11 pays ont été accompagnés dans la conception et la mise en œuvre d'un programme d'enquête sur mesure visant à accélérer la production et l'utilisation de données ventilées de haute qualité sur les dimensions techniques, économiques, environnementales et sociales des exploitations agricoles (produit 6.2.2).

240. La base de données FAOSTAT a enregistré plus de 1,7 million de visiteurs en 2019, soit une hausse de 3,3 pour cent par rapport à 2018. Une méthode d'évaluation de la satisfaction des utilisateurs de FAOSTAT a été définie, fondée sur les principes applicables du cadre d'assurance qualité des statistiques. Au total, 81 pour cent des utilisateurs se sont déclarés satisfaits de la qualité générale de la base de données, 61 pour cent se déclarant même pleinement satisfaits. La page web de l'Organisation relative aux statistiques et le portail des ODD ont été redessinés, et la gouvernance, les données, les normes, les services et les produits statistiques de la FAO ont été diffusés par l'intermédiaire du portail de la coordination des statistiques. À cela s'ajoute la publication de différents guides statistiques de poche et du rapport *Produits forestiers mondiaux – Faits et chiffres 2018* (en anglais seulement).

241. Au cours de l'exercice biennal 2018-2019, le Groupe de travail interdépartemental sur les statistiques a approuvé 16 nouvelles normes statistiques, qui vont améliorer la qualité et la cohérence des données produites par la FAO. La statistique a été intégrée dans le cycle des projets de la FAO et des mesures ont été prises pour améliorer et rationaliser la planification et le contrôle des statistiques à l'échelle de l'Organisation dans l'ensemble du Cadre stratégique. De plus, l'enquête sur l'assurance qualité et la planification de 2018 a fait état de 208 activités statistiques, soit une augmentation de 10 pour cent par rapport à 2016, particulièrement sensible dans le nombre d'activités rapporté par les bureaux régionaux. L'enquête «allégée» sur l'assurance qualité et la planification menée à la fin de 2019 a montré une amélioration de la qualité des processus statistiques de la FAO et des produits correspondants (produit 6.2.4).

Principaux enseignements

242. L'ampleur des réalisations enregistrées au titre de la résultante 6.2 résulte du travail considérable accompli à l'échelle de l'Organisation avec le soutien du Groupe de travail interdépartemental sur la statistique, de la cellule technique et du Sous-Groupe chargé des indicateurs relatifs aux ODD.

243. Parmi les réalisations les plus notables de l'exercice biennal, il faut citer l'élan exceptionnel qui a permis d'élaborer de nouvelles méthodes applicables aux indicateurs des ODD placés sous la responsabilité de la FAO, et l'énergie qui a été investie dans un programme intensif de renforcement des capacités afin que l'on soit prêt à soutenir les pays dans la mise en œuvre de ces nouvelles méthodes. La possibilité de mener autant d'activités d'assistance technique au cours du nouvel exercice biennal dépendra des fonds de l'organisation disponibles pour compenser les difficultés à mobiliser des ressources auprès des donateurs lorsque celles-ci sont destinées à financer des activités de renforcement des capacités statistiques.

Services de qualité et approches cohérentes permettant de travailler sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, qui débouchent sur un renforcement des capacités des pays en matière de formulation, de mise en œuvre et de suivi des politiques et programmes qui donnent des possibilités égales aux femmes et aux hommes (résultante 6.3)

244. Les femmes jouent un rôle crucial dans l'agriculture et dans les systèmes alimentaires à l'échelle mondiale, aussi est-il essentiel de parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes vivant en milieu rural si l'on veut atteindre un monde libéré de la faim, de la malnutrition et

de la pauvreté et réaliser ainsi le mandat de la FAO tout en contribuant à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD). Conformément à l'engagement de ne faire aucun «laissé pour compte», qui est l'un des moteurs de la mise en œuvre du Programme 2030, la FAO dispense aux pays Membres des conseils techniques propres à renforcer les capacités dont ces pays ont besoin pour formuler et appliquer des politiques, des stratégies et des programmes qui tiennent compte des femmes et qui permettent ainsi aux femmes et aux hommes de tirer profit à égalité de l'agriculture et du développement rural.

245. La parité hommes-femmes est abordée dans le Cadre stratégique sous la forme d'un thème transversal, pour faire en sorte que les programmes stratégiques intègrent systématiquement des services de qualité et des stratégies et des approches cohérentes permettant de travailler à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Pour donner souffle et cohérence aux travaux intéressant la parité, l'Organisation s'appuie sur une équipe de spécialistes de cette question, au Siège et dans les cinq bureaux régionaux, ainsi que sur plus de 200 points de contact pour les questions de parité hommes-femmes.

Réalisations

246. Les progrès accomplis dans la réalisation de cette résultante sont mesurés au moyen des deux indicateurs de performance clés:

247. Indicateur 6.3.A. Suit la mise en œuvre des 15 normes minimales applicables à l'intégration des questions de parité et aux interventions visant spécifiquement des femmes, telles que définies dans la Politique de la FAO sur l'égalité des sexes. En 2019, la FAO est parvenue à mettre en œuvre de façon systématique 13 de ces 15 normes. L'Organisation a continué d'enregistrer de bons résultats dans de nombreux domaines, tels que l'apprentissage et le renforcement des capacités du personnel (norme 9); la collecte et la diffusion de données ventilées par sexe (normes 1 et 2); et la formulation et la mise en œuvre de projets (normes 7 et 15). L'application systématique de la norme 6 nécessitera que les bureaux décentralisés et les divisions techniques évaluent périodiquement le niveau d'intégration de la question de la parité hommes-femmes dans leurs activités. L'adoption de la norme 14 sur le suivi des ressources financières demeure à la traîne. Pour plus de détails sur la mise en œuvre des normes minimales de la Politique, voir l'*annexe 3*.

248. Indicateur 6.3.B. Mesure la mise en œuvre des 17 indicateurs de performance définis dans la deuxième version, lancée en 2018, du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP 2.0). Le plan d'action ONU-SWAP 2.0 a introduit de nouveaux indicateurs et mis à jour les indicateurs existants, établissant des normes que tous les organismes des Nations Unies doivent adopter. À la fin de 2019, la FAO atteignait ou dépassait 15 de ces indicateurs, soit une nette avance sur la cible biennale, initialement fixée à 10. Un compte rendu détaillé des progrès accomplis par la FAO dans la mise en œuvre des indicateurs ONU-SWAP est également fourni à l'*annexe 3*.

249. Les résultats obtenus par rapport à ces deux indicateurs de performance clés confirment que la FAO est parvenue à maintenir en place des mécanismes institutionnels efficaces d'intégration des considérations de parité hommes-femmes et à renforcer les capacités du personnel permettant de soutenir les initiatives des pays. Venant s'ajouter à la Politique et au plan d'action ONU-SWAP, l'Évaluation des activités de la FAO en matière de parité hommes-femmes⁴⁶ a fourni un cadre essentiel pour asseoir les travaux sur ce thème dans toute l'Organisation. Conformément à la recommandation formulée à l'issue de cette évaluation et par le Comité du Programme, la Politique sur l'égalité des sexes est en cours de mise à jour et un Plan d'action est élaboré pour une diffusion en 2020.

⁴⁶ PC 126/4; PC 126/4 Sup.1; CL 161/3; CL 161/REP.

250. La FAO a également revu sa stratégie de renforcement des capacités. Depuis 2018, l'équipe chargée de la parité hommes-femmes a organisé et lancé plus de 80 initiatives de formation du personnel, dont 70 pour cent au niveau régional et au niveau des pays, ciblant particulièrement les points de contact pour les questions de parité hommes-femmes.

251. Cette mise à niveau des capacités du personnel et des mécanismes institutionnels d'intégration des questions de parité a posé les bases d'un renforcement de l'appui technique apporté aux pays Membres.

Points saillants

252. *Développement de la base de données factuelles sur la parité hommes-femmes dans l'agriculture et en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.* Durant l'exercice biennal, la FAO a soutenu la production de données ventilées par sexe et la diffusion d'analyses sexospécifiques. À la fin de 2019, l'Organisation avait produit 32 nouvelles évaluations de l'égalité des sexes par pays. Les partenaires internationaux et les organismes des Nations Unies font de plus en plus souvent appel à ces évaluations dans leur programmation par pays. Ainsi, en Indonésie, l'évaluation de l'égalité des sexes a éclairé la préparation du bilan commun de pays et du plan-cadre des Nations Unies pour la coopération au service du développement durable⁴⁷. S'appuyant sur les données ventilées par sexe dont elle disposait, la FAO a également élaboré et diffusé des rapports régionaux, tels que *Latin America and the Caribbean Regional Overview of Food Security and Nutrition* (2018) ou *Ne laisser personne de côté: Autonomiser les femmes rurales africaines pour relever le défi Faim zéro et assurer une prospérité partagée* (2018). La FAO a fourni des outils et des méthodes mis à niveau et a veillé à la conception de près de 50 recensements et enquêtes tenant compte des questions de parité hommes-femmes. Plus de 50 pays ont reçu des conseils techniques visant à renforcer les capacités nationales nécessaires pour rendre compte des progrès mesurés au moyen des indicateurs 5.a.1 et 5.a.2 de l'ODD 5, sur l'accès des femmes aux terres agricoles et sur leurs droits de propriété ou d'occupation foncière, dont la FAO est l'organisme responsable.

253. *Production de connaissances.* En partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies, des partenaires de développement internationaux et nationaux, et des établissements de recherche, la FAO a élaboré et diffusé plusieurs produits axés sur les connaissances. Entre autres, le document intitulé *Good Practices for Integrating Gender Equality and Women's Empowerment in Climate-Smart Agriculture Programmes* (2019), rédigé conjointement par la FAO et CARE International. De même, le *Practical Guide for Improving Gender Equality in Territorial Issues (IGETI)* (2018) couvre les stratégies liées à la gestion des ressources en eau, à l'adaptation aux effets du changement climatique et au renforcement de la résilience. Plusieurs études de cas, décrites et analysées conjointement par la FAO, Twin & Twin Trading (Royaume-Uni) et KIT Royal Tropical Institute (Pays-Bas), ont présenté les bonnes pratiques en matière de modalités de participation des femmes aux organisations de producteurs dans la chaîne de valeur du café et du cacao. Dans le cadre de l'Initiative *Gender Partnership* du Fonds pour l'environnement mondial, la FAO a contribué à l'élaboration du cours en ligne gratuit sur la parité hommes-femmes et l'environnement ([Open Online Course on Gender and the Environment](#), en anglais seulement) et à la rédaction du document de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification intitulé *A manual for gender-responsive land degradation neutrality transformative projects and programmes*. Dans la région Asie et Pacifique, la FAO, en partenariat avec la CESAP, ONU-Femmes et l'UNICEF⁴⁸, a produit deux publications détaillées sur les questions de parité dans la région, à savoir *Pathways to Influence: Promoting the Role of Women's Transformative Leadership to Achieve the SDGs in Asia and the Pacific* (2019) et *Girls Count: Girls' Rights and Gender Data in Asia-Pacific* (2019), contribuant au processus Beijing+25 dans cette région.

⁴⁷ Plan-cadre des Nations Unies pour la coopération au service du développement durable.

⁴⁸ Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP); Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

254. *Partage de connaissances et renforcement des capacités.* Au Népal, on a renforcé les capacités nationales nécessaires pour agir à la jonction entre parité et technologie dans l'agriculture, tandis qu'au Pakistan des interlocuteurs nationaux étaient formés aux outils et aux stratégies applicables aux questions de parité, de changement climatique et de renforcement de la résilience. La FAO s'est associée à l'ANASE⁴⁹ pour développer les capacités des ministères sectoriels à intégrer les questions de parité dans les stratégies d'agriculture et de développement rural. Des interventions ciblées ont été menées en Azerbaïdjan, en Serbie, en Bosnie-Herzégovine, en Moldova, en Turquie, en Ukraine et en Ouzbékistan, ainsi qu'en Mongolie et à Sri Lanka. La FAO a noué un partenariat stratégique avec l'Organisation des femmes arabes pour aider les décideurs publics et les statisticiens à promouvoir l'utilisation des TIC⁵⁰ et d'autres technologies innovantes par les femmes rurales d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Dans la région Afrique, la FAO a consolidé la mise en œuvre des clubs DIMITRA⁵¹ par un programme cohérent de renforcement des capacités. Avec plus de 75 sessions de formation organisées au Burkina Faso, en République démocratique du Congo, au Mali, au Niger et au Sénégal, le programme a ciblé les partenaires d'exécution de la FAO au niveau des pays et réussi à former plus de 1 800 personnes (dont 60 pour cent de femmes).

255. *Sensibilisation et dialogue sur les politiques.* La FAO a été désignée comme l'organisation chef de file des Nations Unies pour les questions de parité hommes-femmes dans l'agriculture. En collaboration avec le FIDA, le PAM⁵² et le Gouvernement espagnol, la FAO est parvenue à ajouter dans le programme de travail pluriannuel du CSA⁵³ un axe de travail sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. L'Organisation a apporté son concours à des partenaires et des groupes de négociation aux fins de renforcer les engagements spécifiquement liés à la problématique hommes-femmes dans les accords environnementaux multilatéraux, y compris la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Au niveau régional, la FAO a continué de soutenir le Réseau de parlementaires de la CEDEAO⁵⁴ sur l'égalité des sexes, l'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire, notamment en diffusant les enseignements tirés de politiques et de lois sur l'investissement dans l'agriculture au Rwanda élaborées en tenant compte de la question de la parité des sexes. En Asie, la FAO s'est investie activement dans le processus d'examen régional prévu dans la Déclaration et Programme d'action de Beijing et a contribué à élaborer la *Déclaration Asie-Pacifique sur la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes: examen de Beijing+25*. L'Organisation a également participé aux processus d'examen régional de Beijing+25 en Europe et en Asie centrale, en publiant un document d'information intitulé *Favoriser l'autonomisation des femmes pour renforcer l'agriculture* (2018) et en menant le dialogue sur les questions de parité et de changement climatique.

Principaux enseignements

256. Les progrès réalisés durant l'exercice biennal ont confirmé que la prise en compte systématique des questions de parité à la FAO requerrait une direction claire, une plus grande responsabilité ainsi que des mesures coordonnées dans l'ensemble de l'Organisation. Pour poursuivre le travail accompli jusqu'ici, il va falloir maintenir en pleine lumière ce travail autour de la parité et soutenir la détermination de chacun dans l'Organisation.

257. L'évaluation et la révision de la Politique sur l'égalité des sexes qui ont été menées en 2018 ont fait ressortir à quel point, dans le travail sur la parité, il importait de renforcer la responsabilité, et en particulier celle des équipes dirigeantes, du Siège aux bureaux décentralisés, pour créer une culture institutionnelle réceptive à cette question et obtenir des résultats constants. Parmi les

⁴⁹ Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

⁵⁰ Technologies de l'information et des communications (TIC).

⁵¹ Clubs DIMITRA – Projet participatif d'information et de communication au service des populations rurales, et notamment des femmes (FAO/Fondation Roi Baudouin).

⁵² Fonds international de développement agricole (FIDA); Programme alimentaire mondial (PAM).

⁵³ Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), voir le document publié sous la cote CSF 2019/46/7.

⁵⁴ Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

initiatives récentes témoignant de l'engagement de la direction, on peut citer la création, en 2019, du Comité des femmes, qui devrait aider l'Organisation à établir des priorités susceptibles de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, notamment dans le domaine de la parité hommes-femmes et des politiques de gestion des ressources humaines tenant compte de cette problématique.

258. Au cours du prochain exercice biennal, priorité sera donnée au renforcement et à la transposition à grande échelle des interventions réussies et des pratiques prometteuses, afin de démultiplier les résultats obtenus et d'amplifier leurs effets, en particulier au niveau des pays. Les principaux domaines d'activité prenant en compte la question de la parité porteront sur les systèmes alimentaires et les chaînes de valeur, le changement climatique et le renforcement de la résilience, ainsi que sur la fourniture de services financiers et non financiers axés sur l'innovation et l'utilisation effective des technologies qui tiennent compte des questions d'égalité des sexes.

259. La mise en œuvre du programme commun de l'UE et des organismes ayant leur siège à Rome, qui a été récemment approuvé et porte sur les approches visant à transformer les relations entre les sexes pour agir sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture, permettra de transposer à grande échelle les bonnes pratiques de la FAO et l'expérience acquise par l'Organisation en matière de stratégies sexotransformatrices. Deux nouveaux projets de mécanisme multidonateur flexible, visant les Petits États insulaires en développement (PEID) et spécifiquement axés sur l'égalité des sexes, le changement climatique et le développement des systèmes alimentaires, viendront soutenir le travail en cours et permettront d'expérimenter des approches innovantes de promotion de l'autonomisation des femmes et de développement d'une agriculture résiliente face au climat, dans l'esprit de l'Initiative Main dans la main.

260. Les normes minimales de la FAO en matière d'égalité des sexes seront pleinement conformes au plan d'action ONU-SWAP 2.0, et le Bulletin 2020/07 du Directeur général récemment publié, intitulé *FAO's accountability and commitment to gender equality*, fournit le cadre des responsabilités nécessaire au suivi de toutes les activités de la FAO liées à la parité.

Des services de qualité pour une gouvernance plus inclusive et efficace (résultante 6.4)

261. Les travaux menés dans les programmes visant la gouvernance contribuent à améliorer l'efficacité des activités d'appui aux politiques et d'assistance technique de la FAO à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Ils comprennent l'élaboration de concepts, de méthodes et de cadres, la formulation d'avis stratégiques, l'appui direct apporté aux travaux de la FAO dans les pays, et les moyens renforçant les éclairages de la FAO sur les politiques et la gouvernance dans les principaux mécanismes de gouvernance mondiaux.

262. Les résultats sont mesurés à l'aide d'indicateurs de performance clés (IPC), portant sur les services offerts aux grands mécanismes de gouvernance mondiaux et le rôle de chef de file exercé dans ce cadre (6.4.A), et sur le traitement des questions de gouvernance dans les programmes nationaux et régionaux (6.4.B).

Réalisations

263. Les résultats escomptés sur l'exercice biennal ont été intégralement obtenus et les cibles des deux indicateurs ont été atteintes, comme indiqué ci-après.

264. La FAO a continué d'exercer un rôle moteur dans les processus de gouvernance mondiaux qui s'attachent à soutenir les Membres dans la mise en œuvre des ODD (produit 6.4.1 et IPC 6.4.A). On peut ainsi citer, en 2018, les contributions apportées et la force mobilisatrice exercée par la FAO afin d'amener les organismes des Nations Unies à s'engager en faveur d'un appui aux politiques en profitant du suivi et de l'examen du Programme 2030, du processus de réforme des Nations Unies et du document stratégique à l'échelle du système des Nations Unies pour le repositionnement du système de développement des Nations Unies. En 2019, la FAO a contribué à l'élaboration de plusieurs documents complémentaires à l'échelle du système des Nations Unies, dont ceux sur

l'analyse commune de pays et la transformation économique. La plateforme de la FAO réunissant données et analyses est en cours de développement et permettra d'assurer un soutien plus ciblé des politiques alimentaires et agricoles, de l'innovation, de l'investissement et du changement institutionnel. Elle servira également à fournir des informations à l'Initiative Main dans la main et au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, à soutenir les bureaux régionaux et les bureaux de pays dans la préparation des analyses communes de pays et à veiller à ce que les contributions de la FAO aux priorités des pays concernant les ODD, en particulier les ODD 1 et 2, se retrouvent totalement dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement.

265. Les orientations stratégiques sur les questions de politique générale et de gouvernance dans les engagements de certains pays et les initiatives régionales ont contribué à l'efficacité des activités d'assistance technique et d'appui aux politiques de la FAO (produit 6.4.2 et IPC 6.4.B). Sur l'exercice biennal 2018-2019, les travaux en matière de gouvernance ont contribué aux cinq programmes stratégiques, notamment: gestion durable de l'eau au Maroc (PS 2), coordination intersectorielle au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Tchad (PS 1), transformation de l'agriculture en Malaisie (PS 4) et utilisation du Programme 2030 pour aborder les questions d'alimentation et d'agriculture en Colombie, au Mali et au Soudan (PS 2, PS 3). En 2019, on a redoublé d'effort pour élaborer des concepts et des méthodes permettant de recenser et d'analyser les principaux problèmes en matière de gouvernance et d'économie politique dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, et pour renforcer ainsi l'intégration de l'assistance technique et de l'appui aux politiques apportés par la FAO. En collaboration avec l'équipe chargée du programme stratégique 5, la FAO a publié un document de travail intitulé *Governance challenges for disaster risk reduction and climate change adaptation convergence in agriculture* (2019).

Points saillants

266. La FAO a prêté son concours pour cadrer et prioriser les débats sur les ODD lors des sessions de tous les comités techniques⁵⁵, et a aidé à harmoniser les cadres régionaux de développement (comme l'Agenda 2063 de la Commission de l'Union africaine) et le Programme 2030. L'Organisation a participé activement, fournissant concepts, informations et analyses, aux travaux du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, et notamment à l'élaboration des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition. Sous l'égide de l'équipe chargée du PS 4, la FAO a joué un rôle moteur dans une série de partenariats noués avec des organismes des Nations Unies et d'autres entités, comme les Alliances pour l'action avec le Centre du commerce international, et le Réseau de financement et d'investissement en faveur des petites et moyennes entreprises agricoles et de l'agriculture paysanne (SAFIN), hébergé par le FIDA, qui comprend plus de 40 partenaires de financement et d'investissement. Ces partenariats permettent d'échanger des connaissances et de se mettre au diapason pour promouvoir un investissement coordonné et transposé à grande échelle dans les chaînes de valeur et le développement des territoires où prédominent l'agriculture, l'aquaculture, la pêche, le pastoralisme et la foresterie exercés à une échelle familiale. La FAO a dirigé également l'élaboration du Rapport du Secrétaire général sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition⁵⁶.

267. Si l'on se penche sur le bilan au niveau pays, la FAO, dans le cadre du programme FIRST, a aidé le Gouvernement du Tchad à renforcer le Système d'information sur la sécurité alimentaire et d'alerte précoce (SISAAP) et à se procurer les ressources financières nécessaires pour faire fonctionner ce système efficacement et fournir sans délai des informations fiables aux décideurs publics, ce qui comprenait la formation des parties prenantes nationales au dialogue sur les politiques et l'animation de débats entre acteurs clés.

⁵⁵ Comité de l'agriculture, Comité des produits, Comité des pêches et Comité des forêts.

⁵⁶ A/74/237.

268. En Malaisie, en collaboration avec la Banque mondiale, la FAO a élaboré des études fondées sur des données factuelles, qui démontraient l'utilité des petits producteurs agricoles dans les transformations agricole et structurelle du pays. Dans le contexte du programme conjoint de l'UE et de la FAO, FIRST, l'examen de 20 évaluations de l'efficacité des politiques a servi de base à un document d'analyse intitulé *Governance and political economy issues in the implementation of food, nutrition and agriculture policies in FIRST countries* et a permis d'élaborer un guide méthodologique d'évaluation de la gouvernance de l'eau. L'expérience acquise et les enseignements tirés des travaux sur la cohérence des politiques et sur l'interface eau-alimentation-énergie au Maroc et en Jordanie ont fait l'objet d'un document intitulé *Managing complexity for sustainability. Experience from governance of water-food-energy nexus*, qui a été présenté lors du troisième Forum mondial de l'irrigation (Bali, septembre 2019).

269. Le Réseau technique d'appui à la gouvernance a continué de fournir au personnel de la FAO une aide technique entre pairs. Au cours de l'exercice biennal, à la demande des divisions techniques et des équipes chargées des programmes stratégiques, le Réseau a organisé plusieurs séminaires de dialogue sur la gouvernance dans différents domaines: travail intersectoriel au service des ODD; investissements agricoles chinois en Afrique; cohérence des politiques en matière de gouvernance de l'eau; et réalisation des ODD: entrer dans le vif du sujet en se focalisant sur les imbrications et les arbitrages.

Principaux enseignements

270. Les travaux menés durant l'exercice biennal 2018-2019 ont fait ressortir la nécessité d'étoffer la base de données factuelles utile aux activités de la FAO en matière de politiques et de gouvernance, en améliorant l'intégration et l'analyse des données. L'amélioration des systèmes de manipulation de données et une analytique avancée permettront de réduire le temps et l'énergie nécessaires pour obtenir rapidement des informations et des analyses adaptées aux conditions locales. Ces systèmes et cette analytique donneront une assise aux nouvelles initiatives prises à l'échelle de l'Organisation, comme l'Initiative Main dans la main et le processus préparatoire du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, et permettront de renforcer et d'amplifier la participation de la FAO au processus de réforme du système des Nations Unies et à la mise en œuvre au niveau des pays. Les approches fondées sur les systèmes de données soutiennent les éclairages de la FAO, font ressortir les interdépendances et les arbitrages entre les actions prises et aident les Membres à mieux cibler l'investissement et l'innovation ainsi que les changements d'orientation et les changements institutionnels.

271. Bien que l'analytique puisse aider à resserrer le dialogue sur les politiques autour des priorités et à en améliorer la qualité, il est tout aussi nécessaire que l'innovation institutionnelle contribue à relever les défis intégratifs mis en évidence par le Programme 2030. Le programme de l'Organisation en matière de gouvernance va devoir dépasser le stade de la coordination et des produits axés sur les connaissances pour aborder celui de l'innovation pratique sur le terrain. L'innovation au sein de l'Organisation doit aussi être le fer de lance d'une programmation et d'une planification intersectorielles plus cohérentes et efficaces de la gouvernance, pour un développement économiquement, écologiquement et socialement durable des systèmes alimentaires et agricoles.

La qualité et la cohérence des activités de la FAO en matière de nutrition sont assurées par l'intégration de la nutrition dans l'ensemble du Cadre stratégique et le renforcement de la contribution de la FAO à l'architecture mondiale de la nutrition (Résultante 6.5)

272. La FAO a intégré la nutrition – axe essentiel pour la réalisation du Programme 2030 – en tant que thème transversal dans ses programmes stratégiques, et a renforcé sa position stratégique de chef de file dans les initiatives et les mécanismes de gouvernance qui promeuvent des régimes alimentaires sains et une amélioration de la nutrition à l'échelle mondiale.

273. Les résultats au regard de la résultante 6.5 sont mesurés à l'aide de deux indicateurs de performance clés. L'indicateur 6.5.A vise à mesurer la présence de la FAO au sein de l'architecture internationale de la nutrition et sa contribution au programme mondial pour la nutrition, et l'indicateur 6.5.B, à suivre l'amélioration de la programmation par pays tenant compte de la nutrition à la FAO et à encourager le renforcement des capacités internes dans le domaine de la nutrition. La FAO a atteint la cible de ces deux indicateurs pour l'exercice biennal 2018-2019, ce qui confirme le renforcement de la qualité et de la cohérence des activités de l'Organisation en matière de nutrition.

274. La FAO a apporté une vaste contribution à l'architecture internationale de la nutrition ainsi qu'à la réalisation du programme mondial pour la nutrition, notamment en accueillant le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies, en cogérant le Secrétariat de la Décennie pour la nutrition et en participant aux processus du CSA. L'Organisation a en outre multiplié ses opérations de communication sur le suivi de la CIN2, et mis en avant le programme mondial pour la nutrition sur son site web et dans le cadre de contributions majeures à des réunions internationales.

275. Grâce à son plan d'intégration de la nutrition, la FAO a progressé dans la mise en place d'une approche des systèmes alimentaires davantage axée sur la nutrition aux niveaux national, régional et mondial. Le réseau des points focaux à l'échelle des programmes stratégiques et des bureaux décentralisés a continué d'appuyer l'intégration de la nutrition dans l'Organisation et a contribué à l'actualisation des Stratégie et vision relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition.

Points saillants

276. La FAO, dans le cadre des activités qu'elle assure conjointement avec l'OMS en tant que Secrétariat de la Décennie pour la nutrition, a continué de plaider pour le maintien de la nutrition dans les priorités des décideurs aux niveaux international et national. À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation 2019⁵⁷, la FAO et l'OMS ont travaillé à l'élaboration de principes directeurs sur *l'alimentation saine et durable*, et ont encouragé les pays à les utiliser pour étayer les politiques dans leur contexte local. La FAO a travaillé aux côtés d'autres partenaires du développement et organismes des Nations Unies à l'élaboration des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition. En juillet 2019, conjointement avec l'OMS, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'UNICEF, le PAM et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la FAO s'est engagée à accélérer la mise en œuvre des mesures visant à éliminer la malnutrition chez les enfants et a mis au point un cadre commun et une feuille de route pour le lancement d'un Plan d'action mondial des Nations Unies sur l'émaciation. Les rapports *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* de 2018 et de 2019, ainsi que le *Rapport 2018 sur la nutrition mondiale* ont présenté des données sur la faim et la malnutrition à l'échelle mondiale qui ont été utilisées pour suivre les cibles des ODD relatives à la nutrition (produit 6.5.1).

277. Au cours de l'exercice biennal 2018-2019, les activités de renforcement des capacités ont notamment porté sur la collecte, l'analyse et l'utilisation de données relatives à la nutrition pour l'élaboration des politiques, l'amélioration de la conception des mesures et programmes essentiels pour obtenir de bons résultats dans le domaine de la nutrition, ainsi que l'avancement de la gouvernance multipartite s'agissant des systèmes alimentaires urbains au service d'une alimentation saine et d'une meilleure nutrition.

278. Pour aider les pays à réaliser le suivi de la CIN2, la FAO a élaboré des documents sur les approches tenant compte de la nutrition ainsi que des modules d'apprentissage en ligne. La publication FAO-OMS *Strengthening nutrition action – A resource guide for countries based on the policy recommendations of the Second International Conference on Nutrition (ICN2) (2018)* a été conçue pour aider les pays à examiner la pertinence des 60 recommandations de mesures volontaires formulées par la CIN2 au regard des actions menées en matière de nutrition à l'échelle nationale (produit 6.5.2).

⁵⁷ Agir pour l'avenir. Une alimentation saine pour un monde #FaimZéro.

279. Les points focaux en matière de nutrition, les équipes de gestion et les bureaux décentralisés de la FAO ont contribué à mettre en lumière des possibilités d'action transversale à l'échelle des régions pour intégrer les questions nutritionnelles et renforcer la collaboration. Cette approche a favorisé la prise en compte de ces questions dans la programmation de la FAO, avec notamment l'institutionnalisation de la signalisation «nutrition», l'élaboration d'une liste de contrôle nutritionnelle pour les programmes et projets de l'Organisation, des contributions à la révision des cadres de programmation par pays (CPP) en fonction des directives relatives aux CPP et l'élaboration des nouveaux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Au total, 59 CPP sur la période 2018-2019 ont défini la nutrition comme un domaine prioritaire ou un indicateur de produit. Des directives opérationnelles et des ressources supplémentaires sur la nutrition et les systèmes alimentaires ont été ajoutées à la bibliothèque en ligne de la FAO, et des ateliers ont été organisés dans les bureaux régionaux et sous-régionaux (produit 6.5.3).

Principaux enseignements

280. L'*Évaluation de la stratégie et de la vision de la FAO relatives aux activités en matière de nutrition*⁵⁸, publiée en 2019, a mis en évidence la nécessité de revoir et de renforcer la stratégie nutritionnelle en se plaçant dans la perspective d'une agriculture et de systèmes alimentaires durables et d'une alimentation saine, et de lutter contre toutes les formes de malnutrition, en s'attachant à renforcer les capacités, notamment dans les bureaux décentralisés.

La qualité et la cohérence des activités de la FAO en matière de changement climatique sont assurées, conformément à la stratégie correspondante, par l'intégration du changement climatique dans tous les objectifs stratégiques, et par le renforcement de la contribution de la FAO à l'architecture nationale, régionale et internationale du changement climatique (résultante 6.6)

281. Les activités de la FAO sur le changement climatique sont évaluées à l'échelle de l'Organisation au moyen des indicateurs de performance clés de la résultante 6.6, et la Stratégie de la FAO relative au changement climatique fournit un cadre de résultats détaillé qui donne des informations complémentaires sur les produits à réaliser au titre de ses trois résultantes. La Stratégie relie les différentes actions menées par la FAO en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets. Le thème retenu par la FAO pour l'exercice biennal 2018-2019, *Le changement climatique et ses incidences sur les travaux et les activités de la FAO*, a en outre donné lieu à de nouveaux débats sur le changement climatique lors des sessions des conférences régionales et des comités techniques tenues en 2018. Le rôle de l'agriculture dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets a pris de l'importance au cours des dernières années, notamment après la décision relative à l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture adoptée lors de la COP 23, en novembre 2017.

282. Sur la période 2018-2019, la FAO a continué de jouer un rôle de chef de file sur le plan technique en renforçant les capacités nationales à traiter de front les questions relatives au changement climatique et à l'agriculture. Le nombre de pays bénéficiant d'un appui pour la mise en œuvre et le perfectionnement des composantes agricoles des contributions déterminées au niveau national (CDN) est passé de 55 en 2018 à 98 fin 2019. La FAO a aidé 28 de ces pays à mettre en œuvre des projets proposés par des mécanismes internationaux de financement de l'action climatique, tels que le Fonds vert pour le climat ou l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence, menée par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

283. La FAO a également renforcé l'intégration de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche dans les mécanismes de gouvernance internationaux et régionaux, notamment en participant à 30 instances de débat sur les politiques, le financement et les questions techniques liés à l'action climatique (dépassant ainsi la cible biennale fixée à 24). Par son rôle moteur dans ces espaces de dialogue, la FAO a augmenté l'attention portée à l'agriculture et à la sécurité

⁵⁸ PC 126/3; PC 126/3 Sup.1; CL 161/3; CL 161/REP.

alimentaire dans le programme d'action international pour le climat, a appuyé l'intégration des secteurs agricoles dans les instruments internationaux utilisés pour lutter contre le changement climatique, et a facilité la définition et l'adoption d'options de mise en œuvre pour les actions climatiques liées à l'agriculture.

284. De plus amples informations sur les progrès accomplis au regard du cadre de résultats de la Stratégie en matière de changement climatique sont données à l'*annexe 4*.

Points saillants

285. Dans le cadre du programme «Intégrer l'agriculture dans les plans nationaux d'adaptation», la FAO a aidé 11 pays à élaborer leur PNA et à le relier aux CDN. En outre, 68 pays ont reçu un appui pour la mise en œuvre de leurs CDN dans le cadre des engagements pris au niveau national par le Partenariat sur les CDN, du CAEP (Climate Action Enhancement Package), du Groupe de travail thématique sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'utilisation des sols, de projets menés au titre de l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence, notamment en matière d'assurance qualité, et dans le cadre du nouveau projet d'adaptation de l'agriculture au changement climatique, grâce au Projet d'atténuation du changement climatique dans l'agriculture.

286. Un appui à l'adaptation aux effets du changement climatique et à la réduction des risques de catastrophe a été apporté à 25 pays, notamment dans les domaines suivants: renforcement des capacités d'évaluation des risques et de la vulnérabilité, évaluation détaillée des risques au niveau national, programme de formation sur les services agroclimatiques, mise en œuvre de bonnes pratiques aux fins de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation, élaboration de propositions de projet et stratégie nationale d'adaptation aux effets du changement climatique.

287. Sur la période 2018-2019, la FAO a contribué à l'élaboration d'un certain nombre de propositions de préparation au Fonds vert pour le climat, et 19 d'entre elles ont débuté, dans 18 pays; un projet à grande échelle a été lancé en El Salvador en 2019 à l'appui de la mise en œuvre des CDN; l'accès de 7 pays aux financements du FEM a été facilité dans le cadre de l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence (pour un montant total de plus de 6,5 millions d'USD); et un projet mondial a été approuvé pour aider les pays à renforcer leurs capacités à accroître la transparence dans le secteur forestier (1,6 million d'USD).

288. Au total, le projet «National Land Monitoring and Information System for a Transparent NDC Reporting» (système national d'information et de suivi des terres pour l'établissement de rapports transparents sur les CDN) a aidé 24 pays à collecter des données sur les activités pertinentes pour les inventaires de gaz à effet de serre, en suivant les dernières indications et directives du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), en vue de leur communication à la CCNUCC. La FAO a apporté des contributions importantes aux rapports spéciaux publiés par le GIEC en 2019, à savoir *The Ocean and Cryosphere in a Changing Climate* (Rapport spécial sur les océans et la cryosphère dans le contexte du changement climatique) et *Climate Change and Land* (Changement climatique et terres émergées).

289. Le rôle central joué par la FAO sur la scène internationale en ce qui concerne les questions climatiques a été de plus en plus reconnu au cours des deux dernières années, en particulier en raison de sa participation et de ses contributions notables aux réunions ayant précédé la COP, à la COP 24 et à la COP 25 de la CCNUCC et aux sessions des organes subsidiaires, à l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture et au Sommet Action Climat du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Lors de la COP 24 et de la COP 25, la FAO a organisé plus de 200 manifestations parallèles, ou a contribué à leur réalisation, et a appuyé les négociateurs chargés des questions agricoles. La FAO jouit d'une grande reconnaissance en tant que partie prenante clé et source de connaissances dans la mise en œuvre de la feuille de route de Koronivia. Avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, l'Organisation a en outre organisé des manifestations parallèles sur le changement climatique et la sécurité alimentaire à l'occasion des quarante-cinquième et quarante-sixième sessions du CSA. Sa participation aux réunions du Conseil et aux dialogues

structurés du Fonds vert pour le climat lui ont également permis de mettre en avant son avantage comparatif et de collaborer avec des partenaires sur le financement de l'action climatique.

Principaux enseignements

290. Les travaux de la FAO sur le changement climatique se sont fortement intensifiés au cours des deux dernières années, à la faveur de la prise de conscience croissante par les membres des effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire et sur le problème de la faim, et du rôle joué par le secteur agricole en tant que source de gaz à effet de serre. La FAO a considérablement augmenté son soutien aux pays, au moyen de nouveaux projets financés par des mécanismes internationaux de financement de l'action climatique – le portefeuille de financement des actions climatiques et environnementales s'élève actuellement à 1,3 milliard d'USD – et dans le cadre de processus comme le Partenariat sur les CDN. L'un des principaux enseignements tirés de ce processus est la nécessité de fournir rapidement aux pays des informations claires sur les règles, conditionnalités et normes complexes des fonds pour le climat. Des critères d'investissement réalistes et une justification au regard de l'action climatique sont des conditions préalables essentielles pour mobiliser des ressources pour le financement d'activités relatives au climat, et la FAO doit travailler en étroite collaboration avec les pays pour veiller à ce que les programmes ne dévient pas de leur voie. La priorité pour l'exercice biennal 2020-2021 restera de maintenir ou de renforcer ces activités au niveau national et de tirer parti de son rôle de chef de file aux niveaux international et régional. Les activités de la FAO sur le changement climatique continueront d'être mises en œuvre dans le cadre de la Stratégie en matière de changement climatique, conformément au Cadre stratégique de l'Organisation, et viseront à offrir aux pays le meilleur appui possible dans leur engagement dans l'action pour le climat et lors du prochain cycle de renforcement des CDN.

Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement aux fins de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et réseau des bureaux décentralisés de la FAO

291. Porteur de la promesse de ne laisser personne pour compte et de l'ambition d'assurer la paix et la prospérité pour tous sur une planète en bonne santé, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est indispensable pour changer la donne. La résolution 72/279 de l'Assemblée générale sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement marque une étape importante qui fera des organismes des Nations Unies des partenaires plus efficaces et plus réactifs lorsqu'il s'agit d'aider les États Membres à fixer des objectifs et des cibles au niveau national aux fins de la mise en œuvre du Programme 2030.

292. Depuis le début du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, le 1^{er} janvier 2019, la FAO a participé activement au processus de réforme en contribuant de manière décisive aux cinq principaux axes de changement définis dans la résolution 72/279.

Réalisations

Une nouvelle génération d'équipes de pays des Nations Unies

293. En 2019, la FAO a pris des mesures appropriées, et élaboré à l'intention des bureaux décentralisés de nouvelles directives, pour renforcer le rôle moteur, la collaboration et l'engagement de la FAO au sein de la nouvelle génération d'équipes de pays des Nations Unies, en vue d'accroître sa contribution aux efforts collectifs et coordonnés des Nations Unies à l'appui des priorités nationales en matière de développement, et notamment du Programme 2030 et des objectifs de développement durable (ODD). Les profils (descriptions de poste) des représentants de la FAO ont été adaptés pour mettre l'accent sur le développement durable, et en particulier sur la transformation des systèmes agricoles et alimentaires.

294. Tout au long de 2019, la FAO a contribué activement à la conception des stratégies 2.0 de l'ONU relatives aux modalités de fonctionnement au niveau des pays. La FAO approuve l'objectif général de ce nouveau processus, à savoir améliorer l'efficacité, la responsabilité et la cohésion grâce au renforcement de la collaboration et des synergies entre les services administratifs et les services d'appui des organismes. Ces efforts devraient venir compléter l'intégration verticale d'un certain nombre de services administratifs déjà engagée par l'intermédiaire du Centre des services communs (CSC) de la FAO.

295. S'agissant du déploiement des services d'appui communs, qui doit démarrer au second semestre 2020, la FAO a demandé en 2019 à plusieurs bureaux de pays dans chaque région de donner une vue d'ensemble des arrangements existants et d'étudier de nouvelles possibilités, tout en rappelant l'importance d'adopter une approche pragmatique et d'offrir les meilleurs services par rapport aux coûts.

296. En 2019, la FAO a par ailleurs signé la Déclaration de reconnaissance mutuelle, élaborée par le groupe chargé de l'innovation en matière opérationnelle (qui dépend du Secrétaire général des Nations Unies) pour permettre une plus grande coopération administrative entre les organismes, les fonds et les programmes, et qui a débouché, entre autres, sur l'accord conclu entre les organismes ayant leur siège à Rome début 2020 en vue de définir une série de mesures de collaboration dans des domaines spécifiques (finances, achats, gestion du parc automobile, TIC, voyages, santé et logistique) et d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts au niveau mondial et à l'échelon décentralisé.

Redynamisation du rôle du système des coordonnateurs résidents

297. Le nouveau système des coordonnateurs résidents, en tant que fonction de coordination indépendante, impartiale, autonome et axée sur le développement, a donné la possibilité à la FAO de démultiplier l'appui politique en faveur de l'agriculture durable, de la nutrition et de la sécurité

alimentaire et de promouvoir de nouvelles initiatives et approches collaboratives au niveau des pays, notamment l'Initiative phare Main dans la main.

298. La FAO a apporté les changements nécessaires à son organisation interne pour assurer le respect total du nouveau cadre de gestion et de responsabilisation, et l'outil d'évaluation des résultats des Représentants de la FAO a été ajusté en conséquence en décembre 2019, afin de rendre ces derniers également comptables devant les coordonnateurs résidents des résultats de développement obtenus conjointement, conformément au principe de la double ligne hiérarchique.

299. Des mesures ont été prises en 2018-2019 pour rendre la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome plus systématique, plus structurée et davantage axée sur une approche programmatique, et leur permettre de plaider ensemble pour l'intégration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'agriculture durable dans les priorités des pays des Nations Unies; un nombre croissant de partenaires fournisseurs de ressources ont ainsi élaboré des programmes conjoints avec ces organismes. En 2019, la collaboration a été portée à un niveau plus stratégique avec le lancement de pilotes de plans conjoints dans trois pays (Indonésie, Colombie et Niger).

300. Par leur planification et leur programmation conjointes, les organismes ayant leur siège à Rome visent entre autres à apporter une contribution stratégique coordonnée au plan-cadre de coopération des Nations Unies, et à l'analyse commune de pays sur lequel il est fondé, afin de souligner et d'expliquer l'importance de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de l'alimentation et de l'agriculture durables et du développement rural, notamment pour la concrétisation de l'ODD2 et d'autres cibles pertinentes.

Réaménagement de l'approche régionale

301. Tout au long de 2019, la FAO a participé pleinement aux travaux menés par l'équipe interinstitutions de l'évaluation interne sur l'évaluation régionale du système des Nations Unies, qui a abouti à la création d'une plateforme unique de collaboration pour chaque région (le Bureau de la coordination des activités de développement des Nations Unies exerçant la fonction de secrétariat), reposant sur les principes convenus de responsabilité collective des entités des Nations Unies, d'absence d'incidence financière et de délimitation claire des fonctions de la plateforme par rapport aux mandats des différentes entités.

302. Par ailleurs, la FAO a participé au groupe de travail interinstitutions qui a mis au point la méthode globale d'examen des bureaux multipays pour les sous-régions des Caraïbes, du Pacifique et de l'Océan Indien, dans le cadre des Orientations de Samoa, en vue d'élaborer le Programme d'action mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les petits États insulaires en développement et d'en assurer la mise en œuvre.

Orientation stratégique, supervision et responsabilité: obtenir des résultats à l'échelle du système

303. Depuis le lancement des orientations du plan-cadre de coopération des Nations Unies en juin 2019, la FAO n'a pas ménagé ses efforts pour aider les pays concernés par le déploiement à élaborer le plan-cadre, et avant cela, l'analyse commune de pays sur laquelle celui-ci repose, afin d'assurer en temps voulu une contribution stratégique de la FAO à l'«offre collective» des Nations Unies destinée à favoriser des changements structurels et porteurs de transformation dans les pays.

304. En 2019, la FAO a participé activement à tous les aspects du processus de conception des orientations du nouveau plan-cadre de coopération des Nations Unies et de ses documents complémentaires, afin de mettre en lumière le rôle important joué par les organismes spécialisés dans la programmation par pays. La FAO a en outre révisé en profondeur les directives relatives au cadre de programmation par pays (CPP) de sorte que cet instrument, qui sert à la planification et à la programmation au niveau des pays, soit directement fondé sur le plan-cadre de coopération des Nations Unies et dûment aligné sur son cycle.

Financement du système des Nations Unies pour le développement

305. En 2019, la FAO est arrivée en cinquième position parmi les entités des Nations Unies soutenant le système redynamisé des coordonnateurs résidents, ayant doublé sa contribution dans le cadre du nouvel arrangement de partage des coûts, comme l'y avait autorisé le Conseil en décembre 2018⁵⁹.

306. En mettant en œuvre le pacte de financement en vue de tirer pleinement parti du système des Nations Unies pour le développement, les Membres s'engagent à porter les ressources de base à au moins 30 pour cent au cours des cinq prochaines années, en augmentant la part des contributions pluriannuelles et en doublant le montant des ressources mobilisées par l'intermédiaire des fonds de financement commun interinstitutions liés au développement et des fonds thématiques propres à chaque organisme. Dans ce contexte, la FAO a remanié en 2019 ses deux principaux instruments flexibles de financement commun, à savoir le Mécanisme multidonateurs flexible et le Fonds fiduciaire africain de solidarité, en vue de canaliser des financements moins restrictifs. Les deux mécanismes proposent désormais une approche plus programmatique, une gouvernance rationalisée et efficiente, une meilleure définition des priorités et une concentration des ressources là où elles sont le plus nécessaires, en privilégiant les effets catalytiques et le rapport coût-utilité. Par ailleurs, la FAO prend les mesures nécessaires pour veiller à une mise en œuvre et une communication d'informations complètes s'agissant du pacte de financement; un premier rapport a été élaboré et soumis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux fins de l'établissement de son rapport annuel aux États Membres.

Principaux enseignements

307. Comme l'attestent les premiers enseignements tirés de la mise en œuvre du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans les pays où il a été lancé⁶⁰, les bureaux décentralisés doivent faire preuve d'une forte capacité de mobilisation au sein des équipes de pays pour tirer parti des possibilités offertes par ce partenariat redynamisé dans le cadre du système des Nations Unies. En particulier, la revitalisation du système des coordonnateurs résidents a donné aux représentants de pays de la FAO l'occasion de mobiliser le soutien politique de ce système indépendant et impartial en faveur des systèmes alimentaires durables, de l'agriculture, de la nutrition et de la sécurité alimentaire (68 pour cent des représentants de la FAO considèrent que le nouveau système est indépendant et impartial dans son interaction avec les organismes, fonds et programmes du système des Nations Unies⁶¹).

308. Dans un climat devenu de plus en plus concurrentiel sur le terrain, les bureaux décentralisés aux ressources limitées avaient besoin de renforcer leurs capacités et services d'appui afin d'assurer une planification, une programmation et une mobilisation de ressources conjointes et de nouer des partenariats dans le cadre d'un système revitalisé de coordonnateurs résidents des Nations Unies. Dans cette optique, des ressources humaines et financières ont été fournies «à la demande» aux pays entamant un nouveau cycle de plan-cadre de coopération des Nations Unies, et des formations ont été organisées à l'intention des Représentants de la FAO (cours en présentiel, webinaires, séances d'information et laboratoires de réflexion) sur le nouveau plan-cadre de coopération et le nouveau CPP. Parallèlement, la FAO a continué de participer aux discussions et aux missions d'intégration, d'accélération et de soutien aux politiques pour favoriser la cohérence et la connexion avec l'analyse commune de pays et le nouveau cycle de plans-cadres de coopération.

⁵⁹ CL 160/REP, paragraphe 10 c).

⁶⁰ Résultats issus de l'enquête interne de la FAO sur la réforme du système des Nations Unies, réalisée en octobre-novembre 2019, à laquelle tous les bureaux décentralisés ont participé.

⁶¹ Idem.

II. GESTION JUDICIEUSE DES RESSOURCES ET AMÉLIORATION DE L'EXÉCUTION



A. Amélioration des moyens d'exécution – Points saillants

309. La FAO s'efforce continuellement de mettre en place un environnement propice à l'obtention de meilleurs résultats. On trouvera ci-après quelques-unes des principales améliorations obtenues durant l'exercice 2018-2019 en ce qui concerne les moyens d'exécution de l'Organisation.

- a) Des progrès constants ont été réalisés en vue de l'obtention des résultats escomptés, ce qui a permis d'atteindre dans leur totalité 95 pour cent des cibles relatives aux indicateurs de produit, tandis que 16 des 22 indicateurs de résultantes ont affiché une amélioration pour la majorité des pays⁶² entre 2015 et 2019.
- b) L'exécution financière a été améliorée; les dépenses totales se sont élevées à 2,8 milliards d'USD, soit une augmentation de 7,2 pour cent par rapport à la période 2016-2017: 99,6 pour cent (1 002,1 millions d'USD) du montant net des crédits ouverts ont été utilisés, et les dépenses extrabudgétaires ont atteint 1,8 milliard d'USD. L'exécution au titre du Programme de coopération technique a représenté 123,4 millions d'USD, soit une légère baisse par rapport à 2016-2017 (9 pour cent), due au fait que l'exécution au titre des crédits ouverts sur 2016-2017 a été plus importante en début de période, ce qui a laissé moins de fonds de cet exercice à dépenser sur 2018-2019, comme indiqué à la section II.C du présent rapport.
- c) Les ressources extrabudgétaires mobilisées pour les activités en cours et futures ont augmenté de 17 pour cent, passant à 2,4 milliards d'USD, et ont été affectées à hauteur de 79 pour cent à des projets nationaux, sous-régionaux et régionaux.
- d) L'Organisation a noué plus de 58 partenariats stratégiques et a appuyé des initiatives de plaidoyer portant sur ses domaines de travail prioritaires en s'associant à des parlementaires, à la société civile, au secteur privé, à des universités, à des organisations d'exploitants familiaux, à des organisations de peuples autochtones et à d'autres acteurs non étatiques.
- e) Depuis le lancement, le 1er juin 2018, du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, la FAO a participé activement au processus de réforme en contribuant de manière décisive aux cinq principaux axes de changement définis dans la résolution 72/279.
- f) Une collaboration étroite a été favorisée entre les trois organismes ayant leur siège à Rome aux niveaux national et régional, comme en témoigne le mémorandum d'accord tripartite signé en 2018 par ces organismes, qui se sont engagés à collaborer pour obtenir des résultats collectifs fondés sur les avantages comparatifs de chacun et sur des calendriers pluriannuels, et a été stimulée par l'actuel repositionnement du système des Nations Unies pour le développement.
- g) La nouvelle politique de la FAO en matière de recouvrement des coûts, fondée sur le cadre financier détaillé relatif au recouvrement des coûts approuvé par le Conseil de la FAO en 2015, a été progressivement mise en œuvre à partir de janvier 2018. Elle vise à faire en sorte que les dépenses de la FAO soient correctement évaluées et réparties entre les différentes sources de financement, conformément à la politique du système des Nations Unies et aux pratiques encouragées par l'Assemblée générale des Nations Unies. La gestion

⁶² Par «majorité des pays» on entend 50 pour cent des pays ou plus pour un indicateur donné.

des risques et le contrôle interne ont été renforcés, notamment grâce à des mesures supplémentaires destinées à mettre pleinement en œuvre le système de gestion des risques de l'Organisation, telles que l'obligation pour l'ensemble des bureaux de la FAO d'analyser les risques et d'établir un journal fournissant des informations sur ces derniers. Une attention particulière a été portée aux risques de fraude, avec le lancement d'une stratégie et d'un plan d'action en matière de lutte contre la fraude en 2018.

- h) Des gains d'efficacité récurrents d'un montant total de 11,7 millions d'USD ont été réalisés, principalement en ajustant à la baisse les dépenses de personnel et en réduisant les dépenses engagées pour les consultants, les voyages et les achats.

B. Aperçu des résultats - Objectifs fonctionnels et chapitres spéciaux

310. Les améliorations obtenues au regard des objectifs fonctionnels (activités de diffusion, technologies de l'information, gouvernance, surveillance et direction de la FAO, et administration efficiente et efficace) et des chapitres spéciaux (PCT, dépenses d'équipement et de sécurité) sont mesurées et communiquées au moyen d'indicateurs de performance clés et de cibles associées. En s'appuyant sur les méthodes établies, les chefs d'unités fonctionnelles recueillent des données concernant les indicateurs de performance clés et évaluent les résultats, avant examen et validation par leur superviseur. Les scores relatifs aux indicateurs de performance clés, les réalisations et les enseignements tirés pour chaque objectif fonctionnel et chapitre spécial sont indiquées ci-après. On trouvera à la section II.C les résultats concernant le PCT.

Objectif fonctionnel 8: Activités de diffusion

Objet et portée

311. L'objectif fonctionnel 8 sert de base pour mesurer les fonctions de l'Organisation ayant trait à la diffusion. Ces fonctions contribuent à la réalisation des objectifs de la FAO grâce à des partenariats et à des activités de plaidoyer diversifiés et élargis, à une meilleure sensibilisation du public, à un soutien politique plus ample, à l'accroissement des ressources et à l'amélioration des activités de renforcement des capacités et de la gestion des connaissances. Pendant l'exercice 2018-2019, les unités opérationnelles responsables étaient la Division des partenariats (PSP), le Bureau de la communication de l'Organisation (OCC), la Division relations et mobilisation des ressources (PSR) et le Bureau de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire (OSS).

312. Au cours de l'exercice biennal, les fonctions touchant les partenariats, la coopération Sud-Sud et la mobilisation des ressources, ainsi que l'appui au cycle des projets ont évolué, ce qui a entraîné des ajustements dans la structure et les lignes hiérarchiques, ainsi que le regroupement de certaines fonctions⁶³.

Réalisations

Partenariats, activités de plaidoyer et renforcement des capacités, y compris la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire

313. Durant l'exercice biennal, l'Organisation a noué 58 partenariats stratégiques (8.1.A) avec divers acteurs (parlementaires, société civile, secteur privé, universités, organisations d'exploitants familiaux, organisations de peuples autochtones et autres acteurs non étatiques), soit un résultat supérieur à la cible de 20 fixée pour la période. Les partenariats avec le secteur privé concernaient l'exploitation de données, d'outils et de technologies à l'appui des objectifs stratégiques aux niveaux régional et national⁶⁴. La FAO a poursuivi son partenariat avec les parlements aux niveaux régional et national; le premier Sommet mondial des parlementaires contre la faim et la malnutrition a été accueilli par le Sénat espagnol en octobre 2018 et a réuni 200 parlementaires issus de 80 pays pour faire avancer les travaux sur le cadre juridique nécessaire pour atteindre l'ODD 2. De nouvelles alliances parlementaires ont été établies, notamment le réseau parlementaire pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique et dans le monde arabe et, au niveau régional et national, des alliances parlementaires au Gabon, en Afrique du Sud, en Italie et dans la CEDEAO.

314. Au total, 21 initiatives de plaidoyer (cible fixée à 8 pour l'exercice biennal) ont été mises en œuvre (8.1.B), notamment des communications pour le développement et des services de communication rurale au niveau national (Bangladesh, Bolivie, Côte d'Ivoire, Équateur, Ghana, Guatemala, Guinée, Honduras, Liban, Népal, Nicaragua, Ouganda, Uruguay Viet Nam). L'initiative

⁶³ CL 160/16; CL 160/16 Add.1; CL 160/REP, paragraphe 10 a).

⁶⁴ Des partenariats ont été établis, entre autres, avec ENI au Nigéria, Google, en collaboration avec la CCNUCC, Danone, Korea Telecom, Fertitecnica et Telefónica en Amérique latine.

visant à favoriser les échanges entre agriculteurs a bénéficié à 1 150 exploitants pratiquant l'agriculture familiale, dans 67 pays, et a permis d'aborder des sujets tels que l'agriculture familiale, l'agroécologie, les régimes fonciers et le pastoralisme. Par ailleurs, dans le cadre des activités de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, plus de 40 pays ont bénéficié d'un soutien à différents niveaux (notamment par l'intermédiaire de dialogues à parties prenantes multiples) destiné à faciliter l'adoption de leur plan national d'action en faveur de l'agriculture familiale. La Plateforme de connaissances sur l'agriculture familiale continue d'attirer de nouveaux utilisateurs (jusqu'à 45 000 chaque mois), et la campagne mondiale visant à autonomiser les femmes autochtones pour relever le défi «Faim zéro», lancée en 2018, a reçu l'appui de 96 organisations, notamment des universités, des centres de recherche et les organismes ayant leur siège à Rome.

315. Alors que la cible pour l'exercice biennal avait été fixée à 10, ce sont 28 méthodologies de renforcement des capacités (8.1.C) qui ont été intégrées dans le programme-cadre de la FAO intitulé «Soutenir les investissements responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires», en coordination avec le PS 4 et le PS 1. Par ailleurs, 132 nouveaux cours de formation en ligne⁶⁵ sur des sujets tels que les ODD, la gestion des risques agricoles, l'égalité des sexes, l'agriculture intelligente face au climat, les investissements agricoles responsables, la nutrition et les systèmes alimentaires durables ont été élaborés avec les divisions techniques de la FAO, en collaboration avec plus de 200 institutions partenaires, et ont été suivis par 600 000 apprenants. L'amélioration des plateformes de données numériques AGORA, AGRIS et AGROVOC⁶⁶ s'est poursuivie, avec l'aide de divers établissements de recherche et universités, au moyen des nouvelles technologies liées aux données ouvertes et aux moteurs de recherche.

316. Le nombre de protocoles d'accord, d'accords et de programmes signés avec des organismes publics (8.1.D) s'est élevé à 27 (à comparer à la cible de 25 définie pour l'exercice biennal). La coopération Sud-Sud ou triangulaire s'appuie actuellement sur des protocoles d'accord avec le Brésil, Cuba, l'Iran, Israël, le Panama, le Pérou, Singapour et l'Uruguay, et a reçu des contributions accrues du Brésil, de la Chine, de la Corée, du Japon, du Maroc, du Mexique et du Venezuela. Les travaux visant à établir un fonds fiduciaire unilatéral de 9,6 millions d'USD pour appuyer la troisième phase du projet de fonds fiduciaire FAO-Chine en Ouganda se sont poursuivis. La FAO a par ailleurs renouvelé le mandat de cinq centres de référence en Chine⁶⁷.

⁶⁵ Grâce au système d'insigne électronique, la FAO octroie aux participants aux cours de formation, dans le monde entier, des certifications numériques attestant des compétences acquises.

⁶⁶ Accès à la recherche mondiale en ligne sur l'agriculture (AGORA, Access to Global Online Research in Agriculture); Système international d'information pour les sciences et la technologie agricoles (AGRIS, International Information System for the Agricultural Sciences and Technology); Thésaurus multilingue de terminologie agricole (AGROVOC).

⁶⁷ Centre de coopération économique étrangère (Foreign Economic Cooperation Center); Centre de recherche pour la pêche en eau douce (Freshwater Fisheries Research Centre); Académie chinoise des sciences agricoles tropicales (Chinese Academy of Tropical Agricultural Sciences); Centre de recherche du Hunan sur le riz hybride (Hunan Hybrid Rice Research Center); Institut du biogaz du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales.

Points saillants

Partenariat avec Telefónica

Les partenariats avec le secteur privé sont essentiels pour mettre au point des solutions innovantes et encourager les entreprises à s'engager dans les évolutions à l'échelle mondiale, en l'occurrence les innovations numériques dans l'agriculture à l'appui des organisations d'agriculteurs dans les pays prioritaires. Le partenariat de la FAO avec Telefónica, l'une des plus importantes entreprises de télécommunications au monde, est un exemple de collaboration avec le secteur privé qui permet d'apporter des technologies numériques de pointe aux agriculteurs dans certaines des zones les plus reculées de la planète. Depuis 2018, ce partenariat a donné naissance à trois projets de renforcement de l'efficacité hydrique en Colombie, en El Salvador et au Pérou, qui permettent des producteurs agricoles, petits et moyens, de recevoir sur leurs téléphones portables des recommandations en temps réel sur l'irrigation de leurs champs. Les producteurs qui ont accès à la technologie d'irrigation ont fait état d'incidences positives notables sur leurs rendements (entre 72 et 100 pour cent) et sur la qualité, et d'une réduction de près de 44 pour cent des coûts de production. Ils sont en outre mieux armés pour affronter des phénomènes météorologiques extrêmes et plus résilients face aux effets du changement climatique. Ce partenariat comprend également deux projets de l'Initiative «Big Data for Social Good» (Les mégadonnées au service du bien social), l'un sur les migrations suscitées par le changement climatique, l'autre sur la mesure des émissions de CO₂ liées à l'élevage.

Communication

317. Les partenariats et collaborations noués par le passé avec la Fondation Thomson Reuters, l'agence de presse russe, National Geographic, Xinhua, et d'autres acteurs de la communication ont continué de porter leurs fruits s'agissant de la diffusion et de l'utilisation de la couverture de la FAO dans le monde entier. L'importante production de contenus audio et vidéo faisant intervenir des experts techniques de la FAO et destinée à être diffusée et utilisée sur les réseaux sociaux a contribué à renforcer la visibilité de l'Organisation sur le marché de l'information multimédia, en générant en moyenne 24 503 consultations par mois, contre une cible de 23 000 fixée pour l'exercice biennal (8.2.B). L'accent a été mis sur la promotion de la «signature FAO-ODD» dans toutes les communications, l'objectif général étant de faire ressortir le rôle de l'Organisation en tant qu'organisme des Nations Unies et de souligner l'importance de l'alimentation et de l'agriculture dans le Programme 2030.

318. Sur l'ensemble de l'exercice biennal, le trafic sur le site FAO.org, exprimé en nombre de sessions, a atteint 6,65 millions, pour une cible de 8,5 millions (8.2.A). Le nombre de sessions a augmenté de 31 pour cent par rapport à l'exercice biennal précédent, tandis que le nombre d'utilisateurs progressait de 40 pour cent. De même, une augmentation notable du nombre de consultations de pages a été enregistrée dans toutes les langues. Avec l'aide des différentes unités techniques de l'Organisation, la FAO a publié 11 rapports numériques interactifs multilingues et 146 récits à dimension humaine mettant en relief des questions thématiques. Sur les médias sociaux, le nombre d'abonnés était de 1,87 million à la fin de l'exercice biennal, pour une cible définie à 2,2 millions (8.2.C).

319. En 2018-2019, 1 595 ouvrages et 2 450 brochures ont été produits par l'intermédiaire du système de gestion des flux de travaux et ajoutés aux archives documentaires de la FAO. Des publications de la FAO ont également été mises à disposition dans des formats de liseuse électronique sur des plateformes externes telles que Smashwords, iBooks et Amazon. Leur utilisation a augmenté sensiblement durant l'exercice biennal: le nombre de téléchargements de livres électroniques de la FAO à partir de ces plateformes est passé de 7 602 en 2018 à 39 311 en 2019. En outre, 1 388 titres de la FAO ont été chargés sur Google Books pour permettre une lecture en ligne, et ont généré quelque 5,5 millions de visites uniques et 38 millions de consultations de pages.

Mobilisation de ressources

320. Au cours de l'exercice biennal, la FAO a mobilisé 2,4 milliards d'USD de contributions volontaires, soit un montant supérieur à la cible prévue de 1,7 milliard (8.3.A). Plusieurs améliorations importantes ont permis d'obtenir ce résultat, notamment: a) l'approche axée sur le développement des activités; b) le remaniement des deux mécanismes de financement commun de la FAO (le Mécanisme multidonateurs flexible et le Fonds fiduciaire africain de solidarité), conformément au repositionnement du système des Nations Unies pour le développement; c) une mobilisation de ressources plus dynamique au niveau des pays et d) une plus grande visibilité des résultats et une reconnaissance accrue des partenaires.

321. Environ 82 pour cent des ressources 2018-2019 ont été apportés par les 20 principaux partenaires fournisseurs de ressources de la FAO; 51 pour cent sont venus des cinq premiers partenaires fournisseurs de ressources (Union européenne, États-Unis d'Amérique, FEM, OCHA et Suède). La base globale de partenaires fournisseurs de ressources s'est élargie au cours de l'exercice biennal, avec de nouveaux partenaires tels que le Fonds vert pour le climat et une coopération accrue avec les gouvernements et les institutions financières internationales, principalement dans le cadre de fonds fiduciaires unilatéraux.

322. Des efforts importants ont été déployés pour communiquer plus efficacement les principales priorités de la FAO et renforcer l'utilité stratégique et la solidité des relations avec les partenaires fournisseurs de ressources, par l'intermédiaire, entre autres, de 15 dialogues d'orientation et réunions de consultation avec les intéressés. Une Équipe spéciale de développement des activités de la FAO a été créée pour constituer un portefeuille qui offre des possibilités d'investir dans le développement durable en axant les efforts sur les besoins de transposition à plus grande échelle dans les domaines prioritaires, sur l'aide à l'innovation et sur la prise en charge des préoccupations mondiales émergentes. Les rapports annuels *Resources Partnerships Impact* (Ressources, partenariats, impact) 2018 et 2019 ont fourni des données détaillées essentielles sur les contributions volontaires.

Principaux enseignements

323. La collaboration plus étroite avec le secteur de la communication a permis d'accroître notablement la couverture et l'impact médiatique, et il convient de poursuivre les efforts dans ce sens.

324. En interne, la meilleure coordination avec les départements techniques a conduit à une disponibilité accrue de porte-parole de la FAO, a garanti des messages et une identité visuelle cohérents, et a renforcé l'harmonisation et l'impact des campagnes nationales et régionales.

325. Au vu des bons résultats en matière de diffusion et d'utilisation des informations dans le monde entier, il est impératif de continuer à améliorer l'accès aux savoirs de l'Organisation en ligne, à l'aide d'un système d'archivage des documents plus adapté et plus moderne.

326. Pour appuyer efficacement les activités de plaidoyer, de diffusion et de mobilisation des ressources dans le domaine de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, l'Organisation doit réunir des éléments probants sur l'impact de ce type de collaboration dans les pays.

327. Dans un paysage dominé par une concurrence intense pour les ressources, il devient primordial de renforcer les activités de plaidoyer et de diffusion destinées à mettre en valeur les activités de la FAO en matière de développement. Le fait de donner la vedette aux initiatives qui présentent un bon rapport coût-efficacité et reposent sur des éléments probants, et qui offrent d'importantes possibilités de reproduction, contribuera à attirer de nouveaux partenaires et de nouvelles ressources.

328. Le renforcement des capacités de développement des activités au niveau des pays permettra non seulement de concourir au repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, mais aussi de s'inscrire dans la tendance à la décentralisation croissante de la coopération pour le développement afin de mieux appuyer les programmes nationaux dans le contexte des ODD. Les bureaux de pays qui disposent des capacités requises pour nouer des partenariats avec des acteurs étatiques et non étatiques, négocier des financements et recenser les possibilités d'activités participeront à l'action de mobilisation des ressources.

Objectif fonctionnel 9: Technologies de l'information

Objet et portée

329. L'objectif fonctionnel 9 porte sur les activités de la FAO liées aux technologies de l'information à l'échelle mondiale et sur la fourniture de solutions et de services informatiques rapides, de qualité, efficaces, présentant un bon rapport coût-efficacité et orientés client, pour répondre aux besoins de l'Organisation en tous lieux. L'obtention des résultats attendus au titre de cet objectif relève de la responsabilité de la Division de l'informatique, qui supervise la gestion et l'évolution des produits et services numériques de la FAO.

330. Durant l'exercice biennal 2018-2019, la FAO a commencé à appliquer sa stratégie numérique en mettant en place les services, technologies et processus nécessaires pour créer le portefeuille de ressources numériques moderne dont elle a besoin.

Réalisations

331. Des activités ont été menées pour améliorer la qualité des ressources numériques de la FAO et mettre en place les diverses fonctionnalités nécessaires, tout en veillant à ce que les services informatiques continuent de répondre aux besoins de l'Organisation en matière de technologies dans le monde entier. Des progrès considérables ont été accomplis en ce qui concerne le développement de produits et de services numériques au cours de l'exercice biennal, y compris l'élargissement de l'utilisation du cloud et d'autres technologies innovantes.

332. Un résultat de 72 pour cent (pour une cible de 75 pour cent) a été obtenu en ce qui concerne la qualité des ressources numériques mises à la disposition de l'Organisation (9.1.B), et le déploiement de produits et de services informatiques a facilité les opérations dans les bureaux de la FAO du monde entier. Le niveau de satisfaction des clients quant à la fourniture de solutions dans le domaine des technologies de l'information est resté élevé, et la cible a été atteinte (9.1.A).

333. L'utilisation de solutions et d'outils commerciaux s'est généralisée durant l'exercice biennal 2018-2019. La FAO a ainsi acquis une série d'outils qui offrent un environnement et des fonctionnalités informatiques unifiés pour l'ensemble du personnel de l'Organisation, dans tous les lieux d'affectation. À cet égard, l'utilisation élargie d'Office 365 s'est traduite par la disponibilité continue d'outils de productivité et de collaboration. Les accords passés avec Amazon Web Services et Google ont été mis en œuvre et facilitent l'utilisation des services cloud. Le recours à des solutions commerciales «prêtes à l'emploi» en remplacement des applications personnalisées de l'Organisation s'est poursuivi en 2019. Cette nouvelle approche permet de mettre en place un environnement numérique qui offre à la fois des fonctionnalités étendues et un coût total de possession plus faible. Un bon exemple de cette nouvelle approche numérique est l'utilisation d'une solution qui a permis aux participants à la cent soixante-troisième session du Conseil de la FAO un accès complet aux manifestations, aux documents et à toutes les autres informations pertinentes à l'aide d'une application mobile. Sur la fin de 2019, la modernisation du site fao.org a été lancée afin de concrétiser la vision du Directeur général concernant la présence de l'Organisation sur le web. La refonte de la page d'accueil a été achevée en décembre 2019, et le travail se poursuivra en 2020-2021.

334. La résilience face aux menaces externes qui pèsent sur la sécurité a été renforcée au cours de l'exercice biennal au moyen de différents mécanismes, notamment avec la mise en place du Centre des opérations de sécurité. Ces dispositifs ont permis de détecter et de bloquer toutes les atteintes majeures à la sécurité. La campagne en cours sur la cybersécurité a contribué efficacement à sensibiliser le personnel de la FAO.

335. La collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome s'est poursuivie et développée au cours de l'exercice biennal dans différents domaines: cybersécurité, partage de contrats et d'accords à long terme, mise en commun d'informations et coordination.

Principaux enseignements

336. Un important travail a été réalisé durant 2019 pour mettre en place les bases nécessaires pour rationaliser le portefeuille numérique de l'Organisation. Il a été véritablement mené dans tous les pays, en tenant compte de la présence mondiale de l'Organisation et des besoins des bureaux décentralisés.

337. Ces activités ont également montré que, pour être en mesure de proposer des solutions numériques, il fallait des bases solides en matière de technologies de l'information – des services et une infrastructure informatiques de base, ainsi que les processus, les capacités et les ressources nécessaires pour une mise en place conformément aux meilleures pratiques. Il faudra continuer de mettre l'accent sur le développement des fondamentaux dans le domaine des technologies de l'information, afin d'appuyer les solutions et la transformation numériques.

338. Des progrès majeurs ont été accomplis en 2018-2019 s'agissant de la modernisation de l'environnement des technologies de l'information de l'Organisation, mais il reste des opérations qui n'ont pas encore été menées à bonne fin, telles que la migration vers des infrastructures cloud externes de la totalité du portefeuille d'applications de la FAO hébergées dans le centre de données du Siège; il faudra apporter davantage d'attention à ces questions en 2020-2021 pour atteindre l'objectif de transformation numérique de la FAO.

Objectif fonctionnel 10: Gouvernance, surveillance et direction de la FAO

Objet et portée

339. L'Objectif fonctionnel 10 sert de base à la mesure des fonctions intéressant la gouvernance, la surveillance et la direction de la FAO. Pendant l'exercice 2018-2019, les unités opérationnelles responsables étaient la Division de la Conférence, du Conseil et du protocole (CPA), le Bureau de l'évaluation (OED), le Bureau de l'Inspecteur général (OIG), le Bureau du Directeur général (ODG), le Bureau juridique (LEG), le Bureau de la stratégie, de la planification et de la gestion des ressources (OSP) et le Bureau de l'appui aux bureaux décentralisés (OSD).

340. Ces fonctions visent à assurer une direction efficace de l'Organisation grâce à une gestion stratégique, à la surveillance et à un engagement politique accru et une collaboration renforcée avec les Membres. Elles consistent notamment à établir des dispositifs et des processus institutionnels visant à évaluer les résultats des programmes et la santé financière de l'Organisation et à prendre des mesures les concernant. Elles contribuent également à l'efficacité de la gouvernance en garantissant la conformité avec les textes fondamentaux et les politiques adoptées par les organes directeurs. L'une des grandes priorités de l'exercice biennal était d'accélérer la mise en œuvre des objectifs stratégiques, en tenant compte des principaux faits nouveaux touchant les politiques à l'échelle mondiale et du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement.

Réalisations

341. Cinq des huit indicateurs et cibles mesurant les résultats au regard de cet objectif fonctionnel ont été atteints.

342. Le taux de livraison dans les délais impartis des documents des organes directeurs dans toutes les langues (10.1.A) qui avait été obtenu lors de l'exercice biennal précédent (82 pour cent, pour une cible qui était de 100 pour cent) a été maintenu grâce au suivi rigoureux des étapes de préparation et de traitement des documents, et ce malgré la pression liée à une plus forte concentration des réunions des organes directeurs durant l'exercice biennal.

343. La mise en œuvre des décisions du Conseil par la direction a été facilitée par un système de suivi efficace et les progrès accomplis ont été communiqués régulièrement à ce dernier, ce qui a permis d'appliquer l'ensemble des 56 décisions (100 pour cent) au cours de l'exercice biennal (10.1.B).

344. Au total, seulement 75 pour cent (la cible était de 90 pour cent) des activités de vérification ont été menées à bien (10.2.A), principalement en raison de contraintes de ressources et de vacances de poste au sein du Bureau de l'Inspecteur général; la cible relative au nombre de pays couverts par les évaluations de programmes a été quant à elle totalement atteinte (10.2.B). Le pourcentage de recommandations portant sur des sujets à haut risque mises en œuvre en temps voulu est de 87 pour cent, un résultat supérieur à la cible de 80 pour cent (10.3.C) qui a été rendu possible par une surveillance managériale accrue et de meilleurs outils de communication d'informations. Des résultats positifs similaires ont été obtenus s'agissant de la mise en œuvre des recommandations issues des évaluations stratégiques (10.3.B). La cible de réduction des recommandations d'audit interne en suspens depuis longtemps (10.3.D) n'a pas été entièrement réalisée, en partie à cause de changements dans les calendriers d'exécution convenus avec le Bureau de l'Inspecteur général.

345. Globalement, la FAO a atteint 95 pour cent des cibles des objectifs stratégiques, alors que le pourcentage défini pour l'exercice biennal était de 85 pour cent (10.3.A).

Points saillants

346. Le respect beaucoup plus important des délais d'achèvement et de publication spécifiés pour les rapports et comptes rendus in extenso des sessions de la Conférence et du Conseil s'est traduit par une amélioration de la gestion et du traitement internes, soutenue par des progrès dans la programmation et la coordination des besoins de traduction.

347. Une meilleure communication avec les Membres, grâce notamment à l'augmentation des réunions d'information et des consultations et à la mise à disposition de supports d'information, les améliorations apportées aux méthodes de travail, et l'utilisation accrue des technologies modernes durant les sessions des organes directeurs ont contribué à faciliter l'obtention des consensus.

348. Des avis concernant des questions juridiques, les textes fondamentaux et des questions d'éthique ont été communiqués aux organes directeurs et à la direction afin de protéger les intérêts de l'Organisation, à court et à long termes, et de promouvoir le respect des règles, des politiques, des procédures et des normes de la FAO en matière de comportement déontologique. Le Bureau juridique a également fourni de nombreux conseils juridiques sur l'élaboration ou la révision des politiques, règles et procédures opérationnelles, ainsi qu'un appui pour l'établissement d'accords de projet et d'accords avec les donateurs, notamment dans le cas d'arrangements complexes, tels que ceux conclus avec le Fonds vert pour le climat. Par ailleurs, le Bureau a défendu la FAO dans le cadre de différends et a appuyé de nombreuses procédures de recours.

349. Le Service Droit et développement a assuré une assistance juridique auprès des Membres sur différents sujets techniques et nouvelles priorités, notamment les régimes fonciers, la sécurité sanitaire des aliments, la pêche INDNR, le changement climatique et la fraude alimentaire, tout en renforçant sa collaboration avec les institutions internationales et régionales.

350. La base de données FAOLEX, avec sa collection de plus de 173 000 enregistrements, a été consultée par plus de 3000 utilisateurs par jour, et la collaboration avec les départements techniques a été intensifiée en vue de créer des bases de données thématiques sur de très nombreux sujets.

351. Le Bureau de l'évaluation a réalisé plusieurs évaluations thématiques à la demande des organes directeurs, notamment sur les activités de la FAO en matière de parité hommes-femmes et de nutrition, le cadre de résultats stratégiques de l'Organisation et la stratégie de partenariat. Par ailleurs, 13 évaluations menées au niveau des pays ont examiné les contributions de la FAO afin d'en mesurer la pertinence, l'efficacité et la durabilité et de dégager des enseignements essentiels pour la programmation future.

352. Les avis formulés par le Bureau de l'Inspecteur général à l'occasion de plus de 45 vérifications effectuées dans un large éventail de bureaux et d'activités (notamment 500 propositions d'améliorations) ont renforcé les cadres de responsabilisation, de contrôle interne et de gestion des risques de la FAO. Les principaux domaines couverts par les vérifications sont le cycle des projets de l'Organisation, la continuité de ses opérations, la confidentialité des données, le recrutement du personnel du cadre organique, la gestion des dossiers et des archives, la planification du programme, du budget et du travail, et la sécurité informatique. Le Bureau a aussi mené des enquêtes sur des allégations de fraude et autres conduites répréhensibles, lesquelles sont mentionnées dans les rapports annuels de l'Inspecteur général présentés au Comité financier.

353. Dans le cadre de son engagement de transparence, la FAO, parallèlement à la publication trimestrielle de données détaillées sur l'ensemble de ses projets financés par des contributions volontaires ou ordinaires via l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide, a décidé d'établir à l'intention de l'OCDE des rapports annuels sur ses dépenses d'aide publique au développement.

354. La gestion des risques et le contrôle interne ont été considérablement renforcés durant l'exercice biennal, et conformément aux recommandations du Comité de vérification, on a veillé à perfectionner et à renforcer le *Corporate Risk Log*, où sont enregistrés les risques auxquels est exposée l'Organisation, et on s'est intéressé aux prochaines étapes concernant le modèle de maturité. Depuis 2017, les états financiers de la FAO s'accompagnent d'une Déclaration relative au contrôle interne fondée sur un processus complet d'établissement de rapports à l'échelle mondiale. D'autres mesures ont été prises pour mettre pleinement en œuvre le système de gestion des risques de l'Organisation, notamment l'obligation pour tous les bureaux de la FAO, désormais, d'établir un journal des risques, processus comprenant la détection des risques, leur atténuation, leur suivi et l'établissement des rapports y afférents. Une attention spécifique a été portée aux risques de fraude,

avec le lancement d'une stratégie de lutte contre la fraude et du plan d'action correspondant, en 2018, et l'introduction de plans relatifs au risque de fraude, appuyés par un outil en ligne.

355. La FAO a activement contribué au repositionnement du système des Nations Unies pour le développement par les actions qu'elle a entreprises aux niveaux mondial, régional et national pour répondre aux changements introduits conformément au Programme 2030. De nouvelles orientations institutionnelles lui ont permis d'assumer un rôle de plus en plus prépondérant au sein des équipes de pays des Nations Unies, dans les domaines techniques et stratégiques relevant de son mandat, et de participer aux efforts conjoints de planification, de programmation et de mobilisation des ressources au niveau des pays, ainsi qu'aux stratégies relatives aux modalités de fonctionnement.

356. À la suite de l'examen complet de la couverture assurée par le réseau de bureaux décentralisés de la FAO, des mesures ont été prises pour réaliser un rééquilibrage des ressources destiné à accroître la souplesse et à répondre de manière appropriée aux besoins et aux priorités des pays. Ce processus a été appuyé par une augmentation progressive des délégations de pouvoirs aux bureaux décentralisés, notamment dans le domaine des achats et des ressources humaines.

On trouvera de plus amples informations à la *section II.D*.

357. Sur la période 2018-2019, la FAO a lancé sa nouvelle politique de remboursement des dépenses d'appui, telle qu'approuvée par ses organes directeurs. Le principal objectif de cette nouvelle politique est de veiller au respect de la résolution A/RES/67/226 de l'Assemblée générale des Nations Unies et de son principe de recouvrement intégral à partir des ressources de base et autres ressources, proportionnellement aux montants engagés. L'introduction de cette nouvelle politique, appuyée par un programme complet de mise en œuvre comprenant des formations et des activités de sensibilisation à l'intention des partenaires fournisseurs de ressources, a commencé lors des projets négociés à partir de 2018. En 2019, le taux de mise en œuvre a atteint 33,7 pour cent du portefeuille total de projets.

358. Pour s'aligner sur les nouvelles exigences et le modèle fonctionnel issu du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, la FAO a considérablement remanié les directives relatives au cadre de programmation par pays (CPP) afin que l'instrument de planification et de programmation de l'Organisation au niveau des pays soit totalement en phase avec le plan-cadre de coopération des Nations Unies. Par ailleurs, une stratégie et un plan d'action internes ont été élaborés, avec un double objectif: i) attirer l'attention des divers publics cibles sur le nouveau modèle de programmation par pays et accroître leurs connaissances sur ce dernier, et communiquer sur le renforcement de l'engagement de la FAO en relation avec ce nouveau modèle et ii) déterminer et coordonner (sur le plan financier également) les compétences nécessaires à tous les niveaux de l'Organisation pour apporter un appui au moment opportun aux bureaux de pays pour la planification et la formulation des activités et leur mise en œuvre ultérieure.

359. Une gestion efficace des risques et des contrôles internes rigoureux à l'appui de la réalisation des objectifs stratégiques de l'Organisation continue de figurer parmi les priorités de la haute direction. Depuis 2017, le Directeur général présente avec les états financiers annuels une Déclaration relative au contrôle interne fondée sur un examen complet des principaux contrôles et un processus de communication d'informations à l'échelle de l'Organisation. Durant l'exercice biennal, les activités destinées à renforcer les pratiques de gestion du risque à la FAO ont été accélérées, avec l'obligation pour tous les bureaux d'établir un journal des risques. Ce processus, appuyé par un renforcement des capacités et de nouveaux documents d'orientation et outils, implique une analyse des risques et l'élaboration de plans de gestion de ces derniers destinés à éclairer la prise de décisions et à appuyer les activités de sensibilisation.

Principaux enseignements

360. La FAO va poursuivre ses efforts d'innovation dans les infrastructures, les technologies et les procédures afin de renforcer l'efficacité, la transparence et la confiance dans les processus de gouvernance de l'Organisation.

361. Le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement ajoute une nouvelle dimension à l'obligation redditionnelle des organismes des Nations Unies au niveau des pays. Chaque organisme devra rendre compte de sa contribution au soutien collectif apporté aux pays pour leur permettre d'atteindre les objectifs de développement durable. À cet égard, une proposition de reconfiguration du système d'évaluation de la FAO en vue d'améliorer la reddition de comptes au niveau des pays dans ce nouveau contexte va être soumise au Comité du Programme⁶⁸.

⁶⁸ PC 128/5; PC 128/5 Sup.1.

Objectif fonctionnel 11: Administration efficiente et efficace

Objet et portée

362. L'objectif fonctionnel 11 sert de base pour mesurer l'efficience et l'efficacité de la gestion et de l'administration des actifs humains, financiers et autres biens et ressources de l'Organisation, au moyen de six indicateurs de performance clés assortis de cibles biennales. Les unités opérationnelles responsables sont le Département des services internes et le Bureau des ressources humaines.

363. Les activités prioritaires réalisées au cours de l'exercice biennal au titre de cet objectif fonctionnel ont été axées sur la poursuite de la réforme des processus, par différents moyens: délocalisation, rationalisation, appui à la décentralisation et amélioration des mécanismes de contrôle de la conformité, notamment grâce à une utilisation accrue des outils informatiques disponibles.

Réalisations

364. La FAO a atteint les cibles définies pour l'exercice biennal pour cinq des six indicateurs clé de cet objectif.

365. Durant l'exercice 2018-2019, la FAO a continué de renforcer et d'accélérer les processus de recrutement interne et externe en tenant compte de la nécessité d'attirer et de fidéliser du personnel diversifié et possédant des compétences polyvalentes, et de favoriser la parité hommes-femmes et une représentation géographique équilibrée, tout en maintenant comme critères de sélection essentiels les compétences et l'efficacité sur le plan technique. En outre, des efforts particuliers ont été faits pour attirer des profils très spécialisés, afin d'aider l'Organisation à exécuter son programme et à renforcer ses capacités techniques. Les nouvelles améliorations apportées à la plateforme de recrutement, Taleo, ont contribué à accroître l'efficacité des processus de recrutement et à faciliter l'entrée en fonction.

366. Le délai de recrutement durant l'exercice biennal a été en moyenne de 145 jours, soit un peu plus que la cible définie (120 jours), principalement en raison de retards après les décisions prises par les responsables (11.1.A). L'équité dans la représentation géographique a progressé. Des activités ciblées ont permis d'atteindre une proportion de pays Membres équitablement représentés de 91 pour cent, nettement supérieure à la cible biennale (11.1.B). Pendant l'exercice biennal, 90 mutations ont été menées à bonne fin dans le cadre du programme de mobilité (11.1.C).

367. En 2018-2019, le commissaire aux comptes a émis une opinion non modifiée sur les états financiers de la FAO pour 2017 et 2018, laquelle comprend en outre depuis 2017 une Déclaration relative au contrôle interne qui donne une assurance supplémentaire quant à l'efficacité du système de contrôle interne (11.2.A).

368. Une révision en profondeur des politiques d'achat a été entreprise, avec l'adoption d'un modèle d'achat décentralisé associé à un niveau élevé de délégation de pouvoirs. La nouvelle stratégie d'achat repose sur une approche fondée sur l'analyse des risques et un renforcement considérable des capacités dans les bureaux décentralisés.

369. En 2018, la FAO a mis en place un système électronique d'appel d'offres qui est intégré au Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies, ce qui a permis d'augmenter la transparence des activités d'achat de la FAO tout en améliorant la gestion des fournisseurs.

370. Le Centre des services communs (CSC) a regroupé ses opérations à l'échelle mondiale et a créé une unité chargée de l'amélioration continue pour coordonner les modifications apportées aux systèmes et aux processus et apporter un appui à des activités pertinentes de gestion du changement. En novembre 2019, le CSC a obtenu la certification ISO 9001 pour trois processus portant sur les actifs, les paiements et les voyages. La FAO a continué de réformer ses processus par des délocalisations et des rationalisations; les fonctions liées à la gestion des actifs, aux comptes débiteurs et aux rapprochements bancaires au Siège, ainsi qu'à l'assurance-maladie après cessation de service, ont été transférées à Budapest durant l'exercice biennal.

371. L'appui direct et le renforcement des capacités dans les domaines des achats, des finances et des voyages ont été considérablement accrus en 2018-2019, en vue d'améliorer la conformité des bureaux de pays et de les doter de moyens supplémentaires. Des formations présentielles sur les nouvelles règles applicables en matière d'achats, ainsi que sur la réduction des risques financiers, ont été dispensées. Pour certains processus, notamment les achats et la gestion de la trésorerie, il est désormais obligatoire d'avoir suivi les formations en ligne correspondantes pour avoir accès aux fonctionnalités idoines du système informatique.

372. Dans certains domaines fonctionnels (services liés à la paie, voyages, gestion des actifs et assistance informatique), le niveau de satisfaction des clients s'agissant de la qualité des services administratifs est largement supérieur à la cible de 70 pour cent fixée pour l'exercice biennal (11.3.A). Par ailleurs, la cible relative à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre a été atteinte: 87 pour cent des bureaux de la FAO ont fourni les données attendues (11.3.B).

Principaux enseignements

373. Pour mettre pleinement en œuvre la nouvelle stratégie en matière de ressources humaines, il faudra élaborer un plan détaillé de gestion du changement, qui nécessitera de communiquer avec les parties prenantes et la haute direction, et de renforcer les capacités au sein de la fonction de gestion des ressources humaines. Le plan prévoira notamment l'utilisation de logiciels et de fonctionnalités en ligne qui permettront de réduire le temps et les ressources nécessaires pour mener à bien les processus, évolution qui s'inscrit dans la logique de la transformation numérique.

374. S'agissant de la mobilité du personnel, l'Organisation va affiner sa politique de mobilité et de rotation afin de mettre en évidence les améliorations à apporter ainsi que des mesures supplémentaires destinées à appuyer le programme dans les années à venir.

375. L'expérience acquise à l'occasion de la réforme des achats, qui se poursuit, a fait ressortir la nécessité de gérer le changement de manière dynamique, notamment à l'aide d'une planification robuste, d'une participation des parties prenantes et d'une consultation étroite entre les services responsables des politiques et le Centre des services communs, afin que les processus soient en phase avec l'évolution des politiques et que des directives et un appui adéquats soient fournis aux utilisateurs.

376. La délégation croissante de pouvoirs aux bureaux décentralisés met en lumière l'importance d'un suivi rigoureux par les services responsables des politiques et ceux responsables des processus, grâce à un système de gestion des risques robuste et à un renforcement adéquat des capacités du personnel administratif dans les bureaux décentralisés.

Chapitre 13: Dépenses d'équipement

Objet et portée

377. La résolution 10/2003 de la Conférence a créé le dispositif des dépenses d'équipement pour intégrer la planification de ces dépenses dans le cadre budgétaire et financier de la FAO. Ce dispositif permet la définition et l'autorisation des dépenses engagées pour des actifs corporels ou incorporels ayant une durée de vie utile supérieure à l'exercice financier biennal de la FAO qui nécessitent généralement un niveau de ressources dépassant celui des crédits ouverts dans le cadre de l'exercice biennal. L'article 6.11 du Règlement financier autorise le transfert de tout solde du compte de dépenses d'équipement pour son utilisation lors d'un exercice financier ultérieur.

378. Les dépenses d'équipement de la FAO permettent d'obtenir une infrastructure et un environnement fonctionnel plus efficaces et plus performants pour répondre aux besoins de l'Organisation s'agissant des activités et de la réalisation des objectifs stratégiques. Trois catégories de dépenses d'équipement figuraient dans le PTB 2018-2019: plateformes pour les données et les informations techniques; systèmes opérationnels et administratifs; infrastructure et services.

379. La FAO a pleinement réalisé les deux principaux indicateurs de performance biennaux relatifs aux dépenses d'équipement (*annexe 2*). En 2018-2019, les 15 projets en cours au titre du Dispositif pour les dépenses d'équipement sont assortis d'analyses coûts-avantages et de plan de concrétisation des avantages précis (13.1.A). Sur les 14 projets dont l'achèvement est prévu en 2018-2019, six ont été achevés dans les délais et huit ont été prolongés en 2020-2021 (indicateur 13.1.B à 43 pour cent).

Réalisations

380. *Plateformes pour les données et les informations techniques.* Le projet, lancé en 2016-2017 afin de mettre au point un tableau de bord des résultats de la FAO, a été achevé en 2019. Quatre autres projets portant sur la création d'un site web de l'Organisation, l'élaboration d'une stratégie d'agriculture électronique, la modernisation des anciennes applications de gestion des risques et la mise au point du système statistique opérationnel sont en cours et devraient être terminés en 2020-2021.

381. *systèmes opérationnels et administratifs.* Les projets, lancés en 2016-2017, avaient pour objet d'automatiser les versements anticipés et les rapprochements bancaires effectués par l'Organisation et de fournir une solution de services dématérialisés (cloud) pour les processus de recrutement et d'entrée en fonctions. Ils ont été achevés en 2018 et 2019 respectivement. Les trois nouveaux projets de systèmes opérationnels et administratifs qui ont été lancés en 2018-2019 en vue de fournir un système intégré d'information sur la gestion des effectifs, une solution globale de gestion des stocks et un système de gestion du cycle de vie des projets (PROMYS) sont en cours et devraient être achevés en 2020-2021.

382. *Infrastructures et services.* Le projet, lancé en 2016-2017 afin d'améliorer l'équipement vidéo dans les salles de réunion de l'Organisation, a été achevé en 2018. Deux projets lancés en 2018 visant à installer une infrastructure photovoltaïque solaire au Bureau régional de la FAO à Accra et à restructurer le réseau informatique du Siège ont été achevés en 2019. Deux nouveaux projets, lancés en 2018 dans le but de mettre en œuvre une plateforme de communication unifiée à la FAO et d'améliorer l'identité informatique et la protection de l'accès aux données, devraient être achevés en 2020-2021.

Points saillants

383. La plateforme informatique de communication unifiée a été mise au point pour remplacer et améliorer le système de téléphonie et de communication existant à l'échelle mondiale et tient compte des progrès technologiques réalisés dans les domaines de l'informatique dématérialisée (cloud) et des systèmes de communication. La mise en place du nouveau système au Siège a été une réussite et a apporté des avantages immédiats. La phase suivante consistera à étendre les capacités aux bureaux décentralisés, ce qui permettra non seulement d'améliorer nettement le système de

communication et la connectivité à l'internet, mais aussi d'utiliser en permanence les services de vidéoconférences et des services connexes qui n'étaient pas pleinement disponibles auparavant. Le projet se poursuit en 2020 dans le cadre d'un plan de mise en œuvre accéléré.

Principaux enseignements

384. Sur la base de l'expérience acquise et des enseignements tirés de la vérification comptable du Dispositif pour les dépenses d'équipement qui vient de s'achever, la FAO devra s'attacher à renforcer le processus d'examen des propositions et à veiller au cadrage stratégique des projets de dépenses d'équipement proposés concernant les investissements dans l'informatisation des systèmes opérationnels et administratifs. Un mécanisme d'examen efficace existe déjà pour la plupart des projets et il conviendrait de prévoir également une planification à long terme des investissements informatiques dans les domaines technique et statistique ainsi que dans les projets d'infrastructure.

Chapitre 14: Dépenses de sécurité

Objet et portée

385. Par sa résolution 5/2005, la Conférence a créé le chapitre Dépenses de sécurité, dispositif qui couvre toutes les dépenses de personnel et hors personnel directement liées à la sécurité du personnel et des actifs. Ce chapitre sert de base pour déterminer dans quelle mesure l'environnement de travail au Siège et dans les bureaux décentralisés est sûr et sécurisé.

386. Durant l'exercice biennal, l'Unité des services de sécurité a été intégrée au Bureau du Sous-Directeur général (Département des services internes) afin de pouvoir fournir en tous lieux un appui d'un bon rapport coût-efficacité au personnel et aux Membres. D'autres progrès ont été accomplis dans le cadre du Programme de l'Organisation sur la sécurité et la santé au travail, notamment la diffusion d'une nouvelle section du Manuel consacrée au système de gestion de la résilience de l'Organisation (ORMS) ainsi que de la politique de continuité des opérations de la FAO, la publication d'un guide d'information avant déploiement destiné au personnel en poste dans les lieux d'affectation présentant des risques élevés et le lancement d'importants travaux de maintenance au Siège.

Réalisations

387. Durant l'exercice biennal, quatre des cinq indicateurs et cibles mesurant les résultats au regard du présent chapitre ont été totalement réalisés.

388. Le pourcentage global de membres du personnel ayant suivi la formation BSAFE⁶⁹ est désormais de 96 pour cent⁷⁰, l'un des taux les plus élevés parmi les institutions, fonds et programmes des Nations Unies, supérieur à la cible de 90 pour cent (14.1.A). Depuis juillet 2017, pour pouvoir effectuer un déplacement officiel, le personnel est tenu d'avoir suivi cette formation.

389. L'Organisation a largement réussi à mettre en place un environnement de travail sûr et sécurisé pour l'exécution du Programme dans le monde (14.2). La conformité aux normes minimales de sécurité opérationnelle (14.2.A) a été mesurée au moyen d'un processus d'autoévaluation qui a permis de déterminer que 98 pour cent des bureaux décentralisés de la FAO respectent ces normes en totalité ou dans certaines limites (la cible étant de 100 pour cent). Les mesures de sécurité applicables au domicile ont été intégralement mises en œuvre pour le personnel international de la FAO (14.2.B).

390. Tous les incidents liés à la sécurité signalés dans les bureaux décentralisés ont fait l'objet d'un suivi rapide et ont été traités. L'Équipe d'intervention en cas d'incident critique s'est réunie pour chaque incident majeur touchant le personnel ou les actifs de la FAO, conformément aux consignes de l'Organisation en cas d'incident critique (14.2.C). Les mesures destinées à prévoir les incidents liés à la sécurité sur les lieux d'affectation qui présentent les risques les plus élevés, et à intervenir en conséquence, ont été traitées en priorité, notamment en déployant, le cas échéant, des spécialistes de la sécurité sur le terrain pour aider à la gestion des crises de sécurité; ces spécialistes étant arrivés à destination dans les 72 heures dans 100 pour cent des cas, la cible a été totalement atteinte (14.2.D).

391. Durant l'exercice biennal, les unités de la sécurité des sièges respectifs des organismes ayant leur siège à Rome ont continué de travailler en étroite collaboration dans des domaines tels que la réalisation conjointe de simulations, d'exercices pratiques et d'activités de formation, et l'appui aux grandes conférences. Elles le document d'Évaluation des risques pour la sécurité par pays a été approuvé par l'Équipe de direction de haut niveau en Italie et adopté par le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies à New York.

⁶⁹ Formation en ligne obligatoire de sensibilisation à la sécurité (BSAFE) du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies.

⁷⁰ Les 4 pour cent restants correspondent aux membres du personnel dont les contrats sont directement émis et gérés au niveau des pays.

Principaux enseignements

392. La mise en place du système de notification en cas d'urgence de la FAO s'est achevée avec l'enregistrement des coordonnées de la plupart des membres du personnel de l'Organisation dans le monde. Ce dispositif est un élément essentiel du système de gestion de la résilience de l'Organisation, qui permet d'envoyer, en cas d'urgence, des notifications par téléphone, SMS et messagerie électronique au personnel de la FAO. Géré par le Siège et par chacun des bureaux décentralisés, il constitue également une pièce maîtresse du plan de continuité des opérations de la FAO, et sera intégré dans les autres plans du système de gestion de la résilience de l'Organisation.

393. L'autoévaluation de la conformité à la gestion des risques de sécurité («ex-MOSS»)⁷¹ a permis au Service de la sécurité de se concentrer sur les bureaux de pays de la FAO où les dispositions de gestion des risques de sécurité ne sont pas suffisamment respectées. Le Service de la sécurité utilisera les résultats de l'évaluation pour répartir les allocations budgétaires sur le terrain de manière à répondre aux besoins liés à la sécurité et à apporter un appui technique personnalisé.

⁷¹ «Normes minimales de sécurité opérationnelle».

C. Programme de coopération technique

Objet et portée

394. Le Programme de coopération technique (PCT) permet à la FAO de faciliter l'accès des États Membres aux connaissances et aux compétences techniques de l'Organisation dans tous les domaines prioritaires couverts par le Cadre stratégique grâce aux ressources du Programme ordinaire. Les priorités définies dans les cadres de programmation par pays (CPP) orientent l'utilisation des ressources du PCT au profit d'une assistance technique qui est régie par la demande et vise à répondre aux besoins des pays, à promouvoir le changement, à encourager le renforcement des capacités et à contribuer à la mobilisation de ressources. Les projets du PCT doivent être rentables, aboutir à des résultats immédiats et tangibles, et catalyser des évolutions au service du développement.

Réalisations

Renforcement de la gestion du PCT et de l'appui dans les domaines considérés comme prioritaires par les Membres

395. Les efforts visant à réaliser les cibles fixées pour les indicateurs de rendement clés du Programme (utilisation intégrale des crédits ouverts au titre du PCT 2018-2019 et taux d'exécution de 100 pour cent au regard des crédits ouverts pour le PCT 2016-2017) se poursuivent. Dans cette optique, plusieurs mesures ont été prises durant l'exercice biennal 2018-2019 pour améliorer les délais de réponse aux demandes d'appui et la communication des résultats:

- a) un format simplifié de descriptif de projet du PCT est désormais utilisé et a permis de ramener le nombre de pages d'une moyenne comprise entre 30 et 40 à 10-15 au maximum;
- b) un nouveau manuel du PCT, qui prévoit des simplifications de toutes les procédures en vue d'améliorer les délais de réponse, a été publié;
- c) la portée de l'aide d'urgence fournie au titre du PCT a été élargie à la prévention et à l'atténuation;
- d) un format plus concis a été adopté pour les rapports finaux des projets du PCT, ce qui a permis de réduire la charge de travail des bureaux de terrain;
- e) le premier *Rapport du Programme de coopération technique (2019)*, document annuel qui offre une vue globale des résultats et réalisations du PCT, a été publié dans le cadre d'une démarche de renforcement de la transparence;
- f) une campagne de communication sur le PCT a été menée sur les médias sociaux, parallèlement à une refonte du site web du Programme.

Aperçu des projets approuvés et de leur exécution

396. Pendant l'exercice biennal, 810 projets du PCT, pour un total de 148,1 millions d'USD, ont été approuvés (voir le *tableau 2*), contre 786 projets pour un montant de 151,9 millions d'USD en 2016-2017. Ces chiffres se situent dans la fourchette normale de variabilité entre deux exercices.

Tableau 2: Projets du PCT approuvés en 2018-2019 par échelon géographique

Type de projet du PCT	Budget total (en millions d'USD)	Nombre de projets	Budget moyen par projet (en milliers d'USD)	Pourcentage du budget total approuvé
National	92,6	333	278	63
Sous-régional	10,1	36	282	7
Régional	15,7	58	271	11
Interrégional	3,7	8	459	2
Fonds du PCT*	25,9	375	69	17
Total	148,1	810	183	100

*Comprend 34 fonds sous-régionaux et 33 fonds régionaux du PCT

397. La répartition des ressources du PCT approuvées par région de la FAO est indiquée au tableau 3.

Tableau 3: Ventilation par région des ressources allouées au PCT

Région	Budget total (en millions d'USD)	Nombre de projets	Pourcentage du budget total approuvé
Afrique	59,4	256	40
Proche-Orient	13,2	61	9
Asie et Pacifique	32,0	176	22
Europe	13,3	102	9
Amérique latine et Caraïbes	26,6	207	18
Projets interrégionaux	3,7	8	2
Total	148,2	810	100

398. Les projets du PCT concernent à la fois l'aide au développement et l'aide d'urgence. Le tableau 4 donne la répartition par catégorie d'intervention.

Tableau 4: Projets du TCP approuvés, par catégorie (comparaison avec 2016-2017)

Catégorie de projet	2016-2017		2018-2019	
	Budget total (en millions d'USD)	Nombre de projets	Budget total (en millions d'USD)	Nombre de projets
Aide d'urgence	24,4	57	22,5	51
Aide au développement	105,4	367	99,7	384
Fonds du PCT	22,1	362	25,9	375
Total	151,9	786	148,1	810

399. *Aide d'urgence*: pendant l'exercice 2018-2019, 51 projets relatifs à des interventions d'urgence ont été approuvés, pour un montant total de 22,5 millions d'USD. Il s'agissait notamment de projets visant à faire face à des catastrophes de nature climatique (sécheresses, inondations, cyclones tropicaux) et à des crises dans la filière alimentaire (chenille légionnaire d'automne, peste porcine africaine, fièvre aphteuse, par exemple).

400. *Aide au développement*: en 2018-2019, 384 projets d'un montant total de 99,7 millions d'USD ont été approuvés au titre de l'aide au développement. Ces projets correspondent aux priorités nationales telles que définies dans les CPP, conformément au cadre de résultats stratégiques de la FAO.

401. Le *Fonds du PCT* est utilisé pour répondre à des demandes de compétences techniques de courte durée, aider à formuler des propositions et des descriptifs de projet dans le cadre des relations avec les partenaires fournisseurs de ressources, et renforcer la planification des programmes. Ces projets, dont le montant est limité à 100 000 USD, bénéficient de procédures

d'approbation simplifiées, mais restent totalement en phase avec les cadres de priorités des pays et de la FAO. Le Fonds du PCT joue un rôle de plus en plus important dans la mobilisation des ressources, notamment en ce qui concerne l'appui à l'élaboration des projets du FEM et du Fonds vert pour le climat.

402. Au cours de l'exercice biennal, les dépenses totales se sont élevées à 123,4 millions d'USD, soit une légère baisse par rapport à 2016-2017 qui peut s'expliquer par une exécution au titre des crédits ouverts sur 2016-2017 plus importante en début de période, ce qui a laissé moins de fonds de cet exercice à dépenser sur 2018-2019.

403. La répartition de l'aide du PCT apportée au cours de l'exercice biennal, par catégorie de projet, est indiquée au *tableau 5*.

Tableau 5: Exécution du PCT en 2018-2019, par catégorie de projet

Catégorie de projet	Millions d'USD	Pourcentage
Aide d'urgence	15,4	12,4
Aide au développement	87,8	71,2
Fonds du PCT	20,2	16,4
Total	123,4	100

Vue d'ensemble de la contribution du PCT et alignement sur le Cadre stratégique

404. La ventilation de l'assistance du PCT par objectif stratégique est présentée au *tableau 6*. Environ 65 pour cent des projets exécutés relèvent de deux objectifs stratégiques: *Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables* (OS2) et *Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise* (OS5).

Tableau 6: Exécution du PCT en 2018-2019, par objectif stratégique

Objectif stratégique	Exécution en 2018-2019 (en millions d'USD)	Pourcentage du montant total des projets exécutés
1 Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition	16,8	13,6
2 Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables	50,0	40,5
3 Réduire la pauvreté rurale	12,9	10,5
4 Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces	13,7	11,1
5 Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise	29,6	24,0
Obj. 6 Qualité technique, statistiques et thèmes transversaux (changement climatique, parité hommes-femmes, gouvernance, nutrition)	0,4	0,3
Total	123,4	100

Principaux enseignements

405. Compte tenu de la croissance continue du programme de terrain de la FAO et des charges de travail qui en découlent pour l'ensemble de l'Organisation, l'introduction de procédures et de règles du PCT simplifiées a contribué de manière essentielle à la pleine utilisation des ressources. D'autres possibilités de rationalisation seront étudiées à mesure que la FAO poursuivra la mise au point de son approche programmatique.

406. De nouvelles initiatives en matière de communication d'informations mettent en lumière de nombreuses expériences réussies qui n'avaient pas été révélées jusqu'ici, et l'évaluation et la vérification à venir du PCT vont renforcer la transparence et favoriser le débat sur l'évolution du programme.

407. D'autres gains d'efficacité sont possibles. Le PCT profitera pleinement de la rationalisation des politiques et des procédures de l'Organisation qui sera entreprise pour donner suite à la récente vérification du cycle des projets.

D. Fonds multidisciplinaire

Objet et portée

408. Le Fonds multidisciplinaire permet de renforcer la collaboration entre les disciplines et entre les différents services de la FAO, afin d'accroître l'efficacité de l'Organisation dans ses domaines d'action prioritaires et de promouvoir des mesures créatives qui améliorent l'efficacité et l'efficacité de l'exécution et du suivi des programmes.

409. Les ressources affectées à des travaux interdisciplinaires en 2018-2019 ont été attribuées aux programmes stratégiques (2 millions d'USD par objectif stratégique) afin de financer un certain nombre de propositions à l'appui des initiatives régionales ainsi que des activités des programmes stratégiques au niveau des pays, sur la base des dispositions renforcées relatives à la gestion des programmes mises en place en 2016-2017. Le *tableau 7* donne des informations sur les dépenses effectuées dans les domaines susmentionnés (10 millions d'USD) au titre du Fonds multidisciplinaire.

Tableau 7: Dépenses au titre du Fonds multidisciplinaire en 2018-2019 (en millions d'USD)

Programme stratégique (2018-2019)	Dépenses (en millions d'USD)
PS1 – Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition Un appui a été apporté aux pays afin d'améliorer la contribution des politiques, des institutions et des investissements aux ODD 1 et 2 et aux systèmes alimentaires durables au service de régimes alimentaires sains. Les activités, menées sur la base de l'analyse de l'efficacité des politiques dans 24 pays réalisée dans le cadre du programme FIRST de l'UE et de la FAO, ont notamment été axées sur la promotion des échanges Sud-Sud dans les domaines d'intervention prioritaires aux fins de concrétisation de l'ODD 2 dans les pays d'Afrique subsaharienne, ainsi que sur le rôle des régimes et systèmes alimentaires dans la prévention de l'obésité et des maladies non transmissibles liées à l'alimentation (en collaboration avec l'équipe chargée du programme stratégique 4).	2,1
PS2 – Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables L'appui apporté à 33 pays a permis de renforcer une approche intégrée de la production agricole durable au service des systèmes alimentaires. Les principaux domaines d'activité étaient les suivants: a) sensibilisation destinée à renforcer l'approche de la durabilité dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture aux fins de concrétisation des ODD; b) aide pour la planification des contributions déterminées au niveau national et la mise en œuvre d'approches intelligentes face au climat; c) promotion de l'agroécologie et d'autres pratiques et politiques novatrices, et participation des communautés de jeunes agriculteurs; d) études de référence sur le lien entre l'eau, l'énergie et la production alimentaire et sur la dégradation des terres dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord.	2,0
PS3 – Réduire la pauvreté rurale Les activités ont eu un effet catalytique en encourageant des approches programmatiques complètes à l'appui des processus d'élaboration des politiques au niveau national et en mobilisant de nouveaux financements pour une mise en œuvre à grande échelle et un impact renforcé. Elles ont aidé 28 pays à faire face à des problèmes majeurs liés à l'accès et à l'autonomisation, à la protection sociale, au changement climatique, aux migrations et à l'emploi des jeunes, dans le cadre d'un partenariat étroit avec les équipes chargées des programmes stratégiques.	2,0
PS4 – Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces Un appui a été apporté au développement des systèmes alimentaires dans 19 pays répartis dans toutes les régions, en collaboration avec les équipes chargées des programmes stratégiques, les partenaires locaux et les organisations régionales et internationales. Les domaines de travail comprenaient en particulier l'agenda alimentaire urbain, l'appui à la gouvernance des systèmes alimentaires locaux, et des études méthodologiques visant à déterminer la relation entre l'obésité, les maladies non transmissibles et les systèmes alimentaires, et notamment le commerce, avec une attention particulière portée aux PEID.	2,0

Programme stratégique (2018-2019)	Dépenses (en millions d'USD)
PS5 – Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise Des activités ont été entreprises dans des domaines thématiques prioritaires tels que la pérennisation de la paix, l'approche «Un monde, une santé», le changement climatique, la protection sociale, les migrations et les moyens d'existence pastoraux. Une mise en œuvre transversale axée sur les pays africains ⁷² , les pays du Machrek, la Turquie et les pays asiatiques a été menée en étroite coopération avec les bureaux régionaux et sous-régionaux concernés, les départements techniques du Siège et en collaboration avec les équipes chargées des programmes stratégiques.	1,9
Total	10

⁷² Notamment le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Kenya, le Mali, le Niger, l'Ouganda, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud, la Tanzanie et le Tchad.

E. Résultats financiers

Évolution des ressources totales

410. L'une des principales caractéristiques du rapport sur l'exécution du programme est de faire le point sur l'utilisation des ressources pendant l'exercice biennal pour la fourniture des produits et des services. La présente section porte sur l'évolution et l'utilisation des ressources disponibles provenant des contributions ordinaires et des contributions volontaires. L'analyse concerne les dépenses totales, telles qu'elles apparaissent dans les états financiers non vérifiés de l'Organisation pour l'exercice biennal. En 2018-2019, elles se sont élevées à 2 800 millions d'USD, soit une hausse de 188 millions d'USD (7,2 pour cent) par rapport à 2016-2017.

411. Les principales sources de financement sont présentées dans le *tableau 8*, sous deux catégories:

- a) La catégorie «Fonds général et fonds annexes» couvre les activités financées par les crédits ouverts au titre du Programme ordinaire et par des sources associées, telles que les activités de soutien à l'investissement financées conjointement, le remboursement des dépenses d'appui et divers autres postes;
- b) La catégorie «Fonds fiduciaires et PNUD» couvre les activités mises en œuvre au moyen de projets et financées par des contributions volontaires, y compris celles du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

412. Les dépenses au titre de Fonds général et fonds annexes ont diminué de 3,0 millions d'USD (-0,3 pour cent) par rapport à l'exercice biennal précédent, tandis que les dépenses au titre de Fonds fiduciaires et PNUD ont augmenté de 191,3 millions d'USD (12,9 pour cent), comme on le voit dans le *tableau 8*. La diminution des dépenses au titre de Fonds général et fonds annexes est principalement liée à une augmentation des soldes nets reportés sur l'exercice biennal suivant pour le Programme de coopération technique (TCP), comme indiqué dans le *tableau 8*.

Tableau 8: Récapitulatif des dépenses par source de financement (en millions d'USD)

Source de financement	2016-2017	2018-2019	Différence (USD)	Différence %
Fonds général et fonds annexes				
Dépenses au titre du Programme ordinaire par rapport au budget de 1 005,6 millions d'USD⁽¹⁾	1 001,8	1 002,1	0,3	0,03 %
Activités d'investissement financées conjointement	38,5	37,6	(0,9)	(2,2 %)
Contributions volontaires et fonds reçus au titre d'arrangements interorganisations	138,0	140,0	2,0	1,4 %
Contributions en espèces des gouvernements et autres recettes accessoires	20,4	22,6	2,2	11,1 %
Ajustements du PCT, du Compte des dépenses d'équipement et du Compte des dépenses de sécurité (tableau 9)	(9,2)	(25,7)	(16,5)	179,3 %
Variation de change ⁽²⁾	(33,9)	(24,3)	9,6	(28,3 %)
Autres ⁽³⁾	(22,6)	(22,3)	0,3	(1,2 %)
Total partiel	1 132,9	1 130,0	(3,0)	(0,3 %)
Fonds fiduciaires et PNUD				
Fonds fiduciaires/PNUD (à l'exclusion des projets d'urgence)	816,6	828,0	11,4	1,4 %
Opérations spéciales de secours (projets d'urgence)	661,8	841,8	180,0	27,2 %
Total partiel	1 478,4	1 669,7	191,3	12,9 %
Dépenses totales	2 611,4	2 799,7	188,4	7,2 %
Notes: ⁽¹⁾ Les dépenses de l'exercice 2018-2019 au titre du Programme ordinaire ne comprennent pas le montant de 3,9 millions d'USD qui correspond au report du solde non dépensé des crédits ouverts pour l'exercice 2016-2017, autorisé par la Conférence, dans sa résolution 12/2017, et par le Conseil ⁷³ . ⁽²⁾ La variation de change correspond à l'ajustement du montant effectif des transactions effectuées en euros pour convertir celui-ci au taux de change budgétaire et non au taux opérationnel des Nations Unies en vigueur à la date de transaction. ⁽³⁾ À la ligne «Autres», le poste de dépenses principal représente 21,7 millions d'USD pour les primes d'assurance maladie, comptabilisées comme une réduction des obligations passées au titre de l'assurance maladie après cessation de service (AMACS) aux fins d'information financière.				

Tableau 9: Ajustements du PCT, du Compte des dépenses d'équipement et du Compte des dépenses de sécurité en 2018-2019 (en millions d'USD)

Source de financement	2016-2017	2018-2019	Différence
Ouvertures de crédit du PCT de l'exercice biennal précédent reportées sur l'exercice biennal en cours	79,5	74,0	(5,5)
Ouvertures de crédit du PCT reportées sur l'exercice biennal suivant	(74,0)	(85,9)	(12,0)
Ressources du Compte des dépenses d'équipement de l'exercice biennal précédent reportées sur l'exercice biennal en cours	0	0	0
Ressources du Compte des dépenses d'équipement reportées sur l'exercice biennal suivant	(12,0)	(10,3)	1,8
Ressources du Compte des dépenses de sécurité de l'exercice biennal précédent reportées sur l'exercice biennal en cours	0,3	0	(0,3)
Ressources du Compte des dépenses de sécurité reportées sur l'exercice biennal suivant	(3,0)	(3,5)	(0,5)
Montant net reporté sur l'exercice biennal en cours / (reporté sur l'exercice biennal suivant)	(9,2)	(25,7)	(16,5)

⁷³ CL 159/REP paragraphe 6.h).

Exécution du Programme de travail

413. Le budget du Programme de travail 2018-2019 se fondait sur le montant net des crédits approuvés et sur une estimation des ressources extrabudgétaires volontaires. Le Programme de travail est établi en fonction des produits et des cibles y afférentes qui sont définis dans les cadres de résultats pour les objectifs stratégiques et fonctionnels, l'objectif 6, le Programme de coopération technique et les dépenses d'équipement et de sécurité et qui doivent être réalisés sur deux ans.

414. Le *tableau 10* donne des informations par objectif stratégique et fonctionnel et chapitre budgétaire sur l'utilisation prévue et effective des crédits ouverts (montant net) et des ressources extrabudgétaires estimatives mises à la disposition de la FAO en 2018-2019. La ventilation par chapitre budgétaire de l'ouverture de crédits nette au titre du Programme ordinaire ainsi que les estimations et la ventilation par chapitre des ressources extrabudgétaires correspondent à celles publiées dans le PTB 2018-2019 et approuvées par le Conseil en décembre 2017⁷⁴.

415. L'utilisation des crédits ouverts (montant net) s'écarte inévitablement des prévisions, sous la pression d'un certain nombre de facteurs: des changements de priorités dus à des évolutions extérieures au niveau mondial et au niveau des pays ou découlant des mesures prises pour répondre aux besoins les plus pressants des Membres, des frais imprévus et l'incidence des taux de change.

416. En 2018-2019, l'Organisation a dépensé 99,6 pour cent des crédits ouverts nets d'un montant de 1 005,6 millions d'USD. Le montant des crédits non utilisés s'est élevé au total à 3,6 millions d'USD.

417. Conformément à l'article 4.5 b) du Règlement financier, l'exécution du budget a été présentée au Comité financier à sa session de novembre 2019 afin qu'il prenne note du bilan d'ensemble prévu pour l'exercice budgétaire 2018-2019 et des virements entre chapitres⁷⁵. Tous les soldes non dépensés du PCT, du Compte des dépenses d'équipement et du Compte des dépenses de sécurité sont reportés sur l'exercice suivant, conformément aux dispositions du Règlement financier en vigueur, et sont donc présentés comme ayant été totalement dépensés dans le *tableau 10*.

418. S'agissant de l'exécution extrabudgétaire⁷⁶, les dépenses se sont élevées à 1,8 milliard d'USD, soit 16,4 pour cent de plus que le montant estimé dans le PTB. Cela est dû au fait que l'on avait avancé des prévisions prudentes concernant ces ressources afin de tenir compte de leur caractère imprévisible.

⁷⁴ CL 163/3; CL 163/REP.

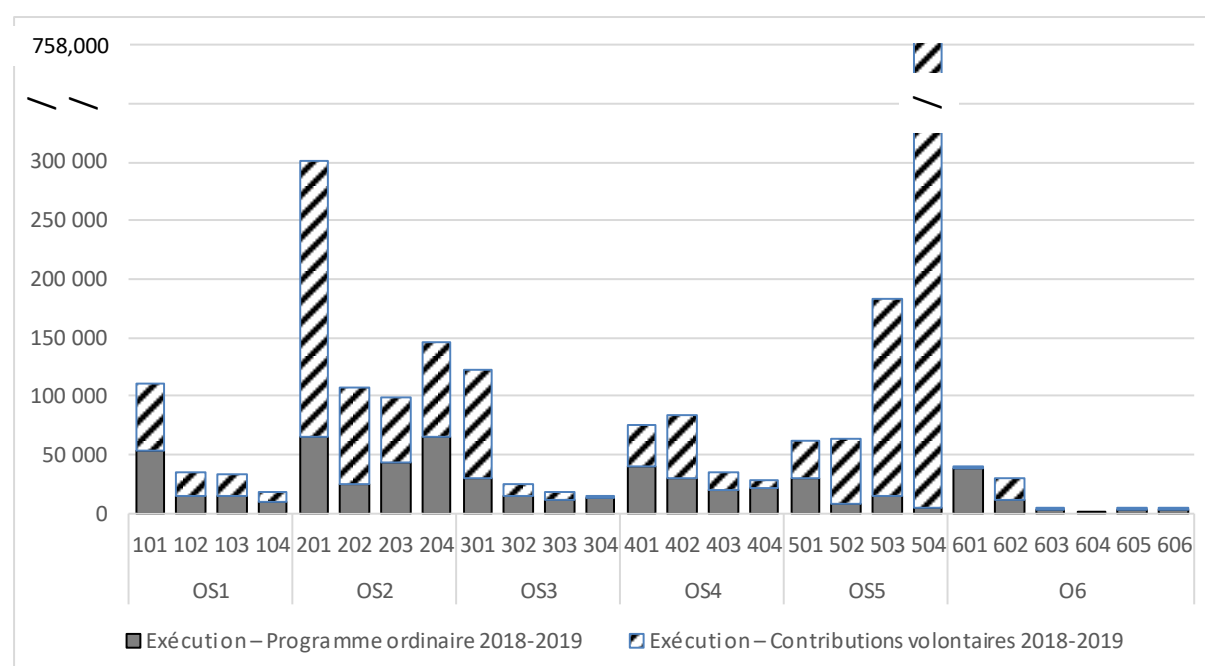
⁷⁵ FC 178/5.

⁷⁶ Les dépenses figurant dans la colonne des dépenses extrabudgétaires comprennent les recettes créditées au Fonds général.

Tableau 10: Exécution du Programme de travail 2018-2019 (en milliers d'USD)

Chapitre	Exécution du Programme ordinaire			Exécution des projets financés par des ressources extrabudgétaires			Total exécution	
	Ouverture de crédits nette (PTB)	Dépenses	(Dépassement) / sous-utilisation	Ressources extrabudgétaires - montant prévu	Dépenses extrabudgétaires	(Dépassement) / sous-utilisation	Budget total prévu	Total des dépenses
1	82 451	91 213	(8 762)	186 015	105 505	80 510	268 466	196 718
2	197 117	198 101	(984)	459 724	454 548	5 176	656 841	652 649
3	66 527	70 237	(3 710)	91 945	111 204	(19 259)	158 472	181 440
4	105 879	110 308	(4 429)	141 385	112 066	29 319	247 264	222 375
5	54 350	56 776	(2 426)	654 701	1 010 331	(355 630)	709 051	1 067 107
6	68 651	59 620	9 031	20 458	19 882	576	89 109	79 503
7	140 788	140 788	0	0	0	0	140 788	140 788
8	78 630	77 172	1 458	1 059	2 578	(1 519)	79 689	79 750
9	36 244	31 731	4 513	0	0	0	36 244	31 731
10	70 548	66 822	3 726	939	1 351	(412)	71 487	68 173
11	64 535	59 973	4 562	7 910	3 021	4 889	72 445	62 994
12	600	0	600	0	0	0	600	0
13	16 892	16 892	0	0	0	0	16 892	16 892
14	22 421	22 421	0	231	0	231	22 652	22 421
Total	1 005 635	1 002 056	3 579	1 564 368	1 820 486	(256 118)	2 570 003	2 822 542

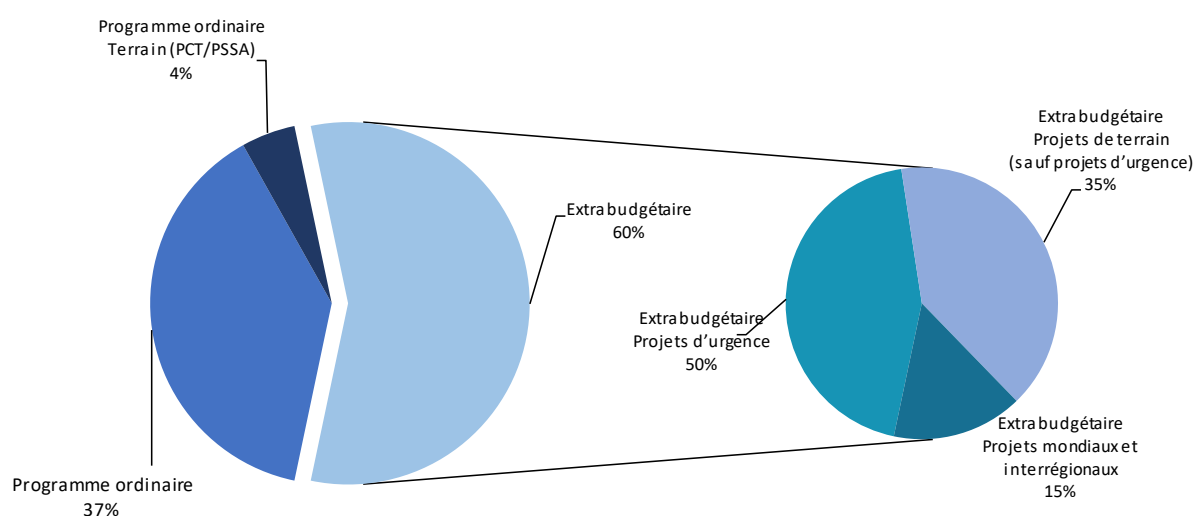
419. La *figure 1* présente l'exécution du budget, par résultante, pour les objectifs stratégiques et l'objectif 6. Les dépenses par résultante, pour chaque chapitre budgétaire, sont présentées à l'*annexe 2*.

Figure 1: Exécution au niveau des résultantes pour les objectifs stratégiques et l'objectif 6 (en milliers d'USD)

420. La *figure 2* présente les dépenses engagées au titre du budget ordinaire et au titre des ressources extrabudgétaires pendant l'exercice biennal 2018-2019, en pourcentage des dépenses totales. Les dépenses extrabudgétaires y sont ventilées par catégorie: projets d'assistance d'urgence, projets de terrain et projets mondiaux et interrégionaux. Les dépenses engagées au titre du Programme ordinaire en 2018-2019 ont représenté 41 pour cent des dépenses totales, dont 4 pour cent dévolus au PCT. Par rapport à 2016-2017, la part du budget ordinaire dans les dépenses totales a diminué de 3 points de pourcentage (elle était de 44 pour cent lors de l'exercice précédent), en raison de l'augmentation des dépenses extrabudgétaires.

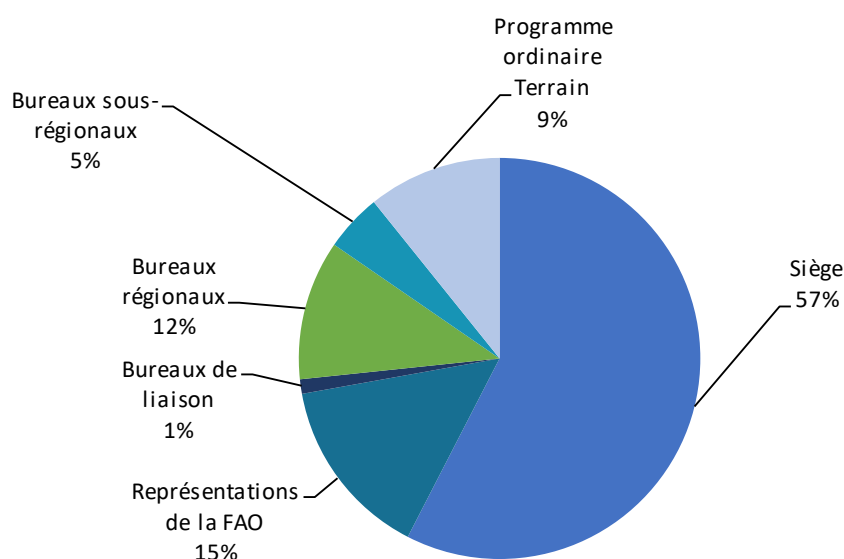
421. Les interventions d'urgence représentent la part la plus importante des dépenses extrabudgétaires (50 pour cent); elles sont suivies par les projets de terrain sans caractère d'urgence (35 pour cent) et par l'appui extrabudgétaire aux projets mondiaux et interrégionaux (15 pour cent).

Figure 2: Dépenses au titre du budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires en pourcentage des dépenses totales en 2018-2019 et ventilation des dépenses extrabudgétaires



422. La *figure 3* indique la répartition des dépenses au titre du budget ordinaire entre le Siège et les bureaux décentralisés; la répartition est sensiblement la même qu'en 2016-2017.

Figure 3: Dépenses engagées au titre du budget ordinaire au Siège et dans les bureaux décentralisés, 2018-2019



Utilisation du montant reporté de l'exercice 2018-2019

423. La Conférence a autorisé le Directeur général, nonobstant la disposition 4.2 du Règlement financier, à affecter le solde non employé des crédits ouverts pour l'exercice 2018-2019 à des usages ponctuels en 2020-2021, sur la base d'une proposition qui sera présentée et approuvée lors des sessions de mai et juin 2020 de la Réunion conjointe du Comité du Programme et du Comité financier, et du Conseil⁷⁷, après examen de la proposition qui aura été présentée sur l'emploi systématique des soldes des ouvertures de crédits. Un solde non dépensé de 3,6 millions d'USD est constaté par rapport à l'ouverture de crédits nette de 1 005,6 millions d'USD approuvée pour 2018-2019, soit une utilisation de 99,6 pour cent des crédits alloués, et une proposition d'utilisation ponctuelle en 2020-2021 est soumise à la Réunion conjointe du Comité du Programme et du Comité financier et au Conseil pour approbation⁷⁸.

Utilisation du montant reporté de l'exercice 2016-2017

424. Comme la Conférence l'a autorisé en 2017⁷⁹, le solde de 3,9 millions d'USD sur les crédits ouverts pour 2016-2017 a été utilisé en 2018-2019 pour financer des dépenses exceptionnelles à l'appui de programmes de l'Organisation, notamment le Fonds spécial pour les activités de financement du développement, en accord avec la décision prise par la Réunion conjointe du Comité du Programme et du Comité financier et par le Conseil à leurs réunions de novembre et décembre 2017. Comme le Conseil l'a autorisé⁸⁰, ce montant a été affecté en totalité, par le biais d'une dotation au Fonds spécial pour les activités de financement du développement, à l'aide fournie aux pays pour leur permettre de formuler et de préparer des projets du Fonds vert pour le climat (FVC) bien conçus sur le plan technique.

425. En 2018-2019, la FAO a aidé à formuler des propositions de financement et des dons au titre du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires du FVC dans toutes les régions, en privilégiant les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays de la région Afrique.

426. La FAO, en tant qu'entité accréditée du FVC, a continué de travailler aux côtés du secrétariat du Fonds. Six propositions de financement élaborées par la FAO ont été approuvées par le Conseil d'administration du FVC en 2018-2019 (El Salvador et Paraguay en 2018, et Chili, Kirghizistan, Népal et Pakistan en 2019), pour un total de 426,6 millions d'USD. Les dons du FVC correspondant aux six propositions de financement approuvées s'élèvent à 228,8 millions d'USD. La FAO a en outre présenté six propositions de financement (Arménie, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba et Guatemala) au Secrétariat du FVC pour une valeur totale de projets de 318,7 millions d'USD, dont 159 millions d'USD sous forme de dons.

427. En 2018-2019, 24 propositions soumises par la FAO dans le cadre du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires ont été approuvées par le Secrétariat du Fonds. Avec les cinq projets approuvés précédemment ou début 2020, la FAO dispose d'un portefeuille de 29 projets au titre du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires, pour un montant total de 16 millions d'USD.

428. Pour terminer, la FAO a apporté son soutien aux pays de la Grande muraille verte du Sahara et du Sahel en élaborant une note de synthèse relative à une proposition de projet régional visant à amplifier le renforcement de la résilience dans cette région, qu'elle a soumise au Fonds vert pour le climat début 2020. Ce projet multinational de 180 millions d'USD cible le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Tchad et a pour but de transposer à plus grande échelle les activités de remise en état des terres menées avec succès dans le cadre de l'Initiative Grande muraille verte

⁷⁷ C 2019/REP, paragraphe 73.

⁷⁸ C 2019/REP, paragraphe 73; FC 180/6 Annexe 1: JM 2020.1/2 (utilisation du solde inutilisé des crédits de l'exercice 2018-2019).

⁷⁹ C 2017/REP, paragraphe 76.

⁸⁰ CL 158/REP, paragraphe 10 a) et CL 159/REP, paragraphe 6 h).

afin de réduire les émissions et de renforcer la résilience des petits exploitants agricoles du Sahel au moyen d'une approche fondée sur les chaînes de valeur.

Économies et gains d'efficience

429. Les efforts déployés pour instaurer une culture d'optimisation des ressources au sein de l'Organisation ont débouché sur des gains d'efficience substantiels au cours des derniers exercices biennaux.

430. En 2018-2019, l'accent a été mis sur la consolidation des économies générées pendant l'exercice biennal précédent, ainsi que sur l'optimisation de la fourniture de services, ce qui a permis de dégager 11,7 millions d'USD de gains d'efficience supplémentaires. Ceux-ci comprennent des économies biennalisées supplémentaires d'un montant total de 3,6 millions d'USD sur les dépenses de personnel, principalement en raison de la diminution de la rémunération nette des fonctionnaires du cadre organique au Siège, de la prolongation du gel des barèmes des traitements des agents des Services généraux, et de la réduction d'autres indemnités et prestations résultant de la mise en œuvre progressive du nouvel ensemble de prestations depuis 2016. En outre, l'inflation de 8,1 millions d'USD des coûts des biens et services a été compensée par des réductions des dépenses engagées pour les consultants, les voyages et les achats⁸¹.

431. Outre ces économies prévues dans le Programme de travail et budget pour l'exercice biennal, 1 million d'USD de ressources supplémentaires ont été allouées au Programme conjoint FAO/OMS relatif à la fourniture d'avis scientifiques et à la Convention internationale pour la protection des végétaux (0,5 million chacun) grâce à des gains d'efficience et des économies de coûts ponctuels, sans effet négatif sur l'exécution des plans de travail biennaux⁸².

Mobilisation de ressources

432. Pour l'exercice biennal 2018-2019, la FAO a mobilisé 2,4 milliards d'USD de contributions volontaires auprès de partenaires fournisseurs de ressources pour l'exécution du Programme de travail de l'Organisation, soit une augmentation de 17 pour cent par rapport à 2016-2017. Ce résultat est le fruit d'une meilleure coordination de la mobilisation de ressources dans l'Organisation, favorisée par divers facteurs: une approche de la mobilisation de ressources axée sur le développement des activités, le remaniement des mécanismes de fonds de financement communs, conformément à la réforme du système des Nations Unies, une mobilisation de ressources renforcée au niveau des pays, et une plus grande visibilité des résultats et une reconnaissance accrue des partenaires.

433. Les projets nationaux, sous-régionaux et régionaux ont représenté 79 pour cent des approbations extrabudgétaires en 2018-2019, comme lors de l'exercice biennal 2016-2017. Les approbations se sont réparties comme suit: 36 pour cent pour le Bureau régional pour l'Afrique, 17 pour cent pour le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, 14 pour cent pour le Bureau régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, 10 pour cent pour le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2 pour cent pour le Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale. Les 21 pour cent restants étaient des programmes et projets interrégionaux et mondiaux. Les ressources mobilisées ont été allouées aux programmes stratégiques de la manière suivante: 49 pour cent pour l'OS 5, 28 pour cent pour l'OS 2, 10 pour cent pour l'OS 4, 8 pour cent pour l'OS 3, 3 pour cent pour l'OS1 et les 2 pour cent restants pour l'Objectif 6 et les autres classifications.

434. Les 20 principaux partenaires fournisseurs de ressources ont apporté 82 pour cent environ du montant total des contributions volontaires, comme indiqué au *tableau 11*, contre 79 pour cent lors de l'exercice biennal précédent. Les cinq principaux partenaires fournisseurs de ressources ont représenté environ 51 pour cent de toutes les ressources mobilisées, contre 52 pour cent en 2016-2017. De nouveaux partenaires fournisseurs de ressources ont fait leur entrée dans la liste des 20 principaux partenaires pendant l'exercice biennal 2018-2019, notamment le Fonds vert pour le

⁸¹ C 2019/3.

⁸² FC 178/5.

climat et le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général de l'ONU. L'Union européenne (UE) et les États-Unis d'Amérique restent les premiers partenaires fournisseurs de ressources de la FAO, et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) garde sa place de troisième contributeur. Malgré un élargissement de sa base de partenaires fournisseurs de ressources, l'Organisation dépend encore largement d'un noyau réduit de partenaires.

Tableau 11: Ressources mobilisées, en millions d'USD – principaux partenaires fournisseurs de ressources en 2018-2019

Partenaire fournisseur de ressources	2016-2017	2018-2019
Union européenne	420	512
États-Unis d'Amérique	255	302
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	213	181
Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU	93	146
Suède	38	95
Arabie saoudite	22	94
<i>(dont fonds fiduciaires unilatéraux)</i>	22	93
* Fonds fiduciaire conjoint administré par le PNUD	66	89
Royaume-Uni	105	86
Japon	26	69
Pays-Bas	33	67
Allemagne	47	60
Norvège	69	55
Fonds vert pour le climat	0	48
Colombie (fonds fiduciaires unilatéraux seulement)	43	39
Italie	24	38
République de Corée	3	31
Brésil	9	28
<i>(dont fonds fiduciaires unilatéraux)</i>	0	13
Canada	29	24
Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix	5	22
Suisse	31	18
Fonds multilatéraux	143	120
<i>(dont le Fonds fiduciaire africain de solidarité pour la sécurité alimentaire)</i>	3	1
<i>(dont le Mécanisme multidonateurs flexible - FMM)</i>	17	1
** Autres projets financés par des fonds fiduciaires unilatéraux	107	113
Autres partenaires fournisseurs de ressources	299	205
Total des fonds approuvés	2 080	2 442
<i>(dont programmes conjoints)</i>	153	204

* Comprend les fonds fiduciaires administrés par le PNUD (UND-UNDP).

** À l'exclusion des contributions de la Colombie, du Brésil et de l'Arabie saoudite (prises en compte plus haut dans le tableau).

435. Les fonds fiduciaires multilatéraux ont permis de mobiliser 120 millions d'USD pendant l'exercice biennal. Pour permettre l'allocation de ressources aux domaines de travail qui en ont le plus besoin, la FAO continue d'encourager la mobilisation de contributions à affectation assez générale. La FAO a effectué un examen approfondi de deux de ses principaux mécanismes de financement mutualisé: le Mécanisme multidonateurs flexible (FMM) et le Fonds fiduciaire africain de solidarité pour la sécurité alimentaire (ASTF). Les deux mécanismes ont été dotés d'un nouveau cadre de gouvernance, de domaines prioritaires d'investissement et de procédures actualisées pour l'allocation des ressources et l'établissement des rapports. En 2018-2019, les membres du Mécanisme multidonateurs flexible étaient les suivants: Belgique, Flandre, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse. Fin décembre 2019, les annonces de contribution à ce mécanisme atteignaient 41 millions d'USD.

436. Dans le contexte de la réforme du système des Nations Unies, les fonds mis à disposition par l'intermédiaire du PAM et par l'intermédiaire du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluri-partenaires, au PNUD, et des programmes conjoints des Nations Unies ont pris de l'importance;

c'est le cas notamment du Fonds fiduciaire multipartenaires pour la lutte contre la résistance aux antimicrobiens, créé il y a peu et dirigé par la FAO, l'OIE et l'OMS, qui attire de nombreux partenaires. Les contributions volontaires reçues au titre des programmes conjoints ont augmenté, passant de 153 millions d'USD en 2016-2017 à 204 millions d'USD en 2018-2019. On peut notamment citer le plus grand programme conjoint des Nations Unies financé par l'UE dans le Pacifique: un programme relatif aux chaînes de valeur dirigé par la FAO et regroupant cinq partenaires des Nations Unies en Papouasie-Nouvelle-Guinée, pour un budget total de 90 millions d'USD.

437. Les fonds fiduciaires unilatéraux ont également enregistré une forte augmentation. Ces fonds, qui sont levés par l'intermédiaire de fonds souverains et d'institutions financières internationales, permettent aux pays de bénéficier des compétences techniques de la FAO pour réaliser leurs projets prioritaires. En 2018-2019, les ressources mobilisées au titre de ces fonds ont atteint au total 258 millions d'USD, soit 11 pour cent de l'ensemble des contributions volontaires. En 2019, notamment, l'Arabie saoudite a approuvé le plus grand projet de son histoire (93 millions d'USD), et le premier projet financé par un fonds fiduciaire unilatéral avec la Banque interaméricaine de développement a vu le jour. D'autres grands projets financés par des fonds fiduciaires unilatéraux ont été approuvés par la Colombie, le Pakistan, le Brésil, le Mozambique et la Tunisie pendant cet exercice biennal.

438. Les contributions volontaires reçues pour la programmation d'activités de renforcement de la résilience et d'interventions en cas de crise se sont élevées à 1 milliard d'USD en 2018-2019. Quarante pour cent de ces contributions ont été utilisées pour répondre aux besoins des pays qui font face à des crises prolongées et à un risque de famine (Somalie, Soudan du Sud et Yémen). Pour 2018-2019, les principaux partenaires fournisseurs de ressources destinées au renforcement de la résilience ont été les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Suède, les Pays-Bas, la Norvège, le Japon, ainsi que les mécanismes faisant appel à des fonds de financement commun de l'action humanitaire.

439. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire jouent toujours un rôle important dans le développement de la base de partenaires fournisseurs de ressources de la FAO. Plusieurs nouveaux projets ont été approuvés dans le cadre du programme de coopération Sud-Sud FAO-Chine, notamment un projet de coopération triangulaire avec les Pays-Bas et de nouveaux accords conclus avec la République de Corée et le Venezuela.

Le Centre d'investissement

Sur l'exercice biennal 2018-2019, le Centre d'investissement a financé la mise au point de 79 projets d'investissement (30 pour cent des activités du Centre) dans 58 pays, financés par des institutions financières internationales (IFI), pour un montant total de 12,9 milliards d'USD. Il a apporté des services d'appui à l'exécution des projets à 100 pays (60 pour cent des activités), et un appui aux politiques (10 pour cent des activités) qui a débouché sur l'élaboration de 30 stratégies agricoles, 29 études de politiques, 63 études sectorielles et 26 manifestations favorisant le dialogue entre les acteurs publics et privés. Par la formation sur le lieu de travail, l'apprentissage entre pairs et l'utilisation d'outils d'évaluation, le Centre d'investissement a mené à bien 39 missions de renforcement des capacités. En 2019, il a appuyé les programmes innovants de financement mixte de l'Union européenne pour stimuler l'investissement privé dans l'alimentation et l'agriculture, en collaboration avec les institutions européennes de financement du développement. Le Centre a fourni des conseils techniques pour éclairer les décisions relatives à la qualité et à la durabilité de ces investissements privés.

Coût de l'appui au programme de terrain

440. L'assistance technique fait partie du mandat de la FAO, comme le prévoit l'article I.3 a) des Textes fondamentaux. Cette assistance est financée par le budget ordinaire, les contributions volontaires ou d'autres types d'arrangements (partenariats et coopération Sud-Sud et coopération triangulaire, par exemple). L'assistance technique et le soutien aux activités reposent essentiellement sur a) les services d'appui technique, généralement fournis directement aux Membres et b) le soutien administratif et opérationnel, visant à garantir l'exécution efficace des activités réalisées dans le cadre des projets.

441. Des efforts concertés ont été déployés au sein de l'Organisation pour mesurer le coût de l'appui au programme de terrain et à d'autres activités extrabudgétaires et pour en rendre compte en toute transparence. Comme indiqué dans le Rapport sur l'exécution du Programme 2016-2017, depuis l'exercice biennal 2016-2017, la FAO rend compte du coût de l'appui au programme de terrain en prenant pour base la nouvelle politique de la FAO en matière de recouvrement des coûts approuvée en 2015. Le modèle repose sur le principe de recouvrement proportionnel, à savoir que les dépenses d'appui de chaque projet sont réparties entre le Programme ordinaire et les ressources extrabudgétaires en fonction du poids des dépenses opérationnelles directes.

442. Les données recueillies ont été employées: a) dans le cas des services d'appui technique, pour fournir une estimation des ressources humaines financées au titre du budget ordinaire qui sont consacrées à la fourniture de ces services; et b) s'agissant de l'appui administratif et opérationnel, pour déterminer les taux de remboursement aux niveaux local et central et faciliter les actions visant à réduire ces coûts.

Services d'appui technique

443. Le coût de la fourniture de services d'appui technique en 2018-2019, évalués sur la base du principe de proportionnalité décrit ci-dessus, s'élève à 125,2 millions d'USD, soit une augmentation de 12,7 millions d'USD par rapport à 2016-2017. Ce chiffre correspond toutefois à une légère diminution étant donné que le niveau d'exécution des projets a été plus élevé (*tableau 12*).

Tableau 12: Services d'appui technique*

	2016-2017 (en millions d'USD)	2018-2019 (en millions d'USD)
Montant total des projets exécutés (contributions volontaires et PCT)	1 617,0	1 788,3
Coût total des services d'appui technique aux projets	112,5	125,2
Total en pourcentage du montant total des projets exécutés	7,0 %	7,0 %
* Ces chiffres tiennent compte de la variation des dépenses de personnel, de manière à présenter les coûts réels au taux de change budgétaire entre l'EUR et l'USD.		

444. La principale source de services d'appui technique est le personnel du cadre organique des bureaux décentralisés, qui en a fourni 80 pour cent, les 20 pour cent restants étant assurés par le personnel des divisions techniques du Siège.

Dépenses d'appui administratif et opérationnel

445. Dans le cadre de l'ancienne politique de recouvrement des coûts, les dépenses d'appui administratif et opérationnel sont recouvrées en appliquant aux projets un taux de remboursement au titre des dépenses d'appui. En vertu de la nouvelle politique de recouvrement des coûts, les dépenses d'appui directes pour les services administratifs et opérationnels sont alignées sur les intrants et les conditions opérationnelles de chaque projet, et les dépenses d'appui indirectes, au taux de 7 pour cent, sont ajoutées pour couvrir les dépenses qui viennent à l'appui de l'exécution

globale du programme mais qui ne peuvent pas être directement associées à des activités spécifiques.

446. En 2018-2019, les dépenses d'appui à recouvrer au titre des services d'appui administratif et opérationnel fournis aux projets approuvés sous l'ancienne politique se sont élevées à 131,6 millions d'USD, comme indiqué au *tableau 13*. Environ 88,7 pour cent des dépenses d'appui administratif et opérationnel ont été recouvrées sur les budgets des projets sur la base de l'ancienne politique, soit approximativement le même pourcentage qu'en 2016-2017. Du fait de la part de plus en plus faible des projets approuvés au titre de l'ancienne politique dans le portefeuille global, le montant des dépenses d'appui administratif et opérationnel non recouvrées a diminué de 3,5 millions d'USD (19 pour cent), passant de 18,4 millions d'USD en 2016-2017 à 14,9 millions d'USD en 2018-2019. Avec l'application progressive de la nouvelle politique de recouvrement des coûts et de ses principes sous-jacents, le déficit de recouvrement des dépenses devrait continuer de diminuer.

Tableau 13: Coûts de l'appui administratif et opérationnel aux projets approuvés au titre de l'ancienne politique et montant des remboursements reçus des budgets de projet par rapport au montant total des projets exécutés

	2016-2017 (en millions USD)	2018-2019 (en millions USD)
Montant total des projets exécutés dans le cadre de l'ancienne politique (contributions volontaires et PCT)	1 617,0	1 548,3
Dépenses d'appui administratif et opérationnel	159,5	131,6
Dépenses d'appui administratif et opérationnel recouvrées sur les budgets de projet	141,1	116,7
Montant des dépenses d'appui administratif et opérationnel non recouvrées	18,4	14,9
Pourcentage net des montants recouverts	88,5 %	88,7 %

447. La nouvelle politique de la FAO en matière de recouvrement des coûts a été introduite progressivement à compter de janvier 2018. Elle vise à garantir que les dépenses de la FAO sont correctement estimées et réparties entre toutes les sources de financement, conformément à la politique en vigueur au sein du système des Nations Unies et aux pratiques encouragées par l'Assemblée générale des Nations Unies⁸³. La nouvelle méthode de calcul et de répartition des dépenses d'appui vise à ce que les dépenses facturées correspondent au plus près aux dépenses effectives des projets et permet plus de transparence et d'équité vis-à-vis des Membres et vis-à-vis des partenaires fournisseurs de ressources.

448. Le nouveau modèle de recouvrement des coûts, basé sur un recouvrement proportionnel et intégral des coûts, avec répartition des dépenses, distingue trois types de dépenses: les dépenses opérationnelles directes (DOD), les dépenses d'appui directes (DAD) et les dépenses d'appui indirectes (DAI)⁸⁴. Les chiffres correspondant à la mise en œuvre de cette nouvelle politique sont fournis au *tableau 14*.

⁸³ Résolution 71/243 de l'Assemblée générale des Nations Unies, paragraphe 35.

⁸⁴ FC 156/7 et CL150/4.

Tableau 14: Dépenses d'appui directes pour les services administratifs et opérationnels recouvrées en vertu de la nouvelle politique de remboursement des dépenses d'appui

	2016-2017 (en millions d'USD)	2018-2019 (en millions d'USD)
DOD – dépenses opérationnelles directes (pour les projets approuvés dans le cadre de la nouvelle politique)		220,5
DAD – dépenses d'appui directes		19,5
DAI – dépenses d'appui indirectes		16,6
Total		256,7

Annexe 1: Méthode de suivi

Suivi au niveau des objectifs stratégiques: rapports sur les indicateurs des ODD

449. Les objectifs stratégiques de la FAO sont les objectifs mondiaux de développement que l'Organisation et les États Membres ont l'ambition de réaliser, en collaboration avec le reste de la communauté internationale. Ils fournissent une ligne de visée qui permet d'évaluer les progrès accomplis au niveau mondial dans les domaines dans lesquels l'Organisation s'est engagée à obtenir des résultats en œuvrant en concertation avec des partenaires.

450. La FAO est l'un des nombreux partenaires de développement qui apportent leur soutien aux États dans le cadre des efforts que ces derniers déploient en vue de concrétiser ces objectifs. Les réalisations obtenues à ce niveau ne peuvent pas être attribuées à un partenaire de développement en particulier, mais sont le fruit des interventions d'un ensemble de parties prenantes. La FAO contribue à ces progrès dans le cadre de son mandat et de ses avantages comparatifs, mais aucun lien de causalité direct ne peut être établi avec l'Organisation.

451. Les indicateurs au niveau des objectifs stratégiques font l'objet d'un suivi qui permet de faire le point des tendances et des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement au cours de la période considérée. Les changements observés portent en général sur une période assez longue, car les progrès relatifs à la réalisation des objectifs de développement se manifestent au bout d'un certain nombre d'années après la mise en œuvre des politiques et des programmes pertinents.

452. Le Plan à moyen terme 2018-2021 contient un ensemble d'indicateurs qui permettent de suivre les tendances mondiales au niveau des objectifs stratégiques en exploitant des sources de données internationales. Après l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par l'Assemblée générale des Nations Unies, à la fin de l'année 2015, la FAO a aligné son cadre de résultats sur les objectifs de développement durable (ODD) en recensant et en utilisant exclusivement les cibles et les indicateurs des ODD ayant trait à chaque objectif stratégique de l'Organisation. Ce processus a abouti à la définition d'un ensemble de 38 indicateurs relatifs aux ODD⁸⁵, qui permettent de faire un suivi des tendances observées au niveau des objectifs stratégiques de la FAO dans le Rapport sur l'exécution du Programme 2018-2019.

453. Les données disponibles s'étoffent progressivement pour de nombreux indicateurs d'objectif stratégique basés sur les ODD. Les indicateurs relatifs aux ODD sont classés en trois catégories, en fonction de l'existence de méthodes de calcul et de normes de référence ainsi que de la fréquence et de la cohérence des données produites:

- **catégorie I:** l'indicateur est bien défini sur le plan conceptuel, il existe une méthode de calcul établie à l'échelle internationale ainsi que des normes de référence, et les données sont régulièrement produites par les pays pour au moins 50 pour cent des pays et de la population dans chaque région où l'indicateur est pertinent;
- **catégorie II:** l'indicateur est bien défini sur le plan conceptuel, il existe une méthode établie à l'échelle internationale ainsi que des normes de référence, mais les données sont produites de façon irrégulière par les pays;
- **catégorie III:** il n'existe pas de méthode de calcul établie à l'échelle internationale ni de normes de référence pour l'indicateur, mais une méthode et des normes sont en train d'être élaborées ou testées ou le seront prochainement.

454. S'agissant des 38 indicateurs d'objectif stratégique basés sur les ODD qui sont utilisés dans le cadre de résultats stratégiques de la FAO, 22 appartiennent à la catégorie I et 16 à la catégorie II. La *section I.B* et l'*annexe 2* présentent les données disponibles pour 19 indicateurs de la catégorie I et un indicateur de la catégorie II couvrant les années 2000, 2015 et 2019. En l'absence de données

⁸⁵ CL 158/3-WA1.

pour l'une ou l'autre de ces années, les informations indiquées concernent la première année antérieure pour laquelle on dispose de données.

Suivi au niveau des résultantes

455. Les résultantes correspondent aux changements nécessaires, au niveau des pays et/ou de l'environnement porteur, pour favoriser la réalisation des objectifs stratégiques, qui se situent au niveau supérieur. Elles portent sur les problèmes existant au niveau national ou international dans des domaines relevant du mandat et des fonctions essentielles de la FAO, par exemple la pertinence des cadres d'action et de programmation, l'ampleur des ressources et des investissements engagés, les efforts et les capacités de coordination et de partenariat, ainsi que les capacités relatives à la production et à l'utilisation des informations aux fins de la prise de décision.

456. Les indicateurs associés aux résultantes mesurent soit le nombre de pays qui ont procédé aux changements nécessaires et se sont dotés des capacités requises en vue d'atteindre les objectifs stratégiques, dans les domaines auxquels la FAO peut contribuer au niveau des pays, soit l'étendue des progrès que la communauté internationale a accomplis quant à l'amélioration de l'environnement porteur, notamment par l'élaboration de cadres d'action, de normes et d'accords. Les variations des valeurs associées aux indicateurs de résultantes sont le résultat des politiques et programmes mis en œuvre par l'ensemble des parties prenantes clés: la FAO, les États Membres et les partenaires de développement. Lors de l'interprétation des indicateurs associés aux résultantes, il faut tenir compte du fait que la FAO a contribué à leur évolution avec d'autres acteurs et que les progrès obtenus ne peuvent par conséquent pas être attribués aux seules activités de l'Organisation. Les renseignements ainsi obtenus donnent à la FAO les moyens de mieux cibler son appui et fournissent la base permettant d'évaluer la contribution de l'Organisation.

457. Chaque indicateur de résultante est obtenu en combinant un certain nombre de sous-indicateurs à partir de données provenant de sources primaires et/ou secondaires, y compris des examens de politiques et de lois. Par exemple, le deuxième indicateur de résultante associé à l'objectif stratégique 1, à savoir *le nombre de pays qui ont mis en œuvre des mécanismes inclusifs de gouvernance, de coordination et de responsabilisation pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030*, est mesuré au moyen des sous-indicateurs suivants: a) existence d'un mécanisme de formulation de politiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition situé à un haut niveau dans la structure gouvernementale; b) existence de mécanismes de coordination publics efficaces pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes; et c) existence de mécanismes de responsabilisation.

458. Afin de veiller à la clarté des définitions et à la cohérence des mesures d'un pays à l'autre, chaque élément de mesure est étayé, selon que de besoin, par des «qualificatifs/critères» particuliers. Dans l'exemple ci-dessus, l'existence de mécanismes de coordination publics efficaces est un élément qui comporte neuf qualificatifs qui définissent le «degré d'efficacité du mécanisme de coordination public au niveau national». De même, les indicateurs comprenant des termes comme «complet» ou «opérationnel» sont tous étayés par des qualificatifs/critères détaillés.

459. En 2018-2019, 41 indicateurs au total ont servi aux fins de l'évaluation des 20 résultantes afférentes aux cinq objectifs stratégiques⁸⁶. Afin de mesurer les progrès obtenus au regard des indicateurs relatifs aux résultantes, la FAO a procédé à la fin de l'année 2019 à une Évaluation des résultantes de l'Organisation, qui a permis de recueillir des données primaires et secondaires au niveau des pays pour un échantillon représentatif des 153 États Membres bénéficiant d'une couverture opérationnelle de la FAO. Les données ont été collectées pour 2015 et 2019. Elles n'étaient pas disponibles ou étaient de très mauvaise qualité pour 11 indicateurs associés aux résultantes, lesquels n'ont donc pas été pris en compte.

⁸⁶ CL 158/3-WA2.

460. Les *données primaires* ont été collectées au moyen d'un questionnaire détaillé (enquête pour l'évaluation des résultantes de l'Organisation) auquel ont répondu des acteurs extrêmement divers (ministères compétents, organismes des Nations Unies, donateurs internationaux, institutions financières internationales, instituts de recherche et universités, société civile et secteur privé) dans 69 pays au total. Le questionnaire était composé de cinq sections, une pour chaque objectif stratégique, et a permis d'évaluer les principaux aspects de l'environnement porteur national en 2015 (en tant qu'année de référence mesurée rétrospectivement) et en 2019, ainsi que la contribution de la FAO aux progrès des pays. Ces données ont permis de broser un tableau détaillé de l'évolution de l'environnement porteur et des capacités permettant d'atteindre les objectifs stratégiques dans chaque pays. Au total, 2 786 questionnaires ont été remplis.

461. Les *données secondaires* comprennent des informations statistiques disponibles dans des bases de données publiques (base de données des indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale et FAOSTAT, notamment), ainsi que des documents relatifs aux politiques et des documents législatifs, qui ont été rassemblés au niveau des pays. Elles ne sont pas disponibles pour toutes les années et, s'agissant des indicateurs pour lesquels les seules sources de données sont des données secondaires, on a utilisé les données disponibles les plus récentes.

462. Les informations qualitatives recueillies sur chaque élément de mesure (sous-indicateur et qualificatifs/critères) sont codées au moyen de valeurs allant de zéro à un. Les scores pour chacun des indicateurs relatifs aux résultantes sont ensuite obtenus en calculant la moyenne des valeurs des sous-indicateurs. Les résultats au niveau national sont calculés en consolidant les données au sein des différents groupes de parties prenantes dans un premier temps, puis à l'échelle de toutes les parties prenantes au niveau du pays. Les estimations ainsi obtenues sont ensuite codées et présentées sous la forme de cinq catégories de résultats d'une amplitude identique: *faibles* (0,0-0,2); *moyens-faibles* (0,2-0,4); *moyens* (0,4-0,6); *moyens-élevés* (0,6-0,8); *élevés* (0,8-1,0). Enfin, pour établir des estimations régionales et mondiales, la dernière étape consiste à partir des résultats obtenus pour les indicateurs de résultantes des pays ayant pris part à l'enquête et à les extrapoler à l'ensemble des États Membres où la FAO est active et a exécuté un programme de travail non négligeable/substantiel (153 pays au niveau mondial). Les estimations régionales et mondiales sont obtenues à partir des distributions pondérées des indicateurs. Cinq systèmes de pondération sont élaborés pour chaque objectif stratégique, chaque échantillon étant examiné séparément.

463. Les résultantes sont évaluées et les résultats sont présentés par objectif stratégique, en référence aux indicateurs de résultante, tels qu'ils figurent dans les pages consacrées aux indicateurs à la *section I.B* et à l'*annexe 2*, à savoir:

- a) **l'évolution des résultats obtenus par les pays entre 2015 et 2019**, c'est-à-dire la proportion de pays dans chacune des catégories «Amélioration», «Pas de grand changement» et «Dégradation»;
- b) **la contribution de la FAO, telle que perçue, à l'évolution des résultats des pays**, c'est-à-dire la contribution de la FAO au changement enregistré entre 2015 et 2019, telle qu'elle est perçue par les personnes ayant répondu à l'enquête (*importante, modérée ou pas de contribution visible*)⁸⁷;
- c) **la répartition des pays par niveau de résultats en 2015 et en 2019**⁸⁸, c'est-à-dire la proportion de pays dans chacune des cinq catégories de résultat (*faible, moyen-faible, moyen, moyen-élevé, élevé*) en 2015 et en 2019.

464. Les résultats au regard des résultantes sont exprimés sous forme de pourcentages arrondis au nombre entier le plus proche. La somme de ces pourcentages est égale à 100 pour cent si l'on tient compte des décimales.

⁸⁷ Il n'y a pas de résultats disponibles pour les indicateurs fondés uniquement sur des données secondaires ou sur des examens de politiques et de lois.

⁸⁸ Disponible dans l'*annexe 2* seulement.

Suivi au niveau des produits

465. Les produits sont la contribution de la FAO, sous la forme de processus, de biens et de services, aux résultantes de la chaîne de résultats. Ils représentent les résultats directs des interventions de la FAO aux niveaux national, régional et mondial, qui sont financées par les contributions ordinaires et volontaires, que l'Organisation contrôle et dont elle a l'entière responsabilité.

466. La réalisation des 40 produits est suivie chaque année au moyen de 43 indicateurs et 43 cibles. Chaque indicateur relatif aux produits est sous-tendu par une méthode de mesure détaillée. Les bureaux de pays, les divisions techniques, les bureaux régionaux et les équipes chargées des programmes stratégiques de la FAO se voient attribuer des responsabilités s'agissant de collecter, de traiter et d'analyser les données en utilisant les systèmes d'information en place au sein de l'Organisation. Les représentants de la FAO, les responsables des programmes régionaux et les directeurs des unités techniques du Siège font rapport sur les résultats obtenus par leur unité en précisant quels indicateurs ont permis de les mesurer, en décrivant les réalisations et en fournissant des preuves documentaires à l'appui. Les responsables des programmes stratégiques et régionaux analysent et valident les résultats communiqués, en veillant minutieusement à leur exactitude et à leur pertinence eu égard à la réalisation des produits. Seuls les résultats validés sont pris en considération dans la mesure des indicateurs relatifs aux produits et dans l'évaluation des résultats par rapport aux cibles.

467. Le processus et les données obtenues sont enregistrés et répertoriés dans le système de planification et de suivi institutionnels de la FAO.

468. Les tableaux consacrés aux produits illustrent les résultats obtenus au cours de l'exercice biennal par rapport aux 43 cibles. Un code couleur a été adopté afin d'évaluer les résultats. Un produit est considéré comme «atteint» si la cible est pleinement atteinte; si ce n'est pas le cas, on considère qu'il n'est pas atteint.

Indicateurs de performance clés

469. Les activités entreprises à l'appui de l'objectif 6, des objectifs fonctionnels et des chapitres spéciaux visent à faire en sorte que l'Organisation dispose des capacités techniques internes et de l'intégrité nécessaires et à garantir la mise en place d'un environnement favorable à l'exécution du programme. Les améliorations sont mesurées et communiquées au moyen de 44 indicateurs de performance clés et de cibles y afférentes. En s'appuyant sur les méthodologies établies, les chefs d'unités fonctionnelles recueillent des données concernant les indicateurs de performance clés et évaluent les résultats. Les données relatives aux objectifs fonctionnels sont examinées et validées par les superviseurs des chefs d'unités fonctionnelles.

470. On trouvera dans les tableaux de l'*annexe 2* une comparaison entre les résultats effectivement obtenus au regard des indicateurs de performance clés durant l'exercice 2018-2019 et la valeur cible fixée pour l'exercice biennal, en ce qui concerne l'objectif 6, les objectifs fonctionnels et les chapitres spéciaux.

Annexe 2. Résultats de l'Organisation

Tableau 15: Dépenses par résultante (en milliers d'USD)

Résultante	Ouverture de crédits nette (au taux budgétaire)	Fonds extrabudgétaires	Total
1.1	52 771	57 798	110 569
1.2	15 153	19 153	34 306
1.3	14 333	18 620	32 953
1.4	8 956	9 934	18 890
Total 1	91 213	105 505	196 718
2.1	65 886	234 991	300 877
2.2	24 890	82 564	107 454
2.3	42 690	56 330	99 020
2.4	64 635	80 663	145 298
Total 2	198 101	454 548	652 649
3.1	30 425	92 959	123 384
3.2	14 703	11 052	25 755
3.3	12 276	5 350	17 626
3.4	12 832	1 843	14 675
Total 3	70 237	111 204	181 440
4.1	40 137	35 593	75 730
4.2	30 142	53 564	83 706
4.3	19 221	15 901	35 122
4.4	20 809	7 008	27 817
Total 4	110 308	112 066	222 375
5.1	29 342	32 597	61 939
5.2	8 777	55 575	64 352
5.3	14 432	168 517	182 949
5.4	4 225	753 642	757 867
Total 5	56 776	1 010 331	1 067 107
6.1	38 562	456	39 018
6.2	10 691	19 017	29 708
6.3	2 982	80	3 062
6.4	1 658	0	1 658
6.5	3 285	328	3 613
6.6	2 443	1	2 444
Total 6	59 620	19 882	79 503
7.1	4 444	0	4 444
7.2	136 344	0	136 344
Total 7	140 788	0	140 788

Résultante	Ouverture de crédits nette (au taux budgétaire)	Fonds extrabudgétaires	Total
8.1	30 500	1 558	32 058
8.2	31 935	519	32 454
8.3	14 737	502	15 239
Total 8	77 172	2 578	79 750
9.1	31 731	0	31 731
Total 9	31 731	0	31 731
10.1	18 205	249	18 454
10.2	15 670	0	15 670
10.3	32 947	1 102	34 049
Total 10	66 822	1 351	68 173
11.1	13 251	0	13 251
11.2	5 630	0	5 630
11.3	41 091	3 021	44 112
Total 11	59 973	3 021	62 994
13.1	12 905	0	12 905
13.2	811	0	811
13.3	3 176	0	3 176
Total 13	16 892	0	16 892
14.1	9 768	0	9 768
14.2	12 652	0	12 652
Total 14	22 421	0	22 421
Grand Total	1 002 056	1 820 486	2 822 542

Objectif stratégique 1. Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition

Indicateur des ODD		Description de la série	2000	2015	2019 (ou l'année antérieure la plus proche)
ODD 2 – FAIM «ZÉRO»					
2.1.1	Prévalence de la sous-alimentation	Prévalence de la sous-alimentation (en %)	14,8	10,6	10,8
2.1.2	Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (échelle FIES)	Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave dans la population, total avec limites inférieure et supérieure (en %) – données disponibles	nd	23,5	25,4
2.2.1	Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (rapport taille/âge inférieur de plus de 2 écarts types à la médiane des normes de croissance de l'enfant définies par l'Organisation mondiale de la Santé [OMS])	Proportion des enfants présentant un retard de croissance modéré ou grave (en %)	32,5	23,3	21,9
2.2.2	Prévalence de la malnutrition (rapport poids/taille: écart-type >+2 ou <-2 à la valeur médiane des normes OMS de croissance de l'enfant) chez les enfants de moins de 5 ans, ventilée par type (émaciation et excès pondéral)	Proportion des enfants présentant un excès pondéral modéré ou grave (en %)	4,9	5,7	5,9
		Proportion des enfants présentant une émaciation modérée ou grave (en %)	nd	nd	7,29
ODD 3 – BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
3.4.1	Taux de mortalité attribuable à des maladies cardiovasculaires, au cancer, au diabète ou à des maladies respiratoires chroniques	Taux de mortalité attribuable à des maladies cardiovasculaires, au cancer, au diabète ou à des maladies respiratoires chroniques (probabilité de décès entre 30 et 70 ans, en %)	22,4	18,5	18,3

Résultats obtenus au regard des indicateurs de résultante

RÉSULTANTE 1.1. Les pays ont pris des engagements politiques explicites afin d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition d'ici à 2030.	1.1.A. Nombre de pays ayant adopté des politiques, des stratégies et des programmes d'investissement sectoriels et/ou intersectoriels complets afin d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030, qui sont appuyés par un cadre juridique				
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	13 %	42 %	43 %	1 %	0 %
2015	22 %	32 %	46 %	0 %	0 %
RÉSULTANTE 1.2. Les pays ont mis en œuvre des mécanismes inclusifs de gouvernance et de coordination pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030.	1.2.A. Nombre de pays dotés de mécanismes inclusifs de gouvernance, de coordination et d'obligation de rendre des comptes				
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	3 %	27 %	59 %	11 %
2015	3 %	14 %	44 %	35 %	4 %
RÉSULTANTE 1.3. Les pays ont pris des décisions sur la base d'éléments factuels en vue d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030.	1.3.A. Nombre de pays appuyant leurs décisions en matière de politiques et de programmes d'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes sur des éléments factuels issus d'analyses complètes et intersectorielles				
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	3 %	43 %	53 %	0 %
2015	0 %	24 %	44 %	32 %	0 %
RÉSULTANTE 1.4. Les pays ont mis en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes d'investissement efficaces en vue d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030.	1.4.A. Nombre de pays mettant en œuvre efficacement leurs politiques, stratégies et programmes d'investissement. Mesure à l'aune des <i>dépenses publiques dans le secteur agricole (ODD 2.A.1)</i> et des ressources humaines gouvernementales				
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	42 %	36 %	22 %	0 %	0 %
2015	61 %	32 %	7 %	0 %	0 %

Figure 1.1. Pourcentage des pays dont le **niveau de résultats a changé** sur la période 2015-2019, par indicateur de l'OS 1

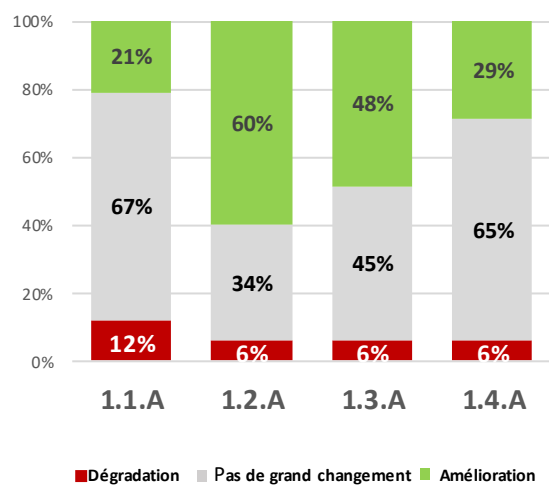
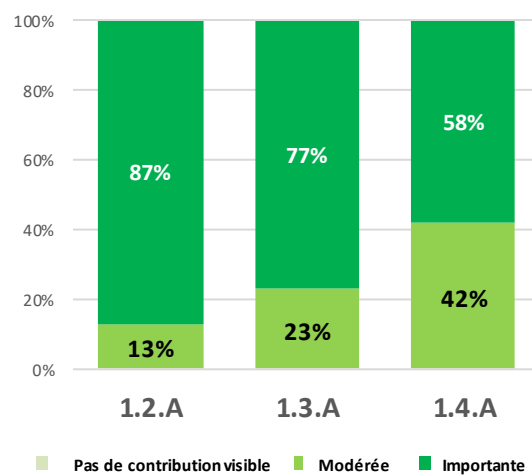


Figure 1.2. **Contribution de la FAO au changement** sur la période 2015-2019 (en % des pays), par indicateur de l'OS 1



Résultats obtenus au regard des indicateurs de produit

Réalisation complète (Résultat \geq Cible): ●; Réalisation incomplète (Résultat $<$ Cible): Δ

Résultante	Produit	Indicateur	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Réalisation
1.1 Les pays ont pris des engagements politiques explicites afin d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition d'ici à 2030.	1.1.1 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes sont renforcées en vue de l'élaboration de cadres de politiques, de plans d'investissement et de programmes sectoriels et intersectoriels visant à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030.	• Nombre de processus d'élaboration de politiques qui ont permis d'améliorer les capacités humaines et institutionnelles en vue d'incorporer des objectifs de sécurité alimentaire, de nutrition et des questions de parité hommes-femmes dans les politiques, les plans d'investissement et les programmes sectoriels grâce à l'appui de la FAO.	127	158	●
	1.1.2 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes sont renforcées en vue de l'élaboration et de l'application de cadres juridiques et de cadres des responsabilités visant la concrétisation du droit à une alimentation adéquate.	• Nombre de processus d'élaboration de politiques qui ont permis d'améliorer les capacités humaines et institutionnelles en vue d'incorporer les objectifs de sécurité alimentaire, de nutrition et les questions de parité hommes-femmes dans les cadres juridiques et dans les cadres des responsabilités, grâce à l'appui de la FAO.	29	37	●
1.2 Les pays ont mis en œuvre des mécanismes inclusifs de gouvernance et de coordination pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030.	1.2.1 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes sont renforcées en faveur de la gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition.	• Nombre de processus d'élaboration de politiques qui ont permis d'améliorer les capacités humaines et institutionnelles en faveur de la gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition, grâce à l'appui de la FAO.	43	43	●
1.3 Les pays ont pris des décisions sur la base d'éléments factuels en vue d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030.	1.3.1 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes en matière d'analyse de l'insécurité alimentaire et de toutes les formes de malnutrition, ainsi que de la contribution des différents secteurs et parties prenantes à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030, sont renforcées.	• Nombre de processus d'élaboration de politiques qui ont permis d'améliorer les capacités humaines et institutionnelles à des fins d'analyse de la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, y compris les contributions des différents secteurs, afin de prendre des décisions en connaissance de cause, grâce à l'appui de la FAO.	21	34	●

Résultante	Produit	Indicateur	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Réalisation
	1.3.2 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes en matière de suivi et d'évaluation des politiques, des programmes et de la législation ayant trait à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030 sont renforcées.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de processus d'élaboration de politiques qui ont permis d'améliorer les capacités humaines et institutionnelles de suivi et d'évaluation de l'incidence des politiques et des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition afin de prendre des décisions, grâce à l'appui de la FAO. 	36	33	▲
1.4 Les pays ont mis en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes d'investissement efficaces en vue d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030.	1.4.1 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes en matière d'allocation et d'utilisation de ressources financières en vue d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030, sont renforcées.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de processus d'élaboration de politiques qui ont permis d'améliorer les capacités humaines et institutionnelles d'allocation et d'utilisation des ressources financières en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition grâce à l'appui de la FAO. 	17	27	●
	1.4.2 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes sont renforcées en vue de la valorisation des ressources humaines et organisationnelles dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'organisations qui ont renforcé leurs capacités de valorisation des ressources humaines et organisationnelles dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition grâce à l'appui de la FAO. 	74	77	●

Objectif stratégique 2: Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables

Indicateur des ODD		Description de la série	2000	2015	2019 (ou l'année antérieure la plus proche)
ODD 2 – FAIM «ZÉRO»					
2.3.1	Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière	Productivité des petits producteurs alimentaires (production agricole par journée de travail, en PPA) (en USD internationaux constants de 2011)	s.o.	s.o.	s.o.
2.4.1	Proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable		s.o.	s.o.	s.o.
2.5.1	Nombre de ressources génétiques animales et végétales destinées à l'alimentation et à l'agriculture sécurisées dans des installations de conservation à moyen ou à long terme	Variétés de plantes pour lesquelles les ressources génétiques conservées sont suffisantes (en nombre) Proportion des variétés locales pour lesquelles les ressources génétiques conservées à des fins de reconstitution sont suffisantes (en %)	3 386 229	5 047 817 ⁸⁹	5 309 861
2.5.2	Proportion des variétés et races locales considérées comme en danger, hors de danger ou exposées à un risque d'extinction de niveau non connu	Variétés et races locales considérées comme étant en danger, en proportion des variétés et races locales exposées à un risque d'extinction de niveau connu (en %)	s.o.	s.o.	s.o.
ODD 6 – EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT					
6.4.1	Variation de l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau	Efficacité de l'utilisation de l'eau (en USD par mètre cube)	s.o.	s.o.	s.o.
6.4.2	Niveau de stress hydrique: prélèvements d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles	Niveau de stress hydrique: prélèvements d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles (en %)	s.o.	16,5	17
ODD 14 – VIE AQUATIQUE					
14.4.1	Proportion de stocks de poissons se situant à un	Proportion de stocks de poissons se situant à un niveau biologiquement viable (non surexploités) (en %)	72,56	66,9	s.o.

⁸⁹ Données de 2014.

Indicateur des ODD		Description de la série	2000	2015	2019 (ou l'année antérieure la plus proche)
	niveau biologiquement viable				
14.5.1	Proportion de la surface maritime couverte par des aires marines protégées	Proportion de la surface maritime couverte par des aires marines protégées (zones économiques exclusives) (en %)	2,2	12,0	17,2
ODD 15 – VIE TERRESTRE					
15.1.1	Proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières	Proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières (en %)	31,1	30,7	s.o.
15.1.2	Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre et la biodiversité des eaux douces qui sont couverts par des aires protégées (par type d'écosystème)	Proportion moyenne des zones clés pour la biodiversité des eaux douces qui sont couvertes par des aires protégées (en %)	30,5	43,1	43,2
		Proportion moyenne des zones clés pour la biodiversité terrestre qui sont couvertes par des aires protégées (en %)	33,1	45,8	46,1
15.3.1	Proportion de la surface émergée totale occupée par des terres dégradées	Proportion de la surface émergée totale occupée par des terres dégradées (en %)	s.o.	20	s.o.
15.4.2	Indice du couvert végétal des montagnes	Indice du couvert végétal des montagnes	s.o.	s.o.	s.o.

Résultats obtenus au regard des indicateurs de résultante

RÉSULTANTE 2.1. Les pays ont adopté des pratiques visant à améliorer de manière durable la productivité tout en faisant face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches.		2.1.A. Nombre de pays où les producteurs ont adopté des pratiques visant à accroître leur productivité agricole de manière durable			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	9 %	30 %	57 %	4 %
2015	2 %	22 %	56 %	20 %	0 %
		2.1.B. Nombre de pays rendant compte au Comité des pêches au sujet de la mise en œuvre du Code de conduite pour une pêche responsable			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	6 %	7 %	55 %	16 %	16 %
2015	s.o.				
		2.1.C. Nombre de pays rendant compte de progrès vers une gestion durable des forêts (ODD 15.2.1)			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	s.o.				
2015	s.o.				
RÉSULTANTE 2.2. Les pays ont élaboré ou amélioré des politiques et des mécanismes de gouvernance en faveur d'une production durable et d'une réponse au changement climatique et à la dégradation de l'environnement dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches.		2.2.A. Nombre de pays dotés de politiques et de programmes d'investissement correspondants favorisant une agriculture, des forêts et des pêches durables, qui tiennent explicitement compte de la productivité et des revenus, de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets et de la conservation de l'environnement, et favorisant la coordination intersectorielle			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	0 %	14 %	13 %	73 %
2015	5 %	19 %	23 %	30 %	23 %
RÉSULTANTE 2.3. Les pays ont amélioré la mise en œuvre des politiques et instruments internationaux en faveur d'une agriculture, de forêts et de pêches durables.		2.3.A. Nombre de pays qui ont publié des rapports nationaux analysant les indicateurs des ODD pertinents pour l'OS2, sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, portant sur l'agriculture, les forêts et les pêches durables			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	27 %	31 %	31 %	8 %	3 %
2015	s.o.				
		2.3.B. Nombre de pays ayant déclaré avoir mis en place ou mis en œuvre une politique/une stratégie/un plan intégré visant à améliorer leur aptitude à s'adapter aux incidences négatives des changements climatiques, à renforcer leur résilience face à ces changements et à favoriser de faibles émissions de gaz à effet de serre, sans menacer la production alimentaire (notamment un plan national d'adaptation, une contribution prévue déterminée au niveau national, une communication nationale et un rapport biennal actualisé, entre autres) (ODD 13.2.1)			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	s.o.				
2015	s.o.				

		2.3.C. Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre des instruments internationaux visant à combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (ODD 14.6.1)			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	s.o.				
2015					
		2.3.D. Aide publique au développement et dépenses publiques consacrées à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes (ODD 15.A.1)			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	22 %	10 %	15 %	34 %	18 %
2015	28 %	20 %	10 %	26 %	17 %
RÉSULTANTE 2.4. Les pays ont pris des décisions fondées sur des éléments factuels en faveur d'une agriculture, de forêts et de pêches durables, tout en répondant au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.		2.4.A. Nombre de pays par niveau de disponibilité, d'accessibilité, de qualité et d'utilisation de données sectorielles/intersectorielles et d'outils/de produits d'analyse dans la prise de décisions en matière d'agriculture, de forêts et de pêches			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	9 %	38 %	54 %	0 %
2015	0 %	13 %	68 %	20 %	0 %

Figure 2.1. Pourcentage des pays dont le **niveau de résultats a changé** sur la période 2015-2019, par indicateur de l'OS 2

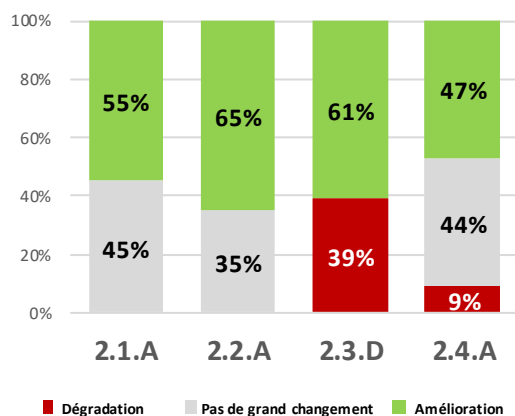
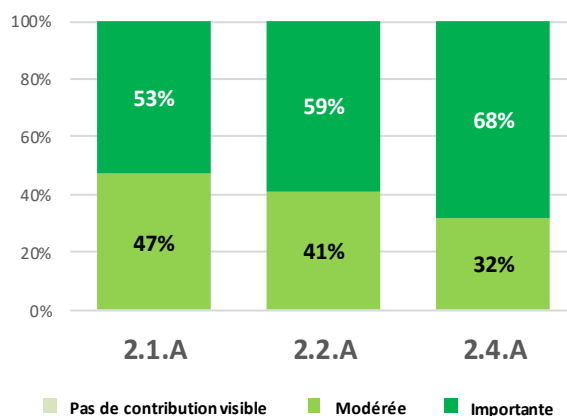


Figure 2.2. **Contribution de la FAO au changement** sur la période 2015-2019 (en % des pays), par indicateur de l'OS 2



Résultats obtenus au regard des indicateurs de produit

Réalisation complète (Résultat \geq Cible): ●; Réalisation incomplète (Résultat $<$ Cible): Δ

Résultante	Produit	Indicateur	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Réalisation
2.1 Les pays ont adopté des pratiques visant à améliorer de manière durable la productivité tout en faisant face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches.	2.1.1 Des pratiques et des technologies novatrices ont fait l'objet de projets pilotes, ont été testées et ont été appliquées à plus grande échelle par des producteurs, en vue d'un accroissement durable de la productivité et d'une réponse au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> A) Nombre d'initiatives dans lesquelles des pratiques et des technologies novatrices sont expérimentées, validées et adaptées afin d'accroître durablement la productivité et la production, tout en faisant face au changement climatique et/ou à la dégradation de l'environnement. B) Nombre d'initiatives dans lesquelles des pratiques et des technologies novatrices sont appliquées à plus grande échelle en vue d'augmenter durablement la productivité et la production, tout en faisant face au changement climatique et/ou à la dégradation de l'environnement. 	76	94	●
	2.1.2 Les capacités des institutions sont renforcées de sorte que soit promue l'adoption de pratiques plus intégrées et intersectorielles qui permettent d'accroître durablement la productivité et la production, et d'apporter une réponse au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'institutions (services de vulgarisation, organisations de producteurs, organismes publics, organisations de la société civile, établissements de recherche et d'enseignement) qui reçoivent un appui en matière de capacités techniques ou organisationnelles en vue de promouvoir l'adoption de pratiques intégrées et intersectorielles. 	168	217	●
2.2 Les pays ont élaboré ou amélioré des politiques et des mécanismes de gouvernance en faveur d'une production durable et d'une réponse au changement climatique et à la dégradation de	2.2.1 Des politiques, des stratégies et des programmes d'investissement sont formulés à l'appui d'une agriculture, de forêts et de pêches durables, et d'une réponse au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de politiques, de stratégies ou de plans d'investissement formulés avec l'appui de la FAO et visant à rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables, et à faire face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement. 	61	86	●

Résultante	Produit	Indicateur	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Réalisation
l'environnement dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches.	2.2.2 Les capacités des gouvernements et des parties prenantes sont renforcées afin de faciliter les échanges intersectoriels sur les politiques, en vue de l'élaboration de stratégies et de programmes plus intégrés en matière d'agriculture, de forêts et de pêches durables, compte tenu du changement climatique et de la dégradation de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de documents stratégiques sur une agriculture, des forêts et des pêches durables élaborés grâce à des échanges intersectoriels en lien avec le Programme 2030 et les plans de mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national. 	40	43	●
2.3 Les pays ont amélioré la mise en œuvre des politiques et instruments internationaux en faveur d'une agriculture, de forêts et de pêches durables.	2.3.1 Un appui est fourni en faveur d'une intégration efficace de l'agriculture, des forêts et des pêches dans les mécanismes de gouvernance internationaux, en particulier ceux qui concernent le Programme 2030, le changement climatique, la biodiversité et la désertification, ainsi que les programmes et instruments relatifs à l'environnement relevant de la responsabilité de l'Organisation.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de documents de session officiels auxquels la FAO a contribué et présentés à des mécanismes internationaux de gouvernance et axés sur des questions relatives à une agriculture, des forêts et/ou des pêches durables. 	50	93	●
	2.3.2 Les capacités des institutions sont renforcées en vue de la mise en œuvre de politiques et d'instruments internationaux qui encouragent une production durable et permettent de faire face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays dans lesquels les capacités des institutions concernées publiques et autres ont été renforcées en vue de la mise en œuvre de politiques, de stratégies ou de mécanismes de gouvernance qui encouragent une production durable et/ou permettent de faire face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement. 	43	64	●
2.4 Les pays ont pris des décisions fondées sur des éléments factuels en faveur d'une agriculture, de forêts et de pêches durables, tout en répondant au changement	2.4.1 Des produits stratégiques de connaissances, portant sur des questions régionales ou mondiales et comportant des données sur la production durable, le changement climatique et la dégradation de l'environnement, ont été mis au point.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de produits de connaissances stratégiques, nouveaux ou considérablement mis à jour, concernant la production durable, le changement climatique et la dégradation de l'environnement qui ont été élaborés de manière inclusive et sont publiés afin de les rendre accessibles aux pays. 	111	112	●

Résultante	Produit	Indicateur	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Réalisation
climatique et à la dégradation de l'environnement.	2.4.2 Les capacités des institutions sont renforcées en faveur de la collecte, de l'analyse et de la communication de données étayant la prise de décisions en matière de production durable, de changement climatique et de dégradation de l'environnement, y compris les ODD pertinents.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'institutions qui ont bénéficié d'une aide de la FAO au renforcement des capacités en faveur de la collecte, de l'analyse et de la communication de données étayant la prise de décisions favorables à une production durable et à la lutte contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement, y compris aux ODD pertinents. 	77	99	●

Objectif stratégique 3. Réduire la pauvreté rurale

Indicateur des ODD		Description de la série	2000	2015	2019 (ou l'année antérieure la plus proche)
ODD 1 – PAS DE PAUVRETÉ					
1.1.1	Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, par sexe, âge, situation dans l'emploi et lieu de résidence (zone urbaine/zone rurale)	Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international à 1,90 USD par jour	s.o.	9,9	s.o.
1.2.1	Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté, par sexe et âge	Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté (en %)	s.o.	s.o.	s.o.
1.4.1	Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services de base	Proportion de la population utilisant des services élémentaires d'approvisionnement en eau de boisson, par lieu géographique	69,4	79,9	81,2
		Proportion de la population utilisant des services élémentaires d'assainissement, par lieu géographique	35,9	56,1	58,9
1.4.2	Proportion de la population adulte totale qui dispose de la sécurité des droits fonciers et de documents légalement authentifiés et qui considère que ses droits sur la terre sont sûrs, par sexe et par type d'occupation		s.o.	s.o.	s.o.
1.5.2	Pertes économiques directement attribuables à des catastrophes par rapport au produit intérieur brut (PIB) mondial	Pertes agricoles directes attribuées à des catastrophes (en USD courants)	s.o.	s.o.	s.o.
ODD 2 – FAIM «ZÉRO»					
2.3.2	Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe et le statut d'autochtone	Revenu moyen des petits producteurs d'aliments, en PPA (USD internationaux constants de 2011)	s.o.	s.o.	s.o.
ODD 8 – TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE					
8.6.1	Proportion de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) non scolarisés et sans emploi ni formation	Proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation, par sexe et âge (en %)	s.o.	21,4	21,3
8.7.1	Proportion et nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent, par sexe et âge	Proportion d'enfants participant à l'activité économique, par sexe et âge (en %)	s.o.	s.o.	s.o.

Indicateur des ODD		Description de la série	2000	2015	2019 (ou l'année antérieure la plus proche)
ODD 10 – INÉGALITÉS RÉDUITES					
10.1.1	Taux de croissance des dépenses des ménages ou du revenu par habitant pour les 40 pour cent de la population les plus pauvres et pour l'ensemble de la population	Taux de croissance des dépenses des ménages ou du revenu par habitant (en %)	s.o.	s.o.	s.o.

Résultats obtenus au regard des indicateurs de résultante

RÉSULTANTE 3.1. Les ruraux pauvres et les organisations de ruraux pauvres se sont vu donner les moyens d'accéder aux ressources productives, aux services et aux marchés.		3.1.A. Nombre de pays qui ont amélioré leurs stratégies, notamment des politiques, des directives, des réglementations, des outils et des programmes, visant l'autonomisation des ruraux pauvres et l'élimination des obstacles qui empêchent les pauvres – hommes et femmes – d'accéder aux ressources productives, aux services, aux technologies et aux marchés			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	7 %	39 %	37 %	17 %
2015	9 %	26 %	29 %	28 %	8 %
		3.1.B. Nombre de pays dans lesquels des organisations rurales, institutions gouvernementales et autres parties prenantes concernées ont renforcé leurs capacités en faveur de l'autonomisation des ruraux pauvres et d'un accès plus équitable des pauvres, hommes et femmes, aux ressources productives, services, technologies et marchés			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	29 %	64 %	7 %	0 %
2015	7 %	41 %	49 %	3 %	0 %
		3.1.C. Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs (ODD 14.B.1)			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	17 %	17 %	27 %	40 %
2015	s.o.				
		3.1.D. a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par types de droit (ODD 5.A.1)			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	s.o.				
2015	s.o.				
		3.1.E. Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres (ODD 5.A.2)			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	s.o.				
2015	s.o.				
RÉSULTANTE 3.2. Les pays ont amélioré l'accès des ruraux pauvres, en particulier les jeunes et les femmes, à des possibilités d'emploi productif et de travail décent.		3.2.A. Nombre de pays dotés d'un ensemble amélioré d'institutions et de stratégies - notamment de politiques, directives, réglementations et outils et programmes - visant la création d'emplois décents, y compris pour les femmes et les jeunes			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	3 %	35 %	58 %	4 %	0 %
2015	12 %	77 %	9 %	3 %	0 %

RÉSULTANTE 3.3. Les pays ont amélioré l'accès des ruraux pauvres aux systèmes de protection sociale .		3.3.A. Nombre de pays dotés de systèmes de protection sociale améliorés qui relie celle-ci à la réduction de la pauvreté rurale, à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la gestion durable des ressources naturelles			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	7 %	80 %	13 %	0 %
2015	7 %	38 %	47 %	4 %	3 %
		3.3.B. Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale (ODD 1.3.1)			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	s.o.				
2015					
		3.3.C. Proportion des dépenses publiques totales affectées aux services essentiels (éducation, santé et protection sociale) (ODD 1.A.2)			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	s.o.				
2015	20 %	24 %	33 %	13 %	10 %
		3.3.D. Dépenses publiques totales consacrées aux programmes de protection sociale et d'emploi, en proportion des budgets nationaux et du PIB (ODD 8.B.1)			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	s.o.				
2015					
RÉSULTANTE 3.4. Les pays ont renforcé leurs capacités de conception, de mise en œuvre et d'évaluation de politiques, de stratégies et de programmes multisectoriels en faveur de la parité hommes-femmes , qui contribuent à la réalisation de l'ODD 1.		3.4.A. Nombre de pays dotés de capacités renforcées pour la mise en place de politiques, stratégies et programmes de développement complets et multisectoriels visant la réduction de la pauvreté rurale			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	12 %	40 %	45 %	4 %
2015	3 %	26 %	49 %	19 %	3 %
		3.4.B. Proportion des ressources directement allouées par l'État à des programmes de réduction de la pauvreté (ODD 1.A.1)			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	s.o.				
2015					

Figure 3.1. Pourcentage des pays dont le **niveau de résultats a changé** sur la période 2015-2019, par indicateur de l'OS 3

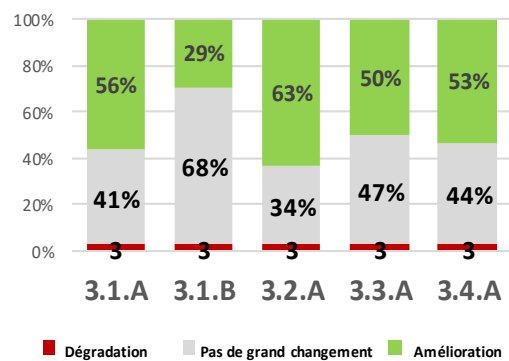
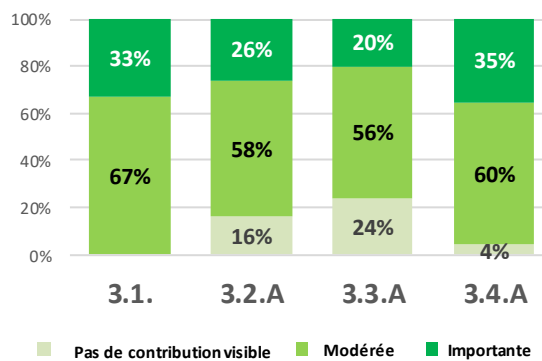


Figure 3.2. **Contribution de la FAO au changement** sur la période 2015-2019 (en % des pays), par indicateur de l'OS 3



Résultats obtenus au regard des indicateurs de produit

Réalisation complète (Résultat \geq Cible): ●; Réalisation incomplète (Résultat $<$ Cible): Δ

Résultante	Produit	Indicateur	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Réalisation
3.1 Les ruraux pauvres et les organisations de ruraux pauvres se sont vu donner les moyens d'accéder aux ressources productives, aux services et aux marchés.	3.1.1 Des organisations et des institutions rurales renforcées et une action collective des ruraux pauvres facilitée.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) qui ont bénéficié d'un appui visant à renforcer les organisations et les institutions rurales et à faciliter une action collective des ruraux pauvres. 	25	28	●
	3.1.2 Des stratégies, politiques, directives et programmes visant à améliorer l'accès des ruraux pauvres à un ensemble de services, aux financements, aux connaissances, aux technologies, aux marchés et aux ressources naturelles, y compris dans le contexte du changement climatique, et leur pouvoir de décision.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue d'améliorer l'accès des ruraux pauvres à un ensemble de services, aux financements, aux connaissances, aux technologies, aux infrastructures rurales, aux marchés et aux ressources naturelles, y compris dans le contexte du changement climatique, ainsi que leur pouvoir de décision en la matière. 	38	45	●
	3.1.3 Appui aux politiques, renforcement des capacités et production de connaissances en vue d'une accélération de la parité hommes-femmes et de l'autonomisation économique des femmes rurales.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue d'accélérer la parité hommes-femmes et l'autonomisation économique des femmes rurales pour sortir de la pauvreté. 	16	27	●
3.2 Les pays ont amélioré l'accès des ruraux pauvres, en particulier les jeunes et les femmes, à des possibilités d'emploi productif et de travail décent.	3.2.1 Appui aux politiques et renforcement des capacités dans la formulation et la mise en œuvre de stratégies, politiques, directives et programmes visant à améliorer les possibilités d'emploi rural décent, l'esprit d'entreprise et le développement des compétences, en particulier pour les jeunes et les femmes.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue de créer des emplois ruraux décents, de développer l'esprit d'entreprise et de renforcer les compétences, en particulier pour les jeunes et les femmes. 	19	19	●

Résultante	Produit	Indicateur	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Réalisation
	3.2.2 Appui aux politiques et renforcement des capacités en vue du renforcement de l'application aux zones rurales des normes internationales du travail, afin d'améliorer la qualité des emplois et la sécurité au travail, et s'agissant en particulier du travail des enfants et du travail forcé.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue de renforcer l'application aux zones rurales des normes internationales du travail, afin d'améliorer la qualité des emplois et la sécurité au travail, et s'agissant en particulier du travail des enfants et du travail forcé. 	7	7	•
3.3 Les pays ont amélioré l'accès des ruraux pauvres aux systèmes de protection sociale.	3.3.1 Appui aux politiques, production de connaissances, renforcement des capacités et plaidoyer en faveur de l'élargissement de la couverture de protection sociale offerte aux ruraux pauvres, notamment dans les contextes fragiles et humanitaires.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue d'élargir la couverture de protection sociale offerte aux ruraux pauvres, notamment dans les contextes fragiles et humanitaires. 	14	16	•
	3.3.2 Appui aux politiques, production de connaissances, renforcement des capacités et plaidoyer en faveur d'une amélioration des synergies entre la protection sociale, la nutrition, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, y compris le changement climatique.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue d'améliorer les synergies entre la protection sociale, la nutrition, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, y compris le changement climatique. 	17	20	•
3.4 Les pays ont renforcé leurs capacités de conception, de mise en œuvre et d'évaluation de politiques, de stratégies et de programmes multisectoriels en faveur de la parité hommes-femmes, qui contribuent à la réalisation de l'ODD 1.	3.4.1 Des capacités nationales renforcées pour la conception et la mise en œuvre de politiques, stratégies et programmes de réduction de la pauvreté complets, équitables sur le plan de l'égalité hommes-femmes et multisectoriels, y compris dans le contexte des migrations et du changement climatique.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue de concevoir et de mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes de réduction de la pauvreté rurale complets, équitables sur le plan de l'égalité hommes-femmes et multisectoriels, y compris dans le contexte des migrations et du changement climatique. 	18	21	•

Résultante	Produit	Indicateur	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Réalisation
	3.4.2 Des données, des connaissances et des outils sont fournis aux fins de la promotion et de l'évaluation des politiques et stratégies de réduction de la pauvreté complètes, équitables sur le plan de l'égalité hommes-femmes et multisectorielles, y compris dans le contexte des migrations et du changement climatique, et du suivi des progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté rurale.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays (ou d'institutions régionales ou mondiales) dans lesquels un appui a été apporté en vue d'évaluer les politiques et stratégies de réduction de la pauvreté complètes, multisectorielles et équitables sur le plan de l'égalité hommes-femmes, y compris dans le contexte des migrations et du changement climatique, et de suivre les progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté rurale. 	9	9	•

**Objectif stratégique 4. Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs
et plus efficaces**

Indicateur des ODD		Description de la série	2000	2015	2019 (ou l'année antérieure la plus proche)
ODD 2 – FAIM «ZÉRO»					
2.3.1	Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière	Productivité des petits producteurs alimentaires (production agricole par journée de travail, en PPA) (en USD internationaux constants de 2011)	s.o.	s.o.	s.o.
2.c.1	Indicateur des anomalies tarifaires pour les denrées alimentaires	Indice des prix à la consommation des produits alimentaires	s.o.	s.o.	s.o.
ODD 12 - CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLES					
12.3.1	a) Indice des pertes alimentaires et b) Indice du gaspillage alimentaire	Indice des pertes alimentaires	s.o.	s.o.	13,8
ODD 17 – PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS					
17.11.1	Part des pays en développement et des pays les moins avancés dans les exportations mondiales	Part des pays en développement et des pays les moins avancés dans les exportations mondiales de marchandises (en %)	0,6	0,9	1,0

Résultats obtenus au regard des indicateurs de résultante

RÉSULTANTE 4.1. Des normes internationales, des accords et des directives volontaires sont formulés afin d'améliorer l'accès des pays aux marchés internationaux et le fonctionnement de ces derniers.		4.1.A. ⁹⁰ Pourcentage de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (tranche inférieure) participant à l'établissement de normes internationales sous l'égide du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), ou pourcentage des normes du Codex émanant des pays les moins avancés			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
2015	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
		4.1.B. Nombre de pays dont l'accès aux marchés internationaux a été amélioré par l'adoption de directives volontaires internationales et par la participation à des accords commerciaux			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	7 %	27 %	34 %	31 %
2015	3 %	35 %	35 %	16 %	11 %
RÉSULTANTE 4.2. Les pays ont élaboré et mis en œuvre des politiques, des cadres réglementaires et des accords institutionnels à l'appui du développement de systèmes agroalimentaires inclusifs et efficaces.		4.2.A. Nombre de pays dans lesquels ont été mis en place les éléments d'un environnement favorable à un développement plus inclusif et plus efficace de l'agriculture et du système alimentaire, également mesuré à l'aune des <i>Engagements pris et des décaissements effectués dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce (ODD 8.A.1)</i>			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	0 %	27 %	57 %	16 %
2015	0 %	5 %	68 %	26 %	0 %
		4.2.B. Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre des instruments internationaux visant à combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (ODD 14.6.1)			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	6 %	20 %	45 %	18 %	11 %
2015	S.O.				
RÉSULTANTE 4.3. Les pays ont renforcé les capacités du secteur public et du secteur privé et accru les investissements afin de promouvoir le développement d'entreprises agroalimentaires et de filières inclusives.		4.3.A. Nombre de pays dans lesquels les acteurs de la filière ont renforcé leurs capacités techniques et leurs capacités de gestion			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	5 %	31 %	59 %	5 %
2015	11 %	21 %	62 %	6 %	0 %
		4.3.B. Nombre de pays dotés d'instruments et de services financiers et de mécanismes de gestion des risques au service du développement de l'agriculture et des chaînes alimentaires, mesuré également par le <i>Pourcentage de petites entreprises industrielles ayant contracté un prêt ou une ligne de crédit (ODD 9.3.2)</i>			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	23 %	7 %	40 %	29 %	1 %
2015	46 %	28 %	17 %	9 %	0 %
		4.3.C. Nombre de pays dans lesquels les investissements dans les systèmes agricoles et alimentaires ont augmenté, mesuré également au moyen de <i>l'indice d'orientation agricole des dépenses publiques (ODD 2.A.1)</i> et du <i>total des apports publics alloués au secteur agricole (ODD 2.A.2)</i>			

⁹⁰ Cet indicateur renvoie à la participation à l'établissement de normes internationales sous l'égide du Codex et de la CIPV. Il n'est pas présenté dans les figures car il s'agit d'un indicateur binaire (oui/non), qui ne permet pas une répartition par catégorie.

Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	S.O.				
2015	0 %	38 %	27 %	18 %	17 %
RÉSULTANTE 4.4. Les pays ont pris des décisions fondées sur des éléments factuels à l'appui du développement des systèmes agroalimentaires.		4.4.A. Nombre de pays par niveau de disponibilité, d'accessibilité, de qualité et d'utilisation de données et d'outils/de produits d'analyse dans la prise de décisions en matière de systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces			
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	5 %	56 %	38 %	1 %
2015	0 %	20 %	71 %	9 %	0 %

Figure 4.1. Pourcentage des pays dont le **niveau de résultats a changé** sur la période 2015-2019, par indicateur de l'OS 4

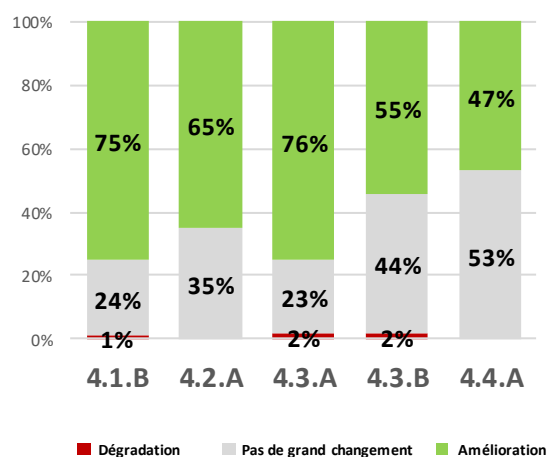
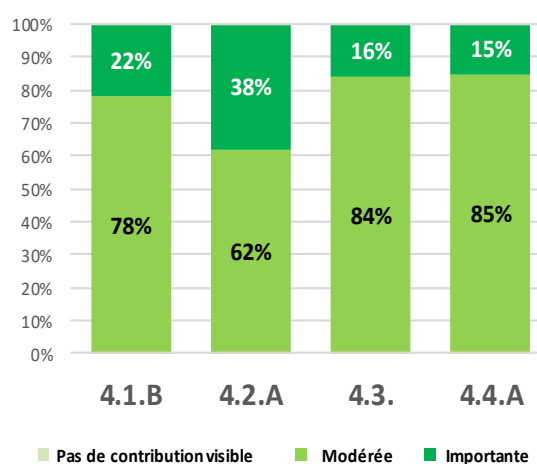


Figure 4.2. **Contribution de la FAO au changement** sur la période 2015-2019 (en % des pays), par indicateur de l'OS 4



Résultats obtenus au regard des indicateurs de produit

Réalisation complète (Résultat \geq Cible): ●; Réalisation incomplète (Résultat $<$ Cible): Δ

Résultante	Produit	Indicateur	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Réalisation
4.1 Des normes internationales, des accords commerciaux et des directives volontaires sont formulés afin d'améliorer l'accès aux marchés internationaux et le fonctionnement de ces derniers.	4.1.1 Des normes internationales, nouvelles et révisées, en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments et de santé des végétaux, sont formulées et convenues par les pays et servent de référence pour l'harmonisation internationale.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de normes internationales, nouvelles et révisées, en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments et de santé des végétaux fondées sur de nouvelles questions examinées, des projets de norme ayant progressé ou de nouvelles normes adoptées. 	179	191	●
	4.1.2 Les capacités des pays et de leurs communautés économiques régionales sont renforcées en vue de leur participation efficace à la formulation d'accords internationaux et de directives volontaires en faveur de mesures commerciales transparentes, de meilleurs débouchés commerciaux et de systèmes agricoles et alimentaires plus efficaces.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays (ou d'organismes régionaux) pour lesquels des données factuelles, un renforcement des capacités ou des instances de dialogue en relation avec des accords commerciaux internationaux et des directives volontaires ont été fournis par la FAO. 	28	39	●
4.2 Les pays ont élaboré et mis en œuvre des politiques, des cadres réglementaires et des accords institutionnels à l'appui du développement de systèmes agroalimentaires inclusifs et efficaces.	4.2.1 Les capacités des organisations du secteur public sont renforcées en vue de la conception et de la mise en œuvre de politiques, de stratégies, de cadres réglementaires et de plans d'investissement à l'appui du développement de systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces.	<ul style="list-style-type: none"> A) Nombre de pays dans lesquels des organisations du secteur public ont bénéficié d'un appui de la FAO en vue de renforcer leurs capacités à concevoir et mettre en œuvre des politiques, des stratégies, des cadres réglementaires et des plans d'investissement nationaux favorables au développement de systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces. 	65	72	●
		<ul style="list-style-type: none"> B) Nombre d'organes régionaux ayant bénéficié d'un appui de la FAO en vue de renforcer leurs capacités à concevoir et mettre en œuvre des politiques, des stratégies, des cadres réglementaires et des plans d'investissement nationaux favorables au développement de systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces. 	17	38	●

Résultante	Produit	Indicateur	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Réalisation
	4.2.2 Les capacités des organisations du secteur public et du secteur privé sont renforcées en vue de la conception et de la mise en œuvre de modalités institutionnelles favorables à des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays dans lesquels des entités publiques et privées ont bénéficié d'un appui de la FAO en vue de renforcer leurs capacités à concevoir et mettre en œuvre des modalités institutionnelles favorables à des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces. 	19	17	▲
4.3 Les pays ont renforcé les capacités du secteur public et du secteur privé et accru les investissements afin de promouvoir le développement d'entreprises agroalimentaires et de filières inclusives.	4.3.1 Les acteurs de la chaîne de valeur sont dotés des capacités techniques et des capacités de gestion qui permettent de développer des filières agricoles et alimentaires inclusives, efficaces et durables.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays ayant bénéficié d'un appui de la FAO en vue de renforcer les capacités techniques et de gestion des acteurs des chaînes de valeur⁹¹. 	57	57	●
	4.3.2 Les capacités des organisations du secteur public et du secteur privé sont renforcées en vue d'une augmentation de l'investissement dédié, et de la conception et de la mise en œuvre d'instruments et de services financiers et de mécanismes de gestion des risques au service de systèmes agricoles et alimentaires efficaces et inclusifs.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays bénéficiant d'un appui de la FAO en vue de favoriser la conception et la mise en œuvre d'instruments et de services financiers et de mécanismes de gestion des risques au service de systèmes agricoles et alimentaires efficaces et inclusifs, ou d'accroître les investissements responsables dans ce domaine. 	32	34	●
4.4 Les pays ont pris des décisions fondées sur des éléments factuels à l'appui du développement des systèmes agroalimentaires.	4.4.1 Des informations et analyses sur le marché mondial actualisées sont fournies afin de promouvoir la transparence des marchés et d'améliorer les possibilités commerciales locales, régionales et mondiales.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de produits d'information, d'analyse et de connaissance publiés par la FAO. 	62	90	●

⁹¹ À propos de ce sous-indicateur, 18 des 57 pays ont bénéficié d'un appui destiné à renforcer les capacités des acteurs des chaînes de valeur afin de développer des filières qui tiennent compte de l'égalité entre les sexes et qui permettent aux femmes d'en bénéficier équitablement.

Résultante	Produit	Indicateur	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Réalisation
	4.4.2 Les organisations du secteur public sont dotées des moyens d'établir des systèmes de suivi et d'analyse des incidences qu'ont les politiques commerciales, alimentaires et agricoles sur les systèmes agricoles et alimentaires nationaux.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays bénéficiant d'un appui de la FAO en vue d'établir des systèmes de suivi et d'analyse des incidences qu'ont les politiques commerciales, alimentaires et agricoles sur les systèmes agricoles et alimentaires nationaux. 	17	21	●

**Objectif stratégique 5. Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces
ou en situation de crise**

	Indicateur des ODD	Description de la série	2000	2015	2019 (ou l'année antérieure la plus proche)
ODD 2 – FAIM «ZÉRO»					
2.1.2	Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave dans la population, évaluée selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (échelle FIES)	Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave dans la population, total avec limites inférieure et supérieure (en %)	s.o.	23,5	25,4
2.2.2	Prévalence de la malnutrition (rapport poids/taille supérieur ou inférieur de plus de 2 écarts types à la médiane des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS)	Proportion des enfants présentant un excès pondéral modéré ou grave (en %)	4,9	5,7	5,9
		Proportion des enfants présentant une émaciation modérée ou grave (en %)	s.o.	s.o.	7,29
2.4.1	Proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable		s.o.	s.o.	s.o.
2.c.1	Indicateur des anomalies tarifaires pour les denrées alimentaires	Indice des prix à la consommation des produits alimentaires	s.o.	s.o.	s.o.
ODD 11 – VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES					
11.5.1⁹²	Nombre de décès, de disparus et de victimes suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes	Nombre de personnes touchées par une catastrophe	s.o.	s.o.	s.o.
11.5.2	Pertes économiques directement attribuables aux catastrophes par rapport au PIB mondial, y compris les dommages causés aux infrastructures critiques et la perturbation des services de base	Pertes agricoles directes attribuées à des catastrophes (en USD courants)	s.o.	s.o.	s.o.

⁹² Indicateur 11.5.1=13.1.1=1.5.1= Nombre de décès, de disparus et de victimes suite à des catastrophes, pour 100 000 personnes.

	Indicateur des ODD	Description de la série	2000	2015	2019 (ou l'année antérieure la plus proche)
ODD 15 – VIE TERRESTRE					
15.3.1	Proportion de la surface émergée totale occupée par des terres dégradées	Proportion de la surface émergée totale occupée par des terres dégradées (en %)	s.o.	20	s.o.
ODD 16 – PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES					
16.1.2	Nombre de décès liés à des conflits pour 100 000 habitants (par sexe, âge et cause)	Proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières (en %)	s.o.	s.o.	s.o.

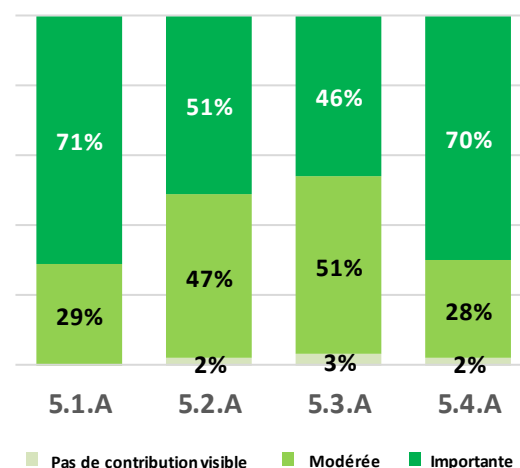
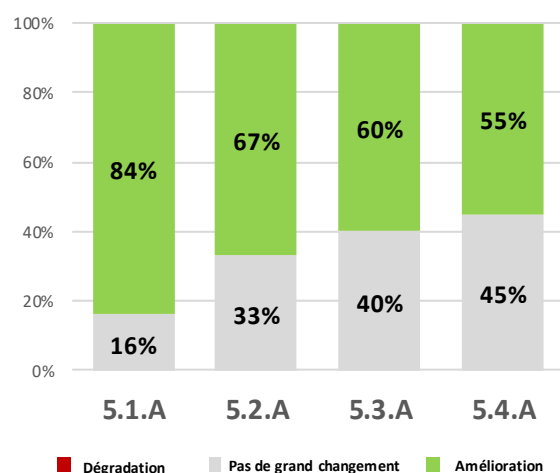
Résultats obtenus au regard des indicateurs de résultante

RÉSULTANTE 5.1. Les pays ont adopté ou mis en œuvre des systèmes et des cadres juridiques, politiques et institutionnels à l'appui de la réduction des risques et de la gestion des crises.	5.1.A. Nombre de pays par niveau d'engagement et de capacités en faveur de la réduction/gestion des risques de catastrophe et de crise concernant l'agriculture, l'alimentation et la nutrition sous forme de politiques, de cadres juridiques et de systèmes institutionnels (ODD 1.5.3)				
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	8 %	27 %	61 %	4 %
2015	12 %	27 %	49 %	13 %	0 %
	5.1.B. Nombre de pays ayant déclaré avoir mis en place ou mis en œuvre une politique/une stratégie/un plan intégré visant à améliorer leur aptitude à s'adapter aux incidences négatives des changements climatiques, à renforcer leur résilience face à ces changements et à favoriser de faibles émissions de gaz à effet de serre, sans menacer la production alimentaire (notamment un plan national d'adaptation, une contribution prévue déterminée au niveau national, une communication nationale et un rapport biennal actualisé, entre autres) (ODD 13.2.1)				
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	s.o.				
2015					
	5.1.C. Nombre de pays ayant intégré dans leurs programmes d'enseignement primaire, secondaire et tertiaire les questions relatives à l'adaptation aux changements climatiques, à l'atténuation des effets de ces changements et à la réduction de leur impact, ainsi qu'aux systèmes d'alerte rapide (ODD 13.3.1)				
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	s.o.				
2015					
RÉSULTANTE 5.2. Les pays ont tiré parti des informations fournies régulièrement et des alertes rapides pour contrer les menaces potentielles, connues et nouvelles.	5.2.A. Nombre de pays ayant amélioré leurs capacités de production, de disponibilité, d'accessibilité, de qualité et d'utilisation de données et d'outils/de produits d'analyse et d'informations concernant les menaces potentielles, connues et nouvelles pesant sur l'agriculture, l'alimentation et la nutrition				
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	7 %	30 %	63 %	0 %
2015	0 %	27 %	58 %	15 %	0 %
RÉSULTANTE 5.3. Les pays ont réduit les risques et la vulnérabilité au niveau des ménages et des communautés.	5.3.A. Nombre de pays ayant amélioré leur capacité d'application de mesures de prévention et d'atténuation des impacts qui permettent de réduire les risques pour l'agriculture, l'alimentation et la nutrition				
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	8 %	32 %	54 %	6 %
2015	0 %	39 %	24 %	36 %	0 %
	5.3.B. a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par types de droit (ODD 5.A.1)				
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	s.o.				
2015					

	5.3.C. Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres (ODD 5.A.2)				
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	s.o.				
2015					
RÉSULTANTE 5.4. Les pays se sont préparés aux catastrophes et aux crises et y ont fait face au moyen d'interventions efficaces.	5.4.A. Niveau de préparation et capacité de gestion des interventions				
Niveau de résultats	Faible	Moyen-faible	Moyen	Moyen-élevé	Élevé
2019	0 %	14 %	22 %	48 %	16 %
2015	3 %	19 %	47 %	31 %	0 %

Figure 5.1. Pourcentage des pays dont le **niveau de résultats** a

Figure 5.2. **Contribution de la FAO au changement** sur la période 2015-2019 (en % des pays), par indicateur de l'OS 5



Résultats obtenus au regard des indicateurs de produit

Réalisation complète (Résultat ≥ Cible): ●; Réalisation incomplète (Résultat < Cible): Δ

Résultante	Produit	Indicateur	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Réalisation
5.1 Les pays ont adopté ou mis en œuvre des systèmes et des cadres juridiques, politiques et institutionnels à l'appui de la réduction des risques et de la gestion des crises.	5.1.1 Les capacités nationales des autorités et des organismes publics sont renforcées en vue de la formulation et de la promotion de politiques, stratégies, plans et programmes d'investissement à l'appui de la réduction des risques et de la gestion des crises.	<ul style="list-style-type: none"> A) Nombre de pays ou de régions qui ont formulé et institutionnalisé une stratégie ou un plan de réduction des risques et de gestion des crises grâce à l'appui de la FAO. B) Nombre de produits normatifs mondiaux ou régionaux qui aident les pays à formuler et à promouvoir des politiques, des stratégies, des plans et des programmes d'investissement à l'appui de la réduction des risques et de la gestion des crises. 	46	46	●
	5.1.2 Des mécanismes de coordination sont améliorés et des ressources sont mobilisées au service de la réduction des risques et de la gestion des crises.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays ou de régions qui ont amélioré leurs mécanismes de mobilisation et de coordination des ressources au service de la réduction des risques et de la gestion des crises grâce à l'appui de la FAO. 	80	84	●
5.2 Les pays ont tiré parti des informations fournies régulièrement et des alertes rapides pour contrer les menaces potentielles, connues et nouvelles.	5.2.1 Des mécanismes permettant d'identifier et de suivre les menaces, d'évaluer les risques et de déclencher des alertes rapides en temps utile et de manière intégrée sont mis en place ou améliorés.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays qui ont perfectionné, grâce à l'appui de la FAO, leurs systèmes/mécanismes de suivi des menaces en vue d'améliorer le déclenchement des alertes précoces. 	35	43	●
	5.2.2 Les capacités nationales d'évaluation de la vulnérabilité et de mesure de la résilience sont renforcées.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays ou de régions qui ont amélioré l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité et de la résilience grâce à l'appui de la FAO. 	56	57	●
5.3 Les pays ont réduit les risques et la vulnérabilité au niveau des ménages et des communautés.	5.3.1 Les capacités des gouvernements, des communautés et d'autres parties prenantes sont renforcées en vue de l'adoption de bonnes pratiques de prévention des menaces et d'atténuation des impacts des crises.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays appliquant de manière plus efficace des normes, technologies et pratiques intégrées et/ou sectorielles pour la prévention et l'atténuation des risques avec l'appui de la FAO. 	35	36	●
			37	37	●

Résultante	Produit	Indicateur	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Réalisation
	5.3.2 Les communautés sont dotées de pratiques et de mesures qui permettent de réduire la vulnérabilité.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays appliquant plus efficacement des mesures qui réduisent la vulnérabilité et renforcent la résilience des communautés exposées à des menaces ou à des crises grâce à l'appui de la FAO. 	31	33	●
5.4 Les pays se sont préparés aux catastrophes et aux crises et y ont fait face au moyen d'interventions efficaces.	5.4.1 Les capacités des autorités nationales et des parties prenantes sont renforcées en faveur d'une meilleure préparation face à des situations de crise et d'une réduction de leur impact.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays bénéficiant d'un appui de la FAO pour adopter des normes, lignes directrices et pratiques leur permettant de se préparer à des dangers potentiels et des situations d'urgence touchant un secteur spécifique. 	27	41	●
	5.4.2 L'assistance humanitaire visant à préserver les moyens d'existence est apportée en temps utile aux communautés frappées par des crises.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays ou de régions touchés par une crise ayant une incidence sur l'agriculture et dans lesquels la FAO est intervenue en temps utile et en tenant compte de la nutrition et des considérations de parité hommes-femmes. 	35	38	●

Cible pleinement atteinte (résultat actuel \geq cible) ●; Cible non atteinte (résultat actuel $<$ cible) Δ

OBJECTIF 6				
QUALITÉ TECHNIQUE, STATISTIQUES ET THÈMES TRANSVERSAUX (CHANGEMENT CLIMATIQUE, PARITÉ HOMMES-FEMMES, GOUVERNANCE ET NUTRITION)				
Définition de la résultante – Qualité, connaissances et services techniques assurés; statistiques de qualité produites avec intégrité et diffusées par la FAO; et services de qualité assurés pour les activités concernant la parité hommes-femmes, la gouvernance, la nutrition et le changement climatique aux fins de l'exécution des programmes stratégiques				
6.1: Qualité et intégrité des activités techniques et normatives de l'Organisation	Indicateurs de performance clés	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Progression
	6.1.A: Qualité de l'encadrement technique. <i>Mesure au moyen des éléments suivants:</i> - méthodologie fondée sur une enquête visant à évaluer les commentaires des parties prenantes sur certains aspects de l'encadrement technique	70 %	70 %	●
6.2: Qualité et utilisation des statistiques de la FAO à l'appui de la prise de décisions fondées sur des éléments concrets	Indicateurs de performance clés	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Progression
	6.2.A: Proportion d'indicateurs des ODD pour lesquels la FAO est l'organisation responsable et qui font l'objet de rapports nationaux, conformément aux Principes fondamentaux de la statistique officielle (cf. indicateur ODD 17.18.1)	40 %	43 %	●
	6.2.B: Proportion de processus statistiques de la FAO de bonne qualité, sur la base du cadre d'assurance qualité des statistiques de l'Organisation	80 %	88,5 %	●
6.3: Services de qualité et approches cohérentes permettant de travailler sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, qui débouchent sur un renforcement des capacités des pays en matière de formulation, de mise en œuvre et de suivi des politiques et programmes qui donnent des possibilités égales aux femmes et aux hommes	Indicateurs de performance clés	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Progression
	6.3.A: Nombre de normes minimales d'intégration des considérations de parité hommes-femmes appliquées	14	13	Δ
	6.3.B: Nombre d'indicateurs de performance de la version révisée du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes atteints ou dépassés par la FAO	10	15	●
6.4: Des services de qualité pour la mise en place de normes, de mécanismes et d'institutions de gouvernance plus inclusifs et efficaces aux niveaux national, régional et mondial et dans les programmes relatifs aux objectifs stratégiques	Indicateurs de performance clés	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Progression
	6.4.A: Nombre de mécanismes ou de processus de gouvernance mondiale dans lesquels la FAO joue un rôle de chef de file, et qui permettent de faire progresser les questions liées aux cinq objectifs stratégiques	3	3	●
	6.4.B: Nombre de cas dans lesquels la contribution de la FAO à des questions de gouvernance a permis de faire progresser la réalisation des cinq objectifs stratégiques aux niveaux national et régional	20	20	●

OBJECTIF 6 QUALITÉ TECHNIQUE, STATISTIQUES ET THÈMES TRANSVERSAUX (CHANGEMENT CLIMATIQUE, PARITÉ HOMMES-FEMMES, GOUVERNANCE ET NUTRITION)				
6.5: La qualité et la cohérence des activités de la FAO en matière de nutrition sont assurées par l'intégration de la nutrition dans l'ensemble des objectifs stratégiques et le renforcement de la contribution de la FAO à l'architecture mondiale de la nutrition	Indicateurs de performance clés	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Progression
	6.5.A: Nombre de mécanismes/processus mondiaux relatifs à la nutrition auxquels la FAO contribue et pour lesquels des progrès ont été communiqués dans le cadre du suivi de la CIN2	5	7	●
	6.5.B: Progrès réalisés dans l'intégration des préoccupations, des considérations et des objectifs relatifs à la nutrition dans les cadres de programmation par pays et dans le renforcement des capacités du personnel de la FAO afin d'aider les gouvernements à prendre en compte la nutrition (pourcentage supérieur à celui de l'exercice biennal précédent)	25 %	74 %	●
6.6: La qualité et la cohérence des activités de la FAO en matière de changement climatique sont assurées, conformément à la stratégie correspondante, par l'intégration du changement climatique dans tous les objectifs stratégiques, et par le renforcement de la contribution de la FAO à l'architecture nationale, régionale et internationale du changement climatique	Indicateurs de performance clés	Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Progression
	6.6.A: Nombre de pays appuyés par la FAO dans la mise en œuvre et/ou l'élaboration plus détaillée des composantes agricoles de leurs contributions déterminées au niveau national au titre de l'Accord de Paris	40	98	●
	6.6.B: Nombre de débats portant sur les politiques, le financement et/ou les aspects techniques liés à l'action climatique aux niveaux mondial et régional dans lesquels la FAO promeut, en tant que chef de file, l'intégration des perspectives alimentaires et agricoles (Fonds vert pour le climat, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et Programme 2030 notamment)	24	30	●

CHAPITRE 7. PROGRAMME DE COOPÉRATION TECHNIQUE				
Définition de la résultante – Le PCT est exécuté de manière satisfaisante; il est pleinement aligné sur les objectifs stratégiques et contribue à l'obtention des résultats des cadres de programmation par pays				
Indicateurs de performance clés		Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Progression
7.1: Gestion et soutien du PCT				
7.1.A	Taux d'approbation des ressources du PCT – crédits ouverts pour 2018-2019	100 %	100 %	●
7.1.B	Taux d'exécution des projets du PCT – crédits ouverts pour 2016-2017	100 %	100 %	●

OBJECTIF FONCTIONNEL 8. ACTIVITÉS DE DIFFUSION				
Définition de la résultante – Les objectifs de la FAO sont atteints grâce à des partenariats et à des activités de plaidoyer diversifiés et élargis, à une meilleure sensibilisation du public, au renforcement du soutien politique, à l'accroissement des ressources et à l'amélioration des activités de renforcement des capacités et de la gestion des connaissances				
Indicateurs de performance clés		Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Progression
8.1: Partenariats, activités de plaidoyer et renforcement des capacités, y compris la coopération Sud-Sud				
8.1.A	Nombre de partenariats stratégiques établis ou soutenus	20	58	●
8.1.B	Nombre d'activités de plaidoyer mises en œuvre à l'appui des activités et des programmes stratégiques de l'Organisation	8	21	●
8.1.C	Nombre de méthodologies de renforcement des capacités appliquées à l'appui des programmes stratégiques	10	28	●
8.1.D	Nombre d'accords et de programmes de coopération Sud-Sud et triangulaire en cours	25	27	●
8.2: Communication				
8.2.A	Nombre de visites sur FAO.org (sur la base des statistiques d'accès aux archives documentaires de la FAO)	8,5 millions	6,65 millions	▲
8.2.B	Présence dans les médias (nombre de consultations), mesurée par le service de suivi Meltwater	23 000 consultations par mois	24 503 consultations par mois	●
8.2.C	Augmentation du nombre total d'abonnés aux comptes de médias sociaux de la FAO (tous comptes confondus)	2,2 millions	1,87 million	▲
8.3: Mobilisation de ressources				
Indicateurs de performance clés		Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Progression
8.3.A	Contributions volontaires mobilisées pour l'exercice biennal	1,7 milliard d'USD	2,4 milliards d'USD	●

OBJECTIF FONCTIONNEL 9. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION				
Définition de la résultante – Les technologies de l'information (TI) à la FAO, conformément à un ensemble de politiques et de normes de l'Organisation en la matière, apportent une valeur ajoutée en assurant une contribution plus utile des ressources numériques à la mise en place, dans toutes les zones géographiques, de solutions innovantes, de technologies transformatrices et de partenariats externes qui sont rapides, de qualité et efficaces et offrent un bon rapport coût-efficacité				
Indicateurs de performance clés		Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Progression
9.1.A	Niveau de satisfaction des clients stratégiques quant à la fourniture de solutions IT, <i>mesuré au moyen du:</i> - <i>pourcentage de clients stratégiques pleinement satisfaits (source: enquête annuelle auprès des clients)</i>	70 %	71 %	●
9.1.B	Qualité des ressources numériques mises à la disposition de l'Organisation à l'appui de ses activités, rapidement et dans des conditions de sécurité, <i>mesuré au moyen du:</i> - <i>pourcentage de ressources numériques (systèmes d'information internes, liens vers des sources de données externes) utilisant la plateforme numérique fournie</i>	75 %	72 %	▲

OBJECTIF FONCTIONNEL 10. GOUVERNANCE, SURVEILLANCE ET DIRECTION DE LA FAO				
Définition de la résultante – Une direction efficace de l'Organisation grâce à un engagement politique accru et à une collaboration renforcée avec les États Membres, à une gestion stratégique et à la surveillance				
Indicateurs de performance clés		Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Progression
10.1: Gouvernance de la FAO				
10.1.A	Documents des organes directeurs ayant été livrés dans les délais prescrits et dans les langues requises	100 %	82 %	▲
10.1.B	Décisions des organes directeurs ayant été mises en œuvre dans les délais prescrits	90 %	100 %	●
10.2: Surveillance				
10.2.A	Pourcentage de la couverture des activités de vérification, y compris à haut risque	90 % (y compris 100 % risque élevé)	75 %	▲
10.2.B	Nombre de pays dans lesquels la pertinence stratégique et l'efficacité du programme de la FAO ont été évaluées au moyen d'évaluations des programmes de pays et autres programmes majeurs	13	13	●
10.3: Direction				
10.3.A	Pourcentage des cibles atteintes pour les produits des objectifs stratégiques	85 %	95 %	●
10.3.B	Pourcentage des recommandations des évaluations stratégiques pour lesquelles l'action convenue par la Direction a été terminée en temps voulu	90 %	100 %	●

OBJECTIF FONCTIONNEL 10. GOUVERNANCE, SURVEILLANCE ET DIRECTION DE LA FAO				
10.3.C	Pourcentage de recommandations d'audit interne assorties d'un risque élevé mises en œuvre en temps voulu	80 %	87 %	●
10.3.D	Pourcentage de recommandations d'audit interne en suspens depuis longtemps (plus de 24 mois)	inférieur à 10 %	12 %	▲

OBJECTIF FONCTIONNEL 11. ADMINISTRATION EFFICIENTE ET EFFICACE				
Définition de la résultante – Maximiser l'efficacité et le travail en vue d'utiliser les ressources d'une manière optimale dans l'accomplissement des fonctions fiduciaires, de définition des politiques, de suivi et de contrôle				
Indicateurs de performance clés		Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Progression
11.1: Gestion efficiente et efficace des ressources humaines				
11.1.A	Délais de recrutement	120 jours	145 jours	▲
11.1.B	Pourcentage d'États Membres équitablement représentés	75 %	91 %	●
11.1.C	Mobilité géographique (postes)	75	90	●
11.2: Gestion efficiente et efficace des ressources financières				
11.2.A	Le Commissaire aux comptes a émis une opinion non modifiée sur les états financiers de la FAO, y compris sur sa déclaration sur le contrôle interne	1 Opinion non modifiée du Commissaire aux comptes (annuelle)	1 Opinion non modifiée du Commissaire aux comptes	●
11.3: Administration efficiente et efficace				
11.3.A	Satisfaction des utilisateurs concernant la qualité des services fournis	70 %	72 %	●
11.3.B	La responsabilité environnementale de l'Organisation est mesurée en proportion des bâtiments/locaux de la FAO, qui fourniront des données annuelles sur les émissions de gaz à effet de serre	86 %	87 %	●

CHAPITRE 13. DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

Définition de la résultante – Les dépenses d'équipement de la FAO permettent d'obtenir une infrastructure et un environnement fonctionnel plus efficaces et plus performants afin de répondre aux besoins de l'Organisation s'agissant des activités et de la réalisation des objectifs stratégiques

Indicateurs de performance clés		Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Progression
13.1.A	Pourcentage des dépenses d'équipement affectées à des initiatives assorties d'analyses coût-avantages et de plans de concrétisation des avantages précis. <i>Mesure au moyen des éléments suivants:</i> – examen annuel	100 %	100 %	●
13.1.B	Pourcentage de projets de dépenses d'équipement menés à bien en respectant les délais, les exigences de qualité et le budget fixé. <i>Mesure au moyen des éléments suivants:</i> – portefeuille de projets	85 %	43 %	▲

CHAPITRE 14. DÉPENSES DE SÉCURITÉ

Définition de la résultante – Les fonctionnaires de la FAO sont en mesure d'exercer leurs fonctions en sûreté et en sécurité en tous lieux où l'Organisation mène des activités

Indicateurs de performance clés		Cible 2018-2019	Résultat 2018-2019	Progression
14.1: Sécurité et sûreté de l'environnement de travail pour l'exécution du Programme au Siège				
14.1.A	Pourcentage des fonctionnaires ayant suivi le programme de formation à la sécurité	90 %	96 %	●
14.2: Sécurité et sûreté de l'environnement de travail pour l'exécution du Programme dans le monde				
14.2.A	Pourcentage de bureaux décentralisés conformes aux normes minimales de sécurité opérationnelle	100 %	98 %	▲
14.2.B	Pourcentage de membres du personnel international des bureaux décentralisés qui respectent les mesures de sécurité applicables au domicile	100 %	100 %	●
14.2.C	Pourcentage d'incidents liés à la sécurité signalés dans les bureaux décentralisés, ayant fait l'objet d'un suivi rapide	100 %	100 %	●
14.2.D	Pourcentage de déploiements de spécialistes de la sécurité sur le terrain dans les 72 heures pour assister les bureaux décentralisés dans la gestion de crises de sécurité, selon les demandes	100 %	100 %	●

Annexe 3: Parité hommes-femmes – Progrès accomplis dans la mise en œuvre des normes minimales définies dans la politique de la FAO sur l'égalité des sexes et du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP)

471. La parité hommes-femmes, qui occupe une place centrale dans le mandat de la FAO, est traitée comme un thème transversal dans le Cadre stratégique, qui prévoit la fourniture de services de qualité et l'intégration systématique, dans tous les programmes stratégiques, de stratégies et d'approches cohérentes axées sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. La résultante 6.3 (section I.C) vise *le renforcement des capacités des pays en matière de formulation, de mise en œuvre et de suivi des politiques et programmes qui donnent des possibilités égales aux femmes et aux hommes*. Les progrès accomplis et les résultats obtenus sont mesurés au moyen de deux indicateurs de performance clés, comme indiqué ci-après.

Indicateur 6.3.A – Nombre de normes minimales d'intégration des considérations de parité hommes-femmes appliquées

472. Cet indicateur mesure la mise en œuvre des 15 normes minimales applicables à l'intégration des questions de parité et aux interventions visant spécifiquement des femmes, telles que définies dans la Politique de la FAO sur l'égalité des sexes. Ces normes ont pour but de créer un cadre institutionnel propice en soutenant la mise en place de mécanismes d'intégration des questions de parité.

473. En 2018, l'indicateur de performance clé a été révisé après une large consultation menée auprès des divisions et des bureaux, laquelle a permis d'établir les critères et les données de référence à utiliser pour mesurer le niveau de mise en œuvre de ces mécanismes.

474. Au cours de l'exercice biennal 2018-2019, la FAO a fait rapport pour la première fois sur la norme 12 – qui prévoit l'intégration d'objectifs d'égalité des sexes dans le Système de gestion et d'évaluation de la performance (PEMS) du personnel de l'Organisation –, appliquée dans un premier temps aux points de contact pour les questions de parité hommes-femmes. De même, la FAO s'est conformée à la norme 9 sur l'apprentissage du personnel, ayant rendu obligatoire pour tous les membres du personnel un cours sur l'égalité des sexes. Cet effort de formation a également été élargi pour offrir des possibilités de renforcement des capacités autres que la formation en ligne. En 2018 et 2019, la cohérence et la qualité des rapports se sont améliorées pour la plupart des normes, en particulier celles afférentes à la collecte et à la diffusion de données ventilées par sexe; à l'apprentissage et au renforcement des capacités du personnel; à l'évaluation; et à la formulation et la mise en œuvre des projets.

475. La cible définie pour l'exercice biennal, qui prévoyait la mise en œuvre de 14 normes sur 15, a bien été atteinte en 2018, mais pas en 2019 (la FAO n'ayant appliqué que 13 des 15 normes). La norme 14, sur le suivi des ressources financières n'a pas encore pu être appliquée, mais la FAO réfléchit à la manière dont elle pourrait associer ses projets et programmes à un budget qui tienne compte des questions de parité hommes-femmes. En outre, si la norme 6, qui demande que les bureaux décentralisés et les divisions techniques dressent périodiquement un bilan de la situation en matière de parité hommes-femmes, a bien été mise en application en 2018, les résultats obtenus en 2019 sont repassés au-dessous des données de référence établies. En effet, le nombre de rapports transmis a été inférieur aux attentes, en raison principalement de la révision des lignes directrices et de l'ajout de nouvelles règles cette même année.

Tableau 16: Normes minimales d'intégration des considérations de parité hommes-femmes

Normes minimales d'intégration des considérations de parité hommes-femmes		2018	2019	Résumé des résultats obtenus au cours de l'exercice biennal
1	Toutes les grandes bases de données statistiques de la FAO intègrent des données ventilées par sexe, s'il y a lieu et dans la mesure de leur disponibilité.	Appliquée	Appliquée	Huit grandes bases de données de la FAO accessibles au public se prêtent à une ventilation des données par sexe. Cela comprend aussi les nouvelles archives de données liées aux ODD. Sept d'entre elles contiennent des informations ventilées par sexe. La FAO diffuse ces données au moyen de ses produits axés sur les connaissances, en particulier ses publications phares, dont la périodicité n'est pas toujours annuelle. Au cours de l'exercice biennal, six des sept publications faisant état de la situation mondiale dans différents domaines contenaient des données ventilées par sexe et proposaient un examen des considérations de parité hommes-femmes dans les domaines considérés.
2	La FAO investit dans le renforcement des capacités des pays Membres afin de leur permettre de créer, analyser et utiliser des données ventilées par sexe dans l'analyse des politiques, ainsi que dans la planification et l'évaluation des programmes et projets.	Appliquée	Appliquée	Au cours de l'exercice biennal, des représentants des pouvoirs publics de 80 pays en moyenne ont participé à des ateliers de formation ou des tables rondes organisés annuellement à l'échelle régionale ou nationale, qui comportaient des modules/partageaient des informations sur l'importance de la collecte et de l'analyse de données ventilées par sexe pour la sécurité alimentaire. La FAO a également apporté un soutien actif aux parties prenantes nationales chargées de collecter et de diffuser ce type de données au moyen de recensements agricoles et d'enquêtes dans ce secteur, puisque 27 enquêtes ont ainsi pu être menées à bien en 2018 et 22 en 2019.
3	Une analyse des questions de parité hommes-femmes est menée et un plan d'action correspondant est établi pour tous les objectifs stratégiques; les progrès en matière d'égalité des sexes sont mesurés pour toutes les résultantes de l'Organisation.	Appliquée	Appliquée	Tous les programmes stratégiques comprennent des activités liées à la parité hommes-femmes et attendent des résultats dans ce domaine, formulés au niveau des pays, au niveau régional et au niveau du Siège. Ces activités ne sont toutefois pas toujours aisées à isoler car leurs résultats sont souvent intégrés dans d'autres, plus généraux. C'est pourquoi, au cours de l'exercice biennal, 9 pour cent en moyenne des résultats prévus étaient spécifiquement liés aux considérations de parité (leur titre faisant explicitement référence à des considérations de cette nature). Au niveau des produits, des indicateurs et qualificatifs sexospécifiques permettent à l'Organisation de suivre l'obtention de résultats liés aux questions de parité hommes-femmes. La part des résultats qui mettent en lumière une composante spécifiquement liée aux considérations de parité a augmenté, passant de 41 pour cent à 43 pour cent du total. En ce qui concerne les résultantes, les questions directrices de l'évaluation organisationnelle ont été améliorées et comprennent désormais 30 pour cent de questions liées à la problématique hommes-femmes, contre

Normes minimales d'intégration des considérations de parité hommes-femmes		2018	2019	Résumé des résultats obtenus au cours de l'exercice biennal
				10 pour cent en 2018.
4	Un objectif financier est fixé et respecté pour l'attribution des ressources destinées à la politique de la FAO sur l'égalité des sexes.	Appliquée	Appliquée	Des ressources sont spécialement prévues dans le Programme de travail et budget pour les activités liées aux questions de parité hommes-femmes, à l'échelle de l'Organisation.
5	Une évaluation de l'égalité des sexes par pays est entreprise dans le cadre de la programmation par pays.	Appliquée	Appliquée	La FAO encourage l'élaboration d'une évaluation de l'égalité des sexes au niveau national, car celle-ci constitue un élément de base essentiel à la formulation des cadres de programmation par pays (CPP) et des projets. Au cours de l'exercice biennal, 32 nouvelles évaluations ont été réalisées et on a examiné les 90 pour cent de CPP en moyenne qui faisaient état de difficultés liées aux questions de parité hommes-femmes afin de remédier à ces difficultés.
6	Tous les services dressent un bilan de l'égalité des sexes afin d'assurer une meilleure intégration de ces considérations, et notamment de mieux mesurer les progrès accomplis et les résultats obtenus.	Appliquée	Non appliquée	La FAO encourage chaque division/bureau à faire régulièrement le bilan de ses activités intéressant l'égalité des sexes, afin d'examiner les résultats obtenus, de recenser les lacunes et de planifier des activités dans ce domaine. En 2018, 28 rapports avaient été menés à bien, mais, en 2019, 6 divisions/bureaux seulement ont pu dresser ce bilan. Ce sont principalement la révision des lignes directrices et l'introduction de nouvelles règles cette même année qui expliquent pourquoi la plupart des divisions/bureaux ne sont pas parvenus à mettre la dernière main à leur rapport dans les temps.
7	Une analyse sexospécifique est intégrée dans la formulation de tous les programmes et projets sur le terrain, et les questions sexospécifiques sont prises en compte dans l'approbation et la mise en œuvre des projets.	Appliquée	Appliquée	Les règles définies par la FAO dans le cycle des projets permettent de suivre la prise en compte des considérations de parité hommes-femmes dans la formulation des programmes et des projets, ainsi que la mise en œuvre des activités correspondantes. En 2018 comme en 2019, un pourcentage très élevé (plus de 90 pour cent) des projets ont été élaborés à partir d'une analyse sexospécifique (point évalué sur la base des marqueurs de l'égalité hommes-femmes de la FAO), et la part des projets évalués comme ayant correctement pris en compte les questions de parité (d'après un système de notation des rapports finaux) s'est considérablement accrue, passant de 70 pour cent à 87 pour cent.
8	Tous les examens et évaluations de programmes intègrent pleinement l'analyse sexospécifique et rendent compte de l'impact sexospécifique du domaine sur lequel ils portent.	Appliquée	Appliquée	Conformément aux directives pour l'évaluation de l'intégration des considérations de parité hommes-femmes rédigées par le Bureau de l'évaluation, le mandat de toutes les évaluations menées durant l'exercice biennal (47) intégrait la question de la parité hommes-femmes. Tous les rapports d'évaluation consacraient également une section spécifique à cette question en tant qu'élément de la conception, de la gestion et des résultats de l'initiative

Normes minimales d'intégration des considérations de parité hommes-femmes		2018	2019	Résumé des résultats obtenus au cours de l'exercice biennal
				évaluée. De 2018 à 2019, le pourcentage des évaluations comprenant des recommandations en matière de parité hommes-femmes formulées à partir des conclusions a, lui aussi, considérablement progressé (de 82 pour cent à 100 pour cent).
9	Un programme obligatoire de renforcement des capacités d'intégration des questions de parité est créé et mis en œuvre pour tous les fonctionnaires et les directeurs.	Appliquée	Appliquée	<p>La FAO met en œuvre chaque année une stratégie de renforcement des capacités en matière de parité hommes-femmes et offre un choix de formations sur ce thème à son personnel. Depuis 2018, le cours interinstitutions de formation en ligne intitulé <i>Gender Equality, UN Coherence and You</i> (l'égalité des sexes, la cohérence de l'Organisation des Nations Unies et vous) est obligatoire pour tous les membres du personnel; et en 2019, 544 membres du personnel ont suivi différents cours en ligne traitant de la parité hommes-femmes parmi ceux proposés sur la plateforme interne d'apprentissage you@fao.</p> <p>En outre, au cours de l'exercice biennal, plus de 80 ateliers, séminaires ou webinaires consacrés aux questions de parité ont été organisés au Siège et dans les bureaux décentralisés (30 en 2018 et 51 en 2019).</p>
10	Des compétences minimales d'analyse sexospécifique sont précisées, et tous les directeurs et fonctionnaires du cadre organique sont tenus de les posséder.	Appliquée	Appliquée	Le Cadre de compétences de la FAO intègre la question de la parité dans la valeur essentielle «Respect pour tous», et tous les avis de vacance de poste du cadre organique encouragent les femmes qualifiées à postuler. Dans ces avis, les divisions qui recrutent peuvent mettre l'accent sur l'expérience ou sur les qualifications requises en matière de parité hommes-femmes.
11	Chaque département technique instaure un processus d'analyse de l'égalité des sexes pour tous les travaux normatifs, programmes et produits axés sur les connaissances.	Appliquée	Appliquée	Chaque année, les points de contact pour les questions de parité hommes-femmes reçoivent une enquête leur permettant de rapporter dans quelle mesure ils contribuent à la réalisation d'activités liées à ces questions au sein de leur division/unité. Durant l'exercice biennal, plus de 85 pour cent d'entre eux ont ainsi indiqué annuellement avoir été directement associés à ces activités, 45 pour cent de façon régulière et 55 pour cent de façon occasionnelle. Leurs principales tâches intéressent la planification et l'établissement de rapports liés à la parité hommes-femmes; la représentation de la FAO dans des réunions interinstitutions; l'aide à l'élaboration de document de planification au niveau pays; la conception de projets et l'examen de produits axés sur les connaissances.

	Normes minimales d'intégration des considérations de parité hommes-femmes	2018	2019	Résumé des résultats obtenus au cours de l'exercice biennal
12	Une évaluation de la contribution à la réalisation des objectifs de parité hommes-femmes de la FAO est intégrée au Système de gestion et d'évaluation de la performance (PEMS) de tous les fonctionnaires.	Appliquée	Appliquée	En 2018, pour la première fois, la FAO a été en mesure de communiquer le nombre de membres de son personnel ayant un objectif lié aux questions de parité hommes-femmes dans leur évaluation de performance. Au cours de l'exercice biennal, toutefois, la norme n'a été appliquée qu'aux points de contact pour les questions de parité hommes-femmes, lesquels étaient près des deux tiers à avoir un objectif ou un indicateur sur ce thème dans leur PEMS. En 2019, la FAO a commencé à poser les bases d'un élargissement de cet examen à d'autres catégories de personnel, y compris les cadres.
13	Les ressources humaines et financières et les résultats opérationnels et normatifs relatifs à l'égalité des sexes, depuis le Siège jusqu'au niveau national, sont systématiquement suivis et communiqués aux organes directeurs de la FAO et au système des Nations Unies.	Appliquée	Appliquée	Le cadre de suivi de l'Organisation permet de suivre les résultats relatifs à la parité hommes-femmes par objectif stratégique ou fonctionnel et de les présenter aux organes directeurs de la FAO dans le rapport de synthèse de l'examen à mi-parcours et le rapport sur l'exécution du Programme. Ces rapports institutionnels comprennent également des informations actualisées sur l'allocation de ressources financières aux questions de parité et sur l'exécution des activités correspondantes. En outre, la FAO met en œuvre un plan d'action sur l'égalité des sexes et communique des données sur les ressources humaines au Comité financier.
14	Trente pour cent des activités opérationnelles menées par la FAO dans les pays et les régions et des ressources budgétaires correspondantes concernent des interventions ciblant spécifiquement les femmes.	Non appliquée	Non appliquée	En 2018 comme en 2019, un pourcentage élevé (55 pour cent et 57 pour cent respectivement) des projets approuvés de la FAO se sont vu attribuer le marqueur de l'égalité homme-femme G2a (l'égalité des sexes est prise en compte de façon systématique, mais ne fait pas partie des principaux objectifs du projet), tandis que la part des projets marqués G2b (l'égalité des sexes est le principal objectif) était en moyenne de 6 pour cent. Cette norme n'est pas encore appliquée car la FAO travaille toujours à déterminer le budget lié aux questions de parité pour chaque intervention.
15	La part du portefeuille du Programme de coopération technique affectée aux programmes et projets relatifs à l'égalité des sexes passe de 9 à 30 pour cent.	Appliquée	Appliquée	Le Programme de coopération technique (PCT) permet à la FAO de mettre son savoir-faire et ses connaissances techniques à la disposition des pays Membres qui en font la demande, aux frais de l'Organisation. Au cours de l'exercice biennal, plus de la moitié des 359 projets du PCT approuvés prenaient en compte l'égalité des sexes.

Indicateur 6.3.B – Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP)

476. Le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes est un dispositif d'application du principe de responsabilité qui vise à accélérer l'intégration des questions relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans toutes les fonctions institutionnelles des organismes du système des Nations Unies. Dans ce cadre, chacun des organismes, départements et bureaux participants est appelé à établir un rapport annuel.

477. L'année 2018 a été la première année d'établissement de rapports conformes au plan d'action ONU-SWAP 2.0, et la FAO a confirmé sa bonne performance. ONU-Femmes a d'ailleurs salué les résultats obtenus par la FAO pour les indicateurs Communication des résultats obtenus en matière d'égalité des sexes au regard des ODD et Amélioration des pratiques d'évaluation tenant compte de la parité hommes-femmes, et a encouragé l'Organisation à redoubler d'efforts pour atteindre une représentation égale des femmes à tous les échelons et obtenir un engagement aux plus hauts niveaux en faveur de l'intégration des questions d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans toutes ses activités.

478. L'indicateur 6.3.B mesure les résultats obtenus par la FAO au regard des normes ONU-SWAP. En 2019, l'Organisation a encore progressé, atteignant ou dépassant 15 des 16 indicateurs de performance du plan d'action ONU-SWAP 2.0 la concernant (*tableau 17*). Celui-ci comprend 17 indicateurs, dont un (IP 3) qui ne s'applique pas à la FAO.

479. La FAO a notamment réussi à dépasser l'indicateur IP 14 (Évaluation des capacités), en plus des indicateurs IP 4 (Évaluation), IP 5 (Audit) et IP 11 (Structure de prise en compte de la problématique hommes-femmes). Le principal domaine à améliorer est celui correspondant à l'indicateur IP 12 (Représentation égale des femmes et des hommes). La FAO a élaboré un plan d'action corrective pour 2020 afin de mettre en œuvre le Plan d'action pour la parité hommes-femmes au sein du personnel de la FAO.

Tableau 17: ONU-SWAP 2.0 – notation de la FAO par indicateur de performance (IP) (2019)

IP	Intitulé	2018	2019
1	Planification stratégique de résultats en matière d'égalité des sexes contribuant aux ODD	atteint	atteint
2	Communication des résultats obtenus en matière d'égalité des sexes au regard des ODD	dépassé	dépassé
3	Communication des résultats relatifs à l'égalité hommes-femmes obtenus dans les programmes au regard des ODD (dont l'IP 1 ne rend pas compte)	S/O	S/O
4	Évaluation	dépassé	dépassé
5	Audit	dépassé	dépassé
6	Politiques	atteint	atteint
7	Implication de l'encadrement	atteint	atteint
8	Intégration des questions d'égalité des sexes dans la gestion de la performance	atteint	atteint
9	Suivi des ressources financières	atteint	atteint
10	Allocation des ressources financières	atteint	atteint
11	Structure de prise en compte de la problématique hommes-femmes	dépassé	dépassé
12	Représentation égale des femmes et des hommes	en vue	en vue
13	Culture organisationnelle	atteint	atteint
14	Évaluation des capacités	atteint	dépassé
15	Renforcement des capacités	atteint	atteint
16	Connaissances et communication	atteint	atteint
17	Cohérence	en vue	atteint
* Conformément au calendrier fixé pour la présentation des rapports ONU-SWAP au Conseil économique et social des Nations Unies, les notations seront confirmées en juillet 2020.			

Annexe 4: Cadre de résultats de la Stratégie relative au changement climatique – rapport de situation 2018-2019

480. La présente annexe a été élaborée avec le concours des divisions techniques, bureaux régionaux et équipes chargées des programmes stratégiques compétents et illustre la solide intégration horizontale du changement climatique dans les activités de la FAO. La Stratégie relative au changement climatique de l'Organisation et sa mise en œuvre au cours de l'exercice biennal ont permis de prendre en compte les questions d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets dans tous les domaines de travail. L'ensemble des réalisations communiquées au titre du cadre de résultats de la Stratégie montrent la nature transsectorielle du changement climatique, qui fait partie des thèmes transversaux de l'Organisation.

Points saillants

481. *Résultante 1:* Durant l'exercice biennal, la FAO a aidé les pays à mobiliser plus de 1 milliard d'USD (1.b.i) auprès de sources nationales et internationales de financement pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets dans les secteurs alimentaire et agricole. Au total, 186 nouveaux projets (1.b.ii) ont été financés et lancés avec l'aide de la FAO, y compris des projets du PCT, ce qui a permis de dépasser largement la cible initialement fixée, qui s'est révélée trop prudente au vu du large consensus s'agissant de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets. La FAO a organisé ou appuyé 53 ateliers plurinationaux (1.e.i) pour aborder des questions en rapport avec le changement climatique; 140 pays (1.e.ii) ont participé à l'un de ces ateliers, soit plus du double du nombre attendu. Ces résultats font apparaître une augmentation très importante du nombre de pays demandant une aide pour accéder au financement climatique et lutter contre le changement climatique dans le cadre de tribunes de dialogue entre les pays traitant de questions techniques et politiques.

482. *Résultante 2:* La FAO a également contribué activement aux produits de la résultante 2 en présentant et en défendant ses perspectives sur la sécurité alimentaire et l'agriculture dans 45 instances internationales et régionales traitant du changement climatique (2.a.i) et dans 11 enceintes pertinentes qui ne sont pas expressément appelées à traiter d'agriculture (2.c.i), nouant ainsi des liens avec d'autres secteurs. Parallèlement à ces résultats supérieurs aux cibles pour ces indicateurs, l'Organisation devrait cependant s'employer encore davantage à renforcer sa participation aux réunions mondiales de financement de l'action climatique (20, 2.b.i) et à conclure des programmes de collaboration avec des partenaires du financement de l'action climatique (7, 2.b.ii). La cible s'est révélée trop ambitieuse, car les activités seront mises en œuvre principalement pendant l'exercice biennal 2020-2021, compte tenu du temps nécessaire pour négocier et élaborer les arrangements contractuels. Globalement, la FAO a considérablement renforcé sa position et son engagement s'agissant de l'intégration plus poussée de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'agriculture dans le programme international relatif au changement climatique.

483. *Résultante 3:* La coordination interne et l'exécution des travaux de la FAO se sont améliorées au cours de l'exercice biennal. Si le changement climatique ne peut toujours pas être considéré comme pleinement intégré dans le cycle des projets de la FAO (3.a.ii), l'introduction des marqueurs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE relatifs à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ses effets a permis de recenser les projets associés «de manière significative» ou «principalement» à des activités en rapport avec le changement climatique, lesquels représentent 56 pour cent (3.a.iv) du portefeuille de projets de la FAO. Une grande partie des projets de la FAO sont désormais associés à des marqueurs, ce qui permet de déterminer ceux qui sont en rapport avec le changement climatique. Cela étant, l'intégration du changement climatique dans le cycle des projets de la FAO pourrait nécessiter d'examiner, d'analyser et d'ajuster tous les projets en tenant compte des dimensions liées au climat, et ce dès la phase de conception. La proportion du budget du Programme ordinaire significativement liée à des activités en rapport avec le changement climatique est estimée à 9 pour cent (3.a.iii), chiffre qui a été calculé en déterminant les dépenses liées au changement climatique engagées au titre du Programme ordinaire à l'aide du système de

codification du CAD-OCDE et d'une triangulation à partir des divisions, des mécanismes d'exécution et des produits des objectifs stratégiques en rapport avec le changement climatique. La FAO a noué 27 partenariats stratégiques avec des acteurs non étatiques (3.b.i) pour obtenir un impact maximal de l'action climatique à tous les niveaux et a joint ses forces à celles du FIDA et du PAM en organisant 11 manifestations parallèles sur des thèmes en rapport avec le climat (3.b.ii). Un grand nombre d'activités d'apprentissage et/ou d'échanges (55, 3.c.iii) ont été organisés afin de renforcer les capacités internes du personnel de la FAO.

Voie à suivre

484. Les nouvelles priorités stratégiques de la FAO pour 2020-2021, notamment l'Initiative Main dans la main, l'agriculture numérique et l'innovation, les partenariats (dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, par exemple) et les zoonoses, seront intégrées dans le processus de mise en œuvre et de suivi des activités en rapport avec le changement stratégique, et le processus de communication des informations y afférentes, afin de créer des effets de synergie et d'améliorer la coordination entre les différents domaines d'activité. Les PEID, PMA et PDSL étant les plus touchés par le changement climatique, toutes les priorités prennent une nouvelle dimension, et un nombre croissant de pays membres ont recours à des approches plus complexes couvrant l'ensemble des secteurs, et demandent à être appuyés dans la mise en place de mécanismes d'exécution efficaces pour traiter les questions et les défis liés au changement climatique, y compris par le renforcement de la collaboration pour l'élaboration de solutions intégrées. Le cadre de résultats de la Stratégie de la FAO relative au changement climatique va être rationalisé dans l'avenir afin d'être totalement aligné sur le Cadre stratégique de l'Organisation.

Tableau 18: Cadre de résultats du Plan d'action de la Stratégie relative au changement climatique – progrès accomplis durant l'exercice biennal 2018-2019

	Indicateurs principaux relatifs au rôle de la FAO (les indicateurs de produits associés aux Objectifs stratégiques sont indiqués entre parenthèses)	Cibles	Résultat à la fin de l'exercice biennal
Produits de la Résultante 1			
1.a. La mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national dans les secteurs alimentaires et agricoles est directement soutenue dans les pays, grâce à des processus de politique, à des activités de renforcement des capacités et à des interventions techniques sur le terrain.	1.a.i. (PS 2.3.2) Nombre de pays dans lesquels les capacités des institutions concernées publiques et autres ont été renforcées en vue de la mise en œuvre de politiques, de stratégies ou de mécanismes de gouvernance qui encouragent une production durable et/ou permettent de faire face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.	43	64
1.b. L'accès des pays à des financements en faveur des secteurs alimentaires et agricoles est facilité pour un recours aux fonds nationaux et internationaux pour le climat.	1.b.i. Montants des financements dévolus à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ses effets dans les secteurs alimentaires et agricoles qui sont mobilisés grâce à l'appui de la FAO.	1 milliard d'USD	1,22 milliard d'USD
	1.b.ii. Nombre de nouveaux programmes et projets en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets bénéficiant de l'appui de la FAO et ayant reçu un financement.	30	186

	Indicateurs principaux relatifs au rôle de la FAO (les indicateurs de produits associés aux Objectifs stratégiques sont indiqués entre parenthèses)	Cibles	Résultat à la fin de l'exercice biennal
1.c. Les pays bénéficient d'une aide pour intégrer des considérations relatives à la sécurité alimentaire, au secteur agricole et au changement climatique dans leurs politiques nationales pertinentes ainsi que dans les politiques, stratégies et programmes régionaux.	1.c.i. Nombre de CPP de la FAO qui font référence à des contributions déterminées au niveau national et qui recensent les domaines dans lesquels la FAO peut collaborer avec les pays en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets. L'indicateur de produit 1.c.i. est mesuré par l'indicateur de produits 3.a.i.	35	69
	1.c.ii. (PS 2.2.1.) Nombre de politiques, de stratégies et de plans d'investissement formulés avec l'appui de la FAO et visant à rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables, et à faire face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.	61	86
	1.c.iii. (PS 2.2.2.) Nombre de documents stratégiques sur une agriculture, des forêts et des pêches durables élaborés grâce à des échanges intersectoriels et des mécanismes de gouvernance en lien avec le Programme 2030 et les plans de mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national.	40	43
1.d. Les pays sont guidés dans l'élaboration et l'adoption d'approches de réduction des risques de catastrophe et de démarches adaptatives et préventives en amont.	1.d.i. (PS 5.1.1.A) Nombre de pays qui ont formulé et institutionnalisé une stratégie ou un plan de réduction des risques et de gestion des crises grâce à l'appui de la FAO.	46	46
	1.d.ii. (PS 5.4.1.) Nombre de pays bénéficiant d'un appui de la FAO pour adopter des normes, lignes directrices et pratiques leur permettant de se préparer à des dangers potentiels et des situations d'urgence touchant un secteur spécifique.	27	41
1.e. Des tribunes de dialogue sur des questions techniques et politiques où les différents pays peuvent aborder des questions en rapport avec le changement climatique sont organisées.	1.e.i. Nombre d'ateliers plurinationaux organisés ou soutenus par la FAO pour faciliter les échanges techniques et stratégiques sur des questions en rapport avec le changement climatique.	12	53
	1.e.ii. Nombre de pays participant aux ateliers organisés ou soutenus par la FAO pour aborder des questions en rapport avec le changement climatique.	60	140
1.f. Des codes d'usages, des directives, des normes et d'autres documents sont élaborés ou mis à jour pour aider les pays à améliorer leur action face au changement climatique.	1.f.i. Nombre de codes d'usages, de directives, de normes et d'autres documents élaborés ou mis à jour pour aider les pays à améliorer leur action face au changement climatique.	15	40

	Indicateurs principaux relatifs au rôle de la FAO (les indicateurs de produits associés aux Objectifs stratégiques sont indiqués entre parenthèses)	Cibles	Résultat à la fin de l'exercice biennal
1.g. Les capacités des institutions nationales et régionales à générer, recueillir et exploiter des données et informations qui leur permettent de prendre des mesures d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets sont renforcées.	1.g.i. (PS 2.1.2) Nombre d'institutions (services de vulgarisation, organisations de producteurs, organismes publics, organisations de la société civile, établissements de recherche et d'enseignement) qui reçoivent un appui en matière de capacités techniques ou organisationnelles en vue de promouvoir l'adoption de pratiques intégrées et intersectorielles.	168	217
	1.g.ii. (PS2.4.2.) Nombre d'institutions qui ont bénéficié d'une aide de la FAO au renforcement des capacités en faveur de la collecte, de l'analyse et de la communication de données étayant la prise de décisions favorables à une production durable et à la lutte contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement, y compris aux ODD pertinents.	77	99
	1.g.iii. (PS5.2.1.) Nombre de régions et de pays qui ont perfectionné, grâce à l'appui de la FAO, leurs systèmes/mécanismes de suivi des menaces en vue d'améliorer le déclenchement des alertes précoces.	56	57
	1.g.iv (PS4.3.1.) Nombre de pays ayant bénéficié d'un appui de la FAO en vue de renforcer les capacités techniques et de gestion des acteurs des chaînes de valeur.	57	57
1.h. De nouveaux outils sont élaborés et ceux existants sont diffusés en vue de faciliter l'analyse et la planification concernant les effets du changement climatique et les nouvelles exigences relatives à l'établissement des rapports de pays.	1.h.i. Nombre de nouveaux outils élaborés pour faciliter l'analyse et la planification concernant les effets du changement climatique et les nouvelles exigences relatives à l'établissement des rapports de pays.	1	5
	1.h.ii. Nombre de pays qui ont bénéficié d'une formation aux outils d'aide à l'analyse et à la planification concernant les effets du changement climatique et les nouvelles exigences relatives à l'établissement des rapports de pays.	20	112
1.i. Les connaissances et l'appui technique fournis aux pays en ce qui concerne les approches favorables à une agriculture intelligente face au climat sont renforcés.	1.i.i. (PS 2.1.1.a.) Nombre d'initiatives dans lesquelles des pratiques et des technologies novatrices sont expérimentées, validées et adaptées afin d'augmenter durablement la productivité et la production, tout en faisant face au changement climatique et/ou à la dégradation de l'environnement.	76	94
	1.i.ii (PS 2.1.1.b.) Nombre d'initiatives dans lesquelles des pratiques et des technologies novatrices sont appliquées à plus grande échelle en vue d'accroître durablement la productivité et la production, tout en faisant face au changement climatique et/ou à la dégradation de l'environnement.	43	46

	Indicateurs principaux relatifs au rôle de la FAO (les indicateurs de produits associés aux Objectifs stratégiques sont indiqués entre parenthèses)	Cibles	Résultat à la fin de l'exercice biennal
1.j. Des partenariats stratégiques avec des acteurs clés de la recherche et de la mise en œuvre engagés dans les processus internationaux pour le climat et le développement (agriculteurs et producteurs alimentaires, universités, secteur privé et société civile) sont mobilisés au niveau national.	Les produits 1.j. et 2.f. relèvent de l'indicateur de produit 3.b.i.		27
Produits de la Résultante 2			
2.a. Les thématiques de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'agriculture, des forêts et de la pêche, des moyens d'existence ruraux et de la gestion et de la conservation des ressources naturelles reçoivent l'attention qu'elles méritent dans les enceintes internationales et régionales traitant du changement climatique.	2.a.i. Nombre d'instances et de réunions internationales et régionales traitant du changement climatique auxquelles la FAO contribue.	12	45
	2.a.ii. (PS 2.3.1.) Nombre de documents de session officiels auxquels la FAO a contribué et qu'elle a présentés à des mécanismes internationaux de gouvernance chargés des questions relatives à une agriculture, des forêts et/ou des pêches durables. Ces mécanismes internationaux de gouvernance sont notamment: a) la mise en œuvre du Programme 2030; b) l'Accord de Paris adopté dans le cadre de la CCNUCC; c) la CDB, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et d'autres initiatives institutionnelles pertinentes; d) les mécanismes ou instruments relevant de la responsabilité de la FAO, et les mécanismes de gouvernance régionaux connexes.	50	93
2.b. La visibilité des secteurs alimentaires et agricoles dans les processus financiers concernant le changement climatique est renforcée.	2.b.i. Nombre de réunions mondiales de financement de l'action climatique auxquelles la FAO participe.	28	20
	2.b.ii. Nombre de programmes de collaboration entre la FAO et les partenaires du financement de l'action climatique concernant le secteur agricole.	11	7

	Indicateurs principaux relatifs au rôle de la FAO (les indicateurs de produits associés aux Objectifs stratégiques sont indiqués entre parenthèses)	Cibles	Résultat à la fin de l'exercice biennal
2.c. L'action de la FAO en matière de changement climatique est élargie à des enceintes pertinentes qui ne sont pas expressément appelées à traiter d'agriculture, notamment à celles qui traitent de questions humanitaires, des migrations ou des conflits.	2.c.i. Nombre d'enceintes et de réunions internationales qui ne traitent pas principalement d'agriculture dans lesquels la FAO est engagée et noue des liens entre les secteurs agricoles et d'autres secteurs.	4	11
2.d. Le rôle de la FAO en tant que fournisseur de données mondiales, d'informations, de connaissances et de technologies en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets est maintenu et renforcé.	2.d.i (PS 2.4.1.) Nombre de produits de connaissances stratégiques, nouveaux ou considérablement mis à jour, concernant la production durable, le changement climatique et la dégradation de l'environnement qui ont été élaborés de manière inclusive et sont publiés afin de les rendre accessibles aux pays.	111	112
2.e. Les acteurs des secteurs alimentaire et agricole et les acteurs d'autres secteurs directement concernés par le changement climatique sont réunis.	2.e.i. Nombre de concertations intersectorielles sur le changement climatique organisées.	10	14
2.f. Des partenariats stratégiques sont mobilisés au niveau international, avec des acteurs clés de la recherche et de la mise en œuvre engagés dans les processus internationaux pour le climat et le développement, (organisations du Système des Nations Unies, organismes publics et privés, instituts de recherche et organisations de la société civile) de manière à mobiliser, dans le cadre d'une synergie, et à compléter les ressources financières, humaines et techniques nécessaires pour améliorer l'exécution, éviter les chevauchements d'efforts, utiliser les ressources de façon plus rationnelle et mobiliser des financements à l'appui de programmes nationaux.	Les produits 1.j. et 2.f. relèvent de l'indicateur de produit 3.b.i.		27

	Indicateurs principaux relatifs au rôle de la FAO (les indicateurs de produits associés aux Objectifs stratégiques sont indiqués entre parenthèses)	Cibles	Résultat à la fin de l'exercice biennal
2.g. La contribution de la FAO à la mobilisation des jeunes générations sur les questions de changement climatique est renforcée par des programmes d'éducation et de sensibilisation du public aux échelles nationale et mondiale.	2.g.i. Nombre de supports de documentation sur les questions de changement climatique diffusés à l'intention des jeunes générations.	4	3
Produits de la Résultante 3			
3.a. Les modalités opérationnelles de mise en œuvre de la Stratégie et le nouveau Département du climat, de la biodiversité, des terres et des eaux sont établis.	3.a.i. Nombre de CPP intégrant le changement climatique.	35	69
	3.a.ii. Le changement climatique est intégré dans le cycle des projets de la FAO en tant que considération nécessaire.	Oui	Non
	3.a.iii. Proportion du budget du Programme ordinaire de la FAO significativement liée à des activités en rapport avec le changement climatique.	8 %	9,34 %
	3.a.iv. Proportion du budget du portefeuille de projets de la FAO significativement liée à des activités en rapport avec le changement climatique.	30 %	56 %
3.b. L'impact est optimisé à l'échelle nationale, régionale et internationale par des partenariats stratégiques avec des acteurs clés de la recherche et de la mise en œuvre engagés dans les processus internationaux pour le climat et le développement (organisations du Système des Nations Unies, agriculteurs et producteurs alimentaires, universités, secteur privé et organisations de la société civile, entre autres).	3.b.i. Nombre de partenariats établis avec des acteurs non étatiques dont les accords de collaboration intègrent des activités explicitement en lien avec le changement climatique.	7	27
	3.b.ii. Nombre de manifestations parallèles organisées avec les organismes ayant leur siège à Rome sur des thèmes en rapport avec le climat.	9	11
3.c. Les programmes internes de mise en commun des connaissances et de promotion de la formation sont développés. Les capacités des bureaux régionaux, sous-régionaux et nationaux de la FAO ainsi que de ses bureaux de liaison sont renforcées.	3.c.i. Nombre de pays membres de la liste de diffusion du Réseau technique sur le changement climatique.	420 (dans 54 pays)	354 (dans 41 pays)
	3.c.ii. Nombre de modules de formation et de documents d'orientation produits.	12	6
	3.c.iii. Nombre d'activités d'apprentissage et/ou d'échanges organisés.	16	55

	Indicateurs principaux relatifs au rôle de la FAO (les indicateurs de produits associés aux Objectifs stratégiques sont indiqués entre parenthèses)	Cibles	Résultat à la fin de l'exercice biennal
3.d. L'avancement de la mise en œuvre de cette Stratégie est mesuré.	3.d.i. Un rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie est produit dans les délais impartis tous les deux ans, en fin d'année, conformément au cycle des rapports du PTB de la FAO.	Oui	Oui
3.e. Les émissions de gaz à effet de serre engendrées par les opérations fonctionnelles au Siège et dans les bureaux décentralisés sont réduites.	3.e.i. Réduction des émissions annuelles de gaz à effet de serre par personne liées aux bâtiments (tonnes d'équivalents CO ₂) par rapport à l'année précédente.	-3,39 % (2018)	-9 % entre 2017 et 2018
		-3,85 % (2019)	n.a
	3.e.ii. Réduction des émissions annuelles de gaz à effet de serre par personne liées aux voyages en avion (tonnes d'équivalents CO ₂) par rapport à l'année précédente.	-0,5 % (2018)	-4 % entre 2017 et 2018
		-0,5 % (2019)	n.a

Annexe 5: Équilibre entre les effectifs masculins et féminins et répartition géographique

Équilibre hommes-femmes au sein des effectifs

485. La FAO reste déterminée à poursuivre ses efforts en vue d'instaurer la parité hommes-femmes au sein de ses effectifs et continuera d'harmoniser son approche dans ce domaine avec la stratégie mise en place à l'échelle du système. À la suite du lancement de la stratégie pour la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unis, l'Organisation a élaboré un plan d'action détaillé pour la réalisation de la parité au sein de ses effectifs, adapté au contexte particulier dans lequel elle évolue et aux difficultés spécifiques auxquelles elle est confrontée en tant qu'institution spécialisée.

486. La FAO vise à parvenir à la parité dans la catégorie du cadre organique d'ici à 2022 et, pour ce qui est des postes de direction, d'ici à 2024. Depuis 2012, les candidatures présentées par des femmes font l'objet d'une attention particulière lors du processus de recrutement et de nomination, qui comporte notamment l'obligation de désigner des femmes parmi les candidats retenus pour un entretien en vue de l'attribution des postes à pourvoir. À la fin de décembre 2019, le personnel féminin représentait 44 pour cent des postes du cadre organique, tandis que le pourcentage de femmes occupant un poste de direction était de 25 pour cent.

487. En particulier, dans l'objectif d'accélérer la concrétisation de la parité hommes-femmes en encourageant la présentation de candidatures féminines, la FAO a intensifié ses efforts de diffusion des avis de recrutement auprès d'un large éventail d'institutions professionnelles et d'universités. L'Organisation saisira l'occasion des départs à la retraite aux postes de direction pour recruter de nouveaux fonctionnaires en s'attachant tout particulièrement à assurer l'équilibre hommes-femmes au sein des effectifs.

Tableau 19: Membres du personnel féminins et masculins au 31 décembre 2019

Catégorie	Femmes	Hommes	Total	Pourcentage de femmes
Direction (DGA, SDG, D1, D2)	32	98	130	25 %
Cadre organique (P1 – P5)	674	844	1 518	44 %
Fonctionnaires recrutés sur le plan national	90	114	204	44 %
Services généraux (G1-G7)	855	422	1 277	67 %
Total	1 651	1 478	3 129	53 %

Évolution de la représentation géographique

488. Les décisions concernant le recrutement à des postes de fonctionnaires du cadre organique recrutés sur le plan international ont toujours obéi au critère du mérite de telle sorte que l'Organisation puisse pourvoir tous les postes en engageant les candidats les mieux qualifiés. Cela n'empêche pas que conformément à l'esprit du paragraphe 3 de l'article VIII de l'Acte constitutif de la FAO, assurer une représentation géographique équitable des États Membres au sein du Secrétariat de l'Organisation continue de faire l'objet de l'attention voulue.

489. La méthode employée par la FAO pour déterminer la représentation géographique a été adoptée par la Conférence à sa trente-deuxième session, en novembre 2003. Selon cette méthode, 40 pour cent des postes sont attribués en fonction de la qualité de membre, 5 pour cent sur la base de la population du pays membre et 55 pour cent à proportion du barème des quotes-parts.

490. En 2018-2019, le nombre de pays non représentés, sous-représentés et surreprésentés au sein du Secrétariat de la FAO a été considérablement réduit et, partant, le nombre de ceux qui sont équitablement représentés a augmenté. Par ailleurs, nombre de pays qui étaient sous-représentés de façon chronique étaient représentés équitablement à la fin de l'exercice biennal et de nombreux pays non représentés ont se sont trouvés en situation de représentation équitable au cours de l'exercice.

491. À la fin de 2019, le pourcentage de pays représentés de manière équitable était de 91,24 pour cent.

Tableau 20: Pays n'entrant pas dans la catégorie des États équitablement représentée, par région, au 31 décembre 2019

Région	Pays surreprésentés	Pays sous-représentés	Pays non représentés
Afrique			
Amérique du Nord		États-Unis d'Amérique	
Amérique latine et Caraïbes			Bahamas
Asie		Chine, Japon, Malaisie, Singapour	
Europe	Irlande, Italie	Israël	
Pacifique Sud-Ouest			Fidji, Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Nioué
Proche-Orient		Arabie Saoudite, Émirats arabes unis	Qatar

Annexe 6: Politique linguistique de la FAO

492. En 1999, à sa trentième session, la Conférence de la FAO a réaffirmé qu'il était essentiel de veiller aux principes de parité et d'équilibre en matière d'utilisation des langues de la FAO ainsi qu'à la qualité des services de traduction et d'interprétation.

Réunions de la FAO

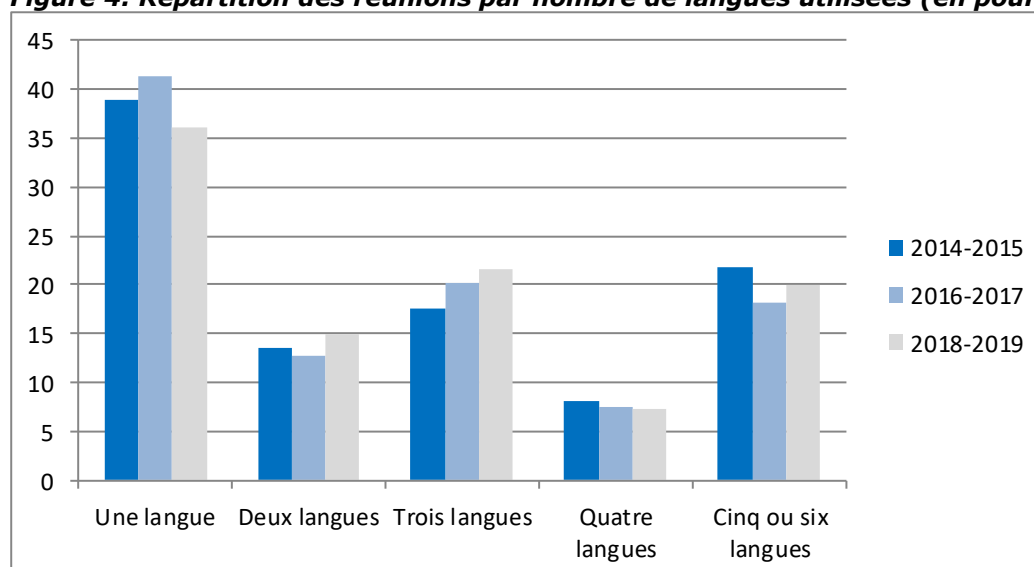
493. Le nombre de sessions inscrites au PTB en 2018-2019 (191) était supérieur à celui de l'exercice 2016-2017 (162). On a dénombré 73 sessions non programmées, tandis que 15 sessions ont été annulées (voir le *tableau 21* et l'*annexe web 8* consultable à l'adresse www.fao.org/pir/pir/fr/). On arrive à un total de 249 sessions en 2018-2019.

Tableau 21: Sessions organisées au Siège et dans des unités hors Siège

Description	2014-2015	2016-2017	2018-2019
Sessions approuvées dans le PTB	133	162	191
Sessions annulées, Programme ordinaire	(24)	(13)	(15)
Sessions non programmées, Programme ordinaire	68	72	73
Sessions non programmées, fonds fiduciaires	67	31	
Total	244	252	249
Siège	134	143	126
Unités hors Siège	110	109	123
Total	244	252	249
Pourcentage de réunions hors Siège	45 %	43 %	49 %

494. Le pourcentage de réunions tenues dans plusieurs langues de la FAO est un indicateur de l'équilibre linguistique (*figure 4*). En 2018-2019, 20 pour cent des réunions ont été tenues dans cinq ou six langues de la FAO, tandis que la proportion de réunions organisées dans quatre langues s'est maintenue à 8 pour cent. Vingt-deux pour cent des réunions ont été tenues en trois langues.

Figure 4: Répartition des réunions par nombre de langues utilisées (en pourcentage)



Publications

495. En 2018-2019, 4 177 publications (ouvrages et brochures) au total ont été mises à disposition via le système de gestion des flux de travaux (PWS), contre 3 585 lors de l'exercice précédent. Cinquante-six pour cent de ces publications sont parues en anglais, 14 pour cent en français, 12 pour cent en espagnol, 5 pour cent en arabe, 4 pour cent en russe et 3 pour cent en chinois (les documents financés par le Programme des publications en chinois étant compris dans ce chiffre). Les 6 pour cent restants comprennent des publications multilingues et des publications rédigées dans des langues non officielles.

Documents

496. Au cours de l'exercice biennal 2018-2019, 9 215 documents ont été publiés dans les archives documentaires de l'Organisation (FDR): 40 pour cent en anglais, 16 pour cent en français, 17 pour cent en espagnol, 9 pour cent en arabe, 9 pour cent en russe et 8 pour cent en chinois. Les documents multilingues ou dans d'autres langues ont représenté 1 pour cent de l'ensemble. Le total général (publications, documents, et quelques éléments entrant dans diverses catégories) pour 2018-2019 s'élève à 14 189, contre 11 000 pour l'exercice précédent.

Services d'appui terminologique et linguistique

497. Le Portail terminologique de la FAO a été enrichi des toutes dernières entrées terminologiques extraites des documents des organes directeurs et des principales publications issues de l'ensemble des divisions de la FAO; plusieurs centaines de nouvelles fiches terminologiques multilingues ont ainsi été créées au cours de l'exercice biennal. Le portail a fait l'objet d'une révision en profondeur, qui a permis d'ajouter à des milliers de fiches terminologiques des informations fondées sur les connaissances disponibles, afin d'en accroître l'utilité pour les traducteurs, les interprètes, les experts, les auteurs et le grand public. Le volume de données de la base est présenté à travers le nombre d'entrées ajoutées et le nombre de fiches disponibles pour chaque langue. Cette nouvelle méthode permet de mieux rendre compte de la couverture linguistique globale du portail (*tableaux 22 et 23*).

Tableau 22: Nombre de termes figurant dans le Portail terminologique, par langue

	Anglais	Français	Espagnol	Arabe	Chinois	Russe	Italien	Latin
2014-2015	126 800	91 000	77 000	113 100	33 100	111 800	20 200	16 000
2016-2017	130 220	93 560	78 950	115 710	45 000	114 500	20 200	16 500
2018-2019	132 110	94 230	77 855	117 555	51 000	115 640	20 300	15 030

Tableau 23: Nombre d'entrées figurant dans le Portail terminologique, par langue

	Anglais	Français	Espagnol	Arabe	Chinois	Russe	Italien	Latin
2014-2015	97 783	68 743	64 337	89 098	20 875	85 867	19 206	10 957
2016-2017	98 810	69 700	65 370	90 133	21 475	86 902	19 226	11 050
2018-2019	101 900	73 655	69 000	93 635	42 000	90 325	20 075	11 895

Liste des sigles

A2R	<i>Initiative de résilience face aux changements climatiques: anticiper, absorber, reformuler</i>
AEP	<i>Approche écosystémique des pêches</i>
AGORA	<i>Système de recherche mondiale en ligne sur l'agriculture</i>
AGRIS	<i>Système international d'information pour les sciences et la technologie agricoles</i>
AIP	<i>Alerte rapide et intervention précoce</i>
ANASE	<i>Association des nations de l'Asie du Sud-Est</i>
ASTF	<i>Fonds fiduciaire africain de solidarité pour la sécurité alimentaire</i>
ATLASS	<i>Outil de la FAO d'évaluation de la surveillance nationale de l'antibiorésistance et des compétences des laboratoires (outil de la FAO)</i>
BAfD	<i>Banque africaine de développement</i>
BCP	<i>Bilan commun de pays</i>
BERD	<i>Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i>
CAAHN	<i>Réseau de santé animale en Asie centrale</i>
CADRI	<i>Initiative pour le renforcement des capacités d'intervention en cas de catastrophe</i>
CAE	<i>Communauté d'Afrique de l'Est</i>
CCI	<i>Centre du commerce international</i>
CCNUCC	<i>Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques</i>
CCP	<i>Comité des produits</i>
CCS	<i>Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination</i>
CDB	<i>Convention sur la diversité biologique</i>
CDN	<i>Contribution déterminée au niveau national</i>
CEA	<i>Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique</i>
CEDEAO	<i>Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest</i>
CELAC	<i>Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes</i>
CESAP	<i>Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique</i>
CILSS	<i>Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel</i>
CIPV	<i>Convention internationale pour la protection des végétaux</i>
CNUCED	<i>Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement</i>
COMESA	<i>Marché commun de l'Afrique orientale et australe</i>
COP	<i>Conférence des Parties</i>
CPP	<i>Cadre de programmation par pays</i>
CSA	<i>Comité de la sécurité alimentaire mondiale</i>
CSA	<i>Comité de la sécurité alimentaire mondiale</i>
CSC	<i>Centre des services communs</i>
CSST	<i>coopération Sud-Sud et coopération triangulaire</i>
DIMITRA	<i>Clubs DIMITRA – Projet participatif d'information et de communication au service des populations rurales, et notamment des femmes (FAO/Fondation Roi Baudouin)</i>
DPPA	<i>Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (ONU)</i>
ECOSOC	<i>Conseil économique et social (ONU)</i>

ECTAD	<i>Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières</i>
FAOSTAT	<i>Base de données statistiques fondamentales de l'Organisation</i>
FEM	<i>Fonds pour l'environnement mondial</i>
FIDA	<i>Fonds international de développement agricole</i>
FIES	<i>échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue</i>
FIRST	<i>Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience, durabilité</i>
(Mécanisme FIRST)	<i>et transformation Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience, durabilité et transformation</i>
FMM	<i>Mécanisme multidonateurs flexible</i>
FVC	<i>Fonds vert pour le climat</i>
GIEC	<i>Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat</i>
HCR	<i>Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés</i>
HLPF	<i>Forum politique de haut niveau pour le développement durable</i>
IFPRI	<i>Institut international de recherche sur les politiques alimentaires</i>
IGAD	<i>Autorité intergouvernementale pour le développement</i>
IITA	<i>Initiative internationale pour la transparence de l'aide</i>
IPC	<i>Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire</i>
KORE	<i>Plateforme de partage des connaissances sur la résilience</i>
LMR	<i>limite maximale de résidus</i>
MERCOSUR	<i>Marché commun austral</i>
MOSS	<i>Normes minimales de sécurité opérationnelle</i>
NPA-Ag	<i>Intégrer l'agriculture dans les plans nationaux d'adaptation</i>
OADA	<i>Organisation arabe de développement agricole</i>
OCDE	<i>Organisation de coopération et de développement économiques</i>
OIE	<i>Organisation mondiale de la santé animale</i>
OIM	<i>Organisation internationale pour les migrations</i>
OIT	<i>Organisation internationale du travail</i>
OMC	<i>Organisation mondiale du commerce</i>
OMS	<i>Organisation mondiale de la Santé</i>
ONUDI	<i>Organisation des Nations Unies pour le développement industriel</i>
ONU-Femmes	<i>Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes</i>
ONU-REDD	<i>Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement</i>
ORMS	<i>Système de gestion de la résilience de l'Organisation</i>
PAM	<i>Programme alimentaire mondial</i>
PDDAA	<i>Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine</i>
pêche INN	<i>pêche illicite, non déclarée et non réglementée</i>
PEID	<i>Petits États insulaires en développement</i>
PFRDV	<i>pays à faible revenu et à déficit vivrier</i>
PNA	<i>Plan national d'adaptation</i>
PNIA	<i>Plan national d'investissement agricole</i>
PNUD	<i>Programme des Nations Unies pour le développement</i>
PNUE	<i>Programme des Nations Unies pour l'environnement</i>
PPA	<i>peste porcine africaine</i>
SADC	<i>Communauté de développement de l'Afrique australe</i>

SAFIN	<i>Réseau de financement et d'investissement en faveur des PME agricoles et de l'agriculture paysanne</i>
SH	<i>Système harmonisé de désignation et de codification de marchandises (Système harmonisé)</i>
SICA	<i>Système d'intégration de l'Amérique centrale</i>
SIG	<i>Système d'information géographique</i>
SUN	<i>Mouvement pour le renforcement de la nutrition</i>
TAPE	<i>Outil de mesure des résultats de l'agroécologie</i>
TIC	<i>technologies de l'information et des communications</i>
TISSA	<i>Système tripartite (OMS/FAO/OIE) de surveillance intégrée de la résistance aux antimicrobiens et de l'utilisation d'agents antimicrobiens</i>
UNICEF	<i>Fonds des Nations Unies pour l'enfance</i>